

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 28/03/2022

N° : 2022/262

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 15 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

15 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Jean-Marc BLOCCQUEL - Patrick BORE - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Arnaud DROUOT - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Eric MERY - Danielle MILON - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Julien RAVIER - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO représenté par Cédric DUDIEUZERE - Christian AMIRATY représenté par Roland MOUREN - Sophie CAMARD représentée par Patrick AMICO - Mathilde CHABOCHE représentée par Olivia FORTIN - Bernard DEFLESSELLES représenté par Roland GIBERTI - Marie MICHAUD représentée par Pierre LEMERY - Marine PUSTORINO-DURAND représentée par Bruno GILLES - Stéphane RAVIER représenté par Gisèle LELOUIS - Didier REAULT représenté par Frédéric GUELLE - Dona RICHARD représentée par Christine JUSTE - Laure ROVERA représentée par Jessie LINTON - Guy TEISSIER représenté par Valérie BOYER.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-001/20/CT

■ Election du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence
DAJA 20/18473/CT

HN 002-002/20/CT

■ Détermination du nombre de vice-présidents du Conseil de Territoire Marseille Provence
DAJA 20/18224/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Aux termes du second alinéa de l'article L.5218-6 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Le Conseil de Territoire désigne (...) en son sein, parmi les conseillers de territoire, un ou plusieurs vice-présidents. Le nombre de ceux-ci ne peut être supérieur à 30% du nombre total des membres du conseil de territoire ni excéder le nombre de quinze ».

Sur le fondement de ces dispositions, il appartient au Conseil de Territoire, afin de pouvoir procéder à la désignation de ses vice-présidents, d'en déterminer préalablement le nombre.

Il est rappelé que le présent Conseil de Territoire est composé de 126 conseillers de territoire.

Il est proposé aux membres du Conseil de fixer le nombre de vice-présidents du Conseil de Territoire à quinze.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-6.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le nombre de vice-présidents du Conseil de Territoire Marseille Provence est fixé à quinze.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 003-003/20/CT

■ Election des vice-présidents du Conseil de Territoire Marseille Provence

DAJA 20/18474/CT

HN 004-004/20/CT

■ Lecture de la charte de l' élu local

DAJA 20/18225/CT

Madame la Présidente ou Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2015-366 du 31 mars 2015 a introduit dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) une disposition prévoyant que lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du président et des vice-présidents, le Président donne lecture de la charte de l' élu local inscrite à l'article L.1111-1-1 du CGCT.

En préambule, il est rappelé l'alinéa 1er de la disposition précitée :

« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l' élu local ».

La charte de l' élu local, dont il est donné lecture, dispose :

1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions Madame la Présidente ou Monsieur le Président après cette lecture, remet aux conseillers de territoire, conformément à l'article L.5211-6 du CGCT, une copie de la charte de l' élu local et des dispositions de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre IV du titre 1^{er} Etablissements Publics de Coopération Intercommunale applicable dans les métropoles ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1111-1-1 et L 5211-6.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte qu'il a été donné lecture au Conseil de la charte de l' élu local et qu'une copie de celle-ci a été remise à tous ses membres ainsi que copie des dispositions de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre IV du titre 1^{er} « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » et des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte qu'il a été donné lecture au Conseil de la charte de l' élu local et qu'une copie de celle-ci a été remise à tous ses membres ainsi que copie des dispositions de la sous-section 1 de la section 2

du chapitre IV du titre 1^{er} « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » et des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

HN 005-005/20/CT

■ Accord du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le projet de délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire DAJA 20/18470/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui dispose particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1er du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Par conséquent, suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il est demandé au Conseil de Territoire de se prononcer sur le projet de délégations de compétences par la Métropole au Conseil de Territoire, tel que présenté ci-après :

Il est proposé de déléguer au Conseil de Territoire Marseille-Provence, jusqu'au 31 décembre 2020 l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements de recherche.

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- e) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- f) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Pour l'exercice des compétences déléguées il est proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'Etat spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du code général des collectivités territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est sollicité pour accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire Marseille Provence, préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence donne son accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire Marseille Provence, joint à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 006-006/20/CT

■ Approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions de délégation de service public relatives à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 20/18405/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille comprend. Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le- Rouet. Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Par délibérations MER 002-5518/19/CM et MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe des délégations de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe Rouge à Marseille et comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.

Les deux procédures de consultation se sont effectuées selon les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et à son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016, ainsi qu'aux articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir à des approbations du choix du titulaire lors d'un Conseil de la Métropole prévu après l'installation des instances de la Métropole suivant les élections municipales du 15 et 22 mars 2020.

En raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, instaurant l'état d'urgence sanitaire, est venue préciser les modalités de ce report dans les communes où le premier tour organisé le 15 mars 2020 n'a pas permis d'élire l'ensemble de l'organe délibérant.

Le décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 a arrêté au 28 juin 2020 la date du second tour des élections municipales et communautaires.

Le report des élections municipales et communautaires rend impossible la tenue d'un Conseil de la Métropole permettant une entrée en vigueur des nouvelles délégations avant le 31 juillet 2020 et le 28 juillet 2020, dates d'échéance respectives des actuels contrats de délégation de service public. Cette situation créerait une interruption du service public d'avitaillement de la Pointe Rouge et des services publics de l'avitaillement et du carénage du port de Carry-le-Rouet pour plusieurs semaines en haute saison ce qui serait fortement préjudiciable aux usagers plaisanciers et professionnels.

Ainsi afin d'assurer la continuité de ces services publics, une prolongation des contrats n°13/130 et n°13/131 sous la forme d'une modification unilatérale pour motif d'intérêt général s'avère indispensable. Il est proposé de prolonger les actuelles délégations de service public jusqu'au 30 septembre 2020, durée strictement nécessaire pour procéder aux dernières formalités légales et réglementaires suivant l'approbation par le Conseil de la Métropole du choix des titulaires respectifs et des nouveaux contrats prévu le 31 juillet prochain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions n°13/130 et n°13/131 - Délégation de service public relatif à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et délégation de service public relatif à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions n°13/130 et n°13/131 - Délégation de service public relatif à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et délégation de service public relatif à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet .

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport portant sur l'approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions n°13/130 et n°13/131 - Délégation de service public relatif à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et délégation de service public relatif à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry- le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 JUILLET 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

28 JUILLET 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Marie BATOUX - Nassera BENMARNIA - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Alexandre DORIOU - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Audrey GARINO - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Pierre HUGUET - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Hervé MENCHON - Eric MERY - Yves MORAINE - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Frank OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Perrine PRIGENT - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Lionel ROYER-PERREAU - Michèle RUBIOLA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Gilbert SPINELLI - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO représenté par Cédric DUDIEUZERE - Marion BAREILLE représentée par Laurence SEMERDJIAN - Sébastien BARLES représenté par Patrick AMICO - Corinne BIRGIN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Patrick BORE représenté par Bernard DEFLESSELLES - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Laure-Agnès CARADEC représentée par Emmanuelle CHARAFE - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - David GALTIER représenté par Frank OHANESSIAN - Samia GHALI représentée par Catherine VESTIEU - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Prune HELFTER-NOAH représentée par Hervé MENCHON - Sébastien JIBRAYEL représenté par Lyece CHOULAK - Cédric JOUVE représenté par Lourdes MOUNIEN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par Solange BIAGGI - Jessie LINTON représentée par Gérard AZIBI - Anne MEILHAC représentée par Christine JUSTE - Marie MICHAUD représentée par Pierre LEMERY - Danielle MILON représentée par Jean-Pierre GIORGI - Férouz MOKHTARI représenté par Gilbert SPINELLI - Yannick OHANESSIAN représenté par Pauline ROSSELL - Véronique PRADEL représentée par Jocelyne POMMIER - Didier REAULT représenté par Frédéric GUELLE - Dona RICHARD représentée par Eric MERY - Laure ROVERA représentée par Audrey GARINO - Laurent SIMON représenté par Patrick GHIGONETTO - Etienne TABBAGH représenté par Jean-Marc SIGNES - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Sophie CAMARD - Bruno GILLES - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - André MOLINO - Marine PUSTORINO-DURAND - Georges ROSSO - Ulrike WIRMINGHAUS.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Commission "Hors Nomenclature"

■ **Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Adoption du compte de gestion de l'exercice 2019**

Avis du Conseil de Territoire
HN 001-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2019 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2019 comme suit :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le résultat de clôture de l'exercice 2019 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes 351 356 419,84 euros
En dépenses 351 356 419,84 euros

Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2019, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Budgets annexes de la Métropole Aix- Marseille-Provence - Adoption des comptes de gestion de l'exercice 2019 du Conseil de Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
HN 002-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, au plus tard le 30 juin 2020, reporté exceptionnellement au 31 juillet 2020, du Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence :

- ASSAINISSEMENT,
- EAU,
- DECHETS
- PORT DE PLAISANCE,
- CREMATORIUM
- et OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire Marseille Provence,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

DELIBERE

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	- 4 706 932,80 euros
Section de fonctionnement	24 412 431,90 euros
Solde	19 705 499,10 euros

BUDGET ANNEXE EAU

Section d'investissement	20 239 466,63 euros
Section de fonctionnement	2 961 146,99 euros
Solde	23 200 613,62 euros

BUDGET ANNEXE DECHETS

Section d'investissement	- 18 747 987,32 euros
Section de fonctionnement	1 633 409,82 euros
Solde	- 17 114 577,50 euros

BUDGET ANNEXE PORT DE PLAISANCE

Section d'investissement	- 1 032 086,24 euros
Section de fonctionnement	1 583 982,67 euros
Solde	551 896,43 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement	1 573 319,39 euros
--------------------------	--------------------

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Section de fonctionnement	3 022 049,90 euros
Solde	4 595 369,29 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	- 2 373 052,87 euros
Section de fonctionnement	1 908 900,78 euros
Solde	- 464 152,09 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Assainissement, de l'Eau, des Déchets, du Port de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'Aménagement du Territoire Marseille Provence dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Approuve ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Adoption du Compte administratif de l'exercice 2019

Avis du Conseil de Territoire HN 003-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole.

En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparaît dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Les délibérations 2019 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de territoire

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2019 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes	351 356 419,84 euros
-------------	----------------------

En dépenses	351 356 419,84 euros
Résultat :	0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances est en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des comptes administratifs de l'exercice 2019 du Conseil de Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire HN 004-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Il est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes d'exercice métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence suivants :

- ASSAINISSEMENT,
- EAU,
- DECHETS,
- PORT DE PLAISANCE,
- CREMATORIUM,
- et OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de les approuver :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
 - Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Arrête, pour chacun des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence listés ci-avant, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 19 705 499,10 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-6167 545,52		1 460612,722	-4 706 932,80

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

EXPLOITATION	11 618 842,07	6 167 545,52	12 793 589,83	24 412 431,90
TOTAL	5 451 296,55	6 167 545,52	14 254 202,55	19 705 499,10

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU

SOLDE CREDITEUR : 23 200 613,62 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	• 4 172,26		2 285 294,37	20 239 466,63
EXPLOITATION	3 763 817,86		-802 670,87	2 961 146,99
TOTAL	21 717 990,12		1 482 623,50	23 200 613,62

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DECHETS

SOLDE DEBITEUR : - 17 114 577,50 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	-3 724 331,51		- 15 023 655,81	18 747 987,32
EXPLOITATION	535 324,03		1 098 085,79	1 633 409,82
TOTAL	-3 189 007,48		- 13 925 570,02	17 114 577,50

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 551 896,43 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	585 923,35		-1 618 009,59	-1 032 086,24
EXPLOITATION	66 430,55		1 517 552,12	1 583 982,67
TOTAL	652 353,90		-100 457,47	551 896,43

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 4 595 369,29 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSE MENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 299 649,84		273 669,55	1 573 319,39
EXPLOITATION	2 646 569,22		375 480,68	3 022 049,9
TOTAL	3 946 219,06		649 150,23	4 595 369,29

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 464 152,09 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSE MENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 038 765,71		- 3 411 818,58	- 2 373 052,87
EXPLOITATION	- 262 604,25		2 171 505,03	1 908 900,78
TOTAL	776 161,46		- 1 240 313,55	- 464 152,09

Article 2 :

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence listés ci-avant.

Article 3 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	- 4 706 932,80 euros
Section de fonctionnement	24 412 431,90 euros
Solde	19 705 499,10 euros

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 4 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	20 239 466,63 euros
Section de fonctionnement	2 961 146,99 euros
Solde	23 200 613,62 euros

Article 5 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Déchets » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	- 18 747 987,32 euros
Section de fonctionnement	1 633 409,82 euros
Solde	- 17 114 577,50 euros

Article 6 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Ports de Plaisance » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	- 1 032 086,24 euros
Section de fonctionnement	1 583 982,67 euros
Solde	551 896,43 euros

Article 7 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Crématorium » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	1 573 319,39 euros
Section de fonctionnement	3 022 049,90 euros
Solde	4 595 369,29 euros

Article 8 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Opérations d'aménagement » un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

Section d'investissement	- 2 373 052,87 euros
Section de fonctionnement	1 908 900,78 euros
Solde	- 464 152,09 euros

Article 9 :

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances est en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 10 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2020 Décision budgétaire modificative n° 1 HN 005-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 12 novembre 2019 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 18 décembre 2019 par l'adoption du budget primitif 2020 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il s'agit de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°1 du prochain Conseil de la Métropole.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	653 800.00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	15 235 331.05 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2020 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence, par nature, telle que figurant en annexe.

Cette proposition aux voix est adoptée.

■ Budget Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Territoire de Marseille Provence - Décision budgétaire modificative n° 1

**Avis du Conseil de Territoire
HN 006-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Est présentée ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2020 de ce budget annexe.

Il est précisé que les budgets annexes Eau, Assainissement, Ports de plaisance, Crématorium et Opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020.

Cette décision modificative permet l'ajustement de crédits entre chapitres, à somme nulle.

En section de fonctionnement il s'agit principalement de diminuer le chapitre 011 – Charges à caractère général (- 390 000 €) au profit des chapitres 65 – Autres charges de gestions courantes (+ 80 000 €) et du chapitre 67 – Charges spécifiques (annulation de titres sur exercices antérieurs) (+ 310 000 €).

En section d'investissement les virements entre chapitres permettent d'ajuster les crédits entre opérations pour un volume de seulement 35 000 € ;

Les volumes de crédits votés respectivement en sections de fonctionnement et d'investissement au stade du budget primitif ne sont donc pas modifiés.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FCT 001-382/18/CT du 11 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes délégués ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2020 du budget annexe Collecte et Traitement des déchets du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tel que présentée ci-dessus et détaillée en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Délégations du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président
HN 007-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de Territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences dans les matières suivantes, mentionnées aux 1° à 15° dudit article :

« 1° *Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;*

2° *Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;*

3° *Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;*

4° *Schéma de l'ensemble de voirie ;*

5° *Abrogé ;*

6° *Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;*

7° *Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;*

8° *Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;*

9° *Marchés d'intérêt national ;*

10° *Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;*

11° *Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;*

12° *Programme de soutien et d'aide aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;*

13° *Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;*

14° *Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;*

15° *Elaboration du projet métropolitain ; ... »*

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux Vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité. »

Sur le fondement des dispositions qui précèdent, par délibération du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a approuvé la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Pour la mise en œuvre des compétences déléguées, il est proposé au Conseil de Territoire d'approuver la subdélégation au Président d'une partie des attributions déléguées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- Le procès verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'afin d'assurer la mise en œuvre des missions confiées par la Métropole au Conseil de Territoire, il convient de délibérer sur la subdélégation d'attributions au Président du Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :
 - pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT ;
- délivrer les autorisations de branchement aux réseaux d'eau potable;
- délivrer les autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement;
- conclure, réviser, résilier les conventions spéciales de déversement ;
- délivrer les autorisations de déversement.
- décider des exonérations temporaires à l'obligation de raccordement aux réseaux d'assainissement ;
- décider des intégrations d'ouvrages dans le périmètre des délégations de service public de l'eau et de l'assainissement ;
- délivrer les permissions de voirie, instruire les demandes et délivrer les autorisations de travaux relatives aux interventions sur la voirie sur le périmètre du Territoire; délivrer les mises en demeure ; décider des retraits d'autorisation ;
- délivrer les avis sur les permis de construire ;
- conclure, réviser, résilier les conventions de redevance spéciale relatives à la collecte des déchets ;
- conclure les conventions de partenariat avec les organismes d'habitat collectif relatives à la gestion des déchets.
- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme sur le Territoire Marseille Provence ;
- prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières du territoire Marseille Provence ;
- attribuer par délégation les aides financières affectées par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le logement social, sur le périmètre du territoire Marseille Provence aux maîtres d'ouvrage de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;
- agréer les dispositifs spécifiques en faveur du logement social non assortis d'aides financières ;
- signer les conventions ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement.
- approuver les baux et conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises et hôtels d'entreprises situés dans le périmètre géographique du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Création de la commission consultative des marchés à procédure adaptée du Conseil de Territoire Marseille Provence HN 008-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour la mise en œuvre des compétences qui lui ont déléguées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence, a délégué au Président la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, accords cadres et marchés subséquents, passés selon la procédure adaptée ainsi que leurs avenants, dans les conditions suivantes :

- marchés de fournitures et services jusqu'au seuil européen des procédures formalisées
- marchés de travaux jusqu'à 1 000 000 euros HT

Pour l'exercice de cette délégation, il est proposé, compte tenu de l'enjeu économique, que l'attribution des marchés, accords cadres et marchés subséquents de travaux d'un montant compris entre le seuil européen des procédures formalisées applicable aux marchés de fournitures et services passés par les pouvoirs adjudicateurs et 1 000 000 euros Hors taxes, ainsi que leurs avenants, soient soumis à l'avis préalable d'une commission consultative.

Cette commission comprendrait cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, désignés suivant le principe de la représentation proportionnelle. Elle serait présidée par le Président du Conseil de Territoire ou son représentant. Le représentant de la DGCCRF et le comptable public pourraient être invités à participer à ses réunions. La commission émettrait un simple avis sur les marchés et accords cadres précités, ainsi que leurs avenants avec incidence financière, la décision revenant en tout état de cause au Président du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire du 28 juillet 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soumettre à l'avis d'une commission consultative, l'attribution par le Président du Conseil de Territoire des marchés, accords - cadres et marchés subséquents de travaux passés selon la procédure adaptée ainsi que leurs avenants.

DELIBERE

Article 1 :

Est constituée une commission consultative des marchés à procédure adaptée comprenant cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, présidée par le Président du Conseil de Territoire ou son représentant.

Sont désignés :

En qualité de titulaires

- Maxime MARCHAND
- Marc DEL GRAZIA
- Christian AMIRATY
- Jessie LINTON
- Eric MERY

En qualité de suppléants :

- Jocelyne POMMIER
- Caroline MAURIN
- Perrine PRIGENT
- Christian PELLICANI
- Mireille BALLETTI

Article 2 :

Cette commission consultative sera saisie pour un avis préalable, avant décision du Président du Conseil de Territoire, de l'attribution des marchés, accords - cadres de travaux et marchés subséquents passés selon la procédure adaptée d'un montant compris entre le seuil européen des procédures formalisées applicable aux marchés de fournitures et services passés par les pouvoirs adjudicateurs et 1 000 000 euros Hors taxes, ainsi que leurs avenants. Le représentant de la DGCCRF et le comptable public pourront être invités à y participer à titre consultatif. Les avis seront exprimés par un vote. Le délai de convocation de la commission consultative par le Président ou son représentant sera de 5 jours francs. La commission se réunira sans condition de quorum. Elle dressera un procès-verbal de sa réunion.

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est habilité à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Création des commissions de travail et d'étude HN 009-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil de territoire le rapport suivant :

En application de l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire a la possibilité de constituer des commissions chargées d'étudier, dans leur domaine de compétences, les questions soumises au Conseil. Leur rôle consiste à émettre des avis et à formuler des propositions, sans disposer de pouvoirs de décision, lesquels relèvent du Conseil de Territoire. La composition de ces différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus.

Neuf commissions permanentes de travail et d'étude pourraient être créées dans ce cadre :

- Finances - Etat spécial de territoire.
- Habitat et Politique de la Ville.
- Développement durable, environnement, biodiversité, agriculture.
- Urbanisme- aménagement.
- Voirie – mobilité.
- Propreté et déchets.
- Eau et assainissement.
- Tourisme-culture-équipements sportifs et de loisirs-développement économique, emploi et numérique.
- Ports - nautisme.

Il est proposé de fixer à 20 le nombre de membres par commission. Le Président du Conseil de Territoire sera Président de droit de chaque commission. Lors de leur première réunion, les membres de la commission désigneront un vice - président délégué qui sera chargé de convoquer la commission et de la présider lorsque le Président sera absent ou empêché. Tout conseiller non membre d'une commission peut assister aux séances de travail sans pouvoir délibérer.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis au Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la création de neuf commissions de travail et d'étude chargées d'étudier dans les domaines relevant de leur compétence les dossiers et rapports soumis au Conseil de Territoire :

Finances - Etat spécial de territoire.
 Habitat et Politique de la Ville.
 Développement durable, environnement, biodiversité, agriculture.
 Urbanisme – aménagement.
 Voirie – mobilité.
 Propreté et déchets.
 Eau et assainissement.
 Tourisme-culture-équipements sportifs et de loisirs-développement économique, emploi et numérique.
 Ports - nautisme.

Article 2 :

Chaque commission comprend 20 conseillers de territoire désignés selon le principe de la représentation proportionnelle. Le président du Conseil de Territoire est membre de droit de chaque commission. Les membres de chaque commission désigneront un vice - président délégué pour convoquer la commission et la présider lorsque le président du Conseil de Territoire, président de droit, sera absent ou empêché. Les commissions sont saisies pour avis ou pour information des rapports soumis au Conseil de Territoire. Les commissions se réunissent à la diligence de leur président. Elles se tiennent sans condition de quorum. Tout conseiller non membre d'une commission peut assister aux séances de travail, sans pouvoir délibérer.

Le compte rendu des débats est adressé à chaque membre de la commission pour être approuvé lors de la séance suivante. Tout conseiller peut prendre connaissance des dossiers étudiés par les commissions et des relevés de conclusion.

Les réunions de la commission ne sont pas publiques. A la demande du président de commission, des personnes extérieures peuvent être entendues sur une question intéressant la commission.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Evolution des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu

Information du Conseil de Territoire HN 010-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1^{er} janvier 2017 pour la gestion du Centre sportif de Fontainieu, situé dans le 14^e arrondissement de Marseille.

Cet équipement est situé sur un terrain de 5 hectares et dispose des installations suivantes :

- Des terrains de sports collectifs (terrain de football, terrain de sable, mini terrain, terrain multisports)
- Un mur d'escalade de 18 voies
- Un espace de glisse (Skate Park, piste VTT)
- Des salles d'activités multi-sports
- Des salles de formation et de réunion

Le Centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrente ou ponctuelle. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, une tarification concernant l'occupation liée à l'utilisation des équipements mis à disposition par le centre sportif de Fontainieu a été approuvée par la délibération n°MET 19/10705/CM du Conseil de Métropole du 20 juin 2019.

L'application de cette tarification a permis de mettre à jour certaines pistes d'amélioration tendant à mieux répondre au fonctionnement différencié des structures utilisatrices (nouveaux tarifs correspondant à la diversification des créneaux et des fréquences d'utilisation) tout en faisant évoluer certains tarifs pouvant pénaliser trop fortement la pratique associative, et ce de manière équitable.

D'autre part, afin d'optimiser la fréquentation du centre et de fidéliser les structures et les associations, certains tarifs ont été modulés en fonction de l'utilisation annuelle des équipements afin de les rendre plus attractifs pour les utilisateurs réguliers.

Enfin, de nouveaux tarifs ont été créés afin de poursuivre la politique de développement du centre sportif en étoffant le panel de services offerts par Fontanieu, notamment en termes d'offres de stages ou de formations.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération seront applicables à compter du 1er septembre 2020, date de démarrage de la nouvelle saison sportive.

Il est précisé que les tarifs ont été fixés en se basant sur ceux pratiqués pour des équipements comparables, et en tenant compte de la localisation particulière de l'équipement en zone prioritaire, et de ses difficultés d'accès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'évolution des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'évolution des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu.

■ Approbation d'une convention de remboursement entre la Commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal

**Information du Conseil de Territoire
HN 011-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a construit en 2011 un cimetière intercommunal sur la commune de Ceyreste comportant 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, la compétence en matière de création et de gestion des cimetières est soumise à la définition de son intérêt métropolitain qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon métropolitain ou de l'échelon communal.

A ce titre, par délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017, il a été décidé de ne pas déclarer d'intérêt métropolitain le cimetière de La Ciotat et de transférer cet équipement à la commune de La Ciotat à compter de la date de réception des travaux de construction. Celle-ci devrait intervenir dans le courant du 3e trimestre 2020.

La Métropole ayant financé entièrement la construction de cet équipement, il a été convenu entre la Mairie de La Ciotat et la Métropole que cette dernière percevrait, à partir de la date de transfert, les recettes liées à la vente de caveaux. S'agissant des concessions, il a été convenu de reverser la moitié des recettes liées à l'attribution des concessions funéraires.

La convention prendra fin à l'épuisement du stock initial de caveaux et cases de columbarium

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de remboursement entre la Commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation d'une convention de remboursement entre la Commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal.

■ Echange sans soulte de parcelles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame NAEL, Chemin du Jas Vieux Carry-Le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire HN 012-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération échange sans soulte de parcelles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame NAEL au titre de la régularisation de voirie 21, chemin du Jas Vieux », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En concertation avec la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à une régularisation foncière au niveau du numéro 21 chemin du Jas Vieux.

En effet, une emprise de 20 m² est aménagée en espace de voirie et appartient à Monsieur NAEL et Madame LE PAPE, tandis qu'une emprise de 16 m² non aménagée en voirie appartient au domaine public de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Aussi, afin de régulariser la situation juridique desdits terrains il convient que :

- La Métropole acquiert une emprise de terrain de 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 51 propriété de Monsieur NAEL et de Madame LE PAPE.

- La Métropole cède en échange une bande de terrain de 16 m² issue du domaine public non aménagé. Il convient au préalable de procéder au déclassement de cette emprise.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la collectivité, les parties se sont entendues sur un échange sans soulte.

Compte tenu de la faible superficie et valeur foncière des emprises échangées, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la transaction ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13021000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « CARRY-LE-ROUET - Echange sans soulte de parcelles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame NAEL au titre de la régularisation de voirie 21, chemin du Jas Vieux ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une emprise de terrain de 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 51 propriété de Monsieur NAEL et de Madame LE PAPE et qu'elle cède en échange une bande de terrain de 16 m² issue du domaine public en vue d'une régularisation de voirie au niveau du 21 du chemin du Jas Vieux ;
- Qu'il convient préalablement de procéder au déclassement de la bande de terrain issue du domaine public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'échange sans soulte de parcelles entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame NAEL au titre de la régularisation de voirie 21, chemin du Jas Vieux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Acquisition d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Barbaroux auprès de la SAS FERGOM Châteauneuf-Les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire

HN 013-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération acquisition d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Barbaroux auprès de la SAS FERGOM, satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi de contribuer au développement de l'emploi et à l'attractivité de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié le terrain dit P2, propriété du groupe Total, pour la réalisation d'un village d'entreprises.

Ce village permettra la création d'une centaine d'emplois, et sera implanté sur environ 9000 m2 de surface de plancher avec un accès sur la partie Sud du site avec entrée/ sortie par la rue Barbaroux.

Aussi, afin de garantir un accès sécurisé au site, il convient de réaliser un élargissement de la rue Barbaroux conformément à l'étude circulation effectuée en 2019.

La Métropole Aix Marseille Provence doit donc acquérir une bande de terrain d'environ 50 m2 (superficie à préciser après établissement d'un document parcellaire) située sur une emprise foncière et limitrophe à la rue Barbaroux, issue de la parcelle cadastrée section 026, n° CH100, propriété de la SAS FERGOM.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la collectivité, les parties se sont entendues sur un prix de 60 euros / m² conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat. Le prix global et définitif de la transaction auquel sera appliquée la TVA, sera donc fixé lorsque la superficie sera certaine et établie par document de géomètre.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la transaction,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Barbaroux auprès de la SAS FERGOM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une emprise de terrain d'environ 50 m² à détacher de la parcelle cadastrée section 026, n° CH100, propriété de la SAS FERGOM afin de réaliser l'élargissement de la rue Barbaroux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Châteauneuf-les-Martigues sur l'acquisition d'une emprise de terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Barbaroux auprès de la SAS FERGOM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
HN 014-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'État.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2ème, 3ème et 15ème arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la seconde partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aygalades.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs réalisés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Pour ce faire, le 24 octobre 2019 par la délibération MET 19/13033/BM la Métropole a procédé au déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises dénommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5, désaffectées du trottoir (côté nord) de la rue André Allar qui ne sont plus accessibles au cheminement piéton.

L'objectif de ce déclassement était de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les emprises concernées et réintégrées dans le projet urbain.

Toutefois, il est constaté que par suite d'erreurs matérielles de report des surfaces, les plans et la délibération sont erronés

Aussi pour pouvoir procéder à la cession des emprises correctement définies, il convient de faire passer une délibération rectificative afin de corriger ces erreurs matérielles dans la délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille – 15^{ème} arrondissement en date du 24 octobre 2019, savoir :

- En page 2, au sein de l'exposé préalable :

Au lieu de lire : la superficie totale à déclasser est de 773 m² environ portée sur les deux plans de déclassements joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3 DP4, et DP5 avec pour superficies respectives : 175 m², 224m², 330m², 25m² et 19 m².

Il convient de lire : la superficie totale à déclasser est de 798 m² environ portée sur les deux plans de déclassements joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3 DP4, et DP5 avec pour superficies respectives : 145 m², 224m², 385m², 25m² et 19 m².

- En page 3, aux termes de l'article 2 :

Au lieu de lire : est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de 773m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Il convient de lire : est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de 798m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les deux erreurs matérielles identifiées dans la délibération de déclassement du 24 octobre 2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public métropolitain de cinq emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale et abrogation de la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019

**Avis du Conseil de Territoire
HN 015-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale et abrogation de la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019 satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL).

La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000 m² de SDP (le projet) porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'engager une première phase opérationnelle courant 2017-2018.

Pour ce faire, EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier/Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Eco Quartier méditerranéen, sur le périmètre reproductible dans la Métropole marseillaise,
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants,
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants,
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux,
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000 m² de surface planché.

Le foncier objet de la présente cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² SDP. Cette cession a déjà fait l'objet d'une délibération URB 053-7424/19/BM en date du 19 décembre 2019, mais cette dernière comportait une erreur matérielle relative à la superficie des emprises à céder. Il s'avère ainsi nécessaire d'annuler et de remplacer la délibération erronée.

Il s'agit des emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 145 m², 224 m², 385 m², 25 m² et 19 m² (voir plan ci-joint) déclassées du Domaine Public par délibération rectificative concomitante du 31 juillet 2020.

C'est pourquoi, la Métropole demande à ce que soit à nouveau approuver la cession à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et au protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 - 2020) lequel a été approuvé par délibération du 11 février 2011 par Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la « Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale et abrogation de la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession desdites parcelles par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'établissement Public Euroméditerranée d'engager la phase opérationnelle de l'îlot 4C1 et îlots 5C1, 5C2 et 5C3.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale et abrogation de la délibération URB 053-7424/19/BM du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un avenant 1 au mandat d'aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides, situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe

**Avis du Conseil de Territoire
HN 016-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant 1 au mandat d'aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides, situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.;

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis au projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située principalement sur la commune de Marignane a été créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006. Cette ZAC à vocation économique, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie de 87 hectares dont 60 sont cessibles.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération au conseil de communauté n° DEV 008-910/08/CC en date du 9 janvier 2009. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine puis par La Métropole Aix-Marseille Provence.

Depuis la réception des ouvrages en 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont eu lieu sur la tranche 2 de la ZAC, telles que les vols de câblages du réseau d'éclairage public, les dispositifs de fonte de voirie, la dégradation du mobilier urbain, de postes électriques, d'espaces verts.

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles sur cette ZAC, un Mandat d'Aménagement avec la SOLEAM a été approuvé au conseil métropolitain de décembre 2019 n°URB 035-7406/19/BM, afin de mettre en œuvre une troisième tranche de travaux, à savoir :

- l'aménagement d'un giratoire sur la route départementale n°368, afin de créer une deuxième entrée/sortie dans la ZAC,
- la réalisation de la voie de liaison entre les tranches 1 et 2 avec maillage du réseau des eaux usées,
- la démolition de bâtiments présents sur quelques lots à aménager,
- la reprise partielle des réseaux et de la voie située sur la tranche 2 suite aux dégradations,
- l'évacuation totale de merlons de terres sur quelques macros lots pour favoriser leurs commercialisations.

Il a été constaté par l'ensemble des parties que les dégradations observées dans le périmètre de la ZAC (décharges sauvages, équipements publics dégradés et/ou volés...) sont un problème récurrent. Il convient de réajuster les missions de la SOLEAM dans le cadre de son mandat, afin de garantir la bonne tenue des espaces publics pour sécuriser le site, respecter les impératifs environnementaux et faciliter les démarches de commercialisation.

Le présent rapport a pour objet d'intégrer aux missions de la SOLEAM, la mise en œuvre et le pilotage de l'entretien courant de la ZAC comprenant:

- La collecte, le tri et l'évacuation de déchets et autres matériaux divers présents sur les espaces publics de la ZAC ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Eventuellement, la collecte, le tri et la mise en stock provisoire sur site de matériaux susceptibles d'être réutilisés sur le territoire de la ZAC à des fins d'aménagement (déblais réutilisables en remblais), sous réserve de la validation de cette réutilisation de matériaux par une étude réglementaire ;
- Le nettoyage mensuel des espaces publics de la ZAC ;
- Les travaux de sécurisation des espaces publics et des parcelles devant être commercialisées (clôtures, GBA, merlons de terre, etc.).

Le présent avenant ne porte aucune incidence financière supplémentaire sur le budget prévisionnel global des dépenses, seule la rubrique n°5 des dépenses prévisionnelles (annexe 2) au bilan de l'opération a été révisée avec une nouvelle répartition des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération URB 4/259/CC du 30 Mars 2006 approuvant la création de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane ;
- La délibération DEV 008-910/08/CC du 9 janvier 2009 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Florides ;
- La délibération URB 035-7406/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant le mandat d'aménagement confié à la SOLEAM sur le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au mandat d'aménagement avec la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant 1 au mandat d'aménagement avec la SOLEAM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de l'avenant 1 au mandat d'aménagement avec la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

■ Approbation de l'avenant n°4 du Contrat de Concession avec OGIC pour la Zone d'Aménagement Concerté Garoutier à La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
HN 017-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° 14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n° 21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a exposé le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n° 23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n° 20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 aout 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS la Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100 % de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence Métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2015 et l'avenant N° 3 à la concession d'aménagement, signé le 28 juin 2017.

Par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2016.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2017.

La ZAC du Garoutier, qui s'étend sur 22 ha, a pour objectif d'accueillir 579 logements dont 20% minimum de logements locatifs sociaux, une part de logements à coûts maîtrisés et une centaine de lots individuels.

La réalisation de la première tranche de la ZAC du Garoutier qui comprend 360 logements, dont 109 logements sociaux et 51 logements intermédiaires. L'aménageur a réalisé en première tranche 22, 5 % de logements sociaux. La livraison a eu lieu en 2018 et 2019.

L'avenant n°3 actait en 2017, la réalisation d'une tranche conditionnelle de la ZAC, suite à une demande de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) de procéder à une étude patrimoniale pour les 136 logements prévus dans le secteur D, le macro lot D01 et le macro lot B03. En effet, la « Bastide Marin » sur les parcelles voisines de la ZAC a fait l'objet d'une inscription au titre des Monuments historiques.

A la suite d'une étude patrimoniale et paysagère, les permis de construire pour les secteurs D, D01 et B03 ont été accordés en 2019 et 2020, et la tranche conditionnelle de la ZAC du Garoutier peut ainsi être mise en œuvre. En termes d'équipements publics, cette tranche conditionnelle prévoit l'achèvement de la future voie métropolitaine Est-Ouest et du giratoire du chemin des Séveriers.

Dans son article 4, la concession initiale prévoyait une durée de 8 années à partir de la réception par l'aménageur du traité de concession, soit le 6 août 2012. Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement, par un avenant.

La reprise du projet suite à la demande de l'ABF a occasionné un allongement de la durée de l'opération estimé à 2 ans. Cependant, afin de se réserver une marge de sécurité et laisser le temps de l'achèvement et de la réception par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'ensemble des ouvrages publics, le délai de prorogation proposé est de 4 ans, à compter de la notification de l'avenant à l'aménageur.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'avenant N°4 de prorogation de la concession d'une durée de 4 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que l'amélioration patrimoniale du projet de construction a occasionné un délai supplémentaire pour achever la tranche conditionnelle de la ZAC du Garoutier ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 du Contrat de Concession avec OGIC pour la Zone d'Aménagement Concerté Garoutier à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement - Demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains

Avis du Conseil de Territoire
HN 018-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au PPA » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants. Il a pris effet le 15 juillet 2019, et est enregistré sous le numéro 19/0528. Il unit les efforts collectifs de l'Etat, la Ville de Marseille, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Caisse des Dépôts et Consignations (Direction Banque des Territoires), l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côtes d'Azur, et l'Agence Régionale des organismes HLM

Par arrêté numéro 13-2019-11-26-005, l'Etat, représenté par la Direction Départementale du Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône, a accepté de participer au financement d'une première liste de douze études pré-opérationnelles, engagées ou à engager sur l'année 2019, pour un montant total de 1 million d'euros, pour une assiette subventionnable arrêtée à 2 408 600 euros TTC.

Dans le droit fil des premiers accords pris et des premières discussions engagées entre tous les partenaires institutionnels, il était convenu qu'à l'issue d'une première année de suivi et d'engagement des études et opérations visant à dessiner un nouveau cadre urbain pour le centre-ville marseillais, l'Etat accepterait de poursuivre son soutien par la conclusion d'une nouvelle convention de financement des nouvelles études nécessaires et révélées par ce premier audit.

Dans ce cadre, et au titre de l'année 2020, l'État s'engage à subventionner les études présentées à l'article 2 énumérées ci-dessous à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable.

Le montant prévisionnel des études s'élève à **2 293 700 HT**.

Le montant total que l'État versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage des études sera égal au plus à 1 000 000,00 euros répartis entre ces différentes études et dans la limite de 50 % du taux subventionnable.

Liste des études à venir

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au PPA.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains ;
- Que la Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la demande de subvention d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention avec la ville de Marseille pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme

**Avis du Conseil de Territoire
HN 019-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Avenant n°1 à la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6^{ème} action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité.

La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé. Dans le cadre de sa mise en œuvre, des études complémentaires devront être engagées sur le périmètre retenu en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en relogement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires.

La loi prévoit en particulier que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette compétence transitoire, pour la durée de la GOU, a vocation à s'exercer sur un périmètre dans lequel elle est actuellement exercée par la Ville de Marseille, laquelle conserve par ailleurs cette même compétence sur le reste de son territoire.

Dans une perspective d'optimisation des moyens publics, il est donc apparu opportun que les agents de la Ville en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme puissent intervenir au bénéfice de la Métropole en vue de l'exercice par celle-ci, des compétences qui lui sont transitoirement transférées.

En effet, l'article R.423-15 du Code de l'urbanisme permet, expressément à l'autorité compétente de charger les services d'une commune de l'instruction des permis et déclarations.

Dans la mesure où la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission. Compte tenu du caractère à la fois transitoire et circonscrit au périmètre de la GOU, de la compétence de la Métropole, celle-ci a sollicité la Ville afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui y sont déposés soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme.

La Ville a répondu favorablement à cette demande par délibération de son Conseil municipal en date du 25 novembre 2019 et la Métropole par délibération n° URB 002-7375/19/BM en date du 19 décembre 2019.

Une convention de mise à disposition du Directeur adjoint de l'urbanisme pour 10% de son temps de travail a, par ailleurs, été conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole contre remboursement.

La mise en œuvre de la convention de prestation de services, à l'issue de ces 6 derniers mois, a permis de mettre en exergue quelques écueils dans le process que l'avenant n°1, soumis au vote de ce jour, permet de corriger.

A l'article 3 de la convention « Missions », les différentes phases du process seront modifiées et complétées comme suit :

- **En phase de dépôt de la demande :**

1) Est ajouté le point suivant « l'affichage des avis de dépôts des ADS sera effectué par la Direction de l'Urbanisme de la Ville, à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier 13233 Marseille Cedex 20, et information transmise aux mairies de secteur concernées » ;

2) Est supprimé le point : « Transmettre à l'autorité compétente l'avis de dépôt du permis ou de la déclaration préalable afin que celle-ci procède à l'affichage au siège et ce, pendant toute la durée de l'instruction » ;

- **En phase d'instruction :**

1) Après le point « instruire le dossier », il est inséré le point suivant :
« Participation de la Direction référente aux commissions techniques d'urbanisme, avec ou sans l'ABF selon les cas. Elle sera invitée à participer aux commissions d'urbanisme par la Ville pour examiner les dossiers à déposer ou déposés dans le périmètre de la GOU ».

2) Le point « Transmettre tout arrêté ou toute décision tacite pour affichage au siège de l'autorité compétente » est supprimé. Il est remplacé par « Une information régulière sur les arrêtés et les décisions sera transmise à la Direction Référente de la Métropole »

3) Après le point précédent, est ajouté : « La Direction de l'Urbanisme de la ville procèdera à l'affichage des arrêtés et décisions d'urbanisme à l'adresse du guichet unique sis 40 rue Fauchier Marseille 13233 Marseille Cedex 20 ».

- **En phase post-instruction : les deux points suivants sont modifiés :**

1) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la conformité des travaux au dépôt d'une DAACT ;

2) « La Direction de l'Urbanisme a en charge la rédaction des procès-verbaux d'infraction et d'arrêtés interruptifs de travaux ».

A l'article 4 « Conditions financières » il est ajouté un dernier paragraphe comme suit : « Un avenant à cette convention de mise à disposition sera conclu. Il s'agit de pallier à l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme. En conséquence de quoi, l'avenant à conclure prévoira la mise à disposition de trois agents Ville pour

une quotité de temps de travail identique (10%), les seconds et troisièmes agents n'intervenant qu'en l'absence ou l'empêchement du Directeur adjoint de l'Urbanisme ».

Le contenu de l'article 5 « Classement et archivages » est supprimé. Il est désormais rédigé comme suit « Au terme de la procédure d'instruction, la Direction de l'urbanisme de la ville clôture le dossier et procède à son archivage actif pour donner libre accès aux administrés. La consultation des ADS sera assurée via la messagerie spécifique dédiée permettant aux administrés de faire leur demande de consultation et de transmission des pièces du dossier ».

Le contenu de l'article 7 « Modalités de recours/contentieux » est modifié uniquement dans ses deux premiers paragraphes comme suit :

« Le traitement des recours gracieux engagés le cas échéant contre une décision ayant été instruite par les agents Ville, dans le cadre de la présente convention, incombe à la Métropole. La DGA Commande Publique et Affaires Juridiques gèrera la ou les réponses à apporter, en lien avec la Direction Référente. Il en est de même des recours contentieux (requête en annulation, requête en référé suspension, etc.), lesquels sont réceptionnés par la DGA précitée et gérés en lien avec la Direction Référente.

La Direction Référente pourra solliciter l'aide technique et juridique des agents de la ville ayant instruit le dossier pour l'analyse des recours et des réponses à apporter ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à un avenant 1 à la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 à la convention entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Exonération de deux mois de loyers et redevances des entreprises, commerces et associations hors pépinières et hôtels d'entreprises

**Avis du Conseil de Territoire
HN 020-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Exonération de deux mois de loyers et redevances des entreprises commerces et associations hors pépinières et hôtels d'entreprises » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du plan de relance de l'économie suite à la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19, il a été annoncé par communiqué de presse qu'une exonération de deux mois de loyers/redevances hors charges pour les entreprises occupant les pépinières et les hôtels d'entreprises métropolitains serait mise en œuvre. Par déclinaison de la délibération cadre portant sur le plan de relance, ce sujet spécifique de l'exonération des entreprises occupant les pépinières ou hôtels d'entreprises métropolitains fait l'objet d'autres rapports présentés à l'approbation des élus métropolitains.

En dehors de ce cadre, d'autres entreprises, commerces et associations occupant le patrimoine métropolitain ont fait part de leurs difficultés financières rencontrées pendant la crise. Il semble plus lisible de traiter ces entreprises avec les mêmes règles d'exonération que celles logées en pépinières ou en hôtels d'entreprises, soit une exonération de deux mois de loyers hors charges portant sur les mois d'avril et mai.

L'analyse des différents cas rencontrés conduit, après propositions des Directions territoriales métropolitaines et avis des conseils de territoires concernés, à ne proposer une exonération que pour les entreprises ou associations intervenant dans un secteur concerné par des difficultés avérées et significatives lors de la crise sanitaire. Seraient ainsi exonérées les entreprises intervenant dans les grands domaines d'activité suivants : commerce, ingénierie, logistique, construction, transport.

Il est en revanche proposé de ne pas exonérer de loyers les entreprises dont l'activité est liée à de l'affichage publicitaire, de la télécommunication, des travaux autoroutiers ou de la gestion des déchets. Il est aussi proposé de ne pas exonérer les structures dont le modèle économique est basé en tout ou partie sur des subventions publiques ou permet d'amortir les effets de la crise (pôles de compétitivité, laboratoires de recherche publics, société publique locale, société d'économie mixte, association).

Concernant les entreprises implantées sur le territoire du CT1, l'impact financier de cette mesure serait d'environ 109 376€, s'agissant des crédits pris :

- Au budget principal centralisé de la Métropole, sous-politique A130, nature 6132, chapitre 01, fonction 020 s'agissant de La Fabrique Paper-Back, entreprise listée en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole, recettes R1, nature 752, fonction 20, sous-politique A 130, gestion 5DPGI s'agissant de Cash Auto/Cash Immo et Idri AMAR, entreprises listées en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole recettes R1, nature 752, fonction 60, sous-politique A 130, gestion 900 000 s'agissant de MAJELIS Provence, entreprise listée en annexe 1.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Au budget principal de la Métropole, sous-politique B330, service 900 000, nature 752, fonction 68, chapitre 75 s'agissant du village d'entreprises de St-Henri et SCOPTI, entreprises listées en annexe 1.

Ces montants correspondent aux deux mois de loyers hors charges qui ne seraient pas demandés aux entreprises listées en annexe 1 de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les pièces jointes à la présente délibération ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole
- Le projet de délibération portant sur « Exonération de deux mois de loyers et redevances des entreprises commerces et associations hors pépinières et hôtels d'entreprises ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues ;
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'ensemble de l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- Que certaines entreprises, commerces et associations, non indispensables à l'activité économique en période d'urgence sanitaire, ont été contraints de fermer ;
- Que les conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19 ont été très importantes pour certaines entreprises, commerçants et associations occupant le patrimoine métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement économique, et peut participer au financement des aides aux entreprises en complémentarité des aides régionales, de façon à stimuler le développement économique de son territoire par une intervention publique coordonnée ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée afin de renoncer au paiement de loyers par des entreprises ou des associations rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire décrétées, et notamment les très petites entreprises qu'il convient d'aider par des mesures d'exonération de loyers ;
- Que ces entreprises n'étaient pas jusqu'alors « en difficulté » au sens du règlement UE 651/2014 ;
- Que compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique, de son impact particulier sur ces entreprises et de l'urgence à intervenir, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter son aide par une exonération de deux mois de loyer/redevance, pour la période couvrant les mois d'avril et mai 2020, aux entreprises et associations hébergées rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que cette aide s'adresse aux entreprises et associations qui s'acquittent d'un loyer et dont le bailleur est la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Exonération de deux mois de loyers et redevances des entreprises commerces et associations hors pépinières et hôtels d'entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Attribution des subventions d'investissement Politique de la Ville 1ère série sur le territoire Marseille Provence au titre de l'année 2020 HN 021-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé en septembre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les opérations d'investissement retenues pour des financements de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont détaillées ci-après et bénéficient de cofinancement.

Le montant total de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 190 835 euros, dont la répartition s'établit comme suit :

Sur le Territoire de La Ciotat, il est proposé de soutenir 3 structures :

ERILIA souhaite améliorer la qualité de vie de ses locataires en s'engageant dans un processus de concertation, d'accompagnement et de réalisation d'aménagement d'espaces extérieurs. Les premières phases de travaux ont déjà fait l'objet d'un vote en 2019. Il s'agit de poursuivre les démarches engagées.

Ainsi, sur trois résidences, le bailleur porte les deuxièmes phases des projets suivants :

- Sur la résidence le Logis de Brunet, il est proposé de réorganiser les espaces extérieurs afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et sécuriser les déplacements. La deuxième phase de travaux consiste à aménager un espace végétalisé, redimensionner le terrain de boule et créer un jardin partagé comme espace intergénérationnel.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Plan de financement :

Cout du projet : 150 000 euros
Métropole : 40 000 euros
Conseil Départemental : 40 000 euros
Ville de la Ciotat : 40 000 euros
Autofinancement : 30 000 euros

- Sur la Résidence les Matagots, l'objectif général est d'aménager les espaces résidentiels en cœur d'îlot. La deuxième phase de travaux prévoit d'améliorer la circulation piétonne avec la reprise du revêtement et le marquage des sols, ainsi que l'installation de mobilier.

Plan de financement :

Cout du projet : 97 080 euros
Métropole : 40 000 euros
Ville de la Ciotat : 37 664 euros
Autofinancement : 19 416 euros

- Sur la Résidence Fardeloup, le projet global prévoit de requalifier l'espace devant la maison de quartier. La deuxième phase de travaux consiste à créer la nouvelle entrée/sortie, le parcours sportif et de santé ainsi qu'un boulodrome.

Plan de financement :

Cout du projet : 150 000 euros
Métropole : 40 000 euros
Conseil Départemental : 40 000 euros
Ville de la Ciotat : 40 000 euros
Autofinancement : 30 000 euros

Logirem, grâce à une démarche participative, à la volonté de donner une nouvelle identité présentielle et de créer un nouvel espace du « bien vivre ensemble » sur la Résidence de la Treille. La deuxième phase de travaux consiste à mettre en sécurité la voirie et les accès à la Pinède, requalifier les entrées, déplacer les cheminements, créer un espace ludique et des jardins partagés.

Plan de financement :

Cout du projet : 165 480 euros
Métropole : 40 000 euros
Conseil Départemental : 40 000 euros
Ville de la Ciotat : 40 000 euros
Autofinancement : 45 480 euros

Logirem souhaite également accompagner la volonté et l'initiative des habitants d'aménager les espaces extérieurs par la création de jardins partagés et d'un lieu de convivialité au centre de la résidence du parc les arbousiers.

Le projet vise à créer :

- Dix parcelles de jardinage individuel
- Un portillon pour éviter l'intrusion des animaux
- Un espace de convivialité avec tables et bancs
- Un local en bois avec récupérateur d'eau de pluie
- Deux bacs de compostage
- Un verger d'arbres fruitiers planté sur l'ensemble des espaces

Plan de financement :

Cout du projet : 33 694 euros
Métropole : 13 477 euros
Ville de la Ciotat : 13 477 euros
Autofinancement : 6 740 euros

L'association Utop Lab Factory dispose d'un nouveau local situé dans le quartier de veille du centre-ville (Vieux La Ciotat).

Elle mène des actions de sensibilisation, d'échanges de compétences et de formation. Cet espace citoyen et polyvalent propose différents types d'accompagnement : des ateliers de pratiques écologiques, de médiation

numérique, d'initiatives citoyennes et autour de la conception et fabrication d'aménagements urbains. Ses actions s'adressent à l'ensemble des habitants et à des publics spécifiques afin de favoriser la mixité et le lien social.

Elle souhaite poursuivre son développement en équipant ses ateliers de machines-outils pour son atelier traditionnel (bois et métal) et l'atelier numérique (Fablab).

Le projet d'investissement consiste à acquérir des machines numériques (imprimantes 3D et découpe laser et machines bois et métal, scies, tour à bois, ponceuse, toupie, raboteuse-dégauchisseuse, perceuse, plieuse, postes de soudure...) pour équiper l'espace ateliers.

Plan de financement :

- Coût du projet : 26 043 Euros
- Métropole : 13 000 Euros
- Conseil Départemental : 7 800 Euros
- Autofinancement : 5 243 Euros

Sur le territoire du Nord Littoral Est de la Ville de Marseille, il est proposé de soutenir une structure :

Le centre social/Maison Pour Tous l'Olivier Bleu - Léo Lagrange Méditerranée, situé dans le 15ème arrondissement, bénéficie d'une position stratégique entre le cœur du village et la résidence des Aygalades.

Le centre social est ouvert tout l'été. Les températures estivales rendent difficile l'accueil du public et la conduite des activités. L'objectif est de prévenir de la canicule et d'améliorer l'accueil du public par l'installation de climatiseurs dans la salle d'activité principale.

Le centre social dispose également d'un local Jeunes situé au cœur de la résidence des Aygalades. Le seul poste informatique est obsolète et ne permet pas de mettre en place des ateliers numériques. L'objectif est d'équiper cet espace dédié à la jeunesse afin que le médiateur numérique puisse accueillir des permanences d'aide administrative et de recherche à l'emploi.

Le projet d'investissement consiste à acquérir des climatiseurs pour la salle polyvalente et du matériel informatique (ordinateurs et antivols), du mobilier (siège de bureau et coffre-fort) pour le local Jeunes.

Plan de financement :

- Coût du projet : 16 344 Euros
- Métropole : 4 358 Euros
- Conseil Départemental : 4 358 Euros
- CAF : 4 358 Euros
- Autofinancement : 3 270 Euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux

- établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération n°DEVT 005-4211/18/CM du 28 juin 2018 portant création et affectation de l'opération « Financement des investissements Politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement portant sur le financement des investissements politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions du Conseil de Territoire Marseille Provence aux organismes et associations suivants :

Sur la commune de La Ciotat :

- | | |
|-----------------------------------|--------------|
| - ERILIA – Logis Brunet : | 40 000 euros |
| - ERILIA – Matagaux : | 40 000 euros |
| - ERILIA – Fardeloup : | 40 000 euros |
| - Logirem – la treille : | 40 000 euros |
| - Logirem – Parc les arbousiers : | 13 477 euros |
| - Utop Lab Factory : | 13 000 euros |

Sur la commune de Marseille :

- | | |
|-------------------------------|-------------|
| - Léo Lagrange Méditerranée : | 4 358 euros |
|-------------------------------|-------------|

Article 2:

Sont approuvées les conventions correspondantes ci-annexées passées avec les organismes ou les associations susvisées.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 190 835 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-politique E110 - Opération 2018105800 - Chapitre 4581191007 - Nature 20422 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation de la deuxième série de la programmation 2020 de l'appel à projets du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, des actions 2020 du programme des Cités éducatives
HN 022-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

1. Approbation de la deuxième série de la programmation 2020 de l'appel à projets du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, des actions 2020 du programme des Cités éducatives

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- Concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- Venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorités.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitent ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 décembre 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Une première programmation correspondant au vote 424 actions pour un total de 3 074 661 euros a été approuvée le 17 décembre 2019.

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 10 décembre dernier, il est proposé d'approuver le financement de 67 actions complémentaires, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 17 décembre 2019 pour un montant de 357 129 euros répartis comme suit :

- 64 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 337 129 euros,
- 3 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 20 000 euros,

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 17 actions pour un montant de 75 000 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- 7 actions pour un montant de 36 000 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 1 action pour un montant de 8 000 euros qui a pour objectif d'assurer une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires et qui contribue à la remise en mouvement des parcours résidentiels des ménages.
- 31 actions pour un montant de 175 629 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 9 actions pour un montant de 53 000 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires.
- 2 actions pour un montant de 9 500 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'impose comme une pratique adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Certaines de ces actions font donc l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs d'une durée maximale de 3 ans.

La validation de ces engagements pluriannuels est issue d'un travail d'instruction partenariale. Les conventions pluriannuelles d'objectifs représentent 2 actions pour un montant de 14 000 euros pour cette deuxième série de l'appel à projets 2020.

Pour les années 2021 et 2022, les montants des contributions financières consenties par la Métropole seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

2. Concernant l'approbation des actions 2020 du programme des Cités éducatives de Marseille

Le programme des Cités éducatives a labellisé 80 sites suite l'annonce du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministre de la ville et du logement le 5 septembre 2019, sur la base d'avant-projets répondant à un référentiel national destiné à encourager un pilotage resserré et des actions renforcées dans trois directions :

- Conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...) ;
- Promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...)
- Ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

Trois sites en quartiers prioritaires ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille Centre-ville
- Marseille Malpassé-Corot
- Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine)

L'instruction interministérielle du 13 février 2019 stipule que le programme des cités éducatives doit constituer le pilier du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022.

Les Cités éducatives représentent donc un levier important d'actions auprès des enfants et des familles les plus en difficultés des quartiers prioritaires en fédérant tous les acteurs de la communauté éducative. Il s'inscrit logiquement dans les enjeux de cohésion sociale portés par la Métropole Aix Marseille Provence sur Marseille et s'articule avec le Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence au sein duquel l'éducation figure parmi les orientations stratégiques majeures.

Un travail partenarial a permis de co-construire un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale des Cités éducatives.

La Métropole a été sollicitée afin qu'elle soit pleinement associée et qu'elle devienne signataire des conventions triennales des 3 cités éducatives de Marseille par voie d'avenant.

Dans le cadre de l'appel à projets annuel du Contrat de ville Marseille Provence lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, des actions ont donc été retenues afin de soutenir le programme des Cités éducatives de Marseille.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville – Cités éducatives, les projets proposés doivent :

- S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville, les projets de territoire et le programmes des cités éducatives,
- Concerner les habitants des quartiers prioritaires labellisés « Cités éducatives » figurant dans la nouvelle géographie de la Politique de la Ville,
- Venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été également partagée avec les partenaires assurant le pilotage des cités éducatives que sont la Ville de Marseille, l'Etat et l'Education Nationale.

La participation de la Métropole au Programme des cités éducatives correspond au financement de 17 actions pour un total de 200 000 euros:

- 9 actions concernent la Cité Educative de Marseille Centre-ville pour un montant de 68 000 euros,
- 5 actions concernent la Cité Educative de Marseille Malpassé-Corot pour un montant de 66 000 euros,
- 3 actions concernent la Cité Educative de Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) pour un montant de 66 000 euros,

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 200 000 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conformément notamment au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, la Métropole pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention dans l'hypothèse où une non-exécution, un retard significatif ou une modification substantielle des conditions d'exécution de la convention est réalisée par le bénéficiaire sans accord écrit de la Métropole, où le bénéficiaire ne respecte pas les délais administratifs pour les pièces demandées, où l'action n'a pas démarré dans l'année suit le vote.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Le bénéficiaire devra adopter un cadre budgétaire et comptable au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de ville ;
- L'instruction du 13 février 2019 du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère de la ville et du logement portant déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives » ;
- La lettre de labellisation de la Cité éducative du 5 septembre 2019 du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement ;
- La délibération du Conseil de Territoire approuvant l'avenant N°1 des conventions triennales des Cités éducatives de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une deuxième série de 67 projets issus de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 9 septembre 2019 ;
- Que l'EPCI propose le financement de 17 projets pour le programme des Cités éducatives de Marseille issus de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 9 septembre 2019 ;
- Que les Cités éducatives constituent dans leur périmètre, selon l'instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la deuxième série d'actions annuelles de la programmation 2020 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation du programme des Cités éducatives de Marseille décrites en annexe 2 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 3 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets en annexe 3 pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 4 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets en annexe 4 pour lesquels une convention pluriannuelle d'objectifs de financement devra être conclue.

Article 5 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle en annexe 5, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 6 :

Est approuvé le modèle de convention pluriannuelle en annexe 6, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 7 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 8 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 9 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2020 de l'appel à projets, le programme d'actions des cités éducatives soit 557 129 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat spécial du territoire Marseille Provence Sous-politique (E110 - Nature 65748 - Fonction 52).

Article 10 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation des avenants n°1 relatifs aux triennales des Cités éducatives de Marseille centre-ville - Malpassé Corot et Marseille Nord
HN 023-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

De 2015 à 2022, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Le programme national des Cités éducatives est né d'expériences locales, notamment à Grigny (91), dont un groupe de travail national au ministère de la cohésion des territoires et le rapport « Vivre ensemble – vivre en grand » ont proposé l'essaimage, dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers. A la suite du

discours du Président de la République du 22 mai 2018, les ministres de la ville et du logement et de l'éducation nationale et de la jeunesse ont décidé de lancer un programme gouvernemental expérimental avec un pilotage et des moyens attribués dédiés.

Il s'agit de déployer de manière coordonnée davantage de moyens humains et financiers publics dans des grands quartiers prioritaires, qui cumulent de nombreuses difficultés socioéducatives et risquent un décrochage global. Les grandes politiques déployées par ailleurs (renouvellement urbain, solidarités et stratégie pauvreté, emploi-formation professionnelle, sécurité...) bénéficieront ainsi d'un cadre renforcé de coordination territoriale.

80 sites ont été labellisés « Cité éducative » par le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministre de la ville et du logement le 5 septembre 2019, sur la base d'avant-projets répondant à un référentiel national, encourageant un pilotage resserré et des actions renforcées dans trois directions :

- conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...);
- promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...);
- ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

Trois sites ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille Centre-ville,
- Marseille Malpassé Corot,
- Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine)

Les partenaires ont co-construit un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale. Après analyse de ces documents (ampleur du défi éducatif, implication du territoire, ambition et caractère innovant du projet), la coordination nationale a émis un avis favorable au projet de plan d'actions des trois Cités éducatives de Marseille. Les trois cités éducatives bénéficieront à ce titre des crédits spécifiques du programme 147 de la politique de la ville sur la période 2020-2021-2022 à hauteur de 3,7 millions d'euros.

Comme le précise l'instruction interministérielle du 13 février 2019, le programme des cités éducatives doit constituer le pilier du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022.

Le programme national des cités éducatives représente donc un levier important d'actions auprès des enfants et des familles les plus en difficultés des quartiers prioritaires en fédérant tous les acteurs de la communauté éducative. Il s'inscrit logiquement dans les enjeux de cohésion sociale portés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur Marseille et s'articule avec le Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence au sein duquel l'éducation figure parmi les orientations stratégiques majeures.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence de signer l'avenant N°1 des trois conventions triennales des Cités éducatives de Marseille.

L'objet de ces avenants aux conventions triennales des Cités éducatives est de formaliser la participation, le suivi, l'animation et l'évaluation de l'EPCI au programme des Cités éducatives de Marseille à travers :

- Le financement et/ou le co-financement d'actions éducatives supplémentaires répondant aux besoins territoriaux de la cité éducative, sous réserve du vote de son budget annuel,
- L'ingénierie des agents de la Politique de la Ville directement concernés par l'aspect thématique et/ou territorial du programme dans la limite de leur charge de travail,
- La mobilisation éventuelle d'autres directions ou services compétents pouvant contribuer au programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi de finances du 28 décembre 2018 qui prolonge la durée des contrats de ville jusqu’au 31 décembre 2022 ;
- L’article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l’article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l’ensemble de ses partenaires ;
- La délibération N° 016-6664/19 du Bureau métropolitain du 26 septembre 2019 sur l’approbation des avenants portant protocoles d’engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- L’instruction du 13 février 2019 du ministère de l’éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère de la ville et du logement portant déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives » ;
- le vade-mecum des Cités éducatives d’avril 2019 ;
- la lettre de labellisation de la Cité éducative du 5 septembre 2019 du ministre de l’éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement ;
- la délibération du conseil municipal de Marseille du 25 novembre 2019, qui engage la commune dans le programme des Cités éducatives.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la loi de finances du 28 décembre 2018 a prolongé la durée des contrats de ville jusqu’au 31 décembre 2022 ;
- Que, conformément à la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le contrat de ville a été évalué à mi-parcours et qu’il convient de conforter les actions en faveur de la jeunesse et de l’éducation ;
- Que les Cités éducatives constituent dans leur périmètre, selon l’instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu’à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 ;
- Qu’il convient, compte tenu de l’ensemble de ces éléments d’approuver les trois avenants aux conventions triennales des Cités éducatives Marseille Centre-ville, Malpassé Corot et Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d’Aou- Saint Antoine).

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 relatifs aux conventions triennales pour les Cités éducatives de Marseille centre ville, Malpassé Corot et Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan, d’Aou-Saint Antoine) ci-annexés.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

présents avenants aux conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - OPAH Renouvellement Urbain de La Ciotat - OPAH Renouvellement Urbain transitoire Marseille Centre - Aides à la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour quatre copropriétés en péril - Approbation d'un modèle type de convention de financement
HN 024-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah). Sont présentées ici les aides prévues dans le cadre de ces conventions et rassemblées dans le Règlement des aides du conseil de territoire approuvé par délibération du conseil de Marseille Provence le 29 février 2019.

Ainsi sont présentées les subventions préparées dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux », de l'Opération de Réhabilitation de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH RU) du Vieux La Ciotat, de l'OPAH RU transitoire de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre, ainsi que quatre prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le montage de dossiers de réhabilitation globale et pérenne, en sortie de péril de quatre copropriétés, hors du périmètre de l'OPAH RU Transitoire.

-PIG « Habiter Mieux » : Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région de primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 129 logements pour un total de 138 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 98 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 26 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 14 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 232 636 euros dont 92 083 euros de subventions sur fonds propres et 140 553 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 2 417 839 euros qui génèrent un montant de travaux global de 3 593 850 euros HT.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat : Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et à mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention d'OPAH RU mise en place par l'EPCI, le Département et la Région prévoit l'octroi de primes, complémentaires aux subventions de l'Anah, tant sur les logements privés que sur les parties communes d'immeubles. Le taux de propriétaires occupants est très bas sur ce périmètre, aussi, est instaurée une prime à l'accession à la propriété visant à attirer des propriétaires occupants nouveaux, s'engageant à réaliser des travaux d'amélioration globale de leur bien, et à résider sur le Vieux La Ciotat pendant au moins 6 ans.

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU de La Ciotat, la réhabilitation de 11 logements selon le tableau ci-annexé :

- 7 primes pour aider l'accession à la propriété ;
- 3 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ; abondées par la Région et le Département ;
- 1 prime départementale aide les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU de La Ciotat s'élève à 66 311 euros dont 39 828 euros de subventions sur fonds propres 10 983 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région et 15 500 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte du Département. La Ville de La Ciotat apportant aussi une aide d'un montant de 49 000 euros.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 132 303 euros qui génèrent un montant de travaux global de 582 943 euros HT.

- L'OPAH RU transitoire LHI Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Programme Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 100 % du HT.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif des aides de l'Anah en complétant par une subvention des travaux et diagnostics à concurrence de 20% pour couvrir 100% des travaux urgents TTC réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU transitoire 9 copropriétés sous arrêté de péril, réalisant une réhabilitation globale des parties communes permettant de remédier de manière pérenne aux désordres pour un montant de 1 343 228 euros TTC.

L'aide apportée par l'Anah s'élève à 1 210 113 euros.

La somme engagée par la Métropole en complément de la subvention de l'Anah s'élève ainsi à 133 115 euros de subventions sur fonds propres.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- Aide à l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) :

Par délibération du 28 février 2019, le Conseil de territoire de Marseille Provence a adopté le « Règlement d'application des aides propres en vigueur dans les opérations menées sur le territoire de Marseille Provence ». Ce Règlement prévoit la prise en charge de l'Assistance à maîtrise d'ouvrage à 100 % du montant TTC : « A titre exceptionnel, lorsqu'une copropriété est éligible à l'aide de l'Anah au titre de l'aide syndicat de copropriété*, mais qu'elle ne peut être accompagnée par une équipe opérationnelle (soit qu'il n'y en a pas, soit parce que l'équipe n'a pas la disponibilité pour répondre rapidement à la demande). (*) par exemple dans le cas de travaux urgents en situation de péril, d'insalubrité ou sous administration provisoire ».

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans ce cadre 4 copropriétés en difficultés soit sous administration provisoire, soit en péril du fait de désordres importants sur la structure des bâtiments, soit les deux pour un montant total de 27 786 euros.

La prestation d'AMO fait l'objet d'un contrat conclu entre le syndicat de copropriétaires représenté par son syndic et l'opérateur d'AMO (opérateur agréé par l'Anah) qui doit détailler les prestations à réaliser par l'opérateur et qui doit indiquer le coût complet de la mission d'AMO (TTC). Elle intègre l'analyse des désordres de la copropriété, avec diagnostic technique le cas échéant (grille de dégradation Anah ou liste des désordres cités dans l'arrêté de péril), l'estimation des coûts des travaux, de maîtrise d'œuvre et des diagnostics préalables aux travaux, l'estimation des subventions et financements possibles (y compris aides fiscales), et l'assistance au syndic pour le montage et le dépôt du dossier de demande de subvention avant travaux ainsi que les pièces nécessaires au paiement de la subvention par l'Anah et les collectivités.

Les 4 copropriétés ayant sollicité l'aide de la métropole n'ont pu être retenues dans un dispositif existant (OPAH ou PIG).

Par ailleurs, d'une manière générale, pour les aides sur fonds propres octroyées par la Métropole s'élevant à plus de 23 000 euros, une convention de financement entre le bénéficiaire ou son représentant et la Métropole doit être

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

signée. Afin de ne pas alourdir le processus de décision, il est proposé d'approuver un modèle-type de convention permettant de valider les clauses et obligations qui s'imposeront aux parties signataires.

Chaque convention spécifique sera ensuite signée chaque fois que le montant le nécessitera sur la base de la délibération engageant les subventions sur fonds propres de la Métropole Territoire Marseille Provence dans la forme de la présente délibération.

Pour toutes ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 459 848 euros dont 292 812 euros de subventions sur fonds propres, 151 536 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région et 15 500 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte du Département.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de plus de 1 300 000 euros qui génèrent un montant de travaux global dépassant la somme de 5 500 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien – Attribution de subventions aux propriétaires privés – Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU transitoire LHI Marseille Centre - Aides à la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage en diffus, pour 4 copropriétés en péril »
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- Le circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014 ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'ANAH facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération VU 069-728/19/CT du 19 décembre 2019 relative à la Réhabilitation ancien – attribution de subvention aux propriétaires privés ;
- La convention du programme d'OPAH RU du Vieux La Ciotat, signée le 28 novembre 2018.
- La délibération VU015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant de prolongation d'un an de la convention du PIG « Habiter Mieux » et son annexe la convention financière conclue entre la Métropole AMP et la Région ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n°VU 069-728/19/CT du 19 décembre 2019 approuvant l'Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - OPAH RU de La CIOTAT - OPAH RU transitoire LHI Marseille Centre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux » et de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat et de l'OPAH RU Lutte contre l'habitat Indigne Marseille Centre ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Annexe	Dispositif	Nbre de logements	Nbre de dossiers	Montant engagé
Annexe 1	PIG « Habiter mieux »	129	129	232 636 euros
Annexe 2	OPAH RU La Ciotat	11	9	66 311 euros
Annexe 3	OPAH RU LHI Marseille centre	Nombre de Copropriétés	9	133 115 euros
Annexe 4	Aide à l'AMO		4	27 786 euros
TOTAL				459 348 euros

Le montant de 459 848 euros inclue 292 812 euros d'aides de la Métropole, 151 536 euros d'aides de la Région et 15 500 euros du Département.

Article 2 :

Est approuvé le modèle-type de convention de financement passée entre la Métropole et les bénéficiaires de subventions supérieures à 23 000 euros dont le modèle figure en Annexe 5. Pour les aides complémentaires à l'Anah, les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah.

Article 3 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 489 848 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région et du Département des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération. Il est autorisé à solliciter le recouvrement des subventions de la Région, pour un montant de 151 536 euros tel que précisé dans l'annexe financière à la convention du PIG « Habiter Mieux », ainsi que les subventions du Département, pour un montant de 15 500 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement

Avis du Conseil de Territoire HN 025-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Stratégie de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux Plans De Sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000 à 2005 et 2007 à 2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13, pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande de monsieur le Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté en date du 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment la résidence du « Parc Bellevue » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est une des 5 copropriétés de Marseille bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, 14 sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés. Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Par délibération n° DEVT 004-26/09/19/CM du 26 Septembre 2019, la Métropole a approuvé les subventions pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence suivant les montants maximaux des aides en complément des subventions de l'ANAH ci-dessous :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Les travaux d'urgence en prévision pour le bâtiment E sont les suivants :

- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Isolation thermique des planchers hauts des caves ;
- Mise en sécurité des tableaux électriques et des raccordements électriques dans les caves ;
- Réfection de l'éclairage des 3 cages d'escaliers y compris mise en place de l'éclairage de secours ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs, raccordement des réseaux EU, EV sur voiries ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes et repositionnement en parties communes pour faciliter la maintenance ;
- Remplacement des appareils sanitaires extrêmement vieillissants et ne pouvant supporter une adaptation neuf/vieux dans le cadre du remplacement des colonnes ;
- Les travaux impliquent également des percements et la destruction des éléments d'encoffrement de type gaine carrelées et/ou murs faïencés ainsi que la reprise d'encoffrements, de faïences murales et de carrelages de sols nécessaires ;
- Mise en place des skydoms de désenfumage dans les cages des escaliers conformes à la réglementation en vigueur.

Les travaux d'urgence en prévision sur les bâtiments F, G et H sont les suivants :

- Réfections des étanchéités en toiture et évacuation de l'ancienne étanchéité y compris des anciens rouleaux et déchets restés sur place lors des précédentes interventions ;
- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Mise en sécurité des tableaux électriques et des raccordements électriques dans les caves ;
- Réfection de l'éclairage des 4 cages d'escaliers y compris mise en place de l'éclairage de secours ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs, raccordement des réseaux EU, EV sur voiries ;
- Remplacement des colonnes d'alimentation d'eau potable ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes et repositionnement en parties communes pour faciliter la maintenance ;
- Remplacement des appareils sanitaires extrêmement vieillissants et ne pouvant supporter une adaptation neuf/vieux dans le cadre du remplacement des colonnes ;
- Les travaux impliquent également des percements et la destruction des éléments d'encoffrement de type gaine carrelées et/ou murs faïencés ainsi que la reprise d'encoffrements, de faïences murales et de carrelages de sols nécessaires ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Mise en place des skydoms de désenfumage dans les cages des escaliers conformes à la réglementation en vigueur ;
- Mise en sécurité des fixations et reprise des gardes corps en péril.

Le 24 novembre 2015, par ordonnance de remplacement d'expert du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Nicolas RASTIT a été désigné administrateur provisoire sur les copropriétés des bâtiments E et F, G, et H. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire avaient été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus au a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Pour ces copropriétés sous administration, l'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux d'urgence, son enveloppe financière et son mode de financement.

Le montant maximal des aides aux travaux d'urgence apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	410 031	1 575 467	1 985 498	81%
MAMP	96 426	359 696	456 122	19%
Total en euros	506 457 euros TTC	1 935 163 euros TTC	2 441 620 euros TTC	100%

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour les bâtiments E, F, G, et H du Parc Bellevue sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux, des honoraires techniques, de l'assurance dommage ouvrage et des honoraires de gestion de l'administrateur liés aux travaux d'urgence (plafonnés à 1% des montants de travaux hors taxes) toutes taxes comprises.

Il convient donc de conclure deux conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Bellevue » pour le bâtiment E d'une part, et pour les bâtiments F, G, et H d'autre part. Ces conventions ont pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments et définit les modalités de versement des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E et les bâtiments FGH

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH

Avis du Conseil de Territoire HN 026-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat, 13003 Marseille est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux plans de sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000-2005 et 2007-2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13 pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté le 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Bellevue comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est une des 5 copropriétés de Marseille bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, 14 sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent essentiellement à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés.

Par délibération concomitante, sont approuvées les conventions de financement concernant d'une part les travaux d'urgence du bâtiment E, et d'autre part, les travaux d'urgence concernant les bâtiments F, G et H avec le représentant des syndicats de copropriété ayant pour objet de définir le montant et les modalités de versement de ces aides pour réaliser ces travaux d'urgence.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'ANAH sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	410 031 €	1 575 467 €	1 985 498 €	81%
MAMP	96 426 €	359 696 €	456 122 €	19%
Total en €	506 457 € TTC	1 935 163 € TTC	2 441 620 € TTC	100%

Ces financements couvrent 100% du montant TTC des travaux d'urgence, y compris les honoraires techniques, l'assurance dommage ouvrage et les honoraires de gestion de l'administrateur liés aux travaux d'urgence (plafonnés à 1% des montants de travaux hors taxes) toutes taxes comprises.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans chaque convention de financement citée supra.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux d'urgence et à leur poursuite, il est proposé que la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété de Provence (SACICAP de Provence), en sa qualité de mandataire des SACICAP partenaires, assure le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence sur la copropriété du Parc Bellevue du bâtiment E et des bâtiments F, G et H.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'Habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires au bénéfice des syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'urgence justifiant le versement de la subvention de la Métropole, celle-ci versera les fonds directement à la SACICAP de Provence, conformément aux dispositions de la convention de financement conclue concomitamment.

Il convient donc d'approuver les conventions de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'AHAF, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et chaque Syndicat des copropriétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne – Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement – Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement des travaux d'urgence pour le bâtiment E et les bâtiments FGH.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet copropriétés dégradées Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux

**Avis du Conseil de Territoire
HN 027-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet copropriété dégradées : Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille. Cette opération à volet « copropriétés dégradées » vise tout particulièrement à permettre aux copropriétés en difficultés du tissu ancien de la ville à faire face à une obligation de travaux importants. L'objectif est le traitement en 3 ans de 100 immeubles présentant de graves désordres constructifs et prioritairement ceux frappés de péril et évacués.

La mobilisation du régime exceptionnel du « plan initiative copropriétés » permet à l'Anah d'accorder au syndicat de copropriété, sans condition de loyer ni de ressources pour les copropriétaires, jusqu'à 100% du montant hors taxe des travaux pérennes de sortie de péril ou d'insalubrité.

La Métropole accompagne sur fonds propres ces aides exceptionnelles par une participation allant jusqu'à 20% du montant des travaux pour couvrir 100% des travaux urgents TTC réalisés sur les copropriétés dégradées et participer ainsi à leur redressement pérenne.

Entré en vigueur en mai 2019, ce dispositif est animé par une équipe opérationnelle constituée du groupement Urbanis et Eliaris, bureau d'étude structure apportant une expertise dans l'appréhension des situations et l'examen des programmes de travaux proposés pour remédier de manière durable et complète aux désordres bâtimentaires afin d'obtenir la mainlevée des procédures de péril.

Ce sont 170 copropriétés en difficultés qui sont aujourd'hui recensées comme pouvant bénéficier du dispositif, dont nombre sont sous administrateur provisoire et la plupart connaissent, outre l'obligation d'assumer un programme de travaux lourds et urgent, des difficultés dans leur fonctionnement ou leur trésorerie.

La Métropole souhaite faciliter et améliorer la mise en œuvre des programmes de travaux de ces copropriétés bénéficiant des subventions définies dans le cadre de l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'habitat indigne – Marseille centre ». En effet, si le montant des travaux de sortie de péril ou d'insalubrité parvient à être entièrement subventionné, les copropriétés doivent faire l'avance d'une partie des fonds ce que leur trésorerie ne permet pas souvent.

C'est dans ce but que les Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP Provence et SACICAP Midi Méditerranée) sont sollicitées pour accompagner financièrement par un régime de préfinancement des subventions cette OPAH RU transitoire.

Cette mobilisation financière des SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État. L'effort de chaque SACICAP a pour limite ses propres moyens et éventuellement les moyens

qu'elle aura pu mobiliser auprès d'autre SACICAP dans le cadre de l'exécution de la convention cadre « Missions sociales 2018-2022 » signée le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État.

Il est ainsi proposé de signer une convention-cadre visant à répondre aux enjeux et aux objectifs fixés par l'OPAH RU Transitoire « Lutte contre l'habitat indigne - Marseille centre » en partenariat avec la SACICAP en définissant les modalités du préfinancement des subventions de la Métropole pour les copropriétés fragiles et en difficulté inscrites dans le périmètre d'application de l'OPAH.

Ce préfinancement des subventions de la Métropole par la SACICAP apportera des solutions aux copropriétés fragiles et en difficulté qui pourront ainsi réaliser leur projet plus sereinement.

Cette convention fixe les objectifs poursuivis, la qualité et les conditions d'éligibilité des bénéficiaires, les engagements respectifs des SACICAP et de la Métropole, les modalités pratiques de versement du préfinancement et de son remboursement, et enfin les conditions de suivi. Elle est proposée pour une durée coïncidant avec la durée de l'OPAH dont le terme est actuellement prévu le 8 avril 2022.

La liste des copropriétés recensées comme éligibles y est annexée ; elle sera actualisée en tant que de besoin sur la base des copropriétés dégradées validées et inscrites dans le logiciel Op@I de l'Anah. La convention pourra être révisée par avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet copropriété dégradées : Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet copropriété dégradées : Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à volet

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

copropriété dégradées : Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre - Approbation d'une convention-cadre avec deux SACICAP pour le préfinancement des subventions accordées aux copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019

**Avis du Conseil de Territoire
HN 028-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant respectivement les avenants n°22 et 21, ces concessions métropolitaines avaient été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 d'entre eux par voie d'expropriation.

Par délibération DEVT 008-6814/19/CM du 26 septembre 2019 l'avenant 24 et par délibération DEVT 002-7953/19/CM du 19 décembre 2019 l'avenant 25, ont permis également d'actualiser la liste des immeubles entrant dans le champ de la concession EHI lot 1.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne, il convient d'actualiser à nouveau la liste des immeubles rentrant dans le champ de cette concession d'aménagement.

Par ailleurs, par délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019, le conseil de Métropole approuvait l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire de Marseille (sur les lots 1 et 2 des concessions EHI). Une erreur matérielle s'est glissée dans

l'annexe de cette délibération portant sur l'omission d'une parcelle cadastrale d'un de ces 41 immeubles. En effet, un des immeubles de cette liste, l'immeuble sis 88 cours Gouffé dans le 6ème arrondissement regroupe deux parcelles cadastrales les numéros 206824 C0041 et 206824 0040, et non uniquement celle du numéro 206824 C0041 comme inscrit dans la liste annexée à la délibération. Il convient donc de rectifier cette erreur matérielle et d'ajouter la parcelle cadastrale manquante.

Aussi, il est proposé par le présent rapport d'approuver l'avenant n°26 à la convention de concession n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat et de rectifier l'annexe de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire de Marseille (sur les lots 1 et 2 des concessions EHI).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 26 à la convention de concession T1600918CO passée avec Marseille Habitat sur le territoire de Marseille et rectification de la délibération DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022

**Avis du Conseil de Territoire
HN 029-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et s'ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022 » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

1. Bilan 2019 de la délégation de compétence

1.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 étaient les suivants :

5 000 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 210 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 304 logements PLUS,
- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les financements et agréments 2019 représentent 2 968 logements sociaux financés, dont 1 034 logements PLUS, 1 084 logements PLAI (dont 35 PLAI adaptés) et 850 logements PLS.

Dans le détail, les 2 968 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 034 PLUS familiaux,
- 1 084 PLAI, dont 684 PLAI familiaux et 400 PLAI en logements-foyers (298 en résidences sociales, 102 en pensions de familles),
- 850 PLS, dont 766 PLS familiaux et 84 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées.

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 811 460 euros. 11 536 423 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 3 275 037 euros.

1.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 étaient les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 380 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 355 logements au titre de l'autonomie,
- 177 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 503 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
 - 47 logements en copropriétés fragiles,
 - 456 logements en copropriétés en difficulté,

soit 1583 logements à réhabiliter.

Pour 2019, ont été subventionnés :

- 1 173 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 37 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 895 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 290 logements au titre de l'autonomie,
- 70 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 515 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
 - 48 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés fragiles,
 - 1467 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés en difficulté,

soit 2 758 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 12 960 140 euros (travaux et ingénierie). Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros. Afin de répondre aux besoins formulés par le délégataire en fin d'année, les droits et les engagements Anah destinées au parc privé ont été portés à 16 473 950 euros.

2. Objectifs 2020 de la délégation de compétence

2.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2020 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 2 600 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 335 logements PLUS,
- 1 665 logements PLAI, dont 75 PLAI adaptés,
- 1 000 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 355 051 euros (16 317 000 euros pour les PLAI, 973 550 euros pour les PLAI adaptés et 64 501 euros pour le financement de MOUS relogement).

Deux enveloppes régionales complémentaires de 1 502 600 euros pour l'acquisition-amélioration et de 200 000 euros pour l'utilisation de matériaux biosourcés peuvent également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

2.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2020 sont les suivants :

- 500 logements occupés par leurs propriétaires, dont :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- 40 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
- 356 logements au titre de la précarité énergétique,
- 104 logements au titre de l'autonomie,
- 92 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 779 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de propriétaires pour les copropriétés en difficulté,

soit un total de 2 371 logements.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le règlement des aides de l'Anah).

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 14 176 098 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Ainsi, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille-Provence de se prononcer pour avis sur l'approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022 dans le cadre de la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022 »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2020 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politique de la Ville du territoire métropolitain

**Information du Conseil de Territoire
HN 030-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire :

Conformément à la loi du 21 février 2014, les six Conseils de Territoire du territoire métropolitain disposant de Quartiers Politique de la Ville ont chacun signé un contrat de ville.

L'article 1388 bis du Code Général des Impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.

Celui-ci permet aux bailleurs sociaux signataires des contrats de ville de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour leurs patrimoines situés en quartier politique de la ville et de financer, en contrepartie, des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.

Il s'inscrit, conformément au comité interministériel des villes du 19 février 2013 sur :

- Un programme d'actions territoriales articulé avec des démarches de gestion urbaine et sociale de proximité
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif des actions réalisées par les bailleurs sociaux précis des actions réalisées
- L'implication des locataires et conseils citoyens dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction.

L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.

Il convient donc d'acter ces enjeux dans le cadre d'un avenant à chaque convention TFPB du territoire métropolitain :

- - Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 30 mars 2017
- - Soit pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 18 décembre 2015
- - Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant à la convention initiale TFPB signée le 29 décembre 2015
- - Soit pour le Pays Ouest Provence, un avenant à la convention initiale TFPB signée le 2 février 2016
- - Soit pour le Pays de Martigues, un avenant à la convention initiale TFPB signée 23 décembre 2015.

L'objet de ces avenants aux conventions cadre relative à l'utilisation de la TFPB dans les QPV de la Métropole doit permettre :

- De proroger sur la durée des Contrats de Ville la mise en œuvre de l'abattement TFPB ;
- De préciser les modalités de mise en œuvre propres à chaque avenant en tenant compte des bilans réalisés depuis 2016 ;
- D'indiquer les clauses additionnelles et les points sur lesquels la convention initiale reste inchangée ;

Concernant le Territoire de Marseille Provence :

L'avenant à la convention d'abattement TFPB précise un certain nombre de priorités sur les programmes d'actions proposés par les bailleurs sociaux :

- Conforter le lien avec la Métropole et sa Direction de Propreté urbaine et du cadre de Vie notamment afin de valoriser et d'adapter les outils de communication sur la propreté urbaine au public des résidences en QPV,
- Prendre des initiatives, en partenariat avec des structures dont l'action valorise le tri et la réduction des déchets » (ressourceries, régies de quartier)
- Soutenir l'accompagnement social lié au logement : accueil des nouveaux entrants, précarité numérique, relogement lié aux projets de renouvellement urbain, accompagnement renforcé.
- Développer des chantiers d'insertion ou des chantiers éducatifs pour favoriser l'amélioration de la gestion des parties communes
- Mettre en place des actions de médiation numérique en lien avec les démarches de logement et d'accès aux droits

Les modalités d'association des conseils citoyens sont spécifiées conformément à l'article 156 de la loi 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (article 1388bis du Code Général des Impôts : les bailleurs sociaux doivent transmettre annuellement aux signataires du contrat de ville et aux Conseils Citoyens, les bilans annuels des actions entreprises en contrepartie de l'abattement sur la TFPB

Les représentants d'habitants et notamment des Conseils Citoyens sont invités à participer au comité de pilotage TFPB, aux comités de suivi territoriaux.

Concernant le Territoire du Pays d'Aix :

L'avenant à la convention cadre relatif à l'utilisation de l'abattement TFPB du Territoire du Pays d'Aix a pour objet de présenter les nouvelles priorités des futurs programmes d'actions des bailleurs sociaux durant les trois prochaines années de l'avenant. Un travail sur deux axes principaux va être accentué, celui de la concertation et de la sensibilisation des locataires ainsi que celui de l'animation, du lien social et du vivre ensemble en continuant à croiser les programmes d'actions TFPB avec la programmation annuelle du Contrat de Ville.

Concernant le Territoire du Pays Salonais :

L'avenant à la convention cadre relatif à l'utilisation de l'abattement TFPB du Territoire du Pays Salonais a pour objet de :

- Modifier la date de fin de l'avenant, prorogé au 31/12/2022 ;
- Réaliser une démarche métropolitaine pour uniformiser les outils de suivi et de gestion de convention CUA TFPB, en lien avec les bailleurs sociaux et partenaires du dispositif ;
- Réaffirmer la participation des conseils citoyens de Berre et de Salon de Provence à la démarche en étant partie prenante dans les organisations du contrat de ville (COTECT et COPIL) ;
- Réaffirmer que les bilans produits par les bailleurs et la métropole seront adressés aux associations de locataires et conseils citoyens.

Concernant le Territoire du Pays Ouest Provence :

Il s'agit ici du 2ème avenant à la convention TFPB. Il a pour objet de proroger sur la durée du contrat de ville, soit jusqu'à fin 2022, la mise en œuvre de l'abattement de 30% sur la TFPB.

Les modalités fixées dans la convention initiale restent inchangées. Les priorités d'action s'intègrent au cadre national et portent sur le renforcement de la présence du personnel de proximité, et sa formation, le sur entretien, la gestion des déchets/encombrants/épaves, la tranquillité résidentielle, la concertation/sensibilisation des locataires, et l'animation /lien social/vivre ensemble.

Concernant le Territoire du Pays de Martigues :

L'avenant à la convention d'abattement TFPB du Pays de Martigues ci-annexé propose de :

- Proroger sur la durée du Contrat de Ville la mise en œuvre de l'abattement de 30% de la TFPB sur les QPV du territoire ;
- Préciser les modalités de mise en œuvre propres au Territoire du Pays de Martigues en tenant compte des bilans annuels TFPB réalisés depuis 2016 ;
- Préciser l'articulation avec les dispositifs de Gestion Urbaine de Proximité sur le Territoire du Pays de Martigues ;

- Les clauses additionnelles et les points sur lesquels la convention initiale reste inchangée, sont mentionnés dans le corps dudit « Avenant à la convention cadre relative à l'utilisation de l'abattement TFPB dans les quartiers prioritaires du Pays de Martigues » ;
- Les modalités d'articulation entre l'utilisation de l'abattement de la TFPB et les démarches de gestion urbaine de proximité existantes sur le territoire sont maintenues selon les dispositifs précisés dans l'article I de la Convention cadre du 23 décembre 2015 du Pays de Martigues ;
- L'avenant propose d'intégrer les Conseils citoyens dans les formes attendues par les textes et constitués par arrêté du Préfet ;
- De plus les bailleurs feront état, à partir d'indicateurs de gestion des moyens de droit commun qu'ils investissent dans chacun des quartiers selon le modèle national. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015 ;
- L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire de Marseille Provence signée le 30 mars 2017 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays d'Aix signée le 18 décembre 2015 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays Salonais signée le 29 décembre 2015 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire Ouest Provence signée le 2 février 2016 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays de Martigues signée le 23 décembre 2015 ;
- La délibération N° 016-6664/19 du Bureau métropolitain du 26 septembre 2019 sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prolongée jusqu'en 2022.
- Que l'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.
- Que l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.
- Que pour ce faire, il convient de conclure un avenant à la convention d'abattement TFPB pour chaque Conseil de Territoire métropolitain concerné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'approbation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

■ Approbation du versement des participations financières dues par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public GIP Marseille Rénovation Urbaine MRU

**Avis du Conseil de Territoire
HN 031-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31/12/2019.

Selon l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution d'un GIP a pris effet au 31/12/2019 et une période de liquidation a été ouverte pour une durée d'un an renouvelable.

En application de l'article 10 de la convention constitutive du groupement, chaque membre est tenu à une contribution aux activités et aux charges du groupement déterminé par protocole entre les membres signataires.

En vertu du protocole d'application de la convention constitutive ainsi conclu entre les membres du groupement, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence prennent en charge les dépenses du GIP non financées par les autres membres du groupement au titre de leurs participations respectives.

Ainsi, initialement, la ville de Marseille prenait en charge 77,1% du solde des dépenses du GIP, et la Communauté Urbaine de Marseille, 22,9%.

Depuis la signature de l'avenant n°4 à ce protocole, approuvé par délibération n°DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la Ville de Marseille prend en charge 16% de ce solde, et la Métropole Aix-Marseille-Provence (venant aux droits de l'ex-Communauté Urbaine de Marseille) 84% de ce solde.

Dans le cadre des opérations de liquidation du groupement, il a été évalué pour chaque financeur la part des contributions restant dues et devant faire l'objet d'un versement pour solde des participations financières au GIP MRU.

Sur l'ensemble de la durée d'existence du groupement, après analyse des écarts entre les versements effectués par la Métropole (2 179 944,20 euros) et les sommes effectivement dues au GIP ou ayant fait l'objet d'un remboursement par le GIP à la Métropole (2 936 776,52 euros), la Métropole est redevable de la somme de 756 832,32 euros au titre de sa participation aux charges du groupement.

Cette somme due doit être régularisée et versée par la Métropole dans le cadre des opérations de liquidation du groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération n°DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant 4 à son protocole d'application ;
- La lettre de saisine de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La dissolution du GIP MRU au 31 décembre 2019 par arrivée à terme de sa convention constitutive en l'absence de son renouvellement ;
- La constatation de sommes restant à verser par la Métropole au GIP MRU au titre de sa contribution aux activités et charges du groupement ;
- La nécessité de régulariser et de verser, dans le cadre des opérations de liquidation du GIP MRU, les participations financières dont la Métropole est redevable en application des protocoles d'application à la convention constitutive du groupement et de ses avenants.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif aux participations financières dues par la Métropole au GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les familles des gens du voyage

Avis du Conseil de Territoire HN 032-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix Marseille Provence pour les familles des gens du voyage » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, la Métropole a souhaité contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles de Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

A ce titre, les Responsables des Structures d'Accueil exploitées en Régie métropolitaine et les deux Gestionnaires des Aires d'Accueil exploitées en Délégation de Service Public et en Marché Public de service ont transmis à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un état détaillé des consommations des fluides pour chaque Structure d'Accueil.

Le montant du coût global de ces consommations de fluides est estimé approximativement à 34 000 euros.
La répartition par Territoire est détaillée ci-dessous.

Marseille Provence	3260 €
Pays d'Aix (DSP)	20 700 €
Pays Salonais (DSP)	3 100 €
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	820 €
Istres Ouest Provence	1 950 €
Pays de Martigues	4 030 €
TOTAL	33 860 €

Sont concernées 9 structures d'accueil de la Métropole suivant le tableau ci-après, gérées selon 3 modes différents : régie métropolitaine, marché public et Délégation de Service Public :

Territoires	Secteurs	Modes de gestion	Structures d'Accueil concernées	Capacité d'accueil
Marseille Provence	Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Régie métropolitaine	Saint Menet	24 places familles
	Marseille	Régie métropolitaine	Mazargues	40 places familles
Pays d'Aix	Aix en Provence	Délégation de Service Public	Le Réaltor	80 places familles
	Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	Délégation de Service Public	La Malle	30 places familles
	Fuveau/ Meyreuil	Délégation de Service Public	Rives Hautes	23 places familles
Pays Salonais	Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	Délégation de Service Public	La Garenne	25 places familles
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Marché Public	Vallon des Vaux	12 places familles
Istres Ouest Provence	Miramas / Saint-Chamas	Régie métropolitaine	Les Molières	47places familles
Pays de Martigues	Martigues	Régie métropolitaine + Marché	Le Bargemont	7 places familles

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter deux dispositifs distincts afin de mettre en œuvre la prise en charge des coûts de consommation des fluides, payés directement par les gestionnaires des Structures d'Accueil et refacturés à prix coûtant aux familles stationnaires, selon le mode de gestion spécifique à chaque Structure d'Accueil :

- 1^{er} dispositif : la remise gracieuse des moments dûs, ayant pour conséquence l'annulation des créances après accord du Trésor Public, pour les Régies Métropolitaines, qui devra faire l'objet d'une prochaine délibération (5 Structures d'Accueil : Mazargues, Saint Menet, Vallon des Vaux, Les Molières et Le Bargemont).

- 2^{ème} dispositif : un protocole adapté, le cas échéant, pour le contrat de Délégation de Service Public (4 Structures d'Accueil : Le Réaltor, La Malle, Rives Hautes et La Garenne) pour indemniser le préjudice subi par le délégataire.

Pour les Structures d'Accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il sera pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ce principe de solidarité afin de pouvoir décliner territorialement sa mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix Marseille Provence pour les familles des gens du voyage ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil des Voyageurs.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les familles des gens du voyage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'élargissement de la traverse Gibraltar, Marseille 14eme arrondissement

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Avis du Conseil de Territoire
HN 034-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence procèdent à l'élargissement de la traverse Gibraltar dans le 14^{ème} arrondissement.

Dans le cadre du développement d'un programme de construction d'habitats (98 logements) sur la propriété Bel-Air, il est nécessaire d'élargir et d'aménager la traverse Gibraltar afin d'améliorer la sécurité pour les circulations automobiles et piétonnes, notamment pour les élèves du collège Alexandre Dumas.

Le projet comprend la réalisation d'un mur de soutènement et le raccordement de la voie ainsi élargie à la rue du Docteur Léon Perrin.

L'opération n°2015117100 intitulée : « MARSEILLE – Elargissement de la traverse Gibraltar » a été créée par délibération n° VOI 002-1669/15/CC en date du 21 décembre 2015, pour un montant de 250 000 euros TTC. Elle a été réévaluée à 400 000 euros TTC par délibération n°VOI 032-741/16/CM en date du 30 juin 2016.

Par la suite, le périmètre de l'aménagement a évolué pour intégrer la totalité de la voie, doublant ainsi le coût de l'opération. Lors de l'exécution des travaux, il a été nécessaire d'effectuer des diagnostics et travaux complémentaires (cavités sous ouvrage à réaliser, amiante). Par ailleurs, il est apparu que le mur de soutènement situé à l'extrémité ouest de la voie, et non intégré dans l'opération initiale, menaçait ruine. Il convient donc de le reconstruire dans les meilleurs délais.

Le coût de ces prestations nécessite une réévaluation du montant de l'enveloppe financière.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 850 000 euros TTC (+ 450 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'élargissement de la traverse Gibraltar à Marseille.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'élargissement de la traverse Gibraltar, 13014 Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation du déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine - Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélemy-Picon-Busserine à Marseille - 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire HN 039-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifié par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Le Projet de Rénovation Urbaine et le projet L2 ont permis la création d'une nouvelle rue à l'intérieur du quartier qui a été réalisée par la Métropole sur du foncier Logirem. L'ancienne rue de la Busserine est ainsi remplacée par un axe plus central. L'échange foncier entre la Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur la parcelle H136 p2 qui est une ancienne portion de la rue de la Busserine. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier de la H136 p2 pour une superficie d'environ 529 m² avant échange.

Une première délibération portant sur le déclassement de cette emprise a été adoptée en octobre 2019. Malheureusement, elle n'a pu être suivie d'effet, le constat de désaffectation n'ayant pas pu se faire.

Il convient donc d'annuler la délibération précédente (VOI 011-7022/19/BM) et de délibérer à nouveau pour ce déclassement

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain la portion désaffectée de la rue de la Busserine qui n'est plus accessible à la circulation générale.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie. La superficie de la parcelle H136 p2 à déclasser est de 529 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Projet de Rénovation Urbaine.
- La réalisation d'une nouvelle trame viaire.
- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine – Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille – 14ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac-la-Nerthe pour la rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan

Avis du Conseil de Territoire HN 040-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gignac-la-Nerthe avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence. Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Gignac la Nerthe a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la

conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser la rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan, tout en validant les modalités financières de remboursement qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité de l'opération de rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac-la-Nerthe pour la rénovation de l'éclairage public de l'avenue du Général Salan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône relative à l'opération de requalification de la Rocade du Jarret à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 041-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement liée à la requalification de la Rocade du Jarret.

La rocade du Jarret constituée des boulevard Maréchal Juin, François Duparc, Sakakini et Jean Moulin est issue de la couverture du ruisseau du Jarret réalisée entre 1955 et 1968. Cet axe constituerait alors l'unique itinéraire de contournement du centre-ville de Marseille avec des caractéristiques très routières.

La mise en service de la rocade L2 a permis de limiter le trafic de transit supporté par cet axe, notamment le trafic de poids-lourds. Grâce à cet allègement de trafic opéré, la requalification du Jarret est entreprise suivant un parti d'aménagement plus urbain.

La Rocade du Jarret sera requalifiée en un Boulevard Urbain Multimodal, dont l'objectif est de garantir une circulation des véhicules fluide, une circulation efficace des transports en commun, des aménagements cyclables continus et des espaces publics de qualité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. Ainsi, par délibération VOI 003-4036/18/BM du 28 Juin 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé la demande de subvention d'investissement relative à l'opération de la requalification de la Rocade du Jarret.

Le plan de financement retenu était le suivant :

FINANCEMENT	COUT HT	COUT TTC
Département Subvention sollicitée : 68,33%	41 000 000	49 200 000
Métropole AMP Participation : 31,67%	19 000 000	22 800 000
TOTAL FINANCEMENT	60 000 000	72 000 000

Par délibération VOI 001-5693/19/BM du 28 mars 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret secteurs Boulevard Chave - rue Sainte Cécile et Boulevard de la Blancarde - Boulevard Chave phase1.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et aménagement de 3 squares publics fermés, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 4 545 262,64 euros TTC.

Par délibération VOI 001-6709/19/BM du 26 septembre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique concernant la seconde phase des travaux secteurs Boulevard de la Blancarde – rue Roche, rue Roche – Saint-juste et rue Sainte-Cécile – Place de Pologne avec une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 559 656 euros TTC.

Il convient par conséquent de signer un avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône numéro AC-010278 et de procéder à la modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la requalification de la Rocade du Jarret afin de préciser le plan de financement suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

FINANCEMENT	COUT HT	COUT TTC
Département Subvention sollicitée : 68,33%	38 093 032,44	45 711 638,93
Métropole AMP Participation : 31,67%	17 652 868,69	21 183 442,43
Sous-Total Financement	55 745 901,13	66 895 081,36
Ville de Marseille Remboursement 100%	4 254 098,87	5 104 918,64
TOTAL FINANCEMENT	60 000 000	72 000 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 003-4036/18/BM du Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 001-5693/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 001-6709/19/BM du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la signature d'un avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône et à la modification du plan de financement relative à l'opération de requalification de la Rocade du Jarret à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône relative à l'opération de requalification de la Rocade du Jarret à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation d'une convention avec ORANGE concernant le déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques - Centre Ancien de Marignane
HN 042-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont engagé depuis 2005 la requalification des espaces publics du centre ancien de Marignane.

Cette opération s'inscrit dans un projet d'ensemble qui a été retenu au titre de l'appel à projet Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD – dispositif piloté par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine).

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille Provence - réalisera les travaux de génie civil en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera aux opérations de câblage de communications électroniques.

Les travaux à la charge de la Métropole sont inclus dans le marché de travaux de l'opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – et celles assurées par Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La convention portant projet de requalification du Centre Ancien de Marignane (PNRQAD) signée le 17 février 2012

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la requalification du Centre Ancien de Marignane ;
- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacun.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec Gagnereaud Construction relatif aux travaux de voirie et réseaux divers du bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et la Technopôle de Château Gombert à Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
HN 043-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B3 entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et le technopôle de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, la Communauté Urbaine de Marseille a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement INGEROP Conseil Ingénierie (Mandataire) / Gauthier + Conquet / HORIZON CONSEIL.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme a ensuite fait l'objet de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marché de travaux VRD :
 - LOT 1 : section Pèbre d'Ail - Wrésinsky
 - LOT2 : section Wrésinsky – Monge composé d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle
 - LOT 3 : section Monge – Technopole Château Gombert et Einstein / Bara
- Marché de travaux d'équipements et d'aménagement paysager :
 - LOT 1 : Équipements (éclairage public, Signalisation lumineuse tricolore, systèmes)
 - LOT 2 : Aménagements paysagers

Le lot 2 « Section Wrésinski – Monge » du marché de travaux de voirie et réseaux divers a été attribué au Groupement solidaire composé des Sociétés RAZEL-BEC (mandataire) et GAGNERAUD CONSTRUCTION.

Le marché a été notifié le 22 mai 2013 sous le n°13/095 pour un montant global de 14 433 616,20 euros HT, décomposé de la manière suivante :

- 4 447 248,90 euros HT pour la tranche ferme ;
- 9 986 367,30 euros HT pour la tranche conditionnelle.

La tranche ferme concernait les travaux situés entre d'une part, le rond point Wrésinski et le boulevard Laveran, d'autre part, entre le rond point Boulevard du Métro/avenue François Mignet et le Boulevard Gaspar Monge. Elle intégrait la réalisation de toutes les études d'exécution concernant le tronçon rond-point Wrésinski/boulevard Gaspar Monge.

La tranche conditionnelle concernait les travaux situés entre le boulevard Laveran et le rond-point Boulevard du Métro / avenue François Mignet.

L'ordre de service n°1, en date du 28 mai 2013, a ordonné le démarrage des travaux.

Le 27 juillet 2015, un avenant n°1 a été conclu avec le Groupement afin de régulariser définitivement les ordres de services ayant eu des incidences techniques et financières, de prendre en compte le déplacement de la limite géographique tranche ferme/tranche conditionnelle, d'entériner la prolongation du délai contractuel de la tranche ferme, de prendre en compte des prestations complémentaires et de rendre définitifs les prix provisoires.

Cet avenant est venu acter une augmentation du montant de la tranche ferme compte tenu de sa modification, passant de 4 447 248,90 euros H.T. à 6 200 778,96 euros H.T.

Par courrier recommandé du 26 avril 2017, le Maître d'ouvrage a informé le Groupement que la tranche conditionnelle ne serait définitivement pas réalisée et qu'aucun ordre de service de démarrage ne serait émis et indiquait la mise en œuvre de la procédure de décompte général.

Par courrier du 14 juin 2017, le Groupement a sollicité le paiement d'une indemnité de résiliation de la tranche conditionnelle à hauteur de 416 769,61 euros.

Par ordre de service n°23 du 13 juillet 2017, le Maître d'ouvrage a notifié le décompte général, que le Groupement a contesté faute d'avoir remis en amont son projet de décompte final conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux.

Le Groupement a ensuite transmis, le 10 août 2017, son projet de décompte final intégrant une demande de rémunération complémentaire de 3 817 667 euros H.T. ainsi qu'une demande d'indemnité de résiliation de 416 769,61 euros H.T.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par le Groupement a conduit ce dernier à saisir, d'une part, le CCIRAL de Marseille en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux, d'une demande d'avis sur sa réclamation enregistrée le 20 mars 2018 sous le n°2018-10, d'autre part, le Tribunal Administratif de Marseille d'une requête indemnitaire enregistrée le 29 novembre 2018 sous le n°1809827-3.

Par courrier en date du 3 juillet 2018 reçu le 5 juillet 2018, le secrétariat du CCRA a transmis à la Métropole le mémoire du titulaire en demandant la transmission du mémoire en défense.

Le maître d'ouvrage a produit le 19 juillet 2019 ses observations en défense dans un mémoire en réponse.

Conformément aux dispositions prévues par le Code des marchés publics (applicable à la date de conclusion du marché litigieux) et du décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa réunion de conciliation du 26 septembre 2019 et la séance publique du 29 novembre 2019, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement RAZEL BEC/ GAGNERAUD CONSTRUCTION et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 1 293 000,00 euros HT dont la décomposition forfaitaire figure en Annexe du protocole transactionnel.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du présent protocole transactionnel,

permettant de ramener la réclamation de 4 234 436,61 euros HT à 1 293 000,00 euros HT soit 1 551 600,00 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 289 065,00 euros.

Pour respecter les principes comptables de prudence, les services de la Métropole ont provisionné les crédits nécessaires au mandatement de ladite indemnité sur le budget concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le marché n° 13/095 relatif au lot n°2 des travaux de VRD du bus à haut niveau de service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle Château Gombert ;
- La réclamation présentée par le groupement Razel-Bec/Gagnereaud Construction le 20 mars 2018, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCRA du 29 novembre 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°13-095 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération pour information du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 28 juillet 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-095, et entraîne que le groupement titulaire des travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec Gagnereaud Construction relatif aux travaux de Voirie et réseau divers du bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle de Château Gombert à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
HN 044-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 15 juin 2020, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 14 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ainsi que de la requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/06/15 : ALIBI du 12/02/2019 au 12/06/2020,
- CVM-2020/06/16 : I FEEL GOOD & YOU du 25/10/2019 au 25/05/2020,
- CVM-2020/06/18 : LE KING du 26/09/2019 au 07/02/2020,
- CVM-2020/06/19 : GINGER ART & FOOD du 12/02/2019 au 12/02/2020,
- CVM-2020/06/20 : AGLAE ET SIDONIE du 12/02/2019 au 12/06/2020,
- CVM-2020/06/21 : LE PETIT FLORE du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/06/22 : CHROM du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/06/23 : L'OSMOSE du 21/10/2019 au 21/05/2020,
- CVM-2020/06/24 : L'INFUSION du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- PJJLP-2020/06/14 : CORNER CREATEUR du 12/10/2018 au 12/06/2020,
- AUB-2020/06/03 : MAISON DE FABIANA du 08/07/2019 au 31/03/2020,
- AUB-2020/06/04 : LUNAGI du 08/07/2019 au 29/11/2019,
- LTD-2020/06/10 : LIEUTAUD du 11/03/2019 au 31/12/2019.

A été déclaré non recevable car l'établissement n'est plus en activité et a été radié du registre du commerce et des sociétés le 03 mars 2020 :

- CVM-2020/06/17 : RESTAURANT LE THEATRE du 24/06/2019 au 03/03/2020.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements)

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

de Marseille), du centre-ville d'Aubagne ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/01/09-2	LE TAJ	34 Avenue R. Schuman 13090 Aix-en-Provence	01/01/19 au 30/06/19	17 084,00	10 250,00	600,00	10 850,00
AIX-2019/12/19	BOUCHARA	6 Bis Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	17/01/2018 au 30/06/2019	324 320,00	194 592,00	0,00	150 000, 00 *
TOTAL				341 404,00	204 842,00	600,00	160 850,00

Montant	des	indemnisations	déjà	accordées
801 136,67 €				
Total	général	BHNS		L'AIXPRESS
961 986,67 €				

* L'expertise judiciaire a conclu à un préjudice économique pondéré de 194 592,00€. Cette évaluation étant supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 150 000,00€, la CMIA a choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant.

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/03-2	BAR O'CENTRAL	4 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	01/03/19 au 31/05/19	14 973,00	8 984,00	254,00	9 238,00
CIO-2019/03/04-2	SOUS LES LAMPIONS	38 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	04/03/19 au 21/06/19	18 112,00	10 867,00	250,00	11 117,00
CIO-2019/10/27	EDEN DRIVE	46 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/05/19	0,00	0,00	0,00	0,00
CIO-2019/11/28	MAKE	10 Quai Général De Gaulle 13600 La Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	59 796,00	35 878,00	2 901,00	38 779,00
CIO-2020/01/29	LE PERROQUET	6 Quai Ganteaume 13600 La Ciotat	11/10/18 au 21/06/19	67 806,00	40 684,00	1 000,00	41 684,00

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

TOTAL	160 687,00	96 413,00	4 405,00	100 818,00
--------------	-------------------	------------------	-----------------	-------------------

Montant des indemnisations déjà accordées	628 529,00 €
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	729 347,00 €

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2019/09/01	BAR TABACS O'CENTRAL	7, Rue des Fabres – 13001 Marseille	12/02/19 au 01/10/19	- 8 263,00 €	- 4 958,00 €	0,00 €	- 2 663,00 € *
CVM-2019/09/01	BAR TABACS O'CENTRAL	7, Rue des Fabres – 13001 Marseille	12/02/19 au 01/10/19	8 263,00 €	4 958,00 €	0,00 €	4 958,00 €
CVM-2019/11/07	SPAR	5, Cours Jean Ballard – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/19	16 300,00	9 780,00	0,00	9 780,00
CVM-2019/12/09	STUDIO B CAFE	6, Place Général De Gaulle – 13001 Marseille	01/04/19 au 31/12/19	26 953,00	16 172,00	1 250,00	17 422,00
CVM-2019/02/11	PIERRE LOREN'S COIFFURE	12, Rue Pythéas – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	7 200,00	4 320,00	200,00	4 520,00
CVM-2019/02/12	MARSEILLE IN THE BOX	13, Rue Reine Elisabeth – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/10/19	8 169,00	4 901,00	500,00	5 401,00
TOTAL				58 622,00	35 173,00	1 950,00	39 418,00

Montant des indemnisations déjà accordées	111 234.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	150 652.00 €

* Ecriture de régularisation. La CMIA du 14 janvier 2020 avait donné un avis favorable quant à l'indemnisation du commerce BAR TABACS O'CENTRAL pour un montant de 2 663,00€. L'expertise judiciaire avait conclu à un préjudice économique pondéré de 4 958,00€. Cependant, l'évaluation était supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 2 663,00€. En conséquence, la CMIA avait choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant.

Après de nouveaux dires et éléments apportés par le requérant, justifiants un nouveau passage devant la CMIA, la commission a choisi de les prendre en considération et ainsi de reconsidérer sa position initiale à l'unanimité, en faveur de la gérante du commerce.

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/10/12	MARINA	45 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 30/09/19	1 067,00	640,00	0,00	640,00
PJJLP-2019/12/13	PHARMACIE DU MARCHE	98 rue Saint-Savournin 13001 Marseille	12/10/18 au 31/12/19	36 283,00	21 770,00	0,00	21 770,00
PJJLP-2019/12/14	VIVRE MOBILE	16 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 31/12/19	17 727,00	10 636,00	1 180,00	11 816,00
TOTAL				55 077,00	33 046,00	1 180,00	34 226,00

Montant des indemnisations déjà accordées 186 287,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE 220 513,00 €

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2019/12/04	ATELIER MICHELANGELI	94, avenue Jean Jaurès – 13700 Marignane	01/10/18 au 31/12/19	823,00	494,00	0,00	494,00
TOTAL				823,00	494,00	0,00	494,00

Montant des indemnisations déjà accordées	51 931,00 €
Total général chantier MARIGNANE II	52 425,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2019/12/02	GENERATION 2 ROUES	4, Bld Théodore Thurner – 13006 Marseille	11/03/19 au 31/12/19	16 046,00	9 628,00	100,00	9 728,00
LTD-2020/02/05	LE SAINT JAMES	89, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	9 390,00	5 634,00	1 000,00	6 634,00
LTD-2020/02/09	EUROPEAN CENTER	120, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	60 226,00	36 136,00	1 200,00	37 336,00
TOTAL				85 662,00	51 398,00	2 300,00	53 698,00

Montant des indemnisations déjà accordées	4 518.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	58 216.00 €

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/02/02	LA PORCHETTA	7, rue de la République – 13400 Aubagne	01/09/19 au 01/03/20	11 005,00	6 603,00	0,00	6 603,00
TOTAL				11 005,00	6 603,00	0,00	6 603,00

Montant des indemnisations déjà accordées €	0.00
Total général chantier centre-ville d'Aubagne 603.00 €	6

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 14 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 20 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 juin 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 28 juillet 2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de la modification des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2020

Avis du Conseil de Territoire HN 045-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1er janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de « construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation ».

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L.2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, qu'il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Par délibération n°VOI 008-8049/19/CM, le Conseil de Métropole a adopté une tarification de ces droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain pour l'année 2020.

Des précisions ont été apportées afin de permettre une taxation proportionnelle au service rendu en matière d'occupation du domaine public réalisée par les kiosques à jus de fruits (définition d'une tarification par mètre carré excédentaire et par zone d'occupation).

De plus, la tarification spécifique des mises en sécurité pour le compte de tiers se trouve désormais élargie à toutes les urgences. Aussi, un tarif particulier est désormais prévu pour l'enlèvement des gravats par big-bags stockés sur la voie publique.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes à la date de publication de la présente délibération y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la modification des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 pour les kiosques et terrasses installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
HN 046-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 et portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19, les commerçants, tels que les kiosques n'ont pas pu accueillir de public depuis le 15 mars 2020 et, ce jusqu'à la date de déconfinement le 11 mai 2020. En outre, concernant les restaurateurs, ils n'ont pas pu accueillir de public depuis le 15 mars 2020 et, ce jusqu'au 2 juin 2020.

Ces commerces n'ayant pu exercer leur activité pendant des périodes différentes selon les thématiques, n'ont plus perçu de revenus.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer partiellement, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, les terrasses des établissements situés sur le pourtour du Vieux-Port de Marseille, et les commerçants restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de la Ciotat du 15 mars 2020 au 31 Aout 2020, ainsi que les kiosques, toutes activités confondues, situés sur la commune de Marseille pour une période équivalente à deux mois.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour ces professionnels.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il est nécessaire d’approuver une exonération partielle des Redevances d’occupation du Domaine Public pour l’année 2020 aux kiosquiers impactés par la situation sanitaire COVID 19, correspondante à la durée du confinement de deux mois ;
- Qu’il est nécessaire d’apporter un soutien économique aux restaurateurs occupants les terrasses du front de mer de la Ciotat ainsi que les établissements du pourtour du Vieux Port de Marseille par une exonération allant jusqu’au 31 août 2020 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l’approbation d’une exonération partielle des redevances d’occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 pour les kiosques et terrasses installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public pour les terrasses du Vieux Port sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
HN 047-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les mouvements sociaux survenus du mois de novembre 2018 au mois de mars 2019 ont perturbé chaque samedi l’activité commerciale du centre-ville de Marseille.

Les gérants de cafés, restaurants, bars, brasseries disposant d’une terrasse située sur le parcours des manifestations, et dans une moindre mesure ceux situés dans un périmètre proche, ont vu leur activité diminuer soit, en raison de l’inaccessibilité de leurs commerces, soit en raison du retrait des terrasses à titre préventif.

C’est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d’occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d’exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit de terrasse sur l’année 2019 et pour une période équivalente à un mois, les commerçants des terrasses du Vieux Port dont l’emprise est située sur le périmètre ci-dessous défini :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Quai du Port, tronçon rue de la République - Hôtel de Ville ;
- Quai de Rive Neuve du Cours Jean Ballard à la rue Fort Notre Dame.
- La totalité du Quai des Belges.

Il convient donc d'approuver une exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour les commerçants des terrasses du pourtour du Vieux Port.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'exonération du paiement de la redevance d'occupation commerciale du domaine public, perçue au titre du droit de terrasse sur l'année 2019 pour une période équivalente à un mois, pour les commerçants des terrasses du pourtour du Vieux Port de Marseille.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public pour les terrasses du Vieux Port sur le périmètre du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la cessation d'activité des principaux diffuseurs de presse pour les kiosques presse sur la Commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire HN 048-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la mise en redressement judiciaire de la société Prestaliss et de la liquidation judiciaire de la Société d'Agences de Diffusion, principaux diffuseurs de presse nationale, la diffusion de journaux et magazines est interrompue depuis 15 mai 2020.

L'absence de distribution de journaux et de magazines dans les points de vente entraîne une perte d'activité et donc de revenus pour les kiosquiers presse en activité.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public et de relance en matière d'économie, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation 2020 et pour une période équivalente à deux mois, les kiosquiers revendeurs de presse.

Il convient donc d'approuver une exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour une période deux mois suite l'absence de distribution de journaux et de magazines auprès des kiosques presse.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :
Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public pour une période deux mois suite à l'absence de distribution de journaux et de magazines auprès des kiosques presse ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la cessation d'activité des principaux diffuseurs de presse pour les kiosques presse sur la Commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
HN 049-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 et portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19, les opérateurs en charge de la récupération des textiles-linge de maison-chaussures en points d'apport volontaire en vue de leur réemploi/réutilisation ne peuvent plus assurer leur activité et ne perçoivent donc plus de revenus.

C'est pourquoi sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer partiellement, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public, les opérateurs en charge des points d'apport volontaire de récupération des textiles-linge de maison-chaussures situés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, et pour une période équivalente à deux mois.

Pour information, la diminution de la Redevance d'occupation du Domaine Public pour le Budget Principal s'élèverait à 600 euros TTC.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour ces professionnels, correspondante à la durée du confinement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour l'année 2020 aux professionnels impactés par la situation sanitaire COVID 19, correspondante à la durée du confinement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable sur l'exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 pour les opérateurs en charge des points d'apport volontaire de récupération des textiles-linge de maison-chaussures pour une période équivalente à deux mois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Attribution d'une subvention à la Confédération Générale des CIQ de la Ville de Marseille et des Communes environnantes

HN 050-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le comité d'intérêt de Quartier (CIQ) est une association issue de la loi 1901, qui a pour but principal de défendre les intérêts généraux des habitants d'un périmètre, pour tout ce qui a trait à leur vie citoyenne, matérielle et intellectuelle. Ses administrateurs sont des bénévoles qui agissent auprès des autorités politiques et administratives. Ils contribuent à l'expression directe des habitants du quartier, en ce qui concerne la vie quotidienne.

L'ensemble des CIQ est regroupé au sein de la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes qui a pour but d'appuyer et de coordonner leurs actions.

Les actions et les objectifs poursuivis par l'association correspondent aux objectifs que le Territoire Marseille Provence souhaite valoriser en matière de proximité.

Aussi, il est proposé de prolonger ce partenariat d'une année avec la Confédération Générale des CIQ par le versement d'une subvention de 60 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt que représente pour le développement des actions de proximité que souhaite mettre en place le Territoire Marseille-Provence la mise en place d'un partenariat avec la Confédération générale des CIQ.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 60 000 euros TTC à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget A710 65748 022 1DCOM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire HN 051-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 16 905.93 euros (Seize mille neuf cent cinq euros et quatre-vingt-treize centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Omar BELARBI – sinistre du 18 février 2017 – montant : 494.40 €,
- M. Daniel LOPUSZANSKI – sinistre du 15 octobre 2018 – montant : 6 479.40 €,
- M. Georges DEMIRO – sinistre du 5 février 2019 – montant : 5 063.69 €,
- M. Christian DELGADO – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 2 513.16 €,
- Mme Florence CRESCENTE – sinistre du 17 mai 2019 – montant : 689.83 euros,
- ROMAIN ROLLAND COMBUSTIBLE - sinistre du 20 septembre 2019 - montant : 547.48 euros,
- Mme Véronique ARCAMONE CYPRIEN – sinistre du 5 octobre 2019 – montant : 441.60 euros,
- Mme Pascale STAUTH – sinistre du 22 novembre 2019 – montant : 676.37 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

■ Indemnisation de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire HN 052-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie la SMACL en matière de dommage aux biens sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages de nature immobilière subis dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

En l'absence de faute de l'occupant, les dommages immobiliers sur les biens incombent au propriétaire.

Suite à une tentative d'effraction, Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN, occupant d'un kiosque alimentaire a pris en charge des réparations qui incombent à la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de propriétaire.

Il convient de procéder au remboursement dont le montant global s'établit à 1 511.00 euros (Mille cinq cent onze euros) en contrepartie Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN renonce à tout recours contre l'administration. Il s'agit de l'affaire suivante :

- Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN – Sinistre du 20 mai 2019 – montant : 1511.00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de dommages matériels.

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2018 suite à une fuite sur les installations privées - commune de Plan de Cuques

Avis du Conseil de Territoire HN 053-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un dégrèvement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

L'abonné, Monsieur CHATELAS, n'a pas respecté le délai d'un mois pour adresser au service de l'eau l'attestation de réparation de la fuite malgré l'envoi d'un courrier d'alerte, c'est la raison pour laquelle sa demande de dégrèvement a été refusée par la Métropole.

Fort de cette situation, l'abonné a saisi le Médiateur de l'eau en vue de trouver une entente avec la Métropole. En effet, la fuite a fait l'objet d'une réparation plus de deux mois avant la notification d'une consommation anormale, la réparation et son effet ont été constatés par le service de l'eau.

Ainsi, le Médiateur estime, pour résoudre le litige nait entre l'abonné et le service de l'eau, que la Métropole pourrait accorder un dégrèvement de 50% de ce que prévoit la réglementation précitée.

Il propose à la Métropole d'accorder exceptionnellement à Monsieur CHATELAS un dégrèvement de 1191 m3 sur les redevances d'eau potable et de 2496 m3 sur les redevances assainissement collectif sur la facture du 27 juin 2018.

Par délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande exceptionnelle de dégrèvement est présentée au Conseil de Métropole.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques.
- L'avis de la médiation de l'eau du 3 septembre 2019 sur le dossier 2018-2886;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2018 suite à une fuite sur les installations privées - commune de Plan de Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation des dégrèvements sur factures d'eau sur la période 2014 à 2018 suite à une fuite d'eau sur les installations privées à Gémenos Village

**Avis du Conseil de Territoire
HN 054-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur MANUGUERRA a sollicité le service de l'eau de la Métropole Aix Marseille Provence pour analyser ses consommations d'eau qu'il juge excessives depuis 2011.

Les investigations menées par le service n'ont pas permis de trouver une cause à ces surconsommations.

Au cours de l'année 2018, un changement de compteur a été réalisé et une surveillance des consommations ont permis d'ajuster le montant de ses factures pour l'année considérée.

Monsieur MANUGUERRA a saisi le Médiateur de l'eau pour trouver une entente avec la Métropole sur les factures des années antérieures à l'année 2018.

Après analyse de la demande de Monsieur MANUGUERRA, le Médiateur de l'eau propose qu'un partage des conséquences financières des consommations inexpliquées soit appliqué sur la période de consommation de 2014 à 2018, en considérant que la probabilité que la surconsommation provienne d'un dysfonctionnement du dispositif de comptage est de 1/5.

Ainsi, sur les quatre années considérées, le volume surconsommé est de 5110 m³ auquel on retranche la consommation moyenne annuelle du foyer soit 4 * 200 m³.

Le Médiateur propose à la Métropole de prendre à sa charge le cinquième du volume restant, soit = 862 m³ (4310 m³ / 5).

Par délibération AGER 005/2127/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, une demande exceptionnelle de dégrèvement est présentée au Conseil de Territoire.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos Village
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village
- L'avis de la médiation de l'eau du 28 Août 2019 sur le dossier 2018-3325
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau sur la période 2014-2018 suite à une fuite d'eau sur les installations privées à Gémenos village.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets loi Oudin Santini 2019/2020 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement

Avis du Conseil de Territoire HN 055-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération précité présenté ci-après.

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que la Société Eau de Marseille Métropole verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un « Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement ».

Dans un même temps, les contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix prévoient une participation forfaitaire annuelle au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Grâce à ce fonds, la Métropole souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n°DEA 003-7145/19/CM, la Métropole a lancé le 24 octobre 2019 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliquée dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de s'engager aux côtés de la Métropole AMP.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

Vingt-trois dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 17 février 2020. Le montant total des projets s'élève à 5 317 458,21 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 537 637,45 €.

Le jury, composé de dix membres (trois représentants des élus, quatre représentants de l'administration, deux représentants de la SEMM et un représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 15 juin 2020. 11 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 502 807,65 €, soit 39 % du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°10/5331/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 003-7145/19/CM du 24 octobre 2019 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n° AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de Délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter la délibération portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi OudinSantini" 2019/2020.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi OudinSantini" 2019/2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole foncier relatif à une servitude de tréfonds en vue de la réalisation de la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges - Marseille 11eme arrondissement

Avis du Conseil de Territoire HN 056-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le chemin des Fenêtres Rouges est classé en zone d'assainissement collectif mais n'est pas pourvu d'un réseau d'eaux usées par raccorder une trentaine de parcelles.

Afin de rejoindre le réseau public existant il est nécessaire d'implanter une canalisation dans un chemin d'accès privé situé au 2/32 chemin des Fenêtres Rouges 13011 Marseille, quartier les Accates Section D parcelle 166, propriété de Monsieur et Madame BUCCIERO.

Cette servitude de passage en tréfonds ainsi que l'occupation temporaire, sont consenties par les propriétaires moyennant la mise en place de deux branchements particuliers et la réfection du chemin dans des matériaux conformes à l'existant.

Il convient donc d'autoriser la signature d'un protocole foncier autorisant la constitution d'une servitude de tréfonds sur une bande de terrain de 105m² environ, ainsi qu'une occupation temporaire de la propriété de Monsieur et Madame BUCCIERO. Ce protocole fera l'objet d'un acte notarié qui sera enregistré au service de publicité foncière pendant la durée des travaux.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 du juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution d'une servitude en tréfonds de la parcelle cadastrée 861 D 166 et l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Monsieur et Madame BUCCIERO Grégory et Laure permettront la réalisation de la desserte sanitaire des Fenêtres Rouges à Marseille 11^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude en tréfonds et l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Monsieur et Madame BUCCIERO Grégory et Laure qui permettront la réalisation de la desserte sanitaire des Fenêtres Rouges à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention avec SOLEAM et ORANGE relative à la location d'infrastructures situées dans la ZAC Château Gombert

Avis du Conseil de Territoire HN 057-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La SOLEAM en qualité de concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'installations et infrastructures (ouvrages publics en devenir) comprenant des fourreaux, des chambres de tirage et des raccordements incluant des éléments passifs de communications électroniques et des fibres optiques pour la ZAC de Château Gombert à Marseille.

Afin de préserver son patrimoine et d'optimiser les installations et infrastructures existantes en vue de favoriser le développement des communications électroniques sur son territoire, elle met ces installations et infrastructures à disposition de l'opérateur de communications électroniques ORANGE souhaitant déployer des réseaux ouverts au public.

Une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité concédante, la SOLEAM, concessionnaire et l'opérateur ORANGE permet également de définir de façon précise des modalités pratiques d'intervention et d'échanges d'informations.

Dans ce cadre, la Métropole ainsi que la SOLEAM souhaitent aujourd'hui conventionner avec la société ORANGE des conditions générales, techniques et financières par lesquelles elle met à la disposition non exclusive de celle-ci, ses installations et infrastructures des ZAC, dans les conditions conformes à la réglementation (notamment l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

En outre, conformément à l'article 8.2 de la convention : « Il est ici précisé que les Installations réalisées par SOLEAM dans le cadre de sa mission d'aménageur de la ZAC de Château Gombert constituent des « biens de retour », destinés à être rétrocédés, à la Métropole Aix Marseille Provence après leur achèvement.

Il est donc proposé au Bureau de Métropole, d'approuver la convention tripartite conclue avec la société ORANGE ci-jointe, s'appliquant aux installations réalisées dans la ZAC château Gombert.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- De mettre à la disposition de la Société ORANGE des installations comprenant des fourreaux, des chambres de tirage et de raccordement, ainsi que des infrastructures incluant des éléments passifs de communications électroniques et des fibres optiques,
- Acter le principe d'une convention tripartite entre la Métropole, autorité concédante, la SOLEAM, concessionnaire et Orange Opérateur de communications téléphoniques, présent sur ledit domaine.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention tripartite relative à la location d'infrastructures situées dans la ZAC Château Gombert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'URSSAF Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la mise à disposition des données de l'URSSAF au profit du Conseil de Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire HN 059-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les producteurs de déchets non ménagers tels que les commerçants, artisans et professionnels divers sont responsables de l'élimination de leurs déchets. Ces déchets peuvent cependant être pris en charge de façon facultative par la Métropole, sous réserve d'absence de sujétion technique particulière et avec un financement spécifique : la redevance spéciale.

Pour améliorer la gestion des déchets assimilables des activités présentes sur le territoire de Marseille Provence et s'adapter au contexte réglementaire et environnemental qui a connu de nombreuses évolutions ces dernières années, un nouveau dispositif de redevance spéciale a été nécessaire.

C'est dans ce cadre que le 26 juin 2018 le conseil métropolitain, après l'avoir fait valider par le conseil de territoire, a voté un nouveau règlement de collecte et une nouvelle réglementation de la Redevance Spéciale et de sa tarification, applicables pour les deux sur le conseil de territoire Marseille Provence courant 2020.

Le calcul de cette nouvelle Redevance Spéciale est défini selon le code activité des professionnels (CODE NAF ou APE) et leur nombre de salariés présents sur les sites d'exploitation. Le site d'activité est celui auquel est rattaché le numéro de SIRET de l'entreprise.

Marseille Provence doit donc disposer du nombre de salariés par entreprise issu du fichier de l'URSSAF afin de vérifier la véracité des informations demandés aux entreprises.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

C'est dans ce contexte, qu'une convention est nécessaire pour définir les modalités de coopération et de mise à disposition des données de l'Urssaf Provence-Alpes-Côte-D'azur, fournisseur, AMPM, utilisateur et les conditions d'utilisation des données transmises.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Urssaf Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant pour objet de définir les modalités de coopération et de mise à disposition des données de l'Urssaf, fournisseur, AMPM, utilisateur et les conditions d'utilisation des données transmises ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'URSSAF Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la mise à disposition des données de l'URSSAF au profit du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat type de reprise option filières papier-carton entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le repreneur REVIPAC relatif à la Responsabilité Elargie du Producteur pour la période de 2018 à 2022

**Information du Conseil de Territoire
HN 060-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un Contrat Pour l'Action et la Performance dit « CAP 2022 » avec l'Eco Organisme CITEO pour les emballages ménagers et les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022, sur la base du barème de soutiens financiers dénommé barème F.

En s'engageant avec l'éco-organisme CITEO, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également pour la reprise des matériaux triés en option filière assurant ainsi la garantie d'enlèvement et de recyclage, ainsi qu'un prix de reprise nul ou positif départ centre de tri pour tous les matériaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc conclu avec REVIPAC un contrat type pour la reprise des déchets d'emballages ménagers en papier-carton de la Collectivité. REVIPAC s'est engagé alors à assurer le paiement d'un prix minimum de reprise fixé à 60 €/tonne pour les déchets assimilés 5.02A, et à 75 €/tonne pour les déchets assimilés 1.05A composant le flux du standard Papier Carton Non Complexé (PCNC).

Mais le contexte d'effondrement du marché mondial du papier-carton à recycler, a divisé par plus de quatre, en deux ans, les prix du 5.02A. Compte-tenu des difficultés financières inhérentes pour les repreneurs, REVIPAC a été contraint de faire jouer la clause de sauvegarde prévue dans la Convention Particulière Filière papier-carton entre REVIPAC et CITEO. En conséquence, la Convention Particulière conclue entre REVIPAC et Citeo, ainsi que son annexe portant Contrat type de reprise de la filière papier-carton, ont été modifiées pour supprimer la garantie du prix minimum de reprise initialement prévue pour les flux du standard PCNC.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications du contrat type pour la reprise des déchets d'emballages ménagers en papier-carton.

Afin de garantir une reprise sans coût (zéro euros par tonne, départ centre de tri), il convient d'approuver l'avenant n°1 qui entrera en vigueur dès sa notification

Si la collectivité refuse de signer le présent avenant, la continuité des enlèvements ne pourra être garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'arrêté du 2 novembre 2016 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les papiers graphiques ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conclure un avenant au contrat type de reprise option filières papier-carton.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de l'avenant n°1 au contrat type de reprise option filières papier-carton entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le repreneur REVIPAC relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur pour la période de 2018 à 2022.

■ Approbation de la convention type entre l'éco-organisme de la filière des Textiles, Linge et Chaussures (T.L.C) et la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
HN 061-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

EcoTLC est un éco-organisme dédié aux Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures (T.L.C) destiné aux ménages suite à la création d'une filière R.E.P (Responsabilité Elargie du Producteur) sur ces produits.

L'éco-organisme apporte à chacune des structures concernées des soutiens financiers liées à la détention de point d'apport volontaire et à la communication réalisée.

EcoTLC a été agréé par les pouvoirs publics une première fois par arrêté interministériel du 3 avril 2014, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019. Un renouvellement d'agrément de l'éco-organisme est intervenu le 20 décembre 2019 par arrêté ministériel qui porte celui-ci jusqu'au 31 décembre 2022.

L'agrément s'accompagne d'une convention type permettant grâce à une meilleure information des citoyens et une meilleure coordination de la collecte, le détournement des TLC usagés du flux des ordures ménagères, en contrepartie d'un soutien financier de ce dernier.

Il convient donc d'approuver la conclusion d'une convention type entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et EcoTLC jusqu'à la fin de l'agrément détenu par l'éco-organisme soit le 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure une convention avec EcoTLC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à la convention avec ECOTLC.

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement du Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME sur le territoire de Marseille Provence
HN 062-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est signataire d'une convention de financement avec l'ADEME pour la réalisation d'actions de prévention et valorisation des déchets dans le cadre d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire 2017-2019 ».

Plusieurs actions de réduction et de tri des déchets ont été engagées sur le territoire en lien avec le CODEC dont :

- Sensibilisation des habitants aux bons gestes de réduction et valorisation des déchets ;
- Mise en œuvre d'actions internes comme l'achat de mobilier d'occasion ;
- Déploiement de composteurs individuels, collectif et lombricomposteurs ;
- Accompagnement de communes sur la lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire ;
- Promotion des dispositifs de réemploi sur le territoire : ressourcerie, colonnes textile, ;
- Expérimentation de solution de broyage des déchets verts avec mise à disposition du broyat aux habitants.

La convention initiale prévoit, pour paiement du solde de la subvention, la réalisation d'un bilan annuel des actions réalisées et résultats obtenus. Pour l'année 2019, le délai nécessaire à sa finalisation de ce bilan ne pouvant être respecté, il est proposé de valider cet avenant de prolongation de la durée contractuelle de l'opération jusqu'en octobre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la signature de cet avenant est nécessaire à l'obtention des subventions prévues au CODEC.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement de l'opération CODEC du territoire Marseille Provence, ci-annexée, conclu avec l'ADEME.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document nécessaire à son application.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Attribution d'une subvention à l'association Zéro Waste Marseille pour l'année 2020 - Approbation d'une convention
HN 063-28/07/20 CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a voté fin 2019 son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025.

Par ce plan la Métropole a l'ambition d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du territoire dans une logique d'économie circulaire afin de limiter au maximum la part de déchets enfouis ou incinérés. Il constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage et s'articule autour de quatre grands axes : sensibiliser à la réduction des déchets, harmoniser la gestion des déchets d'activités économiques, valoriser la ressource « biodéchets » et donner une seconde vie aux objets.

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2017.

L'Association Zéro Waste Marseille, créée en 2018, fait partie d'un réseau national de plus de 80 associations locales rattachées à l'ONG Zero Waste France. Elle a pour objectif de promouvoir la démarche zéro gaspillage et zéro déchet auprès de tous les acteurs.

Présentation de l'action

Depuis quelques années, le mouvement Zero Waste a pris beaucoup d'ampleur en France, tant du côté de la mobilisation citoyenne que de l'intérêt du grand public. A Marseille, l'intérêt et la prise de conscience des marseillais pour ce mode de vie se développe.

Aussi l'association souhaite organiser en Septembre 2020 le premier festival Zero Waste à Marseille, sur deux jours. Deux objectifs motivent principalement cette démarche : tout d'abord, valoriser les initiatives et les acteurs locaux du zéro déchet, en leur proposant un espace de rencontre et d'échange avec les marseillais. Mais également réfléchir ensemble – particuliers, entreprises, associations, élus locaux – aux moyens d'action possibles pour que nous passions de l'échelle individuelle à l'échelle collective sur cette question environnementale qui nous concerne tous.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 775 €	Vente de produits	400 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	2 145 €	Subvention d'exploitation Dont Territoire Marseille Provence Dont ville de Marseille	12 000 € 10 000 € 2 000 €
Autres services extérieurs	2 750 €	Autres produits de gestion	900 €
		Produits financiers	3 370 €
Total charges	16 670 €	Total Recettes	16 670 €
Emplois des contributions volontaires en nature	24 070 €	Contributions volontaires en nature	24 070 €
Total général des charges	40 740 €	Total Recettes	40 740 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 10 000 euros.

Par cette action l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'Association Zéro Waste Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Zéro Waste Marseille.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G140 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ONYX MEDITERRANEE

**Avis du Conseil de Territoire
HN 064-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1^{er}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société ONYX MEDITERRANEE de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 janvier au 6 février 2020. Elles représentent 50 heures de collecte.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ONYX MEDITERRANEE s'élevant à un montant de 9 350 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le cout horaire de la prestation de collecte.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société ONYX MEDITERRANEE afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ONYX MEDITERRANEE pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Urbaser Environnement SAS

Avis du Conseil de Territoire HN 065-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 27 janvier au 7 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT s'élevant à un montant de 96 950.27 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société URBASER ENVIRONNEMENT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 27 janvier au 7 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 29 janvier au 6 février 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 27 janvier au 7 février 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 27 janvier au 7 février 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société NOE CONCEPT

**Avis du Conseil de Territoire
HN 066-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er ,4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société NOE CONCEPT de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 6 au 8 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société NOE CONCEPT s'élevant à un montant de 36 300 euros TTC.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société NOE CONCEPT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 6 au 8 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société NOE CONCEPT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 6 au 8 février 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 6 au 8 février 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 6 au 8 février 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société DERICHEBOURG POLYCEO

Avis du Conseil de Territoire HN 067-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société DERICHEBOURG POLYCEO de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 24 janvier au 6 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société DERICHEBOURG POLYCEO s'élevant à un montant de **15 924 euros TTC**.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société DERICHEBOURG POLYCEO afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 6 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société DERICHEBOURG POLYCEO pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 6 février 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 6 février 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 6 février 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée

Avis du Conseil de Territoire HN 068-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 24 janvier au 9 février 2020, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème ; 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société SUEZ RV Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 3 au 7 février 2020.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société SUEZ RV Méditerranée s'élevant à un montant de 17 600 **euros TTC** résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 10,94 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SUEZ RV Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 3 au 7 février 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 3 au 7 février 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 3 au 7 février 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 3 au 7 février 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Transports de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des études et des travaux de modernisation de la station Castellane

**Avis du Conseil de Territoire
HN 069-28/07/20 CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis

La Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Régie des Transports Métropolitains, un contrat d'obligation de service public (COSP) pour l'exploitation de ses services de transport public urbain, d'une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2011.

Ce contrat a notamment rationalisé la relation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains dans le domaine de la gestion des biens et des investissements.

Ainsi, les biens dédiés au réseau par l'Autorité Organisatrice et/ou la Régie ont été classées en deux catégories : les biens de catégorie (A) et les biens de catégorie (B).

L'article 3.4.4 du contrat dispose que le renouvellement des biens de catégorie (A) incombe à l'Autorité Organisatrice qui en assume le financement.

Dans ce cadre, il appartient respectivement à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'assurer la mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille d'une part, et à la RTM de procéder à l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques de la ligne M2 de la station Castellane et de leur asservissement à l'exploitation du réseau d'autre part.

Par ailleurs, dans le cadre de la relation in house qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence à sa régie de transports et conformément à l'avenant n° 9 au contrat d'obligation de service public, la Régie des Transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu qu'une part significative des investissements prévus en matière de transport et mis à charge de l'Autorité Organisatrice par le Contrat dans sa rédaction initiale, seraient donc désormais confiés à la Régie.

Il s'agit d'investissements relevant du champ de compétence de la RTM, que cette dernière est en capacité technique et financière de mener à bien. Ce programme est composé d'éléments indispensables, en lien pour l'essentiel avec l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques entre le niveau mezzanine et le niveau quai de la ligne M2 de la station Castellane.

Dans le cadre de ce programme d'investissements, l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques de la ligne M2 de la station Castellane du métro de Marseille relève de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Régie des transports Métropolitains.

Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures de la station Castellane du métro relevant simultanément de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole et de la maîtrise d'ouvrage de la RTM, les parties souhaitent recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage telles que stipulées à l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

Cet article prévoit que « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Dans ce contexte, en raison de l'unicité du projet exposé qui concerne les aménagements et l'exploitation d'une même infrastructure, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération. Ainsi, il est proposé d'adopter les termes de la convention ci annexée qui désigne la Métropole Aix-Marseille-Provence comme maître d'ouvrage unique et détermine les conditions d'organisation de cette maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ; la délibération du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération du Conseil d'administration de la RTM;
- La lettre de saisine de la Présidente.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de l'opération de mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille, le contrat d'obligation de service public désigne la Régie des Transports Métropolitains, maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement et d'équipement des infrastructures des stations du réseau de métro de Marseille ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mise en accessibilité des sept stations de métro de Marseille ;
- Que, dans ce contexte, et en raison de l'unicité du projet quant à l'adaptation des infrastructures nécessaires à l'intégration des escaliers mécaniques entre le niveau mezzanine et le niveau quai de la ligne M2 de la station Castellane, la procédure de co-maîtrise d'ouvrage permet une bonne coordination dans la conduite de l'opération ;
- Que la définition du programme et des conditions d'exercice de la délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire de la Régie des Transports de Métropolitains à la Métropole Aix Marseille Provence ainsi que son précisées dans le cadre de la convention de co-maitrise d'ouvrage soumise à approbation ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Transports de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des études et des travaux de modernisation de la station Castellane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention n 1960270-RTE-travaux relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de transport d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage

Avis du Conseil de Territoire HN 070-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité de RTE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 003-5588/19/BM en date du 28 mars 2019, la convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019. Ladite convention fixait les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux.

Par délibération n° TRA 004-7321/19/BM en date du 19 décembre 2019, un avenant n°1 à la convention n° 19/0270 a été conclu avec RTE le 28 janvier 2020. Cet avenant n°1 permettait d'entériner les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers ».

Il y a lieu d'établir un avenant n°2 à ladite convention n°19/0270 afin de définir les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs aux déviations sur l'avenue Cantini et à la dépose des réseaux abandonnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 003-5588/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La délibération n° TRA 004-7321/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant 1 à la convention n°19-0270 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de RTE ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°19-0270 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec RTE ;
- Qu'un avenant 1 à la convention n°19-0270 relatif aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclu avec RTE ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à ladite convention en vue d'entériner les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires relatifs aux déviations sur l'avenue Cantini et à la dépose des réseaux abandonnés ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de transport d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention n 20-0011Enedis-Travaux relative aux travaux de déviations et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de Tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remise

**Avis du Conseil de Territoire
HN 071-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. La protection des réseaux intègre les mesures de protection cathodiques destinées à protéger les réseaux des courants vagabonds induits par le tramway.

Par délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017, la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité a été conclue avec ENEDIS le 23 avril 2017.

Par délibération n° TRA 001-7318/19/BM du 19 décembre 2019, la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec ENEDIS le 19 décembre 2019 portant exclusivement sur les travaux d'anticipation.

Il y a lieu d'établir un avenant n°1 à ladite convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux proprement dits de dévoiement des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 001-7318/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- La lettre de saisine de la Présidente.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société ENEDIS est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux
- Qu'une convention n°20-0011 a été conclue avec ENEDIS relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux proprement dits de dévoiement des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention Enedis-Travaux relative aux travaux de déviations et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de Tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remise.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ Approbation de la convention avec GRDF-Travaux relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de distribution de gaz pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage

**Avis du Conseil de Territoire
HN 072-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution de gaz de GRDF, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. La protection des réseaux intègre les mesures de protection cathodiques destinées à protéger les réseaux des courants vagabonds induits par le tramway.

Par délibération n° TRA 004-2477/17/BM du Bureau de la Métropole en date du 19 octobre 2017, la convention n°17/0862 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de distribution de gaz a été conclue avec GRDF le 29 novembre 2017.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement et de protection des réseaux de distribution de gaz de GRDF.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 004-2477/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17-0862 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution de gaz de GRDF ;
- La lettre de saisine de la Présidente.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de distribution de gaz impactant le périmètre du projet ;
- Que la société GRDF est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°17-0862 a été conclue avec GRDF relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de distribution de gaz de GRDF ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de la convention avec GRDF-Travaux relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de distribution de gaz pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1^{ère} phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de la convention avec ORANGE Travaux relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille - 1ère phase

**Avis du Conseil de Territoire
HN 073-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication d'ORANGE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 002-2475/17/BM du Bureau de la Métropole en date du 19 octobre 2017, la convention n°17/0861 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec ORANGE le 23 novembre 2017.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec ORANGE.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 002-2475/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17-0861 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication d'Orange ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société Orange est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°17-0861 a été conclue avec Orange relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux dévoiement des réseaux de télécommunication d'Orange
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec ORANGE-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ Approbation des conventions avec ENEDIS relatives au raccordement électrique des sous stations pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage

**Avis du Conseil de Territoire
HN 074-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue afin de répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté comme suit :

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Communauté a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

La réalisation du projet nécessite la création de quatre sous stations électriques pour les besoins d'alimentation de la ligne et du centre de remisage. Ces sous stations doivent être raccordées au réseau de distribution électrique de moyenne tension d'ENEDIS. Aussi, il est prévu quatre points de raccordement comme suit :

- Raccordement de la sous station Gèze, située entre la rue de Lyon et la rue Zoccola ;
- Raccordement de la sous station Arenc, située sur le boulevard de Paris au droit du terminus actuel du tramway T3 ;
- Raccordement de la sous station Dromel permettant l'alimentation du dépôt, située sur le boulevard Schlœsing ;
- Raccordement de la sous station La Gaye, située sur l'avenue Viton.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention de raccordement pour chacun des points de raccordement afin de définir les modalités de raccordement ainsi que les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique des quatre sous stations au réseau ENEDIS.

Les présentes conventions actent ainsi les caractéristiques techniques des raccordements, les principes d'étude et de réalisation des travaux de raccordement ainsi que le principe de la prise en charge financière du raccordement électrique à ENEDIS des quatre sous-stations par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des études et travaux de raccordement au réseau d'électricité ENEDIS pour chacune des quatre sous stations du projet d'extension du réseau de tramway ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec ENEDIS pour chaque point de raccordement fixant les modalités et les conditions d'études, de réalisation et de financement du raccordement électrique des quatre sous stations ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet relatif à l'approbation des conventions avec ENEDIS relatives au raccordement électrique des sous stations pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage

**Avis du Conseil de Territoire
HN 075-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway et d'un parking relais sur le site Dromel / Montfuron, ainsi qu'un parking relais sur le site de La Gaye sont également prévus pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération n°TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le bureau de la Métropole a approuvé le lancement de l'enquête publique et a autorisé, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de cette opération.

Par délibération n° TRA 003-7320/19/BM du 19 décembre 2019, le bureau de la Métropole a approuvé la convention n°D127087 portant sur la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye conclue avec l'INRAP.

La convention conclue avec l'INRAP définissait les modalités de réalisation de la première tranche des diagnostics archéologiques.

Il y a lieu d'établir un avenant n°1 à ladite convention afin de définir les modalités techniques d'intervention de la seconde tranche relative à la réalisation des sondages et de surveillances archéologiques pour le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 003-7320/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n° D127087 portant sur la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye.
- L'arrêté n°209 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 10 janvier 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet ;
- La lettre de saisine de la Présidente.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une convention n° D127087 a été conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention idoine avec l'INRAP ;
- Que le conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France AFITF relative à l'attribution d'une subvention pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage

Avis du Conseil de Territoire HN 076-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette première phase poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la place Castellane (6ème arrondissement) et le futur Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de la Gaye (9ème arrondissement) sur un linéaire d'environ 4,4km. Le réseau de tramway sera alors en interconnexion avec cet axe routier structurant. Est également prévu la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel Montfuron ainsi qu'un parking relais au terminus de la Gaye.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloesing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal de Gèze (15ème arrondissement) sur un linéaire d'environ 1,8km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. L'opération d'extension du tramway accompagne ainsi l'opération d'aménagement urbain d'Euroméditerranée.

Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées, et ce, de façade à façade.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté par :

- délibération DTM 009-583/14/CC du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet d'extension du réseau de tramway d'agglomération du Nord au Sud.
- délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud pour un montant de 14 100 000 euros hors taxes.
- délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron.
- délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable pour la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron.
- délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 Octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation.

Ce projet figure parmi les objectifs du programme d'investissements en Transports en Commun en site propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en Décembre 2016. Il figure également dans le nouveau PDU arrêté en décembre 2019.

En octobre 2017, le groupement de maîtrise d'œuvre en charge des études et du suivi de réalisation du projet a été désigné. Le dossier de déclaration d'utilité publique et d'autorisation environnementale est en cours d'instruction par la préfecture en vue d'une enquête publique au second semestre 2020 permettant le lancement des travaux fin 2020.

Le coût prévisionnel des travaux de l'extension Nord et Sud phase 1 du réseau de tramway de Marseille s'élève à 240 millions d'euros Hors Taxes. La mise en service est prévue en 2025.

Par délibération DTUP 018-373/13/CC du 28 juin 2013 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le dépôt d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs et mobilité durable » pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille du Lycée Saint-Exupéry jusqu'au Boulevard Urbain Sud. Suite à cette candidature, l'Etat a désigné l'opération d'extension du tramway de Marseille Nord et Sud comme lauréate et éligible à une subvention de 29 870 000 euros.

Considérant le démarrage des travaux dans l'année 2020, il est proposé de conclure une convention de financement avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) fixant les conditions, notamment financières, dans lesquelles la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à la réalisation du projet de prolongement du réseau de tramway Nord et Sud Phase 1, ainsi que les modalités selon lesquelles l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France apporte son concours financier à la réalisation de ce projet.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DTM 009-583/14/CC du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet d'extension du réseau de tramway d'agglomération du Nord au Sud
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté urbaine a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron ;
- La délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le lancement de la concertation préalable pour la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel Montfuron ;
- La délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation ;
- La délibération DTUP 018-373/13/CC du 28 juin 2013, la Communauté Urbaine a approuvé le principe de réponse à l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs et mobilité durable » pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille
- La lettre de saisine de la Présidente.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Qu'il convient de conventionner avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF), pour le financement du projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye incluant la création d'un site de maintenance et de remisage et de deux parcs relais.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet relatif à l'approbation d'une convention avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) relative à l'attribution d'une subvention pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille, 1ère phase, et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 077-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc République à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h. Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 5 699,58 euros HT soit 6 839,50 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

HN 078-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Ce dispositif a été mis en œuvre dans le parc De Gaulle à Marseille (parc Jaurès non concerné par le dispositif), les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 16 290,66 euros HT soit 19 548,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ **Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
HN 079-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Castellane et Préfecture à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h. Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 15 097,67 euros HT soit 18 117,20 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

HN 080-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port – Hôtel de Ville à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h. Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 10 533,08 euros HT soit 12 639,70 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 081-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année

2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 36 879,83 euros HT soit 44 255,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks - Arvieux - et Espercieux à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 082-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en oeuvre dans les parcs Espercieux et Les Docks (Arvieux) à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h. Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 6 974,42 euros HT soit 8 369,30 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks - Arvieux - et Espercieux à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 083-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en oeuvre dans le parc Estienne d'Orves à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 21 677,58€ HT soit 26 013,10€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille

Avis du Conseil de Territoire HN 084-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port - MUCEM à Marseille, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 17 964 euros HT soit 21 556,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages P1 à P7, Providence, Tilleuls et Beauregard à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
HN 085-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beauregard, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 3 055,56 euros HT soit 3 666,67 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages P1 à P7, Providence, Tilleuls et Beauregard à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire HN 086-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Centre et Vieux-Port à La Ciotat, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 4 262,75 euros HT soit 5 115,30 euros TTC.
Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Verdun à La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire HN 087-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Verdun à La Ciotat, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SAGS afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 427,92 euros HT soit 1 713,50 euros TTC.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Verdun à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
HN 088-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 8 508 euros HT soit 10 209,61 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2020-2021

Avis du Conseil de Territoire

HN 089-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de la compétence de transport interurbain et scolaire du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole est donc devenue sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier non urbain de personnes ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports. 75 000 élèves sont ainsi pris en charge par la Métropole.

Afin d'aller plus loin dans l'unification du réseau de transport métropolitain, il convient d'approuver un règlement unique des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2020/2021. Il définit les ayants-droits et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs, un règlement intérieur pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l’année scolaire 2020-2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Yes We Camp pour le projet Foresta -
Approbation d'une convention
HN 090-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, sous le plateau de la Viste, un terrain de 20 hectares, ancienne carrière d'extraction d'argile réhabilitée lors de l'aménagement de la ZAC Saint-André et du centre commercial Grand Littoral, fait l'objet d'un projet de développement d'un parc urbain métropolitain nommé Foresta.

Ce site, rendu facilement repérable à l'échelle de la ville par les lettres MARSEILLE, recense aujourd'hui une multiplicité des usages spontanés : motocross, cueillette, promenade, running, jardinage...et présente un potentiel certain pour développer un véritable lieu de vie citoyen, mais aussi un espace de coopération et de développement local.

Dans le cadre d'une démarche participative initiée en 2015, l'association Yes We Camp a engagé un travail collectif sur la transformation de cet espace en parc métropolitain. Ce projet fait l'objet d'un partenariat avec la société Résilience propriétaire du terrain et la coopérative Hôtel du Nord, mais également de contributions et participations :

- du Bureau des guides du GR2013,
- du collectif Safi et de la Gare Franche,
- des associations Ancrages, Images et Paroles Engagées, Espigaou, Les jardins partagés du Belvédère,
- des CIQs riverains,
- des centres sociaux St Louis - Campagne Lévêque et de La Viste,
- les établissements scolaires,
- d'artistes et d'habitants des quartiers.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'objectif de cette démarche est la création d'un espace ouvert, accessible, accueillant et non-discriminant lié à une dynamique territoriale et locale, avec comme objectifs le partage de savoir-faire, la production d'emplois, le développement personnel, l'innovation, le déploiement artistique et la lutte contre l'exclusion.

Inscrit sur plusieurs années, le projet Foresta vise ainsi le déploiement sur site des fonctions suivantes :

- Parc : espace ouvert à la promenade, pique-niques, pratiques sportives.
- Incubateur de plein air : accueil de projets entrepreneuriaux mêlant art, éducation, sport, santé, tourisme, artisanat, agriculture.
- Infrastructure sociale : salle d'étude, douches et sanitaires, cantine.
- Implication citoyenne : mise en place d'une gouvernance ouverte avec un budget participatif.
- Destination touristique : programmation culturelle, accueil de groupes.

A cet effet, l'association Yes We Camp, intervenant comme opérateur du site et maître d'ouvrage, a signé avec la société MALL 95, société du groupe Résilience et propriétaire du site, une convention d'occupation à titre précaire de huit ans prenant effet à compter de juillet 2018. Un terrain d'une superficie d'environ 4,4 hectares est ainsi mis à disposition de l'association.

Elle a également sollicité des demandes de subvention auprès de divers fonds et partenaires institutionnels, dont le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de la portée du projet de l'association et de sa contribution au développement local, à l'aménagement, au rayonnement et à l'attractivité du territoire métropolitain, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement à l'association Yes We Camp de 50 000 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la demande de subvention porte sur un projet contribuant au développement local, à l'aménagement, au rayonnement et à l'attractivité du territoire ;
- Que cette participation financière permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée une subvention à l'association Yes We Camp de 50 000 euros au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Yes We Camp.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs relative à la subvention attribuée à l'association Marseille Innovation
HN 091-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée sous forme associative il y a plus de 20 ans, Marseille Innovation accompagne chaque année le développement de près de 150 entreprises innovantes, dans les domaines du numérique, de l'industrie du futur et l'ingénierie, du tourisme et e-tourisme, de la e-santé, ou encore des greentech et du maritime. L'association intervient au travers d'une offre d'accueil et de services combinant accompagnements individuels par l'intervention de mentor et d'experts (en stratégie, recherche de financement...) et animations collectives sur des thématiques techniques ou liées à l'entrepreneuriat. Cette offre est déployée sur quatre sites (Hôtel Technologique, Hôtel Technoptic, Pôle Media Belle de Mai et CIC Place de l'Innovation) représentant un ensemble de près de 5 000 m².

Marseille Innovation se positionne comme un acteur majeur de l'écosystème d'innovation de la Métropole et contribue, par l'exercice de ses missions, à la dynamique entrepreneuriale forte, observée sur notre territoire. L'association reçoit à ce titre le soutien des collectivités (Métropole, Région Sud, Département des Bouches-du-Rhône, Ville de Marseille) pour le financement de son fonctionnement et de ses actions.

Par délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention d'un montant de 391 540 euros pour soutenir l'association Marseille Innovation dans son fonctionnement et la réalisation de son programme d'action 2019. Cette subvention représentait 22,41% d'un budget prévisionnel de 1 746 873 euros.

Or les montants des subventions octroyées par la Région et du Département se sont avérés moindres que ceux sollicités. Dans un souci de bonne gestion, l'association a en conséquence été amenée à réduire l'ensemble de ses postes de dépenses, pour tenir compte d'un niveau de recettes inférieur d'environ 40 000 euros au budget prévisionnel initial. Le budget ainsi rectifié et approuvé par le Conseil d'administration de Marseille Innovation s'élève à 1 678 290 euros.

Le montant de la subvention étant calculé au prorata des dépenses réalisées, l'association sollicite la Métropole pour que ce budget rectifié soit pris en compte dans le calcul du solde de la subvention.

Il convient de noter que la réduction du budget de la structure n'a pas eu d'incidence sur le plan d'action, que Marseille Innovation a mis en œuvre conformément aux engagements pris dans la convention d'objectif établie. Le bilan d'activité de l'association présente des résultats satisfaisants sur l'ensemble des indicateurs retenus :

- 400 nouveaux porteurs de projets innovants détectés
- 93 porteurs de projets ont été reçus en entretien
- 51 entreprises innovantes sont entrées en pépinière
- 87% de taux de remplissage moyen des 4 pépinières
- 448 emplois ont été créés par les entreprises accompagnées
- 45 entreprises sont sorties de pépinière à l'issue d'une moyenne de 4 années d'accompagnement et d'hébergement.
- 141 entreprises ont été accompagnées
- 600 heures d'expertises individuelles ont été délivrées
- 17 workshop collectifs ont été réalisés par les experts, 102 startup accompagnées ont participé (soit l'équivalent de 300h d'expertises complémentaires)
- 49 animations ont été organisées sur les 4 sites et ont accueilli 1611 participants
- 7,3 Millions d'euros ont été levés par les entreprises bénéficiaires

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le taux de pérennisation des entreprises accompagnées sur 4 ans s'élève à 90%

Au regard des résultats obtenus et afin de ne pas pénaliser Marseille Innovation du fait des efforts réalisés pour ajuster son budget à la réalité des subventions attribuées par les collectivités co-financeurs, il est proposé de modifier par avenant l'assiette de dépenses retenues pour le calcul de la subvention de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° VECO 002-150/19/CT du Conseil de Territoire du 28 mars 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de soutenir par le biais du Territoire Marseille Provence l'action de Marseille Innovation en faveur de la création et l'accompagnement d'entreprises innovantes ;
- Le bilan d'activité présenté par l'association ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la signature d'un avenant n°1 à la convention d'objectifs avec Marseille Innovation, relative à l'exercice 2019

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé et tous les documents y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'un avenant à la convention concernant la fondation Simplon HN 092-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération VECO 007-227/19/CT du 14 Mai 2020, le Conseil de Territoire a révisé son cadre d'intervention dans le domaine de l'Emploi et de l'Insertion en accompagnant la transition numérique par le soutien à la formation à ces métiers. Pour ce faire, il a été décidé de soutenir les opérations labélisées Grande Ecole du Numérique (GEN) et bénéficiant d'un réseau d'entreprises inclusives pour les publics ciblées (personnes en recherche d'emploi, mixité genre, résidents dans le Quartiers Politique de la Ville (QPV).

Au total, 11 projets de formation, représentant 274 bénéficiaires ont été retenus par le Conseil de Territoire.

Entretemps, le 20 février 2020, la fondation SIMPLON a sollicité une évolution de la convention T19121-COV établie dans le cadre de la délibération VECO 004-636/19/CT du 22 Octobre 2019. Cette demande est motivée par des aspects juridiques, eu égard au fait que la Fondation SIMPLON est en réalité abritée par la Fondation FACE (fondation abritante).

Ce concept d'hébergement a en effet été créé par l'Etat afin d'encourager le développement de nouvelles entités solidaires et sociales à même de mener à bien leurs missions grâce au soutien d'organisations reconnues pour leurs réalisations dans le domaine de l'intérêt général. Ce système est régi par la Loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat.

Il s'avère donc nécessaire que la Fondation Face, en sa qualité de fondation abritante, soit intégrée comme acteur du processus conventionnel, par le biais d'un avenant à la convention initiale.

Pour mettre en œuvre les opérations déjà validées par le Conseil de Territoire, il convient d'approuver l'avenant 1 entre la fondation abritante (Fondation FACE), la fondation abritée (Fondation SIMPLON) ainsi que le territoire Marseille Provence.

Le contenu de la convention T19121-COV reste inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération VECO 007-227/19/CT du 14 Mai 2020, portant révision du cadre d'intervention dans le domaine de l'Emploi et de l'Insertion en accompagnant la transition numérique par le soutien à la formation à ces métiers ;
- La délibération VECO 004-636/19/CT du 22 Octobre 2019 portant attribution d'une subvention au bénéfice de la Fondation SIMPLON ;
- La convention T19121-COV du 16 Décembre 2019 précisant l'attribution d'une subvention par le Territoire à la Fondation SIMPLON.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent de plein droit en matière d'insertion par l'économique ;
- Qu'il souhaite développer une politique d'aide des personnes en insertion vers l'emploi, dans le domaine de l'accès aux formations du numérique ;
- Qu'il convient de répondre favorablement à la sollicitation de la Fondation SIMPLON.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention T19121-COV du 16 Décembre 2019 intégrant la Fondation FACE.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant annexé.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Rectificatif de la délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Etat Spécial de Territoire du CT1 - BP 2020 et son annexe V - Annexes Subventions versées
HN 093-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une erreur matérielle s'est glissée dans le tableau annexe des subventions versées dans la cadre du vote du budget primitif 2020 : le nom de l'association Côte Bleue Passion a été porté à deux reprises comme attributaire de subvention d'un montant de :

- 3 000 € ;
- 5 000 €.

Conformément aux termes de la délibération, deux mandats ont été réalisés en faveur de l'association Côte Bleue Passion :

- un mandat N°1844 d'un montant de 3 000€ le 14 février 2020 ;
- un mandat N°1845 d'un montant de 5 000€ le 14 février 2020.

L'association Côte Bleue Passion a fait savoir à la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'il s'agissait d'une erreur dans le sens où, seule la subvention d'un montant de 3 000€ du mandat N° 1844 était attendue.

Le mandat N° 1845 d'un montant de 5 000€ a été annulé.

Il convient d'autoriser l'octroi de la subvention à l'association Festival court métrage de la cote bleue pour un montant de 5 000 euros TTC et de corriger le tableau annexe des subventions versées dans le cadre du vote du budget primitif 2020, en indiquant pour l'association Festival court métrage de la côte bleue une subvention de 5 000 euros en lieu et place de l'association Côte Bleue Passion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'erreur matérielle dans le tableau annexe des subventions versées dans la cadre du vote du budget primitif 2020

DELIBERE

Article 1 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Est approuvé le versement d'une subvention de 5 000 euros TTC à l'association Festival Court Métrage de la Côte Bleue.

Article 2 :

Est approuvé le tableau annexe corrigé des subventions versées dans le cadre du vote du budget primitif 2020 portant l'indication de la subvention de 5 000 euros à l'association Festival Court Métrage de la Côte Bleue.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2020 de l'état spécial du territoire CT1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs portant attribution de subvention de fonctionnement à l'Association Grand Luminy
HN 094-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.

Si ces mesures ont été indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

L'Association Grand Luminy, opérateur d'appui à la création d'entreprises innovantes de la filière santé, contribue par l'exercice de ses missions, à limiter le risque de défaillance des jeunes entreprises et par là-même à renforcer l'attractivité du territoire par la création de richesses et d'emplois.

Face aux répercussions économiques de la crise sanitaire, particulièrement pour les jeunes entreprises, l'association entend renforcer sa mission d'accompagnement et dans le but de réduire la vulnérabilité des entreprises les plus fragiles, exonérer les entreprises occupantes pendant 2 mois de leurs coûts d'hébergement.

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, s'assortissant des mesures contextuelles mises en place par la Métropole, le Conseil de territoire Marseille Provence entend faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature correspondant à 2 mois d'exonération de loyers hors charges.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole sur 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les baux établis entre le Territoire et l'Association Grand Luminy ;
- La délibération n° VECO 016-878/19/CT du 17 décembre 2019 portant attribution de subvention à l'association Grand Luminy,
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la crise sanitaire a eu un impact considérable sur l'activité économique des territoires métropolitains et accru le risque de défaillance des jeunes entreprises ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses conseils de territoire entendent soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement économique ;
- Que l'Association Grand Luminy contribue au développement économique par l'exercice de ses missions d'appui à la création d'entreprises innovantes présentes sur le territoire métropolitain ;
- Que l'Association Grand Luminy entend accorder aux entreprises occupantes une exonération de deux mois leur coût d'hébergement.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention en nature à l'Association Grand Luminy valorisée à hauteur de 24 425 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs signée avec l'Association Grand Luminy.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant, venant préciser les modalités de ce soutien financier.

Article 4 :

Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire du CT1 – Sous Politique B 330 – Service 900 000 – Nature 752 – Fonction 68.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Avenant n°1 à la convention d'objectif portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association Marseille Innovation

**Avis du Conseil de Territoire
HN 095-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.

Si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles sont traduites par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'ensemble de l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

L'association Marseille Innovation, opérateur d'appui à la création d'entreprises innovantes intervenant notamment dans les pépinières du territoire, contribue par l'exercice de ses missions, à limiter le risque de défaillance des jeunes entreprises et par là-même à renforcer l'attractivité du territoire par la création de richesses et d'emplois.

Face aux répercussions économiques de la crise sanitaire, particulièrement pour les jeunes entreprises, l'association entend renforcer sa mission d'accompagnement et dans le but de réduire la vulnérabilité des entreprises les plus fragiles, en exonérant les entreprises occupantes pendant 2 mois de leurs coûts d'hébergement ;

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir, la Métropole entend faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature correspondant à 2 mois d'exonération de loyers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole sur 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les baux établis entre la Métropole et l'association Marseille Innovation ;
- La délibération n° VECO 017-879/19/CT du 19 décembre 2019 portant attribution de subvention à l'association Marseille Innovation ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la crise sanitaire a impacté considérablement l'activité économique des territoires métropolitains et accru le risque de défaillance des jeunes entreprises ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses conseils de territoire entendent soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement économique ;
- Que l'association Marseille Innovation contribue au développement économique par l'exercice de ses missions d'appui à la création d'entreprises innovantes présentes sur le territoire métropolitain ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que l'association Marseille Innovation entend accorder aux entreprises occupantes une exonération de deux mois leur coût d'hébergement ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'avenant n°1 à la convention d'objectif portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association Marseille Innovation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Avenant n°1 à la convention d'objectif portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association Pole Métropolitain de l'Entrepreneuriat

Avis du Conseil de Territoire HN 096-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.

Si ces mesures ont été indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total de nos entreprises et industries, impactant fortement l'activité économique sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

L'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat, opérateur d'appui à la création et l'accompagnement d'entreprises, contribue par l'exercice de ses missions, à limiter le risque de défaillance des jeunes entreprises et par là-même à renforcer l'attractivité du territoire par la création de richesses et d'emplois.

Face aux répercussions économiques de la crise sanitaire, particulièrement pour les jeunes entreprises, l'association entend renforcer sa mission d'accompagnement et réduire la vulnérabilité des entreprises les plus fragiles en exonérant les entreprises occupantes pendant 2 mois de leurs coûts d'hébergement.

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique et de l'urgence à agir et les mesures initiées dans ce contexte par la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend à son tour faire droit à la demande de l'association en lui octroyant une subvention en nature correspondant à 2 mois d'exonération de loyers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les baux établis entre le Territoire et l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat ;
- La délibération n° DEEN 004-415/17/CT du 19 décembre 2019 portant attribution de subvention à l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat ;

- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la crise sanitaire a eu un impact considérable sur l'activité économique des territoires métropolitains dont il résulte un risque accru de défaillance des jeunes entreprises;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses conseils de territoires entendent soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle du territoire métropolitain des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement économique ;
- Que l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat contribue au développement économique par l'exercice de ses missions d'appui à la création d'entreprises innovantes présentes sur le territoire métropolitain ;
- Que l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat entend accorder aux entreprises occupantes une exonération de deux mois leur coût d'hébergement ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'avenant n° 1 à la convention d'objectif portant attribution de subvention de fonctionnement à l'association Pôle Métropolitain de l'Entrepreneuriat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation de l'avenant n°1 relatif à la convention d'objectifs concernant la subvention attribuée à l'association La Plateforme Marseille

Avis du Conseil de Territoire HN 097-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, l'industrie du numérique représente sur le territoire métropolitain à la fois un secteur au poids économique conséquent et une filière d'excellence en forte croissance.

L'un des défis majeurs auquel la filière doit faire face pour absorber cette croissance est celui des ressources humaines. C'est pour répondre à ce défi, auquel sont confrontés aussi bien les grands groupes du Top 20 que les jeunes entreprises de la French Tech, qu'est née sur le territoire en 2019 une nouvelle école labellisée formation Grande Ecole du Numérique : La Plateforme Marseille.

Créée sous forme associative, la Plateforme Marseille propose un panel de formations initiales et continues sur les métiers les plus recherchés (développeurs, codeurs...) sur des profils de techniciens à ingénieur confirmé.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

L'association a notamment l'ambition de former aux métiers du numérique les demandeurs d'emploi, étudiants, personnes en reconversion professionnelle et toute personne peu qualifiée et éloignées du marché du travail (notamment au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville). Elle a ainsi mis au point un programme pédagogique innovant : La Coding School. Ce programme s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'ouvrir les portes des métiers du numérique, sans préjugés de niveau d'étude ou de ressources : la formation est accessible sans bac, sans limite d'âge, totalement gratuite.

La Métropole a souhaité accompagner la Plateforme Marseille dans ses missions, par l'attribution d'une subvention complémentaire des soutiens octroyés par l'Etat et la Région. Par délibération du Bureau Métropolitain en date du 20 juin 2019, la Métropole a attribué, pour l'année de lancement, une subvention de 50 000 euros, représentant 3,3% d'un budget prévisionnel de 1.516.630 euros.

La convention n°19/0696 mentionne une subvention accordée au titre de l'année 2019, supposant une réalisation du budget sur l'année civile. Or l'action subventionnée (Programme Coding School) se déroule sur la période de septembre 2019 à juin 2020.

Le décalage entre les dispositions de la convention et la réalité temporelle de l'action de la Plateforme Marseille a pour conséquence de pénaliser l'association dans l'obtention du solde de la subvention. Elle n'est en effet pas en mesure de justifier, sur l'année 2019, de dépenses réelles à hauteur du budget prévisionnel retenu comme assiette de calcul de la subvention.

Afin de permettre à l'association de mettre en œuvre le programme de formations que la Métropole s'est engagé à soutenir, il est proposé de modifier par avenant la convention d'objectifs 2019. Les modifications porteront sur la période de réalisation de l'action mais n'entraîneront pas de modification ni du montant, ni de l'assiette de calcul de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° ECO 024-6059/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 intitulée « Attribution d'une subvention dans le cadre de la création d'une Ecole du numérique à l'association "La Plateforme Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté du Conseil de Territoire Marseille Provence de soutenir la création d'un Ecole du Numérique sur Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 relatif à la convention d'objectif concernant la subvention attribuée à l'association La Plateforme Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Covage

Information du Conseil de Territoire HN 098-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz. C'est donc la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, intervenant dorénavant en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, devient signataire des conventions relatives à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par les opérateurs de communications électroniques et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par ces opérateurs.

Enedis a donc sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser l'opérateur COVAGE à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, et la FNCCR. Cette convention adaptée à la concession de distribution publique d'électricité de Marseille, sécurise l'intervention de COVAGE et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;
- COVAGE verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé par support ou le cas échéant, par traverse, au prix de vingt-huit euros et trente-huit centimes (28,38 €) HT pour la redevance d'utilisation en 2019. Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant sera actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;

- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Covage ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation des équipements du réseau de communications électroniques de l'opérateur COVAGE et l'exploitation dudit réseau compte tenu des enjeux de déploiement de la fibre optique (FTTH) dans l'aménagement du territoire de la commune de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité conclue avec Enedis et COVAGE ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Covage.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur Covage.

■ Approbation des aménagements tarifaires sur le domaine public maritime portuaire suite à la crise sanitaire COVID 19

Information du Conseil de Territoire HN 099-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires gère 28 ports de plaisance représentant plus de 9000 postes à flot avec plusieurs modes de gestion ; régies, délégation de service public et contrats d'autorisation d'occupation du domaine public à des professionnels de la plaisance et à des sociétés nautiques pour la gestion de plan d'eau.

Compte tenu de la crise sanitaire COVID 19, les professionnels des activités nautiques et de plaisance ont, conformément à l'ensemble des directives nationales, stoppé leurs activités durant toute la période du confinement. L'absence de recettes durant cette période est préjudiciable pour les entreprises de ce secteur qui ont cependant supporté leurs charges structurelles.

Afin de maintenir et soutenir l'activité économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite dans une démarche de relance économique en établissant un plan offrant des dispositifs adaptés aux entreprises.

Dans le domaine de la plaisance et du nautisme, les actions se traduiront notamment par :

- La suspension, à compter du début de la période de confinement, de l'émission des factures des redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein des professionnels titulaires d'un contrat d'AOT avec la Métropole jusqu'au 4ème trimestre 2020 pour ceux n'ayant pas encore effectué leur règlement.

Une possible exonération de redevances d'occupation de plan d'eau ou de terre-plein sur la base d'un dossier circonstancié équivalente à un montant maximum de deux mois de loyers pourrait être envisagée pour les professionnels du nautisme qui en feront la demande titulaires d'un contrat d'AOT avec la Métropole à valoir sur l'exercice 2021. Ce même dispositif sera applicable aux professionnels titulaires d'un contrat auprès d'un délégataire de service public de la Métropole. Après étude par la Métropole du dossier déposé par le professionnel, le remboursement s'effectuera au délégataire concerné sur présentation d'un justificatif énumérant

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

la liste des professionnels retenus à l'exonération, le montant annuel des redevances et celui de l'exonération accordée.

- L'aménagement d'une des deux darses du J4 (bungalow, gardiennage, WC) par la Métropole pour accueillir prioritairement au tarif « passager » les bateaux des loueurs professionnels qui ont formulé leur demande. L'objectif étant d'accueillir le plus grand nombre de professionnels en fonction de la capacité de la darse.

- La reconduction à l'identique des redevances d'occupation du Domaine public maritime portuaire de 2020 en 2021. Une délibération sera prochainement proposée afin d'approuver ce dispositif avec avis préalable des différents conseils portuaires.

- La prolongation à titre exceptionnel de la période d'hivernage du 31 mars jusqu'à la publication de la date officielle par les autorités maritimes de reprise de l'activité de plaisance pour l'occupation de postes à flot à l'unité de courtes et longues durées pour les navires en escale. La redevance appliquée jusqu'à cette date prolongée sera celle prévue dans le III-3-d) de l'annexe à la délibération MER 004-8038/19/CM du 19 décembre 2019. Ce même dispositif tarifaire sera également appliqué à titre exceptionnel et cumulable pour les passagers longue durée (PLD) de 11 mois et plus sur la période de début du confinement jusqu'au 1^{er} juillet 2020 date d'effet des attributions de postes à flot et à sec au sein des sociétés nautiques validées par la commission d'attribution du 18 juin 2020.

- Exonération de la date de début du confinement jusqu'au 31 août 2020 des redevances des terrasses du domaine public maritime pour les bars et restaurants du Vieux-Port.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur l'Approbation des aménagements tarifaires sur le domaine public maritime portuaire suite à la crise sanitaire COVID 19

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport portant sur l'approbation des aménagements tarifaires sur le domaine public maritime portuaire suite à la crise sanitaire COVID 19.

■ **Délégation de Service Public pour l'exploitation des services d'avitaillement de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes**

**Avis du Conseil de Territoire
HN 100-28/07/20 CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, trois plis ont été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des candidats suivants :

- Société DG SERVICES
- Société SODEPORTS
- Société NAUTIC 2000

Par courrier en date du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée aux trois candidats, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Les candidats ont remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis :

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir les candidatures suivantes :

- Société DG SERVICES
- Société SODEPORTS
- Société NAUTIC 2000

Suite à la sélection des candidatures, la Métropole a transmis aux candidats retenus le dossier de consultation des entreprises et les a invités à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des plis des entreprises sélectionnées ayant remis une offre. Ces soumissionnaires sont les suivants :

- Société DG SERVICES
- Société NAUTIC 2000

Au vu de l'avis sur les offres initiales émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec les 2 soumissionnaires, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de l'analyse des offres finales issues des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NAUTIC 2000. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexes 12 et 13 du contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet ;
- D'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion des services d'avitaillement et de carénage du Port de Carry-le-Rouet ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le projet de délibération portant sur la délégation de Service Public pour l'exploitation des services d'avitaillement de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du Port de Carry-le-Rouet.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur la délégation de Service Public pour l'exploitation des services d'avitaillement de grutage et de carénage du port de Carry-le-Rouet - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**■ Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe Rouge.
Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes**

**Avis du Conseil de Territoire
HN 101-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218/7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Port de la Pointe-Rouge.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, un pli a été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du pli du candidat : société Nouvelle Aire.

Par courrier en date du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée au candidat, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Le candidat a remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis :

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir la candidature de la société Nouvelle Aire.

Suite à la sélection de cette candidature, la Métropole a transmis au candidat retenu le dossier de consultation des entreprises et l'a invité à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement du pli de l'entreprise sélectionnée ayant remis une offre. Ce soumissionnaire est la société Nouvelle Aire.

Au vu de l'avis sur l'offre initiale émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec le soumissionnaire, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de l'analyse des offres finales issues des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NOUVELLE AIRE.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés dans le contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge ;
- D'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le projet de délibération portant sur la « Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe Rouge. Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe-Rouge ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur la « Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du port de la Pointe Rouge. Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

**Avis du Conseil de Territoire
HN 102-28/07/20 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218/7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération MER 001-5517/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de 5 ans, comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port.

Sur cette base, un avis de concession a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 au JOUE, au BOAMP (avis rectificatif envoyé le 25 mars 2019) et au journal Le Marin, fixant les dates et heures limites de remise des candidatures au 17 avril 2019 à 16 heures 30.

A la date limite de remise des candidatures, deux plis ont été remis. Lors de sa séance en date du 25 avril 2019 la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des candidats suivants :

- Société Nouvelle Aire,
- Société Petrosud.

Par courrier en date du 10 mai 2019 une demande de pièces complémentaires a été adressée aux deux candidats, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Les candidats ont remis les compléments de candidatures demandés dans les délais requis.

La Commission de délégation de service s'est réunie le 23 mai 2019 en vue sélectionner les candidats. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a décidé de retenir les candidatures suivantes :

- Société Nouvelle Aire,
- Société Petrosud.

Suite à la sélection de cette candidature, la Métropole a transmis aux candidats retenus le dossier de consultation des entreprises et les a invités à remettre une offre avant le 18 septembre 2019 à 16h30.

La commission de délégation de service public réunie le 3 octobre 2019 a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement du pli de l'entreprise sélectionnée ayant remis une offre. Ce soumissionnaire est la société Nouvelle Aire. La société Petrosud n'a pas remis d'offre.

Au vu de l'avis sur l'offre initiale émis par la Commission de délégation de service public en date du 14 novembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec l'unique soumissionnaire, en application des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de l'analyse de l'offre finale issue des négociations. Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société NOUVELLE AIRE.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire l'exploitation à ses risques et périls du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille. Le délégataire se rémunérera à titre principal via la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés dans le contrat. Ils seront révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille;
- D'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° MER 001-5517/19/CM du 28 février 2019, par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le projet de délibération portant sur la « Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur la « Délégation de service public pour la gestion du service d'avitaillement du Vieux-Port de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ Attribution d'une subvention à l'association Printemps du livre HN 103-28/07/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Printemps du Livre de Cassis, manifestation culturelle créée en 1987 sur proposition du ministère de la culture a atteint une renommée nationale solidement ancrée grâce à l'association originale du livre et de multiples écritures artistiques diverses.

Au cours des dernières années plus de 200 grands écrivains économistes musiciens photographes ou comédiens français et étrangers y ont participé parmi lesquels Jorge Amado, Patrick Chamoiseau, Jean D'Ormesson, David Foenkinos, Vargas Llosa ...etc.

Les rencontres ont été conçues par l'association le Printemps du Livre et animées par Patrick Poivre D'Arvor. Le bilan est très positif pour les organisateurs de l'Association et les opérateurs de cette manifestation devenue incontournable, et qui est aujourd'hui un rendez-vous très attendu dans le monde littéraire.

L'édition 2019 qui s'est tenue à Cassis à la Fondation CAMARGO, résidence d'auteurs, autour du thème « Liberté, liberté chérie ! » en présence de nombreux écrivains célèbres dont notamment Tahar BEN JELLOUN, Serge JONCOUR, Arnaud Le GUERN, Pierre PALMADE, Alexandre JARDIN a connu un franc succès.

Cette année encore le Printemps du Livre de Cassis confie à nouveau à Patrick Poivre D'Arvor la conception et l'animation des rencontres littéraires autour de la littérature la musique, la photographie, et un très beau programme de cinéma.

Cette édition qui se déroulera à Cassis du 4 au 6 septembre 2020 à la fondation Camarguo conjuguera les arts autour du thème « Famille je vous aime, famille je vous hais » avec la participation entre autres de Francis HUSTER, Douglas KENNEDY et Jean-Jacques BEINEIX.

Il est proposé de soutenir cette manifestation à hauteur de 25 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante au titre de l'exercice 2020 :

- Association le Printemps du Livre : 25 000 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 6574, fonction 022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 13 OCTOBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 OCTOBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Alexandre DORIOL - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Laurence SEMERDJIAN - Marie BATOUX représentée par Audrey GARINO - Sabine BERNASCONI représentée par Laurent SIMON - Patrick BORE représenté par Bernard DEFLESSELLES - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Cédric DUDIEUZERE représenté par Sandrine D'ANGIO - Sébastien JIBRAYEL représenté par Lyece CHOULAK - Anne MEILHAC représentée par Pierre LEMERY - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Lisette NARDUCCI représentée par Roland CAZZOLA - Benoît PAYAN représenté par Joël CANICAVE - Christian PELLICANI représenté par Sophie CAMARD - Julien RAVIER représenté par Didier PARAKIAN - Pauline ROSSELL représentée par Jean-Marc SIGNES - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Saphia CHAHID.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Corinne BIRGIN - Arnaud DROUOT - Samia GHALI - Bruno GILLES - Eric MERY - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-001/20/CT

■ CT1 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019

Avis du Conseil de Territoire

FET 001-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultat de clôture d'investissement 2019	Restes à réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'investissement 2020	Solde maintenu en section de fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Budget Assainissement	12 793 589,83	1 460 612,72	24 412 431,90	-4 706 932,80	0,00	-4 706 932,80	8 255 610,80	16 156 821,10
Budget Eau	-802 670,87	2 285 294,37	2 961 146,99	20 239 466,63	0,00	20 239 466,63	0,00	2 961 146,99
Budget Collecte et Traitement des Déchets	1 098 085,79	-15 023 655,81	1 633 409,82	-18 747 987,32	18 500 000,00	-247 987,32	247 987,32	1 385 422,50
Budget Ports de Plaisance	1 517 552,12	-1 618 009,59	1 583 982,67	-1 032 086,24	0,00	-1 032 086,24	1 032 086,24	551 896,43
Budget Crématorium	375 480,68	273 669,55	3 022 049,90	1 573 319,39	0,00	1 573 319,39	0,00	3 022 049,90
Budget Opérations d'Aménagement	2 171 505,03	-3 411 818,58	1 908 900,78	-2 373 052,87		-2 373 052,87	1 908 900,78	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 15 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 28 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur le rapport soumis au Conseil de Métropole ;

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'affectation des excédents de fonctionnement des budgets annexes Collecte et traitement des déchets ; Assainissement ; Ports de plaisance ; Opérations d'aménagement, comme suit : I

Collecte et traitement des déchets :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 633 409,82 euros est destiné à couvrir une partie du déficit de la section d'investissement d'un montant de 18 747 987,32 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 247 987,32 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2020 en dépenses au compte 001 pour un montant de 18 747 987,32 euros.

Assainissement :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 24 412 431,90 euros est destiné à couvrir en totalité le déficit de la section d'investissement d'un montant de 4 706 932,80.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 8 255 610,80 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2020 en dépenses au compte 001 pour un montant de 4 706 932,80 euros.

Ports de Plaisance :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 583 982,67 euros est destiné à couvrir en totalité le déficit de la section d'investissement d'un montant de 1 032 086,24 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 1 032 086,24 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2020 en dépenses au compte 001 pour un montant de 1 032 086,24 euros.

Opérations d'aménagement :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 908 900,78 euros est destiné à couvrir en partie le déficit de la section d'investissement d'un montant de 2 373 052,87 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 1 908 900,78 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2020 en dépenses au compte 001 pour un montant de 2 373 052,87 euros.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation comme suit, des résultats de l'exercice 2019 pour les budgets annexes Eau et Crématorium :

Eau :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 961 146,99 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2020.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 20 239 466,63 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2020.

Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 3 022 049,90 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2020.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 573 319,39 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-002/20/CT

■ CT1 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire

FET 002-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 12 novembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 des budgets annexes délégués.
- La délibération du 28 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative N°1 2020 des budgets annexes délégués.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le rapport soumis au Conseil de Métropole.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du budget supplémentaire des budgets annexes délégués, suivant les dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-après.

Article 2 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 3:

Le Budget Supplémentaire 2020 du Territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Assainissement, Eau, Collecte et Traitement des déchets, Ports de Plaisance, Opérations d'aménagement. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Assainissement :

Dépenses de Section de Fonctionnement	16 668 029,85 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	16 668 029,85 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	20 388 359,55 euros
Recettes de la Section d'investissement	20 388 359,55 euros

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	2 895 541,99 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	2 895 541,99 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	14 067 242,09 euros
Recettes de la Section d'investissement	14 067 242,09 euros

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	473 218,78 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	473 218,78 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	14 329 615,32 euros
Recettes de la Section d'investissement	14 329 615,32 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	330 632,88 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	330 632,88 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	586 195,69 euros
Recettes de la Section d'investissement	586 195,69 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	0,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	0,00 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	2 373 052,87 euros
Recettes de la Section d'investissement	2 373 052,87 euros

Article 4:

La balance générale du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	3 022 049,90 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	3 022 049,90 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	- 3 737,00 euros
Recettes de la Section d'investissement	3 625 873,57 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-003/20/CT

■ CT1- Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2020

FET 003-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 12 novembre 2019 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 18 décembre 2019 par l'adoption du budget primitif 2020 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il s'agit de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°1 du prochain Conseil de la Métropole.

Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire qui tient compte de ces ajustements pour l'exercice 2020 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 92 468 735,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 202 025 048,63 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2020 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n° FCT 001-359/18/CT du 12 novembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 28/07/2020 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'Etat Spécial de Territoire arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2020. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	3 655 938,00 euros
Section d'Investissement	42 525 004,91 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-004/20/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

FET 004-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Sept dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 5 937.51 euros (Cinq mille neuf cent trente-sept euros et cinquante et un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- SILIM ENVIRONNEMENT – sinistre du 26 octobre 2016 – montant : 1 463.11 euros,
- M. Lucien CATANIA – sinistre du 16 mars 2017 – montant : 515.70 euros,
- M. Hervé PEREZ - sinistre du 6 novembre 2018 – montant : 195.00 euros,
- M. Alexandre PASTOR – sinistre du 25 septembre 2019 – montant : 1 732.82 euros,
- M. Lucas TORES – sinistre du 31 janvier 2020 – montant : 395.14 euros,

- M. Lionnel MEDAGLIA – sinistre du 10 avril 2020– montant : 1 395.74 euros
- M. Kamel KOURANE – sinistre du 30 avril 2020– montant : 240.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tierces victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 005-005/20/CT

■ CT1 - Indemnisation d'un préjudice matériel subi par un occupant d'un bien appartenant à la Métropole

Information du Conseil de Territoire

FET 005-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par arrêté n°96-0899 du 1er mai 1996, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé le Pmu Presse Loto les Camoins, représenté par Monsieur Georges CUTILLAS à exploiter le kiosque à journaux sur le domaine public, sis 5 place du monument 13011 Marseille.

Suite à un vol par effraction du kiosque, Monsieur Georges CUTILLAS, a pris en charge des réparations qui incombait à la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de propriétaire.

L'article 1732 du Code civil prévoit que l'occupant « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ».

En revanche, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie la SMACL en matière de dommage aux biens sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages de nature immobilière subis dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, la prise en charge des réparations relève de la collectivité.

Par conséquent, il convient de procéder au remboursement dont le montant global s'établit à 1 068.80 euros ((Mille soixante-huit euros et quatre-vingt centimes) en contrepartie Monsieur Georges CUTILLAS, renonce à tout recours contre l'administration. Il s'agit de l'affaire suivante :

-
Monsieur Georges CUTILLAS – Sinistre du 12 février 2017 – montant : 1068.80 euros,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de dommages matériels subis par l'occupant d'un bien appartenant à la Métropole.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-006/20/CT

■ CT1 - Assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille- Approbation de la subvention de la Métropole et de la convention de financement entre la Métropole et l'Etat

Avis du Conseil de Territoire

HPV 001-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille- Approbation de la subvention de la Métropole et de la convention de financement entre la Métropole et l'Etat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'effondrement de deux immeubles de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et les nombreuses évacuations d'immeubles dangereux mises en œuvre par la Ville de Marseille dans le cadre de sa compétence en matière de police spéciale de l'habitat, pour protéger leurs occupants, ont conduit l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole et le Département à déployer des mesures d'urgences pour accompagner les ménages dans un processus d'hébergement hôtelier d'abord puis dans la recherche de solutions de logements temporaires, le temps de la réalisation des travaux dans leurs logements d'origine ou d'un relogement définitif lorsque le retour dans l'immeuble n'est pas envisageable.

Plusieurs services ont été mis en place dans l'urgence :

- Un lieu d'accueil des ménages évacués a été ouvert en Mairie du premier secteur dans un premier temps, puis au sein de l'Espace Accompagnement des Personnes Evacuées(EAPE) au 2, rue Beauvau : il permet d'accueillir les ménages évacués et de les accompagner pendant toute la durée de leur hébergement hors de leur logement d'origine
- Plusieurs prestataires animent ce lieu d'accueil :
 - o Des permanences ont été mises en place pour apporter aux ménages un accompagnement psychologique, médical et juridique : Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, Agence Régionale de Santé, Agence d'Information pour le Logement 13, mobilisations d'avocats par le Conseil Départemental d'Accès au Droit
 - o L'association France Horizon a pour mission d'accueillir les ménages, de les renseigner sur la situation de leur logement, de réaliser un diagnostic social permettant d'identifier les besoins des ménages, de les accompagner dans leur démarches d'ouvertures de droit, de mettre en réseau les différents travailleurs sociaux concernés par les problématiques rencontrés et de distribuer certains services pour faciliter leur quotidien en fonction de leur situation socio-économique : chèques services, bons laverie, titres de transport. La prestation de France Horizon est financée à parts égales par l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole et le Département à hauteur chacune de 459 687,50 euros.
 - o L'association Soliha Provence est chargée de louer des logements auprès de propriétaires bailleurs, sociaux ou privés, et de consentir des conventions d'occupations temporaires aux ménages qui ne pourront pas réintégrer leur logement dans de brefs délais. Au 13 août 2020, l'intervention de Soliha Provence a permis à 580 ménages et près de 1500 personnes d'accéder à un logement temporaire. Elle est également chargée d'accompagner les ménages à la réintégration de leur logement après travaux ou vers un logement définitif lorsqu'une réintégration n'est pas possible. Cette prestation est assurée dans le cadre d'un marché confié via un groupement de commande entre la Ville de Marseille et l'Etat. Il est rappelé que le relogement des ménages dont le logement fait l'objet d'une interdiction d'habiter par arrêté de police du Maire est à la charge des propriétaires auquel le Maire se substitue lorsqu'ils ne le font pas. L'Etat a choisi de soutenir fortement cette action.
 - o Par ailleurs, la Métropole a adopté dès décembre 2018, une stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui vise en particulier à maîtriser par le biais de ses concessionnaires d'aménagement, une centaine d'immeubles dont une restructuration complète, voire une démolition, est indispensable pour permettre la remise en location de logements sociaux décentes. Trois délibérations du Conseil Métropolitain ont permis de solliciter l'ouverture des enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaires pour 87 adresses et la production de logements sociaux. L'Etablissement Public Foncier, dans le cadre de conventions d'interventions foncières avec la Ville de Marseille et la Métropole, la Soleam dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville peuvent également avoir à acquérir des immeubles évacués.

A ce jour 45 immeubles évacués relèvent d'une intervention de la Métropole, de ses aménageurs et de l'EPF et 140 ménages sont à ce jour hébergés dans un logement temporaire loué par Soliha Provence.

Il est donc légitime que la Métropole Aix-Marseille Provence puisse participer au financement de l'action mise en place par la Ville de Marseille et l'Etat. Dans la mesure où l'Etat a apporté un soutien volontaire à cette démarche, la Métropole propose d'accorder une subvention de 1 670 000 euros auprès de l'Etat sur une

dépense évaluée à 3 785 000 euros. Ainsi, pour une prestation globale évaluée à 6 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2020, le financement définitif s'établira de la manière suivante :

Ville de Marseille : 2 215 000 euros

État : 2 115 000 euros

Métropole Aix-Marseille-Provence : 1 670 000 euros

Total : 6 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille - Approbation de la subvention de la Métropole et de la convention de financement entre la Métropole et l'Etat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille- Approbation de la subvention de la Métropole et de la convention de financement entre la Métropole et l'Etat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'assistance au relogement des ménages évacués par la Ville de Marseille - Approbation de la subvention de la Métropole et de la convention de financement entre la Métropole et l'Etat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-007/20/CT

■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - OPAH Renouvellement urbain Lutte contre l'habitat indigne Marseille Centre - Aide aux travaux de confinement des logements.

HPV 002-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attribution des subventions sur fonds propres sont précisées dans le Règlement des aides approuvé par délibération du conseil du Territoire Marseille Provence le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici pour engagement, les subventions proposées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre, ainsi que l'engagement d'une subvention pour travaux de confinement dans le périmètre de prévention des risques technologique autour du site industriel Arkéma St Menet 13011 Marseille.

I - L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon la situation de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil du territoire Marseille Provence de subventionner dans le cadre de cette opération 3 copropriétés en difficulté :

- . 2 copropriétés traditionnelles en tissu ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes ;

- . La copropriété Bel Horizon 2 pour un programme de travaux urgents sur ses équipements communs. Cette subvention au profit du syndicat de copropriété donnera lieu à un préfinancement par la SACICAP de Provence qui sera bénéficiaire du versement de l'aide métropolitaine à titre de remboursement.

Le montant total de ces programmes de travaux s'élève à 1 469 819 euros TTC pour lesquelles les aides de la Métropole s'élèvent à 174 808 euros de subventions sur fonds propres, en complément des subventions engagées par l'Anah.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

II - Aide aux mesures de confinement imposées par le Plan de Prévention des Risques Technologiques Arkéma 2015-2021 :

Par arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 a été approuvé un Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) qui prévoit un périmètre de protection et des mesures préventives qui s'imposent autour du complexe industriel de l'usine Arkéma, en application des dispositions de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003.

Les dispositions réglementaires qui en découlent prévoient que les collectivités et EPCI du site concerné, ainsi que la société exploitante à l'origine du risque, participent à hauteur de 90% du montant des travaux de protection imposés par l'arrêté préfectoral aux propriétaires des habitations inscrites au sein du périmètre de protection instauré.

Dans le cas du PPRT Arkéma Marseille Saint Menet, ces travaux consistent à rendre étanche à l'air une pièce à vivre dans chaque logement pour servir de refuge de protection contre des émanations nocives en cas d'avarie des installations industrielles.

L'efficacité des travaux – pose de porte et de fenêtres adaptées – doit être contrôlée par une mesure d'étanchéité, dite "N50", de la pièce après son traitement.

Jusqu'à expiration du délai de réalisation desdits travaux imposée aux propriétaires, intervenant le 3 novembre 2021, la Métropole Territoire Marseille Provence – substituée à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole – est redevable d'une participation de 15,94% des dépenses justifiées par les propriétaires des logements concernés.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 174 875 euros de subventions sur fonds propres.

Pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre ;
- Qu'il convient d'apporter, conformément à la loi, une participation de 15,94% des dépenses justifiées par les propriétaires des logements concernés par le Plan de Prévention des Risques (PPRT) Arkéma Marseille Saint Menet ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Annexe	Dispositif	Nbre de logements	Nbre de dossiers	Montant engagé
Annexe	OPAH RU LHI Marseille centre	Nombre de copropriétés	3	174 808 euros
-	Aide métropolitaine dans le cadre du PPRT Arkéma : subvention à Mme Christine KONDOZOPULO 8, traverse du Roi de Pique 13012	1 logt sis : 46, avenue de Saint Menet 13011 Marseille	1	67 euros
TOTAL				174 875 euros

Article 2 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget pour un montant de 174 875 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Article 3 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-008/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane

Avis du Conseil de Territoire

HPV 003-13/10/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat. Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ville de Marignane, 8^{ème} ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 33929 habitants. Elle joue un rôle structurant à l'échelle du bassin Ouest de Marseille Provence avec d'importantes densités d'emplois et de populations.

La Ville de Marignane a progressivement construit une politique volontariste en matière de lutte contre l'habitat indigne depuis la mise en œuvre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) en 2012, renouvelé jusqu'en 2025. Ce programme est accompagné de la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le centre-ville, et qui fait l'objet d'une seconde convention, décidée par la Métropole et la Commune en juin 2019, qui cours jusqu'en 2024.

Ces projets ont nécessité jusqu'ici un travail partenarial de lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre du centre-ville via la mise en œuvre de Comités Habitat Indigne bimestriels (CHI).

Aujourd'hui, la commune présenterait encore 1 214 résidences principales présumées indignes (10% du parc). Ces situations d'indignité se retrouvent essentiellement sur le centre-ville, et sur des copropriétés semi-récents (Parc Saint Louis, Parc Saint Georges, Parc Camoin, Florida Parc...).

Pour traiter activement cette problématique, la Ville a repris en régie en 2017 l'animation de l'action de lutte contre l'habitat indigne et a renforcé ses équipes.

Le traitement de l'habitat indigne et le maintien des marignanais dans des logements décents constitue une priorité communale. De plus, la résorption des situations de mal logement est devenue stratégique pour la Ville, comme pour la Métropole, pour proposer à la population un habitat de qualité et attractif. A cet effet, la formalisation d'un Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne est apparue indispensable.

Le Protocole Partenarial de Lutte contre l'Habitat Indigne permet aux partenaires de s'engager sur les objectifs suivants :

- **assurer une prise en charge** des signalements adressés par le protocole de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI) par un guichet unique et réaliser un diagnostic technique et sociologique,
- **mobiliser les procédures adaptées** pour traiter les logements indignes et non décents qui présentent des risques pour la santé et la sécurité des occupants ou des usagers de la voie publique, en recherchant une réhabilitation pérenne des logements et des immeubles concernés par une remise aux normes de décence,
- en cas de défaillance du bailleur, **aider à l'hébergement d'urgence ou au relogement en cas de nécessité** des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité. Engager les travaux d'office et recouvrer les créances.

Dans le cadre du « Protocole d'éradication de l'habitat indigne, » la Ville de Marignane s'est engagée à traiter à minima 20 nouveaux signalements par an et les situations portant atteinte à la sécurité. La plupart des situations relèvent d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD).

D'une durée de 3 ans renouvelable, cette convention, que le Conseil Municipal du 30 septembre 2019 a adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Cette action portée directement par la Ville de Marignane est aidée par l'État (DDTM) et par l'Agence Régionale de Santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Maison Départementale de la Solidarité (MDS) et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans la convention et leur coordination se fait à trois niveaux:

- Un comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir.
- Un comité de prévention et de lutte contre l'habitat indigne qui examine en séance bimestrielle, toutes les situations enregistrées, oriente le dossier vers le partenaire compétent et valide le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites.
- Un comité opérationnel renforcé qui se réunit pour mobiliser les expertises des partenaires et décider des scénarios d'intervention.

La Métropole est signataire de cette convention au titre de sa compétence relative à l'habitat, et suite à sa délibération du 13 décembre 2018 adoptant une stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, aux côtés des communes.

La Métropole a approuvé le 24 octobre 2019 le Protocole d'éradication de l'habitat indigne élaborée par la Ville de Marignane qui associe les acteurs sanitaires et sociaux.

Par ailleurs, la mise en place concomitante de l'OPAH RU II du centre ancien de Marignane et du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » pilotés par la Métropole permettra de donner les moyens de réhabiliter les logements identifiés dans le cadre de ce partenariat.

L'avenant numéro 1 au Protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane porte sur l'intégration du Conseil départemental des Bouches du Rhône en tant que partenaire institutionnel supplémentaire tout en maintenant les engagements partenariaux. L'ensemble des partenaires signataires du protocole maintiennent leurs engagements contractuels définis dans le protocole d'éradication de l'habitat indigne signé le 27 novembre 2019 (cf annexe).

Le 13 décembre 2019, la Ville de Marignane a été officiellement saisie par le Conseil départemental des Bouches du Rhône pour intégrer ce protocole partenarial de lutte contre l'habitat indigne. Ainsi, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône s'engage via La Maison Départementale de la Solidarité (MDS) à :

- participer aux Comités bimestriels et aux Comités de Pilotage annuels et travailler en partenariat sur les actions engagées,
- partager les données relatives aux ménages accompagnés dans le respect des règles de confidentialité,
- travailler en partenariat de projet avec les membres du Comité de Prévention et de Lutte contre l'Habitat indigne (CPLHI).

Le Conseil départemental des Bouches du Rhône a approuvé cet avenant lors de sa commission permanente du 24 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-009/20/CT

■ **CT1 - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H de l'ensemble immobilier du Parc Kalliste - Marseille 15ème arrondissement - Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat**

Avis du Conseil de Territoire DHCS 20/18617/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Marseille 15^{ème} arrondissement - Ensemble immobilier du Parc Kalliste – Copropriété du bâtiment H – Concession d'Aménagement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H – Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat des copropriétaires » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille, le Parc Kalliste est un site d'environ 10 hectares comprenant 8 copropriétés privées comptant aujourd'hui 621 logements suite à la démolition du bâtiment B, des garages, des commerces de proximité, un groupe scolaire et des plateaux sportifs.

Confrontés dès les années 70 à des difficultés de gestion, les copropriétaires ont fait appel aux pouvoirs publics dès 1995. En 2000, un plan de sauvegarde a été mis en place et a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'euros de travaux sur les parties communes, l'instauration d'un DPUR en 2003 et la mise en place d'un opérateur social, Marseille Habitat.

Les interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. La viabilité de certaines copropriétés cumulant désordres techniques, difficultés financières et de gestion et fragilité sociale semble compromise.

Dans ce contexte, les partenaires publics ont élaboré un projet d'ensemble sur le long terme dont la finalité générale est de sortir le territoire et sa population de la marginalisation : améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi favoriser l'accueil de nouvelles populations pour développer la mixité urbaine et sociale. Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet prévoyait notamment la démolition des bâtiments B (démoli en 2019) et H et la rénovation des équipements publics existants. Dans le cadre du NPNRU, l'objectif d'acquisition publique est étendu aux bâtiments G et E.

La mise en œuvre de ce projet urbain se réalise pour partie dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat qui est en charge notamment d'acquérir, de reloger et de démolir ces bâtiments.

Pour rappel, le bâtiment B a fait l'objet d'une ordonnance de carence en avril 2015 et d'une ordonnance d'expropriation au bénéfice de Marseille habitat en mai 2016. Il a donc depuis été entièrement maîtrisé par le concessionnaire et démoli à l'été 2019.

Le bâtiment H, objet du présent rapport, fait l'objet de la même démarche. Cadastéré quartier Notre Dame Limite section C parcelle 115, cet immeuble de 12 étages comprenant 113 logements est confronté depuis des années à des difficultés financières importantes et à un état de dégradation du bâti inquiétant. La copropriété est gérée par le cabinet Auxitime. Actuellement, il ne reste que 3 copropriétaires dont Marseille Habitat.

Squatté massivement depuis fin 2017, cet immeuble a fait l'objet d'un arrêté municipal d'insécurité des équipements communs avec interdiction d'habiter et d'utiliser les lieux le 25 janvier 2018 au regard d'un danger grave et imminent de sécurité pour les occupants. L'immeuble est depuis entièrement vacant et sécurisé.

Lors du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018, le projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H en vue de sa démolition a été présenté à titre informatif conformément aux dispositions de l'article L615-6 II du CCH.

La Métropole a saisi le Président du Tribunal de Grande Instance sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) en avril 2018 pour faire désigner un expert chargé de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat de copropriétaires et l'état des parties communes et conséquemment, la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants.

Deux experts ont été désignés par le Tribunal en juin 2018 et ont rendu leurs conclusions en janvier 2020. Les conclusions techniques indiquent que l'immeuble se trouve dans un stade avancé de délabrement, et que, si les structures de béton sont encore solides, des réserves sont émises sur le pignon Nord qui présente une inquiétante fissure verticale. Est relevé également que toutes les alimentations en eau potable, électricité et télécom indispensables à la santé et à la sécurité des occupants sont manquantes. Le coût global des travaux à effectuer sur les parties communes est évalué à 1 887 765 euros. L'expertise relève également que, indépendamment des parties communes, des dépenses entre 25 000 euros et 35 000 euros devraient être prévues pour chaque logement, que s'agissant d'un immeuble de 12 étages, les cages d'escalier qui ne sont pas enclouonnées constituent un problème de sécurité incendie qui est insoluble en cas de sinistre.

Sur le plan financier, l'expert a constaté une insuffisance de trésorerie constante ne permettant pas une gestion saine de la copropriété, et ce malgré la présence de Marseille Habitat, et des dettes de charges importantes de chacun des derniers copropriétaires restants et qui doivent faire l'objet d'une procédure d'expropriation.

Sur assignation de la Métropole, le Tribunal de Grande Instance a rendu le 26 juin dernier un jugement déclarant l'état de carence du syndicat des copropriétaires du bâtiment H.

La poursuite de cette procédure est nécessaire pour la maîtrise par voie d'expropriation des 3 derniers logements dont Marseille Habitat n'a pas pu se rendre propriétaire à l'amiable.

Conformément aux dispositions l'article L615-6 V du Code de la CCH, il convient de soumettre au Bureau de la Métropole l'approbation du projet simplifié d'acquisition publique joint en annexe aux fins de démolition du bâtiment H. les éléments suivants y sont développés :

- Acquisition et démolition du bâtiment H :

Dans le cadre de la concession d'aménagement, Marseille Habitat a acquis à l'amiable 110 logements sur 113. Il resterait donc à acquérir 3 logements auprès de 2 propriétaires afin de maîtriser l'intégralité de l'immeuble. Une procédure d'expropriation est donc nécessaire sur ces derniers lots.

Compte tenu de l'état de dégradation du bâtiment H et de sa configuration aujourd'hui obsolète et de gestion coûteuse, l'objectif de la Métropole, et plus largement de l'ensemble des partenaires publics du projet, est la démolition totale avec mise en état des sols. La libération du foncier du bâtiment H, conjuguée à celle du bâtiment B, permettra de mettre en œuvre un processus de requalification visant à une meilleure qualité de vie pour les habitants du quartier.

- Relogement des occupants :

La prise de l'arrêté d'insécurité des équipements communs du bâtiment a précipité l'évacuation de l'immeuble et le relogement des occupants titrés, locataires ou propriétaires de façon temporaire ou définitive.

Pour information, les 3 logements pour lesquels une Déclaration d'utilité Publique (DUP) doit être sollicitée n'étaient pas occupés par des occupants titrés.

- Evaluation sommaire du coût de l'opération projetée :

- Coût du foncier :

Marseille Habitat s'est déjà rendu propriétaire de 110 logements pour un coût total de 3 302 409 euros. La valeur vénale des 3 derniers lots restant à acquérir est estimée à 120 810 euros avec les indemnités de emploi.

- Coût des travaux de démolition :

Le coût prévisionnel des travaux de démolition est évalué à 1 798 758 euros TTC auquel il convient d'ajouter environ 40 000 euros pour la maîtrise d'œuvre et les diagnostics techniques.

Le montant total prévisionnel de l'opération est donc évalué à 5 301 977 euros et s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat depuis 2012.

Ce projet simplifié devra être mis à la disposition du public pendant au moins 1 mois afin de lui permettre de formuler ses observations qui seront ensuite transmises à Monsieur le Préfet. Les modalités de cette mise à disposition seront précisées par arrêté.

Il est également proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet la prise d'un arrêté déclarant d'utilité publique au profit de Marseille Habitat le projet d'acquisition du bâtiment H du Parc Kalliste en vue de sa démolition, et ce conformément aux dispositions de l'article L615-7 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'ensemble immobilier du Parc Kalliste – Copropriété du bâtiment H

– Concession d'Aménagement - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H – Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat des copropriétaires.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'ensemble immobilier du Parc Kalliste - Approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H – Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat des copropriétaires ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H de l'ensemble Kallisté – Demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation au profit du concessionnaire Marseille Habitat suite à l'ordonnance de déclaration de carence du syndicat des copropriétaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-010/20/CT

■ CT1 - Approbation de la charte des sites Europan - Participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 - Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DHCS 20/18616/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la charte des sites Europan – participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 – NPNRU de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement. Satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le quartier de la Cabucelle fait partie de la liste des **Quartiers Politique de la Ville (QPV) reconnus PRIN (Projet d'Intérêt National)**.

A ce titre, il compte parmi les quartiers devant faire l'objet d'un Projet de Renouvellement Urbain, qui sont étudiés dans le cadre du protocole de préfiguration du NPNRU sur Marseille.

Il s'agit d'un quartier de faubourg qui, comme d'autres sites marseillais, s'est développé depuis le milieu du XIXe jusque dans les années 50, en rassemblant au gré d'initiatives multiples et peu planifiées, industries, entrepôts, habitat sous toutes ses formes. C'est un formidable patchwork juxtaposant du l'immobilier de rapport parfois très dégradé et des micro sites plus paisibles.

Ce quartier est également au centre d'une réflexion pour permettre de mieux concilier les vocations habitat et développement économique qui y cohabitent.

Le QPV de la Cabucelle fait l'objet d'une démarche de programmation urbaine et de définition d'un schéma de développement urbain, portée par les équipes de la Mission Renouvellement Urbain de la Métropole depuis fin 2018. Cette démarche a abouti début 2020 à des propositions d'orientations qui vont être approfondies avec les partenaires, en vue du dépôt d'un dossier de convention de NPNRU d'ici la fin de l'année.

La participation au dispositif European permet d'enrichir les réflexions sur ce projet.

Tous les deux ans, le concours European se déroule simultanément dans une vingtaine de pays européens. Créé en 1988 sur le modèle français du PAN (Programme d'Architecture nouvelle), il a apporté la notoriété à toute une génération d'architectes. Pour les jeunes concepteurs, il reste encore et toujours une porte d'entrée privilégiée pour accéder à la commande publique ; une opportunité pour « faire savoir » son inventivité et son audace conceptuelles.

A partir d'un thème et d'un règlement commun, le concours se situe au cœur des débats qui animent les milieux de l'architecture et de l'urbanisme. European a abordé en précurseur un nombre considérable de champs thématiques : la ville-paysage, entre-villes, le projet négocié, les architectures pour des villes durables, l'urbanité européenne, la ville adaptable, la ville productive.

European et les PRU marseillais :

Le PRU de Plan d'Aou avait déjà été retenu lors de sa session de 2012 d'European 12, qui portait sur le thème de la ville adaptable.

La participation du site à ce concours avait permis de bénéficier des réflexions d'une cinquantaine d'équipes européennes pour mener à bien le projet de métamorphose du site, et de leurs propositions sur les formes urbaines, les finalités, les modalités... Ce concours a permis à l'une des équipes de préciser sa réflexion et de devenir maître d'œuvre pour une partie de projets de Plan d'Aou.

European – villes productives II :

Le thème d'European 15 « Villes productives II » approfondit celui d'European 14- « Villes productives » qui est un thème complexe et crucial dans les mutations des villes européennes aujourd'hui.

Il s'agit ici de mettre l'accent plus particulièrement sur la question de la transition écologique reliée à une vision de la ville productive pour l'avenir.

La participation au concours Européen European 15 « Villes productives 2 » permet de poursuivre et d'élargir la réflexion engagée par les partenaires publics sur ce site. La démarche peut aboutir à la mise en place d'un processus d'expérimentation avec les équipes sélectionnées, notamment : workshop ou ateliers de concertation in situ, études de faisabilité urbaine des propositions du concours pour une adaptabilité réciproque des idées selon les évolutions du site et du/des programmes pressentis, missions de maîtrise d'œuvre urbaine et/ou architecturale, cette liste n'étant pas exclusive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la charte des sites Europan – participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 – NPNRU de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la charte des sites Europan – participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 – NPNRU de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la charte des sites Europan – participation au concours Europan 15 Villes Productives 2 – NPNRU de la Cabucelle à Marseille 15ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-011/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de partenariat avec Aix-Marseille-Université - Projet de Renouvellement Urbain Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille - 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DHPV 20/18646/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention de partenariat passée avec Aix-Marseille-Université (AMU) – Projet de Renouvellement Urbain de Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille – 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le quartier de Plan d'Aou Saint-Antoine est un des Quartiers Politique de la Ville (QPV) reconnus Projet d'Intérêt National (PRIN) par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). A ce titre, il bénéficie depuis 2005 d'un projet signé avec l'ANRU.

Le site de Plan d'Aou, quartier emblématique des quartiers nord, était déjà engagé dans une transformation radicale, régie par un protocole tripartite (Etat, Ville de Marseille, bailleurs) signé dès 1998, sur la base d'un plan

guide établi par l'architecte-urbaniste Alain Amédéo, après une phase de concertation et de négociation avec les habitants.

Fin 2020, le PRU de Saint Antoine/Plan d'Aou arrive donc au terme d'une vingtaine d'années d'une politique de renouvellement urbain, conduite par les partenaires de la convention, coordonnée par Marseille Rénovation Urbaine, devenu la mission renouvellement urbain au sein de la Métropole.

Le projet consistait à finaliser la transformation d'un territoire qui juxtaposait des friches, un grand ensemble déprécié, un noyau villageois... en un véritable morceau de ville, dynamique, qui met en relation toutes les fonctions : l'activité et le commerce, l'habitat dans toute sa diversité, les équipements et services publics et privés.

Il a bénéficié de trois leviers, qui sont entrés en synergie :

- Le développement économique, avec une ZFU qui a créé 10 000 emplois
- Une action publique, longue et ambitieuse, pour renouvellement en totalité la cité de Plan d'Aou, et la rendre attractive
- Un encouragement à l'initiative privée, qui a développé quelques 500 logements en promotion immobilière dans le territoire.

Pendant de nombreuses années, le projet de rénovation urbaine s'est concentré sur la question du logement, qui était une attente forte des habitants. L'ensemble des actions de relogement et de construction des logements locatifs sociaux nécessaires ont été réalisées.

Il s'agit à présent de finaliser les équipements et les espaces publics, à s'assurer une meilleure gestion des espaces et des équipements réalisés, ainsi qu'une meilleure sécurité aux biens et aux personnes, puis à inciter les opérateurs privés à développer des nouveaux projets sur le site.

A l'avenir, les parcours de mobilité résidentielle vont donc pouvoir se développer.

C'est bien dans cette perspective nouvelle qu'un appel à projet de diversification de l'habitat a été lancé par la société d'HLM Erilia au cours de l'année 2020, avec le concours de la MRU.

Une convention de partenariat entre l'Université d'Aix-Marseille et la Mission Renouvellement Urbain, DGA Développement urbain et stratégie territoriale a pour objet de définir les modalités de leur partenariat sur ce projet.

AMP confie à l'IUAR durant l'année universitaire, une étude comparative d'opérations de diversifications pour alimenter la démarche de l'AMI Plan D'Aou.

Celle-ci sera conduite dans le cadre d'un atelier portant sur la diversification dans trois sites en PRU. Ces sites seront choisis parmi des sites inscrits au premier programme national de rénovation urbaine, afin de garantir un recul temporel et offrir un retour d'expérience.

Les étudiants aborderont le sujet via une entrée par produit, permettant ainsi de traiter les enjeux de maîtrise économique, de formes urbaines et qualité architecturale, d'accompagnement et de gestion.

Ce travail d'analyse viendra nourrir l'Appel à Manifestation d'Intérêt sur la mise en oeuvre d'un programme innovant de logements à Plan d'Aou, porté par Erilia et la Métropole, qui s'inscrit dans des temporalités proches puisque les candidats retenus pour l'AMI seront notifiés en Septembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec Aix-Marseille-Université (AMU) – Projet de Renouvellement Urbain de Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille – 15^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de partenariat avec Aix-Marseille-Université (AMU) – Projet de Renouvellement Urbain de Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille – 15^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat passée avec Aix-Marseille-Université (AMU) – Projet de Renouvellement Urbain Plan d'Aou Saint-Antoine à Marseille – 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-012/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Air Bel

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18652/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020102900 NPNRU Air Bel satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,

- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et assoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'euros.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ceux sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Les 11 quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

- Centre Nord / Saint-Mauront (Marseille PRIN)
- Air Bel (Marseille PRIN), faisant ici l'objet du présent rapport
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers (Marseille PRIN)
- Frais Vallon / La Rose (Marseille PRIN)
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert (Marseille PRIN)
- Saint-Antoine / Bricarde / Castellane (Marseille PRIN)
- Solidarité / Kallisté (Marseille PRIN)
- La Savine (Marseille PRIN)
- La Cabucelle / Les Crottes (Marseille PRIN)
- La Maille I (Miramas PRIN)
- Les Aigues-Douce (Port-de-Bouc PRIN)

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU. Il a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Une convention cadre pour la Métropole Aix Marseille Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en Conseil de la Métropole ; elle permet d'intégrer la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer dans l'ensemble des quartiers identifiés par le NPNRU.

Suite aux études conduites dans le cadre du protocole de préfiguration, le dossier de présentation du nouveau programme national de renouvellement urbain d'Air Bel a pu être présenté en Comité d'Engagement de l'ANRU le 19 décembre 2019.

Disposant de véritables atouts le site d'Air Bel est souhaité comme une possible locomotive d'action s'inscrivant dans la dynamique territoriale du sud de la commune. Situé dans le 11ème arrondissement de Marseille, le QPV d'Air Bel d'environ 25ha regroupe plus de 5 932 habitants. L'habitat collectif social construit entre les années 1971 et 1973 comprend 1199 logements répartis entre trois entreprises sociales pour l'habitat (UNICIL, LOGIREM et ERILIA).

Les objectifs urbains prioritaires dans le cadre du NPNRU d'Air Bel ont été retenus :

- Améliorer l'offre résidentielle en confortant l'offre existante et en créant une nouvelle offre en diversification.

- Adapter la densité du quartier à environnement et aux fonctions urbaines visées en démolissant des logements ciblés.
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique, en confortant notamment les équipements publics de proximité existants.
- Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants.
- Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique des quartiers, via la requalification du parc de logements existants et en créant un parc municipal à rayonnement inter-quartier.
- Réaliser des aménagements de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sûreté et anticipant les évolutions et mutations futures.

La première phase majeure de programmation envisagée dans le NPNRU Air Bel comprend les opérations suivantes :

Les opérations patrimoniales

- 206 logements démolis ciblés (pour installer la trame urbaine publique).
- 851 logements réhabilités avec un haut niveau de performance énergétique (l'intégralité du parc non démolit).
- 69 logements restructurés (pour permettre une offre typologique en adéquation au marché).
- 222 logements neufs (jauge maximale). Le projet prévoit une part d'accession sociale, de locatif privé et d'accession à la propriété.

Les opérations d'aménagement d'ensemble

- La création d'un parc municipal. L'aménagement du foncier de la ville de Marseille existant en parc municipal et son extension aux entrées du quartier.
- La création de la trame viaire et des espaces publics métropolitains. Ces opérations regroupent les rues de désenclavement (axe nord sud et est ouest), les places publiques, l'aménagement de l'avenue d'Air Bel et de ses giratoires.

Les équipements publics et les équipements de proximité

- La restructuration des équipements scolaires regroupés autour d'un parvis piéton (démolition, réhabilitation et extension de classes, création d'un gymnase au sein du groupe scolaire), autorisation de programme délibérée en conseil municipal de la Ville de Marseille le 16 septembre 2019.
- Le déplacement du centre social dans l'école maternelle existante réhabilitée, autorisation de programme délibérée en conseil municipal le 16 septembre 2019.
- L'installation d'une micro crèche associative (sous la MO du bailleur Erilia).

Le Comité d'engagement de l'ANRU rend un avis favorable sur le projet urbain et la stratégie d'ensemble sur le quartier.

Il est validé pour le PRIN d'Air Bel un montant total maximum de concours financiers de l'ANRU de 60 400 000 euros, dont 36 900 000 euros en subventions et 23 500 000 euros en prêts.

Le NPNRU d'Air Bel fera l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU via une convention, dont l'objectif de signature est fixé fin 2020.

Seront concernés par les premiers démarrages opérationnels du NPNRU dès la fin de l'année 2020, les actions suivantes :

- les premières démolitions des logements sociaux (sous MO des trois bailleurs) auront lieu dès la fin de l'année,
- et la phase de relogement auprès des habitants (sous MO des trois bailleurs) démarrera dans les mêmes temps.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la convention NPNRU d'Air Bel représentent la somme de 30 000 000 € TTC sur 10 ans.

Sur la base de cette enveloppe, l'ANRU et ses partenaires s'engagent à une participation financière de 6 800 000 euros.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de permettre la poursuite de la mise en œuvre du projet NPNRU d'Air Bel.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2020102900 « NPNRU AIR BEL », d'un montant de 30 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 201240BP du programme 24, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération n°2020102900 NPNRU Air Bel ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020102900 « NPNRU Air Bel » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Nouveau Programme Renouvellement Urbain Air Bel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-013/20/CT

**■ CT1 - Approbation de l'avenant 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en oeuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre
DPEAT 20/18677/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VECO 006-154/19/CT en date du 26 mars 2019, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE) qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation financière du Territoire et du Conseil Département.

Dans les 4 communes que compte le Bassin CENTRE du Territoire, le PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans (2018-2022), des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du Fonds Social Européen (FSE), est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des 6 PLIE de la Métropole dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020, sont précisées les contributions financières annuelles du Territoire Marseille-Provence pour 1065000€ et ceux du Département pour 380000€ destinées aux cofinancements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation du PLIE MP CENTRE.

Eu égard à la crise sanitaire issue du COVID-19 et son impact sur la mise en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA, des mesures spécifiques ont été prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'activité du PLIE MP CENTRE. Aussi, il est proposé de modifier l'article 2 en diminuant les objectifs quantitatifs au titre de l'exercice 2020 :

- Nouvel objectif d'accompagnements 2020 : 1840 pour 2200 prévus initialement
- Dont 60% BRSA : 1104 pour 1320 prévus initialement

Il est également proposé de modifier ce même article concernant le paiement du solde qui devra intégrer une déduction des aides perçues au titre du chômage partiel par les structures d'animation des PLIE mais pourront être pris en charge, dans la limite du montant de la subvention, des frais de surcoûts liés à la protection sanitaire des personnes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération EMP 001-2471/17/BM en date du 19 octobre 2017 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2018-2020 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 006-154/19/CT en date du 26 mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence CENTRE (PLIE MP CENTRE) ;
- La délibération VECO 028-890/19/CT DU 17 Décembre 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre ;
- La délibération approuvant l'avenant n°2 à la convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain lors du Bureau de la Métropole du mois d'Octobre 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les mesures spécifiques prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre financier des dispositifs d'insertion ;
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité du Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 à ladite convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-014/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 3 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est DPEAT 20/18679/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VECO 004-152/19/CT en date du 26 mars 2019, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST) référencée CT119/0028 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation financière du Territoire et du Conseil Département. Dans les six communes que compte le Bassin EST du Territoire, le PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans (2018-2022), des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du Fonds Social Européen (FSE), est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des 6 PLIE de la Métropole dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020, sont précisées les contributions financières annuelles du Territoire Marseille-Provence pour 130000€ et ceux du Département pour 210000€ destinées aux cofinancements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation du PLIE MP EST.

Eu égard à la crise sanitaire issue du COVID-19 et son impact sur la mise en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA, des mesures spécifiques ont été prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'activité du PLIE MP EST. Aussi, il est proposé de modifier l'article 2 en diminuant les objectifs quantitatifs au titre de l'exercice 2020 :

- Nouvel objectif d'accompagnements 2020 : 375 contre 450 prévus initialement
- Dont 60% BRSA : 255 contre 270 prévus initialement

Il est également proposé de modifier ce même article concernant le paiement du solde qui devra intégrer une déduction des aides perçues au titre du chômage partiel par les structures d'animation des PLIE mais pourront être pris en charge, dans la limite du montant de la subvention, des frais de surcoûts liés à la protection sanitaire des personnes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération EMP 001-2471/17/BM en date du 19 octobre 2017 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2018-2020 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de

la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;

- La délibération VECO 004-152/19/CT en date du 26 mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST) référencée CT119/0028 ;
- La délibération VECO 013-645/19/CT du 17 Décembre 2019 approuvant l'avenant 2 à la convention 2019-2020 référencée CT119/0028 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est ;
- La délibération approuvant l'avenant n°2 à la convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain lors du Bureau de la Métropole du mois d'Octobre 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les mesures spécifiques prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre financier des dispositifs d'insertion ;
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité du Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 à ladite convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 011-015/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest DPEAT 20/18680/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VECO 030-892/19/CT en date du 26 Mars 2019, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST) qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation financière du Territoire et du Conseil Département.

Dans les huit communes que compte le Bassin OUEST du Territoire, le PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans (2018-2022), des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du Fonds Social Européen (FSE), est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des 6 PLIE de la Métropole dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020, sont précisées les contributions financières annuelles du Territoire Marseille-Provence pour 135000 euros et ceux du Département pour 160000€ destinées aux cofinancements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation du PLIE MP OUEST.

Eu égard à la crise sanitaire issue du COVID-19 et son impact sur la mise en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA, des mesures spécifiques ont été prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'activité du PLIE MP OUEST. Aussi, il est proposé de modifier l'article 2 en diminuant les objectifs quantitatifs au titre de l'exercice 2020 :

- Nouvel objectif d'accompagnements : 460 contre 540 prévus initialement
- Dont 60% BRSA : 276 contre 324 prévus initialement

Il est également proposé de modifier ce même article concernant le paiement du solde qui devra intégrer une déduction des aides perçues au titre du chômage partiel par les structures d'animation des PLIE mais pourront être pris en charge, dans la limite du montant de la subvention, des frais de surcoûts liés à la protection sanitaire des personnes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération EMP 001-2471/17/BM en date du 19 octobre 2017 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2018-2020 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 030-892/19/CT en date du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;
- La délibération VECO 030-892/19/CT du 17 Décembre 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest ;
- La délibération approuvant l'avenant n°2 à la convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain lors du Bureau de la Métropole du mois d'Octobre 2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les mesures spécifiques prises par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre financier des dispositifs d'insertion ;
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité du Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 à ladite convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement Durable - Environnement -
Biodiversité - Agriculture"**

DDEBA 001-016/20/CT

■ CT1 - Contrat de Baie - Attribution d'une subvention au Parc National des Calanques - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 20/18372/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Le Contrat de Baie de la métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 160 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Le programme d'actions de la phase 2 du Contrat de Baie, présenté en Comité de Baie étendu le 09 juillet 2019, a été approuvé par délibération n° 2019-339 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le 17 décembre 2019.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 avait déjà émis un avis favorable actant ainsi l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos.

Dans le cadre de ce nouveau programme d'actions, le Parc National des Calanques a proposé les opérations suivantes :

- Une opération intitulée « Réalisation d'un suivi des usages et de la fréquentation du Parc National des Calanques ». Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1101 (ci-jointe).
- Une opération intitulée « Réalisation d'une étude de fréquentation en mer dans le Parc National des calanques et les aires marines voisines » Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1101bis (ci-jointe).
-
- Une opération intitulée « Appel à idées Educalanques – partenariat éducatif 2ème génération 2019-2021 ». Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elle est retranscrite dans la Fiche opération 1703bis (ci-jointe).

Le Parc National des Calanques est un Etablissement public situé au Bât A, 141 avenue du Prado – 13008 MARSEILLE, dont une partie des missions fondamentales est axée sur l'éducation à l'environnement et au développement durable.

La Métropole envisage de signer une convention de partenariat pluriannuelle, avec le Parc National des Calanques posant le cadre spécifique de cette collaboration.

1. Dans le cadre de la Fiche opération 1101 du Contrat de Baie, visant la mise en place des outils harmonisés entre les différentes unités littorales pour suivre l'évolution des usages et de la fréquentation, le Parc National des Calanques propose de :

- élaborer un protocole d'étude adapté aux enjeux du territoire et au cadre méthodologique des parcs nationaux ;
- intégrer si possible au protocole certaines méthodologies innovantes de quantification des usages marins ;

- acquérir et installer des dispositifs de comptage automatiques sur les routes et sur les sentiers et portes d'entrée du littoral ;
- réaliser l'étude de fréquentation sur les territoires terrestres et marins du parc ;
- intégrer les données acquises au format de l'Observatoire du littoral du Contrat de Baie ;
- communiquer et restituer aux partenaires et aux usagers les résultats de l'étude.

Le coût total est estimé à 94.000 euros. Il est proposé que MAMP attribue une subvention d'un montant total de 9400 euros représentant 10% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 3.186 euros en 2020, puis 3107 euros en 2021 et 2022.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1101 (ci-jointe).

2. Dans le cadre de la Fiche opération 1101 bis du Contrat de Baie, visant la réalisation d'une étude de fréquentation en mer, le Parc des Calanques propose de :

- Collecter et analyser les données de fréquentation nautique en effectuant des vols au-dessus du parc, entre le parc Marin de la Côte Bleue et le périmètre du Parc des Calanques,
- Analyser un éventuel effet report de la fréquentation due à la présence des équipements de mouillage.

Le coût total est estimé à 50.000 euros. Il est proposé que MAMP attribue une subvention d'un montant total de 5000 euros représentant 10% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 0 euros en 2020, puis 2500 euros en 2021 et 2022.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1101bis (ci-jointe).

3. Dans le cadre de la Fiche opération 1703 bis du Contrat de Baie, visant l'accompagnement d'un appel à idées intitulé Educalanques, le Parc des Calanques propose de :

- Consolider et élargir la dynamique Educalanques (lancée initialement en 2015)
- Etoffer l'offre pédagogique et de découverte disponible,
- Encourager la découverte en autonomie,
- Encourager l'expérimentation de nouvelles approches pédagogiques,
- Ouvrir le réseau à de nouveaux partenaires,
- Faire connaître le réseau Educalanques et diffuser les outils et les actions.

Le coût total est estimé à 293.800 euros. Il est proposé que MAMP attribue une subvention d'un montant total de 26440 euros représentant 9% de l'opération, versée sur les trois années du Contrat de Baie à compter de 2020, soit une somme de 8814 euros par an.

Le détail de la répartition budgétaire, du planning prévisionnel et du contenu technique de cette opération est mentionné dans la Fiche 1703bis (ci-jointe).

La convention a pour objet de définir et de préciser le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier de la Métropole Aix Marseille Provence au profit du Parc National des Calanques dans le cadre du Contrat de Baie phase 2, pour l'exercice 2020 et les suivants (2021 et 2022), concernant les opérations 1101, 1101bis et 1703bis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;

- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos,
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le projet de délibération portant sur le Contrat de Baie - Attribution d'une subvention au Parc National des Calanques - Approbation d'une convention.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur l'attribution d'une subvention au Parc National des Calanques et l'approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux votes est adoptée.

DDEBA 002-017/20/CT

■ CT1 - Contrat de Baie - Approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DEE 20/18626/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Contrat de Baie 2015-2022 est un projet fédérateur issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral métropolitain allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer.

Il est la traduction opérationnelle des objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser les 160 km de linéaire côtier et l'ensemble des bassins versants côtiers métropolitains. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes. Il s'inscrit dans le respect de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (Obj DCE2000/60CE) retranscrit dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée ; de la Directive européenne définissant les nouvelles modalités de contrôle des eaux et baignade (Obj DE2006/7/CE) ; de la Directive sur le traitement des Eaux Résiduaires Urbaines (Obj DERU) ; et de la Directive Cadre « Stratégie pour le milieu marin (DCSMM) et le Plan d'Action Baignade pour le milieu marin (PAMM) qui en découle.

Le Contrat de Baie regroupe les opérations programmées sur 6 années (2015-2021) par chacune des structures compétentes sur le territoire. La convention d'engagement signée le 29 octobre 2015 a lancé la mise en œuvre opérationnelle du Contrat pour la première phase 2015-2018. La révision de celui-ci prévue à mi-parcours (2018) a abouti d'une part à l'extension du périmètre initial aux communes du golfe de Fos et d'autre part à l'élaboration d'un nouveau programme, objet du présent avenant, précisant les actions à mener sur la période 2019-2022. Une année de transition aura été nécessaire pour conduire cette révision, justifiant l'extension du calendrier initial de 2022.

La seconde phase a été présentée et validée par le Comité de Baie le 9 juillet 2019, puis par le Comité d'agrément de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, le 21 novembre 2019.

Par leur signature, l'ensemble des partenaires accepte le contenu de cette seconde phase du Contrat de Baie et s'engage à en assurer le bon déroulement, tant par l'apport d'aides financières que par la réalisation des actions inscrites.

Chaque structure garde la maîtrise d'ouvrage ainsi que l'entière maîtrise technique, juridique et financière des actions pour lesquelles elle possède la compétence.

Le suivi et l'animation du Contrat de Baie seront assurés conjointement par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille. Le secrétariat du Comité de Baie aura pour mission :

- La coordination avec l'ensemble des maîtres d'ouvrage ;
- L'information régulière de l'ensemble des partenaires regroupés au sein du Comité de Baie, dont la constitution a été fixée par un nouvel arrêté inter-préfectoral du 17 avril 2019 ;
- L'animation des groupes de travail tels que prévus dans certaines opérations du Contrat de Baie.

Le montant financier global du programme pour la phase 2 est évalué en Hors Taxes à 171.221.895€.

La phase 2 du Contrat de Baie fait l'objet d'un nouvel engagement financier de la part de l'ensemble des partenaires, avec une répartition prévisionnelle des financements différente de la phase 1 (pour rappel, le montant financier global du programme était évalué en Hors Taxes à 265.131.605€).

Le montant estimatif global de la phase 2 s'élève à 171,2 M€ HT réparti de la manière suivante :

- 109,1 M€ pour les actions spécifiques au Contrat de Baie ;
- 38,6 M€ pour le Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune ;
- 23,5 M€ pour les actions citées pour mémoire (déjà entreprises ou intégrées dans un autre Contrat).

Le montant final du Contrat de Baie (2015-2022) sera connu lors de l'évaluation finale des actions.

Concernant plus spécifiquement les engagements de la Métropole Aix Marseille Provence, il s'agit de :

- Réaffirmer l'implication de MAMP en tant que maître d'ouvrage d'un certain nombre d'opérations prévues au Contrat ;
- Maintenir et renforcer le rôle de la Métropole en sa qualité de porteur de la démarche du Contrat de Baie, en partenariat avec la Ville de Marseille, pour le compte de l'ensemble des parties prenantes au Contrat.

En outre, la Métropole s'engage à assurer :

- Le suivi et le pilotage du Contrat ainsi que la coordination entre tous les partenaires ;
- La mise en œuvre administrative et technique du Contrat et en particulier ;
- Le secrétariat technique et administratif des comités de baie ;
- L'élaboration et le suivi des tableaux de bords des opérations du Contrat (ces tableaux précisent l'avancement des opérations et mentionnent les indicateurs techniques de suivi des réalisations) ;
- La présentation de la programmation annuelle des opérations de l'ensemble des volets du Contrat ;
- L'animation de la concertation entre les partenaires afin d'atteindre les objectifs cités à l'article 3 ;
- La réalisation des bilans annuels et à mi-parcours à l'issue de la première phase de vie du Contrat de Baie.

En outre, en leur qualité de co-animateur de la démarche et co-porteur de la bonne exécution et du suivi du Contrat de Baie, la Métropole et la Ville de Marseille se réservent la possibilité de conclure une convention cadre annuelle de financement des opérations du Contrat de Baie afin de faciliter les modalités d'interventions financières entre les deux institutions.

Les engagements financiers de chacun des partenaires figurent dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire du 13 mai 1991 relative à la qualité des eaux littorales et à la participation de l’Etat aux contrats de baie ;
- La circulaire du 30 janvier 2004, relative à la procédure d’élaboration des contrats de baie ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012 d’approbation du Plan Climat-Energie Territorial de MPM ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l’élaboration et mise en œuvre d’un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L’avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération de la Ville de Marseille du 13 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d’agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L’avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L’avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l’extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos, et le nouveau programme d’actions pour la phase 2 du Contrat ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l’agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La lettre de saisine de Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l’approbation d’un avenant à la convention d’engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la convention financière phase 1 est arrivée à son terme ;
- Que le contenu du programme d’action phase2 est approuvé par le Comité de Baie le 9 juillet 2019, par le Comité d’Agrément le 21 novembre 2019 ;
- Que l’engagement de l’Agence de l’Eau pour la phase2 (2020-2022) est formalisé par la délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation d’un avenant à la convention d’engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation d’un avenant à la convention d’engagement du Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 003-018/20/CT

■ CT1 - Présentation des Comptes Rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz année 2018

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18627/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensues depuis 2015.
- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).
- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2018 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2018 ont fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les comptes rendus d'activité de concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour 2018 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitaine : présentation des Comptes Rendus d'Activités de Concession de distribution publique de gaz année 2018.

■ CT1 - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille année 2018

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18628/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le compte-rendu d'activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2018 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF. Le CRAC 2018 a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2018 et 2019 ont été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine : Présentation des comptes Rendus d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille pour l'année 2018.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-020/20/CT

■ CT1 - Institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18621/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L.5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération n° URB 009-7380/19/BM du 19 décembre 2019 le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de Marseille Provence.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir les périmètres de Droit de Préemption Urbain afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille Provence.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-021/20/CT

■ CT1 - Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18622/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Préemption Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URB 010-7381/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres de Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille Provence.

Le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cependant, l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, notamment :

- L'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- La cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les exemptions ci-dessus visées, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine ou de maîtrise foncière dans la continuité de ce qui est préconisé par la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières,
- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière,
- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire Marseille Provence, à l'exception de la Ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-022/20/CT

■ CT1 - Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18623/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération n° URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagements conduites par ce biais sur le territoire de la Ville de Marseille.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Cependant, l'article L. 211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Prémption Urbain, notamment :

- L'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- La cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé, en incluant au champ d'application du Droit de Prémption Urbain, les exemptions ci-dessus visées, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières ;
- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière ;

- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption ;
- Lutte de l'habitat indigne et insalubre notamment avec la création des PPA.

Les délégations susceptibles d'intervenir sont définies dans une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions des périmètres à l'intérieur desquels le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-023/20/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18624/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URB 024-7916/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Il convient aujourd'hui, compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors, de redéfinir certains périmètres de délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de Marseille Provence.

Il s'agit :

- De réserver la possibilité pour le Conseil de la Métropole de donner délégation à Madame la Présidente dans les conditions qu'il fixe, pour que soit délégué à titre ponctuel à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, selon les dispositions de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice des Droits de Préemption Urbain et Renforcé sur le territoire Marseille-Provence à tout tiers visé à cet article.
- De préciser les délégations aux tiers à l'intérieur de périmètres et secteurs définis en vue de simplifier les acquisitions foncières par préemption et de rationaliser les interventions foncières des différents acteurs opérationnels (notamment :Métropole Aix-Marseille-Provence, Communes, aménageurs, Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, bailleurs sociaux), afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire Marseille Provence.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé est définie dans des délibérations conjointes du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'autoriser et de définir les délégations de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé ;
- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exerce le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire de Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-024/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGS 20/18275/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 001-5737/19/CM du 28 Mars, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 21,079 Millions d'euros.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat 32 800,5 K€ HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€ HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€ HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€ HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 euros K€ HT
TOTAL 98 500 K€ HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'OIN.

Ainsi en 2020, la métropole Aix-Marseille-Provence s'engage par la présente convention à verser une participation de 4,2158 Millions d'euros, l'EPAEM intégrant dans son budget 2020 voté par son conseil d'administration le 27 novembre 2019 les participations des partenaires.

Ce budget 2020 affirme une accélération des interventions d'aménagement et une maîtrise foncière des projets avec en dépenses des autorisations de programme de 83 Millions d'euros et 76 Millions d'euros de crédits de paiement.

La convention proposée prévoit un appel de fonds de la part de l'EPAEM à la notification de la convention, ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-025/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole, hors Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18332/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du Territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Les copropriétés fragiles ou en difficulté constituent un sujet de préoccupation majeur pour les décideurs et acteurs de l'Habitat.

Sur l'ensemble du territoire métropolitain, les problématiques inhérentes au parc des copropriétés dégradées sont multiples et nécessitent un travail de connaissance approfondi pour mieux mesurer leur fonctionnement et déployer les outils opérationnels adaptés.

La mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés est issue d'un travail commun entre l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Cet observatoire a pour but de constituer un dispositif de repérage et de suivi sur les 91 communes du territoire (Marseille ayant son propre observatoire mis en place par l'AGAM), des 2 600 copropriétés repérées par l'ANAH comme potentiellement fragilisées. L'objectif est de centraliser la connaissance des copropriétés du territoire et repérer les copropriétés dites fragiles, ainsi que la mise en place d'indicateurs opérationnels en lien avec ceux définis par l'ANAH.

Les actions réalisées par les agences représentent un coût de 120 092 euros sur la période 2018-2020. Il convient de préciser le montant alloué à l'AGAM pour l'année 2020, soit 20 046 euros.

La délibération « approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille) » satisfait les conditions de l'article L5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AGAM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° NH 001-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 050-6634/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°8 à la convention avec l'AGAM visant à poursuivre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole portant sur « Approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille) ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole, hors Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole, hors Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-026/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 5 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole hors Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18336/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du Territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n° 5 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille) » satisfait les conditions de l'article L5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Les copropriétés fragiles ou en difficulté constituent un sujet de préoccupation majeur pour les décideurs et acteurs de l'Habitat.

Sur l'ensemble du territoire métropolitain, les problématiques inhérentes au parc des copropriétés dégradées sont multiples et nécessitent un travail de connaissance approfondi pour mieux mesurer leur fonctionnement et déployer les outils opérationnels adaptés.

La mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés est issue d'un travail commun entre l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Cet observatoire a pour but de constituer un dispositif de repérage et de suivi sur les 91 communes du territoire (Marseille ayant son propre observatoire mis en place par l'AGAM), des 2 600 copropriétés repérées par l'ANAH comme potentiellement fragilisées. L'objectif est de centraliser la connaissance des copropriétés du territoire et repérer les copropriétés dites fragiles, ainsi que la mise en place d'indicateurs opérationnels en lien avec ceux définis par l'ANAH.

Les actions réalisées par les agences représentent un coût de 120 092€ sur la période 2018-2020. Il convient de préciser le montant alloué à l'AUPA pour l'année 2020, soit 20 046 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président(e) du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN-001/8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération URB 036/4382/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention annuelle avec l'AUPA visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération URB 049-6633/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°4 à la convention conclue avec l'AUPA visant à déterminer la participation annuelle pour la poursuite du dispositif ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole portant sur l'approbation de l'avenant n°5 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'Approbation de l'avenant n° 5 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille) » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole hors Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-027/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement conclue avec l'EPAEM et la Ville de Marseille pour la réalisation du parc Bougainville

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18650/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « OIN Méditerranée - Approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville passée avec l'EPAEM et la Ville de Marseille.

Cette convention a permis d'organiser la maîtrise d'ouvrage et le financement de cet important équipement public de rayonnement métropolitain.

Deux avenants à cette convention ont été approuvés le 28 mars 2019 (délibération n° URB 005-5600/19/BM) modifiant la participation financière de la Ville et le calendrier de versement.

Aucun de ces avenants ne modifie les stipulations concernant la Métropole qui dès 2017 et sur la base de la délibération précitée du 15 décembre 2016 a versé sa contribution de 1 million d'euros à l'EPAEM maître d'ouvrage.

Les dates prévisionnelles de démarrage des travaux doivent être reportées au 1er trimestre 2021 et la livraison en 2024, modifiant ainsi le calendrier de réalisation du parc et l'échéancier de versement des participations de la Ville. Un troisième avenant est nécessaire pour entériner ces modifications.

Il ne modifie pas les stipulations concernant la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « OIN Méditerranée - Approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville – OIN Méditerranée ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville - OIN Méditerranée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-028/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération ZAC Saint Louis

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18654/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119600 ZAC Saint Louis satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119600 ZAC Saint Louis ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119600 ZAC Saint Louis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119600 ZAC saint Louis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-029/20/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole de remboursement de travaux à Artplexe Canebière

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 20/18669/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'approbation d'un protocole de remboursement de travaux à Artplexe Canebière satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La société ARTPLEXE CANEBIERE réalise actuellement la construction d'un cinéma situé en plein cœur du centre-ville métropolitain, dans le 1er arrondissement.

L'emplacement du futur complexe cinématographique est situé à la fois sur une partie de l'emprise de l'ancienne mairie de secteur des 1er et 7ème arrondissements, une ancienne voie publique de circulation automobile et une partie du square Léon Blum, dont la désaffectation a été constatée et le déclassement du domaine public de voirie routière décidé, après enquête publique, suivant la délibération du conseil de communauté de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole en date du 21 décembre 2015, transmise en Préfecture le 22 décembre 2015.

ARTPLEXE a obtenu son permis de construire le 3 mai 2017, et a obtenu l'avis favorable de la Commission départementale d'aménagement cinématographique des Bouches-du-Rhône.

Les travaux de sondage, études et de consolidation du parking rendus nécessaires à la construction du multiplexe cinématographique était estimé à 750 000 euros HT.

Après analyse, le coût de ces travaux de consolidation a été réévalué à 1 467 000 euros HT.

Il convient de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain public métropolitain « GAMBETTA » sis allée Léon GAMBETTA – 13001 MARSEILLE, comptant 630 places, et concédé à la société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2022.

Une convention tripartite QPARK / ARTPLEXE CANEBIERE / METROPOLE signée en octobre 2019 a autorisé et défini les modalités d'intervention de la société ARTPLEXE CANEBIERE au sein du parc concédé.

Dans ce cadre, la société ARTPLEXE CANEBIERE a réalisé des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

A l'issue d'un diagnostic il est apparu que la dalle du parking propriété de la Métropole présentait des traces d'amiante. Artplexe a dû procéder à des décroustages localisés au droit du passage des poteaux. Le diagnostic et les travaux correspondant ont représentés un surcout estimé à 589 375€.

Bien que ces travaux relèvent de la compétence de la Métropole, au vu des contraintes de chantier, la société ARTPLEXE CANEBIERE a pris à sa charge lesdits travaux.

C'est dans ce cadre que la société ARTPLEXE CANEBIERE a présenté une demande de subvention à la Métropole de MARSEILLE équivalente aux coûts correspondant aux désamiantage pour un montant de 589 375 € euros, sur un projet global de 14 721 352 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation d'un protocole de remboursement de travaux à Artplexe Canebière.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020103200 Artplexe - Canebière ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole de remboursement de travaux à Artplexe Canebière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-030/20/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention d'investissement à Artplexe Canebière - Approbation d'une convention**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18676/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention d'investissement à Artplexe Canebière – Approbation d'une Convention » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient pour la revitalisation de son territoire et notamment dans le centre-ville de Marseille, dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville. La Métropole vise ainsi à accélérer la transformation des quartiers du centre-ville de Marseille en les plaçant au cœur du processus d'aménagement et de développement durable.

La Métropole souhaite également renforcer l'offre cinématographique de Marseille qui est fortement déséquilibrée sur l'ensemble de son territoire, et est notamment peu présente dans le centre-ville. En effet, la ville compte actuellement 9 cinémas pour 49 écrans et 8147 fauteuils dans son ensemble.

Pour ce faire, l'accompagnement du projet ARTPLEXE-CANEBIERE permet à la Métropole de participer activement à l'attractivité culturelle et économique du centre-ville de Marseille.

En effet, l'emplacement du futur complexe cinématographique est situé en plein cœur du centre-ville métropolitain, dans le 1er arrondissement.

Par ailleurs, il convient de préciser que le futur ouvrage ARTPLEXE viendra s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking puisqu'il sera réalisé en partie, au-dessus du parking souterrain public métropolitain « GAMBETTA » sis allée Léon GAMBETTA – 13001 MARSEILLE, comptant 630 places, et concédé à la société QPARK France jusqu'au 2 décembre 2022.

La société ARTPLEXE va devoir ainsi réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

Aux termes du bail emphytéotique, les travaux de sondage, études et de consolidation du parking rendus nécessaires à la construction du multiplexe cinématographique étaient estimés à 750 000 € HT.

Après analyse le coût de ces travaux de consolidation est en définitif de 1 467 000 € HT

La Métropole, conformément à la lecture combinée des articles L511-4 et L2251-4 du CGCT, est compétente pour attribuer des subventions à des entreprises existantes ayant pour objet l'exploitation de salles de spectacle cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 7 500 entrées ou qui font l'objet d'un classement art et essai. La société ARTPLEXE CANEBIERE prévoit une fréquentation prévisionnelle inférieure à 7 500 entrées hebdomadaires. Le montant des aides publiques sollicitées n'excède pas 30% du coût du projet.

Il apparaît également que des travaux de compétence métropolitaine sont survenus lors de la phase réalisation des travaux. Au vu des contraintes de chantier, la société ARTPLEXE CANEBIERE a pris à sa charge lesdits travaux et sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention équivalente aux coûts engagés soit un montant de 728.193 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Attribution d'une subvention d'investissement à Artplexe Canebière – Approbation d'une Convention ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur « Approbation de l'attribution d'une subvention d'investissement à Artplexe Canebière – Approbation d'une Convention » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'investissement à Artplexe Canebière – Approbation d'une Convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-031/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement Savane Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 20/18671/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 – Aménagement Savine Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au sein de l'aménagement du site de la Savine, certains biens ont été acquis en fonction des opportunités qui se présentaient. Certains de ces biens ne sont pas nécessaires à la réalisation du Programme de Rénovation Urbaine (PRU) mais seront indispensables à la réalisation du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Au terme de la concession, ces biens seront rachetés à l'aménageur comme biens de retour. Le montant de ce rachat, non budgétisé initialement, s'élève à 2 522 910 euros TTC.

Afin de pouvoir réaliser ce rachat, l'opération d'investissement n°2015120700 « Aménagement Savine Marseille » inscrite au budget pour un montant de 10 400 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 00 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 Aménagement Savine Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 aménagement Savine Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 aménagement Savine Marseille.

Cette proposition mise aux voix adoptée.

URB 013-032/20/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la ZAC du Rouet passée avec la SOLEAM - Marseille 8ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18402/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat. Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole. A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC du Rouet - Concession d'aménagement à la SOLEAM - Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est Marseillais.

Dans ce contexte, la ZAC du Rouet est basée sur la préservation du noyau villageois et la création à proximité du parc, d'environ 1 100 logements.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (désormais SOLEAM) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 17 juillet 2000.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique de l'opération :

Le compte rendu annuel initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros, des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros et une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 9,15 millions d'euros.

L'avenant n°1 à la convention de concession, approuvé avec le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires

occupants, d'expliciter sa mission de relogement des locataires, d'approuver la participation d'équilibre à 10,74 millions d'euros, de décider une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 euros.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC aux habitants de la rue Louis Rège et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a généré l'augmentation de la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à 14,307 millions d'euros du fait de la hausse du coût de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit 14,891 millions d'euros d'augmentation en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes prévisionnelles s'élevaient à 49,664 millions d'euros (en hausse de 8,5 millions d'euros). L'écart entre ces postes déterminait une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la durée de la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse des postes de dépenses foncier et charges de gestion.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération de la Ville du 10 octobre 2014 augmentant sa participation de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 à la convention de concession, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

En cohérence avec la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), la ZAC du Rouet, a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les Comptes Rendus Annuels à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 et au 31 décembre 2016 approuvé le 13 juillet 2017 ont augmenté la participation d'équilibre respectivement de 271 637 euros en raison de la modification du programme des îlots 3.1, 3.4 et 3.5 et de 109 424 euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour engager la rétrocession des voiries et réseaux aux collectivités). Dans ce cadre les avenants n°18 et n°19 à la concession d'aménagement ont eu pour objet de modifier l'échéancier et le montant de la participation et de proroger la concession jusqu'en 2021. La convention d'avance conclue entre la Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros, transférée à la Métropole, a fait l'objet d'avenants prévoyant le remboursement de l'avance par SOLEAM en 2018.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 a affiché une augmentation de la participation d'équilibre de 405 335 euros, portant celle-ci à 22 665 270 euros au total. Dans ce cadre un avenant n°20 au contrat de concession a eu pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation et un avenant n°3 à la convention d'avance a été conclu pour décaler son remboursement en 2019.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 approuvé par délibération URB 024-6446/19/CM du 20/06/19 a affiché une baisse de la participation d'équilibre de 59 441 euros, portant ainsi cette participation à 22 605 830 euros, répartie entre la Ville de Marseille anciennement concédant pour 21 549 981 euros déjà versés et la métropole pour 1 055 849 euros.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019.

Cette opération est très proche de son terme prévu le 13 août 2021, avec une activité réduite du concessionnaire :

- Le dernier terrain à bâtir ayant été cédé il reste à finaliser, la rétrocession des voies et réseaux à la Métropole ainsi qu'à terminer la requalification de la rue Rège lorsque la construction du dernier programme immobilier sera achevée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2019,

- Le montant total des dépenses est de 30 856 euros, en regard d'un prévisionnel qui s'élevait à 162 974 euros. L'écart, 132 118 euros, est principalement lié au report en 2020/2021 des derniers travaux dont la réalisation était envisagée en 2019. Il s'agit de la requalification de la rue Rège qui reste en attente de l'achèvement du dernier programme immobilier ainsi que de travaux préalables à la prise en gestion des voies par les services de la Métropole qui sont en attente de définition.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant total des dépenses réalisées, cumulées au 31 décembre 2019 s'élève à 67 805 369 euros proche du budget à terme qui est estimé à 68 614 826 euros (hors solde de TVA de l'opération). Les dépenses réalisées au 31/12/2019 représentent 99% du montant des dépenses à terme.

Ces dépenses sont réparties en :

- Foncier, 42 785 412 euros,
- Cout du relogement, 2 250 159 euros,
- Travaux et honoraires techniques, 10 926 465 euros,
- Les dépenses annexes, 2 993 300 euros,
- Les rémunérations de l'aménageur, 6 333 381 euros,
- Les frais financiers, 2 516 653 euros,

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme, compte tenu du solde négatif de TVA est estimé à 74 327 318 euros dont :

- Foncier, 42 787 410 euros, soit 58% du coût de l'opération
- Relogement, 2 250 156 euros, soit 3% du coût de l'opération
- Travaux et honoraires techniques : 11 429 733 euros, soit 15% du coût de l'opération
- Dépenses annexes 3 025 845 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Rémunération de l'aménageur, 6 605 025 euros, soit 9% du coût de l'opération

- Les frais financiers, 2 516 652 euros, soit 3% du coût de l'opération
- TVA restant due: 5 712 492 euros, soit 8% du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 10 000 euros en regard du dernier bilan approuvé.

Recettes :

Sur l'exercice 2019,

- Les recettes (hors participation) s'élèvent à 160 000 euros. Il s'agit de la cession d'un appartement sis 9 rue Blanche, supérieure de 10 000 euros aux estimations du dernier bilan approuvé.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019,

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2019 (hors participation d'équilibre), s'élève à 51 721 487 euros. La totalité des recettes ont été perçues à ce stade.

Ces recettes sont réparties en :

- Cessions, 48 949 738 euros, soit 66% des recettes
- Participations constructeurs, produits de gestion et financiers 2 771 749 euros, soit 4% des recettes
- La participation des collectivités représentant pour sa part 30% des recettes

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 605 831 euros, inchangée en regard des prévisions du dernier CRAC approuvé.

La participation due par la Ville de Marseille en tant que concédant précédent est intégralement versée à ce jour elle s'élève à 21 549 981 euros.

La participation à la charge de la Métropole à qui l'opération a été transférée est de 1 055 850 euros dont 709 955 euros versés au 31 décembre 2019 et 345 895 euros à verser en fin d'opération en 2021.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2019, la trésorerie de l'opération est positive et se situe à 373 887 euros.

Avance:

En 2019 la SOLEAM a remboursé à la Métropole l'avance de trésorerie de 3 000 000 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts qui auront été contractés par l'aménageur est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « ZAC du Rouet - Concession d'aménagement à la SOLEAM - Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC du Rouet - Concession d'aménagement à la SOLEAM - Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la ZAC du Rouet - Concession d'aménagement à la SOLEAM - Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-033/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11ème arrondissement passée avec SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18409/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11^{ème} arrondissement passé avec SOLEAM – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 20 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11^{ème} arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, correspondant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

- Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement d'ouvrages d'infrastructure.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m² exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m² de surface de plancher.

- Aménagement des équipements publics :

Toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et

sont ouvertes à la circulation publique.

Certains travaux envisagés dans le cadre de la ZAC seront à reprogrammer dans une nouvelle opération ou à prendre en charge directement par la Métropole. Ils sont abandonnés car l'objectif est de clôturer la concession d'aménagement comme prévu le 25 juin 2021 et ces travaux sont liés à d'autres études ou démarches d'aménagement. Il s'agit :

- du prolongement du bd Jules Sébastianelli avec ouvrage de franchissement de l'huveaune (phase 2-desserte château St-Antoine).
- des travaux de requalification de la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine dont, la dégradation résulte de l'absence d'entretien et le profil ne correspond plus aux critères techniques de l'espace public.
- des projets d'amélioration de la trame viaire et de nouvelles connexions résultant de l'étude de déplacements, circulation, trafic achevée fin 2019. Le programme n'a pas fait l'objet d'engagements de réalisation hiérarchisés et phasés, il ne s'inscrit pas dans la logique de l'opération actuelle ni dans la perspective d'une nouvelle opération à court terme.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 est celui arrêté au 31 décembre 2018.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions foncières ont été achevées en 2017.

- Commercialisation des terrains :

La commercialisation du foncier à bâtir est achevée depuis 2015 et aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

La cession des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest", à Yvan Gouchon Investissement a été réalisée. Cette voie, aménagée par la SOLEAM, n'avait plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien à la rue de la Vallée Verte. Cette cession a fait l'objet d'un acte et le paiement s'est échelonné sur les années 2018 et 2019.

La cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3^{ème} voie de la ligne Marseille-Aubagne ne sera pas réalisée dans le cadre de la concession (12 801 euros). Cette cession devra faire l'objet d'un arbitrage de la Métropole compte tenu d'un projet de réaménagement des berges de l'Huveaune, indépendant de la concession de la Valentine.

- Études :

SOLEAM a présenté le rendu final de l'étude de déplacement, circulation, trafic aux services technique de la commune et de la Métropole. A ce jour aucune programmation n'est envisagée.

Finalisation des études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

La dernière réalisation de la concession concerne la requalification du chemin de St-Menet aux Accates livrée fin 2019.

ACTIVITÉ PRÉVUE SUR LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA CONCESSION:

- Maîtrise foncière :

Une acquisition foncière à l'euro symbolique reste à réaliser dans le cadre d'échanges fonciers avec la société

DHIMMO13 pour permettre de modifier son projet de construction. Cette acquisition foncière de 12m² vise l'élargissement ultérieur du trottoir de la route de la Valentine actuellement très étroit.

- Commercialisation de terrains :

Un reliquat foncier de 444 m² appartenant à SOLEAM sera cédé et remembré à la société DHIMMO 13. La modification de l'assiette foncière du projet permet un gain de constructibilité par rapport au projet initial de reconstruction à l'identique suite à un incendie.

- Etudes :

Seules de nouvelles études contribuant à la clôture la concession seront réalisées. Les études en cours de finalisation ou terminées, feront l'objet d'un solde de paiement.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Le programme de travaux est achevé.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 est analysé ci-après :

DEPENSES :

• sur l'exercice 2019 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 1 016 154 euros, soit une diminution de 54 712 euros par rapport aux prévisions, due principalement à divers postes de dépenses moins importants que prévus :

- Un remboursement de 1 272 euros de frais de notaire pour l'acquisition du foncier appartenant à Valentine sur Mer nécessaire à la réalisation de la voie de liaison de la montée de Robien à la rue de la Vallée Verte (phase 1).
- Le décalage à 2020 des relevés de géomètre concernant les travaux de requalification la voie du Parc d'activité de la Valentine (10 943 euros).
- La non réalisation et l'abandon de missions complémentaires concernant l'étude de trafic et déplacement (11 769 euros).
- Un coût moins élevé que prévu des travaux de requalification du chemin de St-Menet aux Accates (13 451 euros).
- Des honoraires techniques diminués de 1 194 euros.
- La facturation partielle des travaux de la SEM concernant les travaux du bd Jules Sébastianelli (2 685 euros).
- Le décalage à 2020 du solde de paiement des travaux de prolongement de la montée de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte, achevés en 2018 (2 527 euros).
- Des charges de gestion moins élevées que prévues (14 874 euros)

Seuls 2 postes ont connu une légère augmentation de dépenses qui est liée à :

- la réalisation anticipée du diagnostic amiante dans le cadre des travaux de requalification de la voie du Parc d'activité de la Valentine/ « Métro » (3 574 euros).
- Un paiement de taxe foncière de 1 013 euros.

• état d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant total des dépenses s'élève à 45 409 443 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 99 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 249 326 euros, soit 100 % du budget foncier à terme,
- études : 1 847 770 euros soit 99 % du budget à terme,
- dépenses de travaux d'aménagement : 25 107 061 euros, soit 99 % du budget travaux à terme.
- dépenses annexes : 2 115 223 euros, soit 97 % du budget à terme.
- rémunération de l'aménageur : 3 143 562 euros, soit 94% de réalisation par rapport au budget à terme.
- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 45 794 669 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant provisionnel que l'opération devra reverser s'élève à 2 175 169 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 249 326 euros, soit 22% du coût de l'opération
- Études : 1 864 628 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Travaux : 25 222 107 euros, soit 55% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 2 183 223 euros, soit 5 % du coût de l'opération
- Rémunérations : 3 328 884 euros, soit 7% du coût de l'opération
- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en baisse de 2 445 323 euros HT et s'explique par :

- un remboursement de 1 272 euros de frais de notaire concernant le budget foncier.
- la diminution de coût d'études et l'abandon de l'AMO rétrocession.
- un budget travaux diminué de 2 282 001 euros en raison du coût de travaux de requalification du chemin de St-Menet aux Accates moins élevé que prévu (-198 275 euros), l'abandon de travaux dans la perspective de la clôture de la concession (voie et ouvrage de franchissement de l'Huveaune à hauteur du château St-Antoine d'un montant provisionné de 1 413 457 euros, requalification de la voie du lotissement d'activité de la Valentine d'un montant provisionné de 466 765 euros), ainsi que l'ajustement, en conséquence, des aléas et des honoraires techniques.
- l'ajustement des dépenses de rémunération de l'aménageur (- 115 435 euros).

Seules les dépenses de charges de gestion ont connu une hausse (+ 3 012 euros) liée aux dépenses de taxe foncière.

RECETTES

• Sur l'exercice 2019 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 261 827 euros, conforme aux prévisions il correspond au remboursement en totalité de la voie dite « voie ouest », réalisée par l'aménageur et finalement destinée à un usage privatif.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 951 632 euros, soit 99,9 % du montant des recettes figurant au bilan provisionnel de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- 21 796 743 euros de cessions de terrains, soit 100 % du budget prévisionnel à terme.
- 18 943 334 euros de participations constructeurs, soit 100% du budget prévisionnel à terme.
- 2 211 555 euros de produits financiers et recettes diverses soit 99% du budget prévisionnel à terme.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 978 087 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes est relativement stable par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2018. Une augmentation de 22 050 euros HT correspond à des produits divers.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Les dernières participations ont été versées en 2017.

PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

Du fait de la baisse des dépenses liées à l'abandon de certains travaux, dont l'opportunité de réalisation pourrait être envisagée dans une opération ultérieure à créer. La participation d'équilibre à terme est diminuée de 2 456 704 euros et s'établit à 4 991 751 euros.

5 440 297 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant.

Au titre du CRAC au 31/12/2018, lequel ne prévoyait pas que l'opération soit clôturée avec les économies consécutives, la Métropole versera 750 000 euros en 2020 (opération mandatée).

De ce fait le montant de participation perçu par l'aménageur s'élèvera à 6 190 297 euros, supérieur de 1 198 546 euros à la participation à terme.

Ce trop perçu sera remboursé à la Métropole en 2021.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 488 783 euros.

EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11^{ème} arrondissement passée avec SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11^{ème} arrondissement passée avec SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11^{ème} arrondissement passée avec SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-034/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just - Approbation de l'avenant 25

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18408/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 pour la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme

des équipements publics de la ZAC de Saint Just- Approbation de l'avenant 25 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2020 en lien avec le déroulé des chantiers de constructions. La voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin est en service depuis janvier 2017.

L'activité sur l'exercice 2019

La Soleam a fait réaliser les travaux de confortement du mur de la Poste au 42 avenue de ST Just suite à la démolition de la construction mitoyenne. Les travaux devraient être achevés au 1er trimestre 2020.

Le programme «la Calanque » à dominante de logements (28 682 m² SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

Le programme de logements « le Patio des Chartreux » (7137m² SDP) de l'architecte André Stern a été livré en juillet 2019. La construction de l'Hôtel « le Décisium » (5430m² SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL se poursuit pour une livraison prévue en Juin 2020.

La réalisation des aménagements définitifs de la rue Sainte-Adélaïde et du boulevard Saint-Bruno a été lancée fin 2019 pour une livraison prévue en juin 2020.

Les perspectives 2020 et suivantes

Suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique, la réalisation du cheminement piétonnier pour relier directement le boulevard St Bruno et le métro au travers de la Calanque et le long du Dôme est suspendue. La liaison piétonne vers le métro sera améliorée par une requalification des cheminements le long des voies existantes (boulevard St Bruno et avenue de Saint Just).

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- la réalisation d'un parking public sur le terrain sis au 42 avenue de St Just et la requalification des trottoirs boulevard St Bruno et avenue de St Just,
- les travaux de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard St Bruno

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2019

Les dépenses :

- **sur l'exercice écoulé** les dépenses s'élèvent à 562 400 euros TTC en augmentation de 10 216 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :

6 276 euros TTC d'études générales, en diminution de 23 607 euros par rapport au prévisionnel en lien avec une provision trop importante des études techniques et des frais de géomètre de la ZAC

478 961 euros TTC pour les travaux et honoraires en augmentation de 8 295 euros par rapport au prévisionnel mais qui restent globalement dans les consommations prévues,

6 412 euros TTC pour les travaux de démolition en diminution de 1 506 euros par rapport au prévisionnel,

48 511 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation de 27 384 euros par rapport au prévisionnel principalement sur les charges de gestion, les travaux de renforcement des clôtures du Dôme n'ayant pas été prises en compte dans le CRAC 2018,

22 240 euros TTC de rémunérations en accord avec le prévisionnel (+250 euros),

- **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2019, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 962 935 euros) s'élèvent à 22 997 158 euros TTC, soit 93% du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :

9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,

1 231 372 euros TTC pour les études soit 97% du budget études total prévisionnel,

8 507 814 euros TTC pour les travaux soit 83% du budget travaux total prévisionnel,

940 745 euros TTC pour les dépenses annexes soit 97 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,

1 445 725 euros TTC de rémunérations soit 90% du budget rémunération total prévisionnel,

119 219 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- **Au terme de la concession**, le montant global des dépenses estimées à 24 555 703 euros TTC (y compris la TVA résiduelle à 580 253 euros) est stable par rapport au bilan précédent et se répartit ainsi :

9 789 351 euros TTC pour le budget foncier (41% du total des dépenses) inchangé,

1 269 735 euros TTC pour le budget études générales (5,3 % du total des dépenses) en augmentation (+12 600 euros TTC) tenant compte des études restant à mener,

10 120 441 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (42 % du total des dépenses) en augmentation (+74 213 euros TTC) après ajustement des travaux de voirie et de cheminement piéton restant à réaliser,

1 612 551 euros TTC de rémunérations (6,7% du total des dépenses) en augmentation de 40 219 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,

970 061 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (4 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 45 509 euros TTC sur notamment le poste des charges de gestion de la ZAC et de la taxe sur salaires,

Et 119 219 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

Les recettes :

- **Sur l'exercice écoulé**, les recettes d'un montant de 250 000 euros TTC correspondent au versement de la participation de la Métropole à l'équilibre.

- **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2019, les recettes s'élèvent à 23 872 890 euros TTC dont :

18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,

678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,

et 4 322 708 euros de participations des Collectivités soit 86,3% des participations totales.

- **Au terme de la concession**, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 555 700 euros TTC en hausse de 153 080 € par rapport au CRAC précédent et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,8% des recettes totales) qui sont inchangés,

- les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (76,8% des recettes totales) inchangées par rapport au précédent CRAC,

- la participation des collectivités d'un montant de 5 005 518 euros (20,4% des recettes totales) en hausse de 153 080 euros par rapport au précédent CRAC.

Participation des collectivités

La participation d'un montant de 5 005 518 euros est répartie de la manière suivante :

1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,

1 932 810 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan dont 1 250 000 euros déjà versés au 31/12/ 2019, le solde restant à verser en 2021 et 2022 pour 682 810 euros,

1 682 320 euros déjà versés par la Métropole au titre de la prise en charge des voiries nouvelles.

La trésorerie et la TVA

La trésorerie de l'opération s'élève à 875 730 euros au 31 décembre 2019 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 580 253 euros, stable par rapport au précédent CRAC.

Avenant à la concession

L'avenant 25 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour double objectif de :

- proroger la durée de la concession de deux ans et de porter son échéance au 12 Mars 2023
- prendre en compte l'évolution de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et de modifier l'échéancier de versement de cette participation. La participation de la Métropole à l'équilibre augmente de 1 779 730 euros à 1 932 810 euros soit un écart de 153 080 euros par rapport au dernier CRAC

Modification du programme des équipements publics

Le programme des équipements publics de la ZAC approuvé avec le dossier de réalisation en 1998 a été modifié par délibération n°14/0040/UAGP du 28 avril 2014 pour approuver la réalisation de nouvelles voiries et les modalités de leur financement avec l'accord du Conseil Communautaire par délibération AEC 010-875/13/CC.

Le transfert de la concession d'aménagement à la Métropole au 1er janvier 2016 et l'intégration des nouveaux aménagements de la zone logistique du Dôme dans le programme de la concession ont conduit la Métropole à modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC par en 2016.

Au regard de l'avancée et de l'évolution du programme des équipements publics, une troisième modification est nécessaire.

Elle consiste à ajouter au programme :

- la requalification du trottoir existant dans sa section la plus détériorée entre le Boulevard de Saint Bruno et la première entrée du Dôme sur l'Avenue de Saint Just (environ 200 mètres de linéaire), afin d'améliorer le cheminement entre les nouveaux programmes de logements et la gare d'échange bus-métro de Saint Just,
- le parking public à créer au 42 av de Saint Just (40 places environ).

Les équipements publics ayant été réalisés jusqu'au 31 décembre 2019 sont :

- Aménagement du parvis commun à H.D 13 et à la Salle de spectacles et des espaces contigus (éclairage, espaces verts, mobiliers urbains).
- Gare d'échanges BUS/METRO.
- Passerelle piétonne du Boulevard Fleming reliant le viaduc au parvis H. D13/Dôme.
- Bretelle de « sortie » du Boulevard Meyer sur le Boulevard Maréchal Juin.
- Bretelle « d'entrée » reliant le Boulevard Fleming au Boulevard Meyer en connexion avec la rue Sainte Adélaïde.
- Aménagement du Boulevard Meyer

Les équipements publics restant à réaliser au 31 décembre 2019 sont :

- La requalification du trottoir existant entre le Boulevard de Saint Bruno et la première entrée du Dôme sur l'Avenue de Saint Just
- Le parking public au 42 avenue de St JUST
- L'aménagement de la rue Sainte Adélaïde et du Bd de St Bruno.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 pour la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just- Approbation de l'avenant 25.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 pour la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just- Approbation de l'avenant 25 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 pour la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de la modification du programme des équipements publics de la ZAC de Saint Just- Approbation de l'avenant 25.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-035/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18404/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

PRESENTATION DE L'OPERATION :

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville de Marseille.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2860 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

- **Maîtrise foncière :** SOLEAM doit encore acquérir 16 200 m² constitués de plusieurs terrains non bâtis appartenant au Conseil Départemental 13. Le Conseil Départemental a approuvé par délibération du 20 septembre 2019 la cession à la SOLEAM des neuf parcelles concernées.

- **Commercialisation des droits à construire :**

Au 31 décembre 2019, le cumul des constructions autorisées représente 418 000 m² sdp (soit 67 % de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 210 000 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,8 % de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 208 000 m² pour le logement (soit 88 % de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

- **Activité :** déduction faite des terrains déjà engagés comme affectés à des entreprises identifiées ou en attente de signature de compromis de vente ou d'agrément et de ceux dont la cession est conditionnée par la réalisation de

la voie LINEA, la ZAC ne dispose plus que d'un foncier commercialisable d'environ 44 000 m². Sur ces 44 000 m², 27 800 m² appartiennent à la SOLEAM et 16 200 m² appartiennent au Conseil Départemental 13. 42 500m² sont à vocation d'activité.

Ces 42 500 m² de foncier à vocation d'activité portent un potentiel constructible d'environ 21 250 m² SDP qui devrait permettre d'atteindre à terme 231 250 m² SDP, soit 60% de l'objectif annoncé initialement pour la ZAC.

-Logement : il ne reste qu'un terrain d'environ 1 500 m² (îlot 6 – à l'angle de la rue Robert de Roux et ch des Amphoux) portant une constructibilité estimée à 540 m² SDP, ce qui devrait permettre d'atteindre à terme 209 500 m² SDP de logement, soit 89% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre 440 750 m² SDP (activité et logement confondus), soit 70 % des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à 75 %.

Il reste principalement à :

- I. • requalifier les espaces publics existants du cœur du Technopôle (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public ...),
- II. • requalifier la rue Paul Langevin (avec création d'espaces dédiés aux modes de déplacement doux, reprise du réseau pluvial, sécurisation des abords de la crèche associative ...),
- III. • réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (allée des Maraîchers),
- IV. • étudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade,
- V. • poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages aux gestionnaires publics.

VI. Reconstituer le cheminement piétonnier du parc champêtre lié à l'installation de Fives Pillard

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 16 classes (6 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille est attendue en 2020 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé. A cette fin, l'aménageur a réservé un foncier en accord avec les services de la Ville de Marseille.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

- Acquisitions :

La SOLEAM a poursuivi sa démarche d'acquisitions, auprès de la Ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens. La signature de l'acte authentique, initialement prévue en 2018 puis 2019 a dû être reportée en 2020.

La démarche d'acquisition des 16 200 m² de terrains du Conseil Départemental 13 n'a pas pu aboutir en 2019. Le Conseil Départemental a cependant approuvé par délibération du 20 septembre 2019 la cession à la SOLEAM des neuf parcelles concernées.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2019, les surfaces de plancher (sdp) autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représentent 8 231,8m² d'activité :

- * Société Viaxoft - agrément Métropole signé le 26 aout 2019 autorisant la réalisation de 1 152.8m² de sdp de bureaux, site Baronne à l'angle des rues Paul Langevin et Marc Donadille (parcelle de 2 734m²)

- * Restaurant à cuisson solaire « le Présage » - agrément Métropole signé le 17 juillet 2019 pour une sdp de 1 350 m² d'activité/commerce (dont, en première tranche, un restaurant à énergie solaire avec jardin démonstratif) sur une parcelle de 2 700 m² localisée à l'angle des rues Enrico Fermi et Louis Néel
- * Société Eurolinks - compromis de vente signé en décembre 2019 pour la réalisation de 5729m² de sdp pour de l'activité et des bureaux rue Louis Leprince-Ringuet.

- Logement :

- * Un compromis de vente signé avec la Ste SNI en 2018 pour une sdp de 3 860 m² de logements collectifs sur les 8 000 m² de terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel. La réalisation du programme est bloquée par un recours sur permis en 2019.

- Autres commercialisations :

- * Convention d'Occupation Temporaire passée avec la RTM pour la réalisation d'un parking-relais provisoire de 135 places (parcelle K0001 pour une surface de 10 843m²)
- * Réitération de la vente de la bastide blanche, rue Max Planck. Cet immeuble pourra donc accueillir un cabinet paramédical, l'installation effective étant prévue sur septembre 2020.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2019 la SOLEAM a réalisé le réaménagement du carrefour Max Planck et l'accès de la résidence les Cytises. L'opération a coûté 346 529 euros TTC et porte sur la requalification d'environ 200 mètres de linéaire de voirie.

- Permis de Construire : (cf. annexe ci-jointe)

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 3 PROCHAINES ANNEES :

- Maîtrise foncière :

En 2020 sont prévues :

- la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin par la SOLEAM.
- l'acquisition auprès du Conseil Départemental 13 de 16 200 m² de foncier constitués notamment de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le Technopôle.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : en 2020 est prévue la signature d'un compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 7 600 m² pour un programme d'activité d'environ 4 100 m² SDP. La signature de l'acte authentique est prévue en 2021. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée occupée par le parc "champêtre" du Technopôle, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline ainsi que les usages qui y sont liés.
- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : la signature de l'acte authentique est prévue en 2020.
- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m² (constitué des parcelles 879 K 0088 et 0089 - lot 5 – rue Max Planck) mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » est gelé depuis plusieurs années dans la perspective d'une requalification du restaurant avec création de places de stationnement privatives. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020, Si ce projet n'aboutit pas, ce foncier sera remis sur le marché après remembrement éventuel avec la parcelle 879 K 0086 - lot 4 mitoyenne.
- Provepharm (projet extension) : cette société, déjà présente sur le secteur de « la Baronne » avait demandé que les parcelles mitoyennes D 0247 et 0302 (ex EFS) lui soit réservées pour permettre un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m² SDP d'activités supplémentaires. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020 pour la cession de ce foncier après détachement des emprises affectées à Viaxoft (environ 2 700 m²) et de celles impactées par l'emplacement réservé pour la voie LINEA.

- Sociétés KASSIOPE et Bastide Aluminium : un compromis de vente a été signé en novembre 2019 avec ces deux sociétés pour la vente des 1 708 m² de foncier de la parcelle H159 p1. Les sdp prévues sont respectivement de 508 m² (359m² d'entrepôts et 149 m² de bureaux) et 354 m² (283 m² d'entrepôt et 71 m² de bureaux)
- RTM : la signature d'un compromis de vente avec la RTM portant sur la cession du solde de la parcelle E0161, rue Paul Langevin, est prévue en 2020 sous réserve d'un accord avec Mr Ercolano sur une régularisation foncière des 1 400 m² de terrain faisant partie de cette parcelle qu'il occupe sans droit ni titre. La Convention d'Occupation Temporaire (COT) passée en 2019 avec la régie pour la réalisation et l'exploitation d'un parking-relais provisoire parcelle K0001 a été signée pour une durée de 3 ans et pour un loyer de 12 000 euros par an.
- Ville de Marseille : la cession des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire 180 rue Albert Einstein (environ 2800 m² - surface à confirmer) est prévue en 2020-2021.
- Etat : la cession des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute » est reportée en 2020.
- En 2020, Les 1 500 m² de foncier de l'îlot 6, sis n°26 Chemin des Amphoux feront l'objet d'un appel à projet pour la construction d'un programme de logements d'environ 542 m² sdp.
- WorkandPadel : la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) entre la SOLEAM et la société WorkandPadel est prévue en 2020 pour l'installation de terrains sportifs (parcelle D261 de 1500m² environ) au prix qui sera estimé par les Domaines.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des espaces publics du Technopôle :

Face au constat de difficultés de déplacements des piétons et cycles au sein du Technopôle (liées aux interruptions des continuités résultant d'une prise en compte insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, les services de la Métropole ont piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle.

Elle a permis d'établir un diagnostic des espaces publics, partagé par les usagers et de définir les bases d'un programme d'interventions pour requalifier plusieurs points stratégiques.

Sont pris en compte, les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacements actifs (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du Technopôle.

Un poste spécifique « équipement innovant – requalification du Technopôle » a été introduit au bilan de l'opération, (CRAC au 31 décembre 2018) pour un montant prévisionnel de 1 440 000 euros TTC.

La Métropole a également demandé à la SOLEAM d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet de requalification de la rue Paul Langevin afin d'y créer des espaces sécurisés dédiés aux modes de déplacements actifs, d'améliorer le réseau pluvial et de sécuriser les accès de la crèche associative « Sauvegarde 13 » ainsi que les carrefours avec les rues Max Planck et John Maynard Keynes. Ce nouveau projet sera construit sur la base de la démarche innovante engagée en 2018 pour la requalification des espaces publics du cœur du Technopôle, pour un montant prévisionnel de 3 700 000 euros TTC.

Une mission d'AMO « innovation » a été lancée par la SOLEAM en 2018 et réalisée en 2019 qui a permis de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre en proposant des innovations technologiques compatibles avec l'opération.

Une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour planifier, concevoir, construire et gérer) a été désignée en 2019.

Les études de MOE pour la requalification seront lancées en 2020 et les travaux débuteront en 2021.

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté en 2021 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations) et sur la compétence relative aux modes de déplacements actifs en dehors des emprises des voies publiques. Les travaux sont programmés de 2021 à 2022.

- Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement sont prévus en 2020 pour un montant prévisionnel de 120 000 euros TTC.
- Construction d'un groupe scolaire de 16 classes au niveau du n°180 rue A. Einstein : les études et travaux relatifs à cet équipement public seront inscrits au CRAC au 31 décembre 2020 sous réserve que la Ville de Marseille approuve son intégration et les modalités de financement dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer fin 2020/2021.
- Reconstitution du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC Château-Gombert. Ces travaux sont directement liés au projet d'installation de la société Fives Pillard qui nécessite le déplacement de l'actuel cheminement piétonnier. Les études pourraient démarrer en 2020 quand les modalités précises d'installation du groupe Fives Pillard seront connues.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)
- le budget Travaux et Honoraires Techniques
- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopôle)
- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)
- le budget Frais Financiers
- La TVA reversée (ou résiduelle)
- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)
- Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 749 292 euros TTC, soit une baisse de 211 884 euros (-22 %) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de 59 235 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par le décalage des travaux de l'allée des Maraichers en 2020 et par le règlement de la démolition de la maison Olivieri qui interviendra également en 2020.
- d'une baisse de 79 005 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un niveau de charges de gestions nettement inférieur à ce qui avait été provisionné (-83 072 euros).
- d'une baisse de 123 722 euros du budget Rémunération de l'aménageur provenant principalement de la diminution du poste « rémunération sur recettes » (- 107 672 euros) en raison de reports de signatures de compromis de vente (activité) en 2020 et de la diminution du poste « rémunération sur dépenses » (-15 131 euros) proportionnel à la baisse constatée des dépenses.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC):

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des dépenses, s'élève à 74 787 985 euros soit 81 % du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants :

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 792 582 euros TTC, soit 87,3 % du budget foncier à terme, les 12,7 % restants correspondant essentiellement à l'achat des 16 200 m2 de foncier du Conseil Départemental 13 dont l'estimation a augmenté entre 2018 et 2019, et aux études restant à réaliser.
- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 903 944 euros TTC, soit 72% du budget travaux à terme. Il reste principalement à réaliser les travaux d'amélioration des espaces publics du cœur du Technopôle, la requalification de la rue Paul Langevin, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade et le cheminement piétonnier du parc Champêtre de Château-Gombert, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 533 380 euros TTC, soit 96.4% du budget dépenses annexes à terme.
- Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 642 560 euros, soit 81% du budget dépenses de rémunération à terme.
- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 95 734 901 euros TTC. Il se répartit entre budget "Foncier" (24,8%), budget "Travaux" (47,7%), budget "Dépenses Annexes" (9,2 %), les "Rémunérations" du concessionnaire (8,5%), les "Frais Financiers" (6,2%) et la « TVA résiduelle » (3,5%).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 2 197 925 euros TTC (+2,3%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018. Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une hausse du budget « Travaux » (+1 607 913 euros TTC) qui s'explique par :
 - * Un ajustement du poste « Réaménagement du Carrefour Max Planck » au cout réel des travaux (+106 523 euros TTC par rapport au prévisionnel)
 - * La création d'un nouveau poste « déplacement du cheminement piétonnier Parc Champêtre » budgété à hauteur de 336 000 euros TTC
 - * Une actualisation du poste « requalification Allée des Maraichers » pour tenir compte de l'estimation faite par l'APS supérieure de 72 000 euros TTC par rapport au prévisionnel
 - * Une actualisation du poste « Raccordements Programmes Constructeurs » de façon à intégrer les AVP et les estimations financières remises par SAGEFE pour le raccordement des terrains en cours de commercialisation (+ 377 550 euros TTC par rapport au prévisionnel)
- d'une hausse du budget « Foncier » (+690 396 euros TTC) liée au prix d'acquisition des terrains CD13 réévalué en tenant compte de la valeur émise par France domaine et de la valeur d'acquisition de ces terrains par le CD13

Le poste « frais d'acquisition Notaire et Avocat » diminue de 47 364 euros TTC pour tenir compte du taux moyen de frais effectivement constaté (8 %)

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+143 775 euros) dont le calcul est proportionnel aux dépenses et aux recettes.

RECETTES :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 147 297 euros, en baisse de 1 809 208 euros (-61 %) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par un différé de la perception ou l'annulation de certaines participations constructrices et le blocage du PC de la SNI qui retarde la signature des actes (recette attendue 1 516 116 euros) :

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 71 636 492 euros TTC, soit 74,8 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- Cessions secteurs Logement: 31 281 168 euros TTC, soit 94,7 % du budget cessions logement à terme,
- Cessions secteurs Activité: 18 018 518 euros TTC, soit 74 % du budget cessions Activité à terme,
- Cessions secteurs Centre Urbain: 14 746 009 euros, soit 92,5% du budget cessions Centre Urbain à terme.
- Participations constructeurs: 3 481 552 euros, soit 90 % du budget participations constructeurs à terme,

- Divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 409 867 euros, soit 95.5 % du budget Divers à terme,
- Subventions : 1 325 378 euros, soit 30% du poste à terme. Il faut noter que le budget subvention a été augmenté de 1 574 000 euros correspondant à la hausse de financement demandée au Conseil Régional dans le cadre de la requalification de l'avenue Paul Langevin,
- Participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 10,5 % du budget Participations à terme qui représente 12 839 008 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 11 465 008 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 95 734 9014 euros. Il se répartit entre cessions de charges foncières (76.4%), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (13.4%) participations constructeurs (4%), subventions (4.5%) et produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5%).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m² de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m² de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 2 197 926 euros (soit +2,35%), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018 (93 536 975 euros). Cette augmentation s'explique principalement par :

- une révision à la hausse des prix de cession à l'échelle de la ZAC, suite à la disparition des zonages « Centre urbain » et « Hors centre urbain » dans les pièces graphiques du PLUi adopté en décembre 2019 par le Conseil de Métropole
- l'introduction d'une subvention supplémentaire de 1 574 000 euros sollicitée auprès de la Région pour participer au financement de la requalification de l'avenue Paul Langevin, qui ajoutée à l'opération globale de requalification du cœur de Technopôle porterait le montant de subvention Région à 3 074 000 euros.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructrices s'élève à 3 851 725 euros.

Au 31 décembre 2019 l'Aménageur a encaissé 3 481 552 euros, soit 90 % des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation à l'équilibre du bilan représente 12 839 008 euros, montant inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 11 465 008 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,
- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation a été versée dans son intégralité.

SUBVENTIONS :

L'opération doit bénéficier de 2 825 377 euros de subventions dont 1 325 378 euros ont déjà été versés par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du Technopôle pour un montant de subvention de 1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 200 000 euros HT. Une nouvelle demande de subvention au titre du CRET a été déposée en 2019 pour participer au financement de l'opération de requalification de la rue Paul Langevin. Le montant supplémentaire demandé est de 1 574 000 euros. Le montant total de subvention potentiellement récupérable auprès du Conseil Régional affiché au CRAC 2019 est donc de 3 074 000 euros.

AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base du déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Au 31 décembre 2019 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédent concédant, puis à la Métropole s'élève à 13 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 7 894 026 euros. Ce solde sera versé en 2022.

Cet échéancier pourra être ajusté selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 730 859 euros.

EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme. Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- **Vu**
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-036/20/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM. Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18401/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010, la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » à conclure avec la SOLEAM.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian – Madrague Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017, le périmètre d'intervention de SOLEAM a été réduit au secteur de Mardirossian comme expliqué plus loin, avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié.

La participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7 approuvé par délibération du 28 juin 2018.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 034-6456/19/CM du 20 juin 2019. Le terme de l'opération était alors prévu pour le 7 janvier 2023.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le Bilan de pré-clôture de la concession établie au 31 décembre 2019 qui prévoit le terme de la concession fin 2020.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession s'est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur serait désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux est encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de SOLEAM a été restreinte à une partie du secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Sur ce site, SOLEAM avait confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service à délocaliser du territoire d'Euro Méditerranée avec des bâtiments que la Ville de Marseille souhaitait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude avait été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

La SOLEAM avait engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian avaient été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille. La phase AVP de ces études n'a finalement pas été engagée. En effet, la Ville a renoncé à l'acquisition du foncier et le projet de construction et les modalités d'aménagement du terrain que doit desservir la future traverse Mardirossian n'ont pas été arrêtées.

Pour ces raisons, la Métropole et la SOLEAM sont convenus de mettre un terme à cette opération et de clôturer la concession d'aménagement.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

L'opération est proche de sa clôture et sur l'année 2019, aucun évènement notable n'est à renseigner d'où ce Bilan de Clôture de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan.

ACTIVITE PREVUE A LA CLOTURE DE LA CONCESSION :

Le présent rapport présentant le bilan de pré-clôture de cette concession d'aménagement, il n'y a logiquement plus d'orientation prévue sur 2020 hormis la cession des biens de retours à la Métropole et quelques dépenses à solder.

Le Bilan de pré-clôture s'établit comme suit :

DEPENSES :

*** Sur l'exercice 2019 :**

Les dépenses s'élèvent à 124 540 euros TTC, soit une baisse de 162 812 euros (-57%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart se répartit ainsi :

- Une baisse de 84 240 euros TTC pour le budget Acquisitions-Etudes, les montants provisionnés n'ayant pas été dépenses, à savoir :

- 72 000 euros au titre des pénalités applicables pour la non revente dans les 5 ans du terrain appartenant à la Ville de Marseille et acquis en décembre 2013. Il est à noter que la direction des finances publiques ayant statué sur ce dossier en décembre 2019, la rectification des droits sera réglée en 2020 pour un montant ramené à 35 421€,
- 12 240 euros pour la finalisation des études d'implantation des régies et de la société TOTAL. Ces projets ayant été abandonnés, les études n'ont pas été engagées.

- Une baisse de 4 520 euros TTC sur le budget Travaux, en raison :

- de la retenue de garantie de 3 562 euros sur les travaux de démolition des anciens bâtiments et entrepôts situés sur la rue de Lyon qui sera réglé en 2020,
- des études non-engagées en 2019 pour les travaux d'élargissement et de requalification de la traverse MARDIROSSIAN,

- Une baisse de 39 039 pour le budget Dépenses Annexes, en raison des charges de gestion moins importantes du fait de la diminution des interventions sur le site,

- Une baisse du Budget Rémunération de 35 013 euros TTC, la vente du terrain à Total n'ayant pas aboutie. La rémunération totale étant inférieure à 20 000 euros, il a été appliqué la rémunération planchée.

*** Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :**

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, s'élève à 7 615 304 euros TTC. Ce montant ne représente pas le cumul final des dépenses du bilan. Une provision de 153 793 euros permettra de liquider, sur l'année 2020, des dépenses restantes sur les budgets acquisitions, travaux, dépenses annexes, rémunérations.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses pour les études urbaines et acquisitions : 6 324 808 euros TTC,

- dépenses pour les honoraires techniques et travaux : 109 340 euros TTC,

- dépenses annexes : 150 521 euros TTC,

- rémunérations de SOLEAM : 253 826 euros TTC,

- frais financiers : 776 809 euros TTC,

*** Au terme de l'opération - Bilan de pré-clôture (en TTC) :**

Compte tenu des sommes restant à liquider au cours de l'exercice 2020, il est provisionné 153 793 euros pour couvrir principalement :

- le solde des frais d'acquisition notaire (versement au premier trimestre 2020), pour 35 421 euros,

- l'ajustement du budget Dépenses Annexes 12 504 euros,
- le solde des travaux 3 563 euros,
- la rémunération sur dépenses 2 305 euros et la rémunération de liquidation établie à 100 000 euros.

Le montant total des dépenses au Bilan de Clôture, s'élève donc à 7 769 097 euros TTC.

RECETTES :

*** Sur l'exercice écoulé :**

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 540 119 euros TTC, soit une baisse de 31 500 euros (-6%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart se répartit ainsi :

- Absence de recette pour le budget Cessions, soit une diminution de 30 000 euros TTC, en raison des démarches pour la vente du terrain à Total n'ayant pas abouties.
- Absence de recette pour les Produits de Gestion, soit une diminution de 1 500 euros TTC, le versement sur le contentieux JLB étant décalé à 2020.

*** Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :**

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, hors participations du concédant, s'élève à 27 383 euros correspondant à des produits de gestion et financiers.

Aucune cession n'a été réalisée sur cette opération.

*** Au terme de l'opération - Bilan de pré-clôture (en TTC) :**

Il reste à percevoir une recette de 1 500 euros sur la ligne produite de gestion ainsi que la valorisation des biens de retour à la Métropole pour un montant de 3 588 960 euros dans le courant de l'année 2020.

D'autre part, en fin d'exercice, l'opération enregistre un solde positif de TVA de 154 539 euros.

Le montant total des recettes à terme est de 3 772 382 euros.

PARTICIPATIONS DU CONCEDANT :

L'écart entre dépenses et recettes détermine un déficit de 3 996 715 euros.

La participation du concédant, déjà versée à l'opération s'élève à 7 708 919 euros dont :

En numéraire : 7 040 119 euros par la Métropole

En apport foncier : 668 800 euros par la Ville de Marseille

Le trop-perçu, à restituer à la Métropole s'élève à 3 712 204 euros.

Une part de cet excédent est affectée à l'acquisition par la Métropole des biens de retour, pour un montant de 3 588 960 euros selon valeur estimée par les Domaines.

Il en résulte un solde positif que l'aménageur doit restituer à la Métropole d'un montant de 123 244 euros.

EMPRUNTS :

Pour mémoire, SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement échelonné jusqu'en 2018. L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-037/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18406/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- VII. la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- VIII. la reconstruction de 389 logements sociaux répartis sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- IX. la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- X. le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

Le périmètre de l'opération d'aménagement de la Savine se développe sur un territoire d'environ 14 hectares bordé par le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine, le boulevard du Bosphore et la Traverse Bérenger, et englobant l'entier plateau de la Savine haute.

La seconde phase du projet à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans

portant son échéance au 15 décembre 2022 et sur l'actualisation du bilan financier.

Par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 28 Juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Entre 2017 et 2019, la SOLEAM a pu acquérir la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation des aménagements programmés au titre du Programme National de Rénovation Urbaine. Ainsi, les travaux de démolition et d'aménagement ont pu être engagés sur l'ensemble des secteurs opérationnels définis au programme de la concession. Les chantiers auront à se poursuivre au-delà de 2020, au gré du décalage des plannings opérationnels des opérations de bâtiment.

Enfin, par avenant 8 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 20 Juin 2019, il a été acté l'échéancier de versement de la participation du concédant au regard des besoins de trésorerie induits par les nouvelles acquisitions foncières à réaliser, et de la modification du montant global de la participation du concédant ; les conditions de rémunération forfaitaire et de rémunération de liquidation ; l'échéancier de prise de rémunération par anticipation.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 035-6457/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2019.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

*** Maîtrise foncière :**

Il est à noter que le budget « acquisitions » distingue les acquisitions au titre de la phase 1 du projet (PNRU) de celles prévues au titre de la phase 2 du projet (NPNRU).

- Acquisitions « privés »

Au 31 décembre 2019, près de 81% des acquisitions de biens privés ont été réalisées :

- L'acquisition à l'amiable le 26 novembre 2018, de la parcelle bâtie correspondant à la propriété KIPTIOGLOU, sur laquelle plusieurs immeubles sont à démolir en vue de la poursuite des travaux d'aménagement des espaces publics (Pôle bus, secteur « Entrée Tuves/Bosphore »),
- L'acte d'acquisition par préemption de l'immeuble sis 9 traverse Merlin (propriété SISEK),
- Reste à formaliser en 2020, les acquisitions nécessaires à l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves.

- Acquisitions « partenaires institutionnels » :

Au 31 décembre 2019, 52% des acquisitions auprès des partenaires institutionnels ont été réalisées et se répartissent comme suit :

- Les immeubles et terrains acquis auprès de l'EPF, les 8 octobre 2015 et le 12 décembre 2016,
- Les acquisitions foncières, restant à réaliser auprès de LOGIREM, pour les emprises des aménagements en cours de réalisation par SOLEAM sur les secteurs « Nouvelle Voie de Maillage », « Parc du Canal », « Bd Circulaire Sud » et « chemin du Vallon des Tuves » ainsi que du plateau de la Savine haute (en 2022 au titre de la phase 2).

- Acquisitions « concédant » :

Au 31 décembre 2019, 51% des acquisitions « Concédant » ont été réalisées et se répartissent comme suit :

- Les terrains inclus dans les emprises des lots TU01, TU02/03, et TU05. La SOLEAM a ainsi acquis la pleine maîtrise foncière des lots TU01 et TU05, en vue de la cession à Immobilière Méditerranée (I3F), dont le démarrage des chantiers de construction est repoussé à fin 2020. La maîtrise foncière des emprises concernées par le lot TU02/03 se poursuivra en 2020, en parallèle des études et démarches de commercialisation de ce lot.

Il est à noter que le solde est planifié en lien avec l'avancement des travaux et des commercialisations.

*** Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :**

Au 31 décembre 2019, la plupart des opérations d'aménagement programmées dans la concession (hors chemin du Vallon des Tuves, prévu en NPNRU) sont en phase opérationnelle (travaux du Mail et du boulevard de la

Savine – lancement des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » - Appel d'offres lancé pour les travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » en décembre 2020).

Les études PRO sur le secteur « chemin du Vallon des Tuves » se poursuivent au premier semestre 2020, en parallèle des phases d'acquisition foncières.

Il est à noter que l'ensemble des missions de MOE, CSPS, OPC-U, CT, Médiation chantier ont été notifiées. Leur exécution financière se poursuit en 2020.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc (résidence « La Mûre » et « Couronne »). Par ailleurs, sur le site bas de la Savine la Ville de Marseille a poursuivi la construction de la crèche et du centre social pour une livraison prévue au second trimestre 2020.

LOGIREM poursuit ses opérations de désamiantage/réhabilitation de la résidence Petite Savine ainsi que les désamiantage/démolitions.

*** Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :**

Au 31 décembre 2019, 19% du total des cessions prévues ont été réalisées et se traduisent essentiellement comme suit :

- Immobilière Méditerranée (I3F) n'a pu engager les travaux de construction des lots TU01 & TU05 en 2019 malgré la signature des Actes authentiques début 2019. Les chantiers doivent démarrer au dernier trimestre 2020, du fait des aléas contractuels et autres consultations travaux infructueuses

- Pour le lot SHL07, le transfert du foncier entre LOGIREM et l'opérateur privé SEARIM a été réalisé pour un programme de 33 logements en accession sociale.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2019 a porté principalement sur :

*** Maîtrise foncière :**

Les négociations foncières à l'amiable pour les derniers terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement (Phase 1 : PNRU), et appartenant à des propriétaires privés ont été finalisées.

La maîtrise foncière des parcelles intégrées à l'aménagement du mail du Bosphore, a pu intervenir à l'amiable.

La signature du protocole foncier tripartite entre LOGIREM, SOLEAM et VILLE DE MARSEILLE est intervenue en février 2019. Les échanges techniques pour la signature d'une promesse de vente concernant les emprises de la voie de Maillage et Parc du Canal appartenant à LOGIREM se sont tenus jusqu'à 2020.

*** Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :**

Les opérations d'aménagement programmées en phase opérationnelle :

- Les travaux d'aménagement du Bd de la Savine sont en voie d'achèvement,
- Les chantiers de la Nouvelle Voie de Maillage et Parc du Canal se poursuivent avec plusieurs opérations de dévoiement de réseaux existants.
- La phase de préparation des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » est en cours,
- L'appel d'offres travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » a été lancé pour une attribution des marchés au 1er trimestre 2020 et un démarrage travaux au second trimestre 2020,

Les marchés de travaux pour la démolition des immeubles situés 2 rue de la Pagode (acquisition par SOLEAM fin 2018), ont été attribués, mis en œuvre et réceptionnés au premier semestre 2019. La démolition de l'immeuble avec la pharmacie et la boulangerie, devra attendre le transfert des commerces, une fois l'immeuble TU01 construit (fin 2021, voire en 2022).

Pour le lot SHL07, le démarrage des travaux de construction du programme immobilier (logements en accession sociale) a eu lieu en juillet 2019 et se poursuivra en 2020 sous maîtrise d'ouvrage du promoteur.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La cession des lots TU01 & TU05 au profit d'Immobilière Méditerranée (I3F) est intervenue en février 2019. L'acte authentique avec I3F sur le lot TU01 a été réitéré.

La réitération par acte authentique avec SEARIM concernant le lot SHL07 (programme de logements en accession sociale, Savine haute) a eu lieu en mai 2019.

* Subventions

Concernant l'ANRU, un acompte de 1,5M€ a été sollicité en 2018, son versement est intervenu en 2019.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE POUR 2020 ET LES ANNEES SUIVANTES :

Les perspectives 2020 et années suivantes vont porter sur :

* Maîtrise foncière :

- Foncier Ville

Les terrains Ville (lots TU02/03) sont en cours de transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence, en vue de leur cession à la SOLEAM par voie d'apport en nature à l'opération en 2020.

- Foncier privé et DUP

Les dernières acquisitions privées prévues, quant à elles, concernent le secteur d'aménagement du « chemin du vallon des Tuves », objet d'une DUP, SOLEAM poursuit pendant les démarches amiables.

Les biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocédés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. La valorisation de ces biens sera étudiée dans le cadre du NPNRU.

- Foncier Partenaires institutionnels

Le périmètre de la concession d'aménagement a été étendu pour permettre à la SOLEAM de signer un protocole foncier avec LOGIREM sur les terrains du plateau haut (Cf. avenant n°6) et implique le rachat par la SOLEAM et la Ville de Marseille, des emprises foncières appartenant à la LOGIREM. Ces acquisitions, dont un phasage est prévu jusqu'en 2022, concerne :

- Entre 2019 et 2020 : l'emprise des aménagements qui seront réalisés par la SOLEAM dans le cadre du PNRU (voie de maillage, Parc du Canal, Bd circulaire, Vallon des Tuves),
- En 2022 : le cœur de la Savine haute, au fur et à mesure des démolitions opérées par LOGIREM.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, études MOE et pré-opérationnelles, démolitions :

Sont prévus :

- la poursuite du chantier de la nouvelle voie de maillage et du parc du canal, jusqu'au troisième trimestre 2020.

SOLEAM demande de noter que l'exécution de l'escalier nommé la « traverse du Coteau » ne peut être réalisée telle que prévue initialement, le déroulement du chantier ayant mis en évidence la fragilité de la couverture du Canal de Marseille et donc l'impossibilité de mettre en place l'atelier de réalisation de l'ouvrage comme prévu. Du point de vue de SOLEAM, l'adaptation nécessaire à la réalisation de cet ouvrage aura un impact opérationnel et urbanistique et un impact financier concomitant (environ 1 million d'euros). Ce surcoût n'est pas intégré au présent CRAC.

Cette situation devra être éclaircie car l'ouvrage en question apparaît sur les plans du projet depuis 2016. Il est donc censé être intégré aux études qui ont permis de fixer le budget de la concession.

- le lancement des travaux sur le secteur « Carrefour Tuves/Bosphore » dont le marché a été notifié fin 2019, pour un démarrage travaux en février 2020.

- le démarrage des travaux sur le secteur « Bd Circulaire Sud » en avril 2020.

- le lancement des appels d'offres pour les travaux du secteur « chemin du vallon des tuves » à l'été 2020. Le démarrage du chantier sera calé en fonction de l'avancement des acquisitions foncières, et phasé en fonction de la fin des travaux de la nouvelle voie de maillage.

- la poursuite du désamiantage puis des démolitions des bâtiments G2 et I3 par LOGIREM.
- la poursuite des démolitions sur les parcelles des futurs lots TU01 et TU02/03 entre 2020 et 2021.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La commercialisation de l'îlot TU02/03 est reportée du fait du contentieux en cours avec les héritiers évincés. Les prévisions de cession sont estimées sur 2022 (NPNRU).

* Subventions

Subsiste la recherche d'un financement ANRU supplémentaire dans le cadre de l'avenant au protocole NPNRU pour notamment l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves programmé en 2020 qui pourrait bénéficier d'une subvention à hauteur de 833 521 euros. Le dossier est en cours d'instruction par la DDTM.

Il est à noter que le démarrage retardé des chantiers de TU01 & TU05 (lancement travaux prévu en avril-mai 2020) aura pour conséquence directe un décalage des travaux d'aménagement en 2021, en dehors des calendriers ANRU. Une demande de report de solde sera à formuler auprès de l'ANRU, selon l'avancement des chantiers au premier semestre 2020. Le solde de la subvention en cas d'accord par l'ANRU pourrait être encaissé en 2021.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 4 887 943 euros TTC, soit un retard de -4 554 454 euros (-48%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

L'écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Etudes de -117 502 euros consécutive à la diminution de l'exécution des dépenses sur l'exercice 2019 au prévisionnel mais correspond néanmoins aux besoins liés aux opérations programmées en 2019.

- d'un retard sur les acquisitions foncières, lié notamment :

- au décalage en 2020 de la signature de la promesse de vente pour les emprises de la voie de Maillage et Parc du Canal appartenant à LOGIREM (257 956 euros)
- au décalage du chantier TU01 qui conditionne l'acquisition des fonds de Commerce Bar Brasserie Tabac Pmu (Zidat) (-198 000 euros).

- d'une baisse du budget Honoraires Techniques (études sur travaux) de -239 832 euros consécutive :

- au décalage des missions de maîtrise d'œuvre pour le secteur Vallon des Tuves/Carrefour du Bosphore du fait d'un appel d'offres de travaux infructueux,
- au décalage d'exécution des honoraires de maîtrise d'œuvre du fait de l'interruption du chantier d'aménagement du Bd et mail de la Savine lié à la coordination des travaux avec le chantier du Centre Social sous MOA Ville de Marseille,
- au ralentissement du chantier de la Nouvelle voie de maillage et Parc du Canal du fait de la coactivité avec le chantier de la petite Savine sous MOA LOGIREM,
- au décalage de la remise du DCE du boulevard circulaire sud fin 2019,

- d'une baisse du budget travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) de -3 623 102 euros consécutive principalement :

- à la révision à la baisse du montant de démolition pour les lots TU02/03, (-102 686 euros)
- au décalage de la programmation de la démolition pour les lots du Mail et TU01/03, (-168 000 euros)
- La participation financière (204 000 euros) aux travaux de dépollution qui seront réalisés par I3F sur le lot TU01, dont l'acte authentique a été réitéré en début d'année 2019, est reportée en 2020 du fait du report des travaux de construction annoncé par I3F
- aux décalages opérationnels sur les secteurs « Vallon des Tuves/Carrefour du Bosphore », « Mail et Bd de la Savine », « Nouvelle voie de maillage et Parc Canal », « Bd circulaire sud » pour 2 429 540 euros.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 11 579 283 euros TTC, soit 33% du montant

des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement (34 675 900 euros).

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses Etudes : 362 693 euros, soit 48% du budget Etudes figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses acquisitions foncières (Privés/Privés Biens de retour, Partenaires institutionnels/ Partenaires institutionnels Biens de retour, Protocole Foncier concédant, Fonds de commerce) : 3 560 940 euros, soit 49,5% du budget foncier figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Honoraires Techniques (études sur travaux) et travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) : 6 461 632 euros, soit 26,5% des budgets Honoraires Techniques et travaux d'aménagement figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Annexes et Frais Financiers : 141 488 euros, soit 40% des budgets Dépenses Annexes et Frais Financiers figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- rémunérations de SOLEAM : 1 052 530 euros, soit 53% du budget Rémunération figurant au bilan prévisionnel de la concession,

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des dépenses, s'élève à 34 675 900 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- budget Etudes : 748 079 euros, soit 2% des dépenses totales,
- budget des acquisitions foncières (Privés/Privés Biens de retour, Partenaires institutionnels/ Partenaires institutionnels Biens de retour, Protocole Foncier concédant, Fonds de commerce) : 7 170 946 euros, soit 22% des dépenses totales,
- budgets Honoraires Techniques (études sur travaux) et travaux d'aménagement (Démolitions, Dépollution, Travaux) : 24 409 567 euros, soit 75% des dépenses totales,
- budgets Dépenses Annexes et Frais Financiers : 356 141 euros, soit 1% des dépenses totales,
- rémunérations de SOLEAM : 1 991 167 euros, soit 6% des dépenses totales,

Cette répartition reste très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé. En effet, les dépenses prévisionnelles diminuent de 8 404 euros.

RECETTES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 6 046 246 euros TTC, soit une baisse de -1 597 567 euros (-21%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Cessions de -153 517 euros consécutive au décalage de la commercialisation du lot TU02/03 pour l'année 2020,
- d'une baisse du budget Subventions de -1 442 450 euros consécutive :
 - à la captation de 50% des subventions de la Région pour le Vallon des Tuves. Les 50% restants seront versés en 2020.
 - au décalage à janvier 2020 de l'encaissement de la participation aux équipements VdM (PRU) soit la somme de 1 314 150 euros.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 14 198 910 euros, soit 43,5 % du montant total des recettes

figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (32 565 948 euros).

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions cumulées (Accession Libre, Accession Sociale, Locatif Social, Cessions, Cessions Commerces) : 918 217 euros, soit 19% des budgets cumulés pour les Cessions figurant au bilan prévisionnel,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 128 118 euros, soit 66,5% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,
- subventions (ANRU, Région, Participation aux équipements VdM) : 4 184 344 euros, soit 30% du budget Subventions figurant au bilan prévisionnel,
- participations (Métropole à l'équilibre, Métropole aux équipements, Ville de Marseille à l'équilibre, en Nature selon protocole foncier concédant) : 8 968 231 euros, soit 65% du budget Participations figurant au bilan prévisionnel,

*** Au terme de l'opération (en TTC) :**

Le montant prévisionnel total des recettes, hors participations du concédant s'élève à 18 746 599 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- cessions cumulées (Accession Libre, Accession Sociale, Locatif Social, Cessions, Cessions Commerces) : 4 715 212 euros, soit 14,5% du montant total des recettes,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 192 476 euros, soit 0,5% du montant total des recettes,
- subventions (ANRU, Région, Participation aux équipements VdM) : 13 838 911 euros, soit 42,5% du montant total des recettes,
- TVA Résiduelle : la TVA reversée à l'opération est estimée à 2 109 953 euros (-6%).

Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles diminuent de -59 429 euros, soit -0,18%.

PARTICIPATIONS DU CONCEDANT :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 13 819 349 euros. Elle est inchangée par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit de la sorte :

- La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics comme suit :
 - déjà versés au 31 décembre 2019 : 6 637 329 euros TTC
 - 2020 : 2 041 667 euros TTC
 - 2021 : 377 113 euros TTC
- La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 3 646 590 euros comme suit :
 - déjà versés au 31 décembre 2019 : 1 500 902 euros
 - 2020 : 0 euros
 - 2021 : 842 989 euros
 - 2022 : 1 302 699 euros
- L'apport foncier en du concédant à SOLEAM est estimé à 616 650 euros et se répartit comme suit :
 - au 31 décembre 2019 : 330 000 euros
 - 2020 : 286 650 euros

XI. La participation de la Ville de Marseille :

- 500 000 euros intégralement versée

SUBVENTIONS :

Les différentes subventions venant de l'ANRU, la Région ainsi que la Participation aux équipements Ville de Marseille dans le cadre du PRU s'élèvent à 13 838 911 euros. Elles sont inchangées par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartissent de la sorte :

- ANRU, d'un montant prévisionnel de 8 613 461 euros réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 2 741 894 euros
- 2020 : 960 342 euros
- 2021 : 4 911 225 euros

- Région, d'un montant prévisionnel de 1 283 000 euros réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 128 300 euro
- 2020 : 750 937 euros
- 2021 : 403 763 euros

- Participation aux équipements Ville de Marseille, d'un montant prévisionnel de 3 942 450 euros TTC réparti comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 1 314 150 euros TTC
- 2020 : 2 628 300 euros TTC

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 2 292 848 euros

EMPRUNTS :

L'emprunt prévu en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros n'a pas été contracté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-038/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18656/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 23. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions, de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007.

La ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 22 avenants portant notamment sur, la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2022.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu culturel pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

Le projet de construction d'un édifice culturel ayant été abandonné, la Ville de Marseille a résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019.

L'enjeu de cette ZAC est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Ainsi le programme des équipements publics de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 032-6454/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2019 et l'avenant 23 à la concession d'aménagement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les implantations réalisées dans le périmètre de la ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

* Maîtrise foncière :

Au 31 décembre 2019, toutes les acquisitions foncières prévues ont été réalisées.

* Travaux d'aménagement des équipements publics et démolitions :

La SOLEAM a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge, qui est ouverte à la circulation depuis janvier 2017. Les tronçons de voiries qui desservent le village d'entreprises Urban Parc et l'ensemble des travaux de démolitions sont également achevés.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

Au 31 décembre 2019, 84% du budget travaux VRD a été dépensé.

100% des dépenses de démolition ont été réalisées.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Au 31 décembre 2019, toutes les cessions de logements ont été réalisées alors que 58% des cessions d'activités ont été réalisées.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

* Etudes :

L'ensemble des études en vue des travaux est finalisé.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, entretien et sécurisation de la ZAC :

De nombreuses interventions ont dû être commandées pour l'enlèvement de dépôts sauvages et diverses interventions de sécurisation des emprises de la ZAC (décrire les aménagements).

Les travaux concernant les voies Avenue Journet et Avenue Cascade ainsi que les réseaux ont été réalisés.

Un parc de stockage provisoire, pour les poteaux du service de l'éclairage de la Ville de Marseille a été livré fin octobre 2019.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire prévue en 2019 :

- Pour le lot Fb : aucun prospect n'a été trouvé à ce jour pour ce terrain
- Pour le lot G2 « Formation et Métiers » : pour mémoire, la signature d'un compromis de vente a eu lieu le 16 décembre 2015 portant sur un programme de Plateforme d'Insertion Innovante Professionnelle de 5 800 m² de SDP. La signature courant 2019 d'un acte authentique n'a pu se réaliser car l'acquéreur n'avait pas encore reçu l'accord pour la subvention attendue de la Région.
- pour le lot G1 « Ribièrè » : pour mémoire, la signature d'un compromis de vente a eu lieu le 06/12/16 avec Me Ribièrè pour un projet d'environ 1 200 m² de bureaux et d'activités, la réitération n'a pas pu être réalisée à la fin de l'année.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE POUR 2020 ET LES ANNEES SUIVANTES :

* Etudes :

- Les études de pollution sur les terrains restant à commercialiser seront finalisées début 2020 et une servitude d'utilité publique de la zone polluée sous la place de l'horloge sera instaurée en lien avec la DREAL.
- Un diagnostic sur l'état structurel des passerelles au-dessus du bd Ledru Rollin et une étude de faisabilité d'un cheminement piétonnier entre la passerelle Nord et le jardin de la Calade seront menés.
- Des études environnementales complémentaires seront engagées sur l'ilot H de façon à affiner les surcoûts d'évacuation et d'élimination des terres non inertes.

* Travaux d'aménagement des équipements publics, entretien et sécurisation de la ZAC :

- Sécurisation des emprises des lots à bâtir dont la réitération n'a encore pu intervenir (P2IP, RIBIERE, SOGIMA ilot H) ainsi que le lot Fb restant à commercialiser par la pose de bordures GBA surmontées de palissades métalliques.
- Finalisation des opérations de remise en gestion des ouvrages de voirie réalisés en 2019 (bouclage des avenues Journet et de la Cascade). Les dernières réserves seront levées au premier trimestre 2020, permettant de formaliser la rétrocession des ouvrages auprès des services gestionnaires et concessionnaires.

* Travaux de constructions :

La construction des opérations prévues par l'association FORMATION ET METIER, Me RIBIERE, SOGIMA, sur les ilots en cours de cession est attendue en 2020

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Les signatures des actes authentiques de vente ou compromis de vente suivants ont été reportées en 2020 :

- Lot G1 « Ribièrè » : signature acte authentique courant 2020 pour un projet de 1 200 m² de bureaux et activités,
- Lot G2 « Formation et Métiers » : signature acte authentique au premier semestre 2020 (compromis caduc depuis le 31 décembre 2017) pour un programme de Plateforme d'Insertion Innovante Professionnelle de 5 800 m² sdp. Il est à noter que si la réitération n'aboutit pas dans le délai indiqué, la Métropole devra arbitrer sur les suites à donner à cette cession.
- Lot H « SOGIMA » : signature d'un avenant au compromis de vente courant 2020 pour un programme de locaux d'activités de 1500 m² sdp. Réitération en 2020 également.
- Lot Fb (2000 m²) : identifier un acquéreur pour signature d'un compromis de vente.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 1 371 317 euros TTC, en hausse de 652 388 euros par rapport aux

prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une légère hausse du budget Honoraires Techniques de 6 297 euros due à la réévaluation de ceux-ci pour les travaux de voirie,
- d'une importante hausse du budget Travaux de 643 311 euros du tout d'abord à un surcoût de 100 000 euros HT pour l'aménagement des avenues Journet et Cascade mais surtout du fait de la réalisation des travaux en une année (2019) alors que le marché était échelonné sur 3 ans,
- d'une hausse du budget Dépenses Annexes de 30 607 euros due aux multiples interventions d'enlèvement de dépôts sauvages et de sécurisation des emprises de la ZAC.

Il est à noter que cette forte augmentation des dépenses est légèrement compensée par :

- une baisse des dépenses d'Etudes Diverses de 24 579 euros due au décalage du diagnostic sur l'état des ouvrages d'art (passerelles) et l'annulation des études complémentaires sur la qualité des sols pour la SUP place des Anciens abattoirs,
- à une légère baisse de la rémunération de 3 248 euros due à la baisse des rémunérations sur recettes.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, s'élève à 9 259 946 euros TTC, soit 87% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses Foncier : 2 243 288 euros, soit 100% du budget Foncier figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Travaux (dont Etudes) : 4 401 037 euros, soit 84,5% du budget Travaux figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Démolitions : 778 470 euros, soit 100% du budget Démolitions figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Honoraires Techniques : 442 705 euros, soit 87% du budget Honoraires Techniques figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Annexes (dont charges de gestion) : 631 224 euros, soit 63% du budget Dépenses Annexes figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- dépenses Frais Financiers : 12 359 euros, soit 100% du budget Frais Financiers figurant au bilan prévisionnel de la concession,
- rémunérations de SOLEAM : 750 863 euros, soit 84% du budget Rémunération figurant au bilan prévisionnel de la concession.

* Au terme de l'opération (en TTC) :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 10 515 367 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- budget Foncier : 2 243 288 euros, soit 21,5% des dépenses totales,
- budget Travaux (dont Etudes) : 5 211 122 euros, soit 49,5% des dépenses totales,
- budget Démolitions : 778 471, soit 7% des dépenses totales,
- budget Honoraires Techniques : 509 975 euros, soit 5% des dépenses totales,
- budget Dépenses Annexes (dont charges de gestion) : 998 441 euros, soit 9,5% des dépenses totales,

- budget Frais Financiers : 12 360 euros, soit 0,1% des dépenses totales,
- rémunérations de SOLEAM : 891 211 euros, soit 8,5% des dépenses totales,
- TVA Résiduelle : la TVA reversée à l'opération est estimée à 129 501 euros, soit 1% des dépenses totales.

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de 768 736 euros, soit +6,5%. Cette nette augmentation s'explique principalement par :

- une forte hausse du budget Travaux (dont Etudes) de 304 020 euros du tout d'abord à l'intégration de diagnostics complémentaires liés à la pollution des terres (dépôts sauvages), à l'intégration de missions d'AMO « transition » pour la gestion des terrains mais aussi et surtout à un ajustement du montant des travaux de VRD/Réseaux auquel s'ajoute une provision complémentaire pour les travaux de la place de l'Horloge (selon les prescriptions de la DREAL dans le cadre de la servitude d'utilité publique),
- une hausse du budget Honoraires Techniques de 49 660 euros due à l'intégration des montants des honoraires pour les travaux complémentaires de la place de l'Horloge,
- une forte hausse du budget Dépenses Annexes de 376 975 euros afin d'intégrer les dépenses récurrentes d'évacuation de dépôts sauvages ainsi que les travaux de sécurisation et aménagements provisoires.
- une hausse de la rémunération de SOLEAM de 38 081 euros suivant l'évolution des dépenses et recettes.

RECETTES :

*** Sur l'exercice écoulé :**

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, qui se résument à la participation du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 209 718 euros TTC, soit une baisse de -1 001 202 euros (-83%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une importante baisse du budget Cessions de 972 600 euros consécutive au report de signatures des actes authentiques en 2020 pour le lot G2 « Formation et Métiers » et le lot G1 « Ribière ».
- d'une baisse du poste Produits locatifs de 28 602 euros correspondant aux loyers attendus de la Ville de Marseille pour l'exploitation du parc à poteaux qui n'ont pas été perçus sur 2019, le parc ayant été livré en fin d'année.

*** Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :**

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et apport foncier), s'élève à 8 312 519 euros, soit 79% du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (10 515 367 euros).

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions cumulées (Logements, Activités) : 4 870 353 euros, soit 77,5% des budgets cumulés pour les Cessions figurant au bilan prévisionnel,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 86 237 euros, soit 36% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,
- participations de la Métropole et de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan : 3 355 929 euros, soit 84% du budget Participations figurant au bilan prévisionnel.

*** Au terme de l'opération (en TTC) :**

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et apport foncier), s'élève à 10 515 367 euros.

Ce montant se répartit principalement entre :

- cessions cumulées (Logements, Activités) : 6 272 072 euros, soit 59,5% du montant total des recettes,
- divers (dont les produits de gestion locative et produits financiers) : 240 569 euros, soit 2,5% du montant total des recettes,
- participations de la Métropole et de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan: 4 002 726 euros, soit 38%.

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de 648 597 euros, soit +6,5%. Cette forte augmentation correspond principalement à la hausse de la participation de la Métropole à l'équilibre qui augmente de 646 797 euros pour correspondre à l'augmentation des dépenses.

PARTICIPATIONS DU CONCEDEANT :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 4 002 726 euros. Elle est en hausse de 646 797 euros par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit de la sorte :

- La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 856 515 euros comme suit :
 - déjà versés au 31 décembre 2019 : 209 718 euros
 - 2020 : 0 euros
 - 2021 : 646 797 euros
- L'apport foncier en nature du concédant à SOLEAM est estimé à 2 209 829 euros et se répartit comme suit :
 - au 31 décembre 2019 : 2 209 829 euros. La totalité est réglée, plus aucun apport n'est prévu.
- La participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 936 382 euros comme suit :
 - totalité versée au 31 décembre 2019 : 936 382 euros (avant le 31 décembre 2015)

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est négatif et représente -1 069 219 euros.

L'AVENANT 23 A LA CONVENTION DE CONCESSION :

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de modifier la participation du concédant à l'équilibre du bilan – passant de 3 355 929 euros TTC à 4 002 726 euros TTC – et son échéancier de versement afin de tenir compte des dépenses supplémentaires liées à l'état de pollution des terrains et à la nécessité de réaliser des travaux surfaciques sur la place de l'Horloge, conformément aux prescriptions imposées par l'instruction de la Servitude Utilité Publique (SUP). Le poste charges de gestion est aussi considérablement augmenté du fait de dépenses récurrentes d'évacuation de dépôt sauvage dans la ZAC et de travaux de sécurisation. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Approbation du compte rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement concerté de Saint

Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 23 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Approbation du compte rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement concerté de Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-039/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de Saumaty-Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan. Approbation de l'avenant n°21

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18403/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de Saumaty-Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 21 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saumaty-Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty-Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal de Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

Les objectifs du programme de construction sont de 200 000 m2 SDP dont 140 000 m2 de locaux d'activité et 60 000 m2 de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°20, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 avait prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2021. L'avenant 21, présenté conjointement au présent CRAC, a pour objet la prorogation d'une année, jusqu'au 13 Janvier 2022, pour mener à bien la fin des procédures judiciaires ainsi que les commercialisations et travaux en cours.

Par Délibération URB 043-7935/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la suppression de la ZAC de Saumaty-Séon à Marseille.

Le CRAC au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération URB 035-6457/19/CM du 20 juin 2019.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2019 et l'avenant 21 à la concession d'aménagement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

* Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent, aux terrains d'assiette de voies publiques qu'elle a aménagées au titre du programme des équipements publics de la ZAC et qui n'ont pas encore pu être rétrocédées à la Métropole ainsi qu'à 4 terrains restant à commercialiser :

« Terrain Rouvière », 42 traverse Bruno Razzoli, 1 imp Guichard et rue Henri et Antoine Maurras.

À la demande de la Métropole, un terrain correspondant à la concession NISSAN CAP JANET AUTO

Concerné par une réservation du PLUi pour le Pôle multimodal de Saint André a fait l'objet d'une préemption par l'aménageur au premier trimestre 2020.

* Procédures en contentieux en cours :

Résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL - immeuble n° 63-65 rue Condorcet : La SOLEAM doit mener à son terme la procédure, la SCI AWAL ayant fait appel du jugement du TGI du 14 mars 2017 prononçant la résolution de la vente. Cette résolution a été prononcée par voie judiciaire en décembre 2019.

Expulsion de l'association « Tapis Vert » occupant sans droit ni titre le n°1 impasse Guichard : la procédure d'expulsion engagée par la SOLEAM en 2018 n'a pu aboutir faute pour la SOLEAM d'être propriétaire du n°1 impasse Guichard. Une nouvelle procédure a été lancée en 2019, SOLEAM étant propriétaire depuis mars 2019. Le jugement rendu courant décembre 2019 s'est révélé favorable à SOLEAM avec autorisation d'expulsion de l'occupant.

* Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La SOLEAM détient encore 4 700 m² de terrains à bâtir répartis entre les 4 tènements évoqués ci avant. La constructibilité de ces terrains est estimée à 1 600 m² sdp.

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 172 900 m² de surface de plancher (soit 86% de l'objectif de 200 000 m² sdp), dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 81% de l'objectif de 140 000 m² sdp) et 60 000 m² pour du logement (soit 100% de l'objectif de 60 000 m² sdp).

* Aménagement des équipements publics :

Les équipements publics de la concession (anciennement ZAC) ont été réalisés, avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, une Maison pour Tous, des parkings et places.

Il reste des travaux de remise à niveau, liés au vieillissement des voies, nécessaires pour finaliser les remises d'ouvrages à la Métropole. Le maillage de la rue Antoine Maurras avec la contre-allée André Roussin doit se réaliser en 2020.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2019) :

* Maîtrise foncière :

L'acquisition prévue, à titre gratuit, auprès de la Métropole, du terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard a abouti en 2019.

Le projet d'acquisition du terrain du Mail des écoles de St Henri a été abandonné. La Métropole en reste propriétaire dans la perspective d'une clôture prochaine de la concession.

* Commercialisation de terrains :

La signature de l'acte authentique relatif à la cession à la LOGIREM du terrain "Rouvière" (devant accueillir un projet d'habitat participatif porté par l'association Corail) n'a pas pu intervenir en 2019 car le montage technique du projet a abouti à des difficultés de financement. La signature a de ce fait été annulée.

Un compromis de vente relatif au terrain à bâtir du n°42 traverse Bruno Razzoli (1 078 m²) a été signé en décembre 2019.

* Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Séon » ont été poursuivies en 2019.

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement de la rue Henri et Antoine Maurras et de maillage de cette voie avec la contre-allée de l'Av André Roussin - secteur « Séon », ont été finalisées en 2019.

* Travaux d'aménagement des équipements publics :

Dans le secteur « Saumaty », les travaux d'élargissement de la traverse Va à la Mer ont été réceptionnés à l'été 2019 et les réserves ont été levées.

Par ailleurs, SOLEAM a mis en place un diagnostic de l'ensemble des ouvrages restant à remettre en gestion auprès des différents services municipaux, métropolitains et des concessionnaires, qui permet d'identifier les travaux de remises à niveau préalables à la prise en gestion par les collectivités.

Le processus de remise en gestion des ouvrages se poursuit en 2020 et 2021 jusqu'à finalisation.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE POUR 2020 JUSQU'A SA CLOTURE EN JANVIER 2022 :

* Maîtrise foncière :

La SOLEAM prévoit :

- la préemption de l'emprise foncière correspondant à la concession NISSAN CAP JANET AUTO effectuée à la demande du concédant.
- la finalisation de l'expulsion de l'occupant sans droit ni titre au 1 impasse Guichard.

* Commercialisation de terrains :

La SOLEAM projette de commercialiser en 2020 et 2021, deux des derniers terrains à bâtir de la concession, d'une contenance globale de 1 450 m² et portant une sdp potentielle de 300 m² :

- le terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (portant 300m² de sdp)
- le terrain de la rue Henri et Antoine Maurras (1 006 m²) que la RTE souhaite acquérir afin de créer un accès supplémentaire au transformateur de Saint André.

Il est à noter que SOLEAM recherche également un nouvel acquéreur pour le terrain Rouvière.

La finalisation des commercialisations pour les 4 terrains restants : traverse Razzoli, l'impasse Guichard, rue Maurras et Rouvière est prévue d'ici le terme de la concession prorogée. Pour l'instant, l'aménageur a inscrit ces terrains en biens de retour au concédant dans le CRAC. Soit ces terrains seront finalement cédés, soit la Métropole se substituera à la SOLEAM dans les compromis de ventes qui auront pu être signés ou rachètera les terrains non cédés.

* Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux d'élargissement du carrefour rue Rabelais/rue Elie Pelas seront finalisées en 2020.

Le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder se poursuit en 2020 et 2021 jusqu'à finalisation. En parallèle SOLEAM poursuit le processus de remise en gestion auprès des services municipaux, métropolitains et des concessionnaires.

* Travaux d'aménagement des équipements publics :

La SOLEAM va réaliser en 2020 et 2021 les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la concession d'aménagement :

- secteur « Saumaty » :

Divers travaux de réfection ponctuelle des revêtements de chaussée et trottoirs des voies identifiées par le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder et levée des éventuelles réserves

- secteur « Séon » :

Réfection du revêtement des trottoirs de la rue Henri et Antoine Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du n°1 impasse Guichard)

Divers travaux de réfection ponctuelle des revêtements de chaussée et trottoirs des voies identifiées par le diagnostic général sur les ouvrages restant à rétrocéder et levée des éventuelles réserves

* Travaux de démolition :

La SOLEAM va réaliser en 2020 et 2021 la démolition de la construction au 63/65 rue Condorcet (la résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL étant effective depuis décembre 2019).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 226 175 euros TTC, soit une baisse de 63 913 euros (-22%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse sur le budget Foncier de 112 114 euros consécutive au différé de la résolution de la vente à la SCI AWAL prononcée par voie judiciaire en décembre 2019 (-90 000 euros). Les délais d'appel étant purgés au premier trimestre 2020.

- d'une augmentation sur le budget Foncier Acquisition Métropole de 74 290 euros consécutive aux acquisitions réalisées en 2019 auprès de la Métropole à un montant plus élevé après l'estimation des domaines.

- d'une baisse du budget Mise en état des sols (phase travaux) de 20 848 euros consécutive à la non-utilisation de cette provision pour l'évacuation de déchets souillés.

- d'une légère baisse du budget Dépenses Annexes de 11 234 euros consécutive à une réduction des charges de gestion.

- d'une légère baisse du budget Rémunérations de 16 971 euros consécutive à la baisse des dépenses et recettes par rapport aux prévisions.

Il est à noter que ces légères baisses sont compensées par l'augmentation du budget Honoraires Techniques de 25 621 euros correspondant aux honoraires techniques de maîtrise d'œuvre pour la traverse Va à la mer et le bouclage de la rue Maurras sur l'avenue Roussin.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses, la TVA résiduelle ayant été réglée à 100% au 31/12/2019, s'élève à 39 746 658 euros TTC, soit 86% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la concession (46 113 179 euros).

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières (Foncier Métropole + Foncier) : 10 163 045 euros, soit 67,5% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la concession, (il est à noter que la préemption par SOLEAM de la concession NISSAN CAP JANET AUTO a été intégrée au bilan de la concession d'aménagement sur l'exercice 2020. De fait, cela produit une baisse significative du pourcentage d'avancement des dépenses foncières au 31/12/2019.

- dépenses travaux (Mise en état des sols + Travaux réalisés + Travaux secteur Seon + Travaux secteur Saumaty + Honoraires techniques) : 18 379 042 euros, soit 95% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation + TVA non récupérable) : 2 672 744 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- rémunérations de la SOLEAM : 2 572 210 euros, soit 86% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la concession,

- frais financiers : 4 263 110 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Résiduelle : 1 696 505 euros, soit 100% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la concession.

* Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 46 113 179 euros. Il se répartit principalement entre :

- budget Foncier (dont la préemption Cap Janet Auto et études générales) : 15 025 269 euros (soit 32,5% du cout de l'opération),

- budget Travaux - mise en état des sols et budget Honoraires Techniques : 19 415 056 euros (soit 42%),

- budget Dépenses Annexes comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables, les frais de commercialisation et la TVA non récupérable : 2 718 817 euros (soit 6%),

- budget "rémunérations de l'aménageur" : 2 994 861 euros (soit 6,5%),
- budget "Frais financiers" : 4 263 112 euros (soit 9%),
- et TVA résiduelle : 1 696 064 euros (soit 4%)

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de +4 817 425 euros, soit +12%. Cette augmentation s'explique principalement par :

- une hausse significative du Budget Foncier de 4 747 113 euros consécutive à la préemption par SOLEAM de la concession NISSAN CAP JANET AUTO.
- une hausse du Budget Rémunérations de 193 836 euros essentiellement due à la rémunération sur dépenses (5%) du fait de la préemption de la concession NISSAN CAP JANET AUTO.
- une hausse du Budget Honoraires Techniques de 123 466 euros consécutive à l'engagement financier pour le marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre afin de mener à bien les procédures de rétrocession des ouvrages aux services des collectivités et aux concessionnaires.

Ces hausses de budgets étant partiellement compensées par :

- une baisse du Budget d'acquisition auprès de la Métropole de 105 710 euros due à l'annulation de l'apport foncier du terrain du Mail des écoles et la réévaluation du montant de l'acte d'apport foncier par France domaines pour le 1, impasse Guichard.
- une baisse des budgets Travaux, Mise en état des sols de 133 612 euros due principalement à un ajustement sur la base des marchés de travaux notifiés et des provisions revues à la baisse.

RECETTES :

* Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2019, les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 177 380 euros TTC, soit une baisse de 827 658 euros (-82%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du budget Cessions Activités de 25 480 euros consécutive au décalage des signatures de promesses de vente pour les cessions des terrains Maurras et imp. Guichard.
- d'une baisse du budget Cessions Logement de 875 358 euros consécutive principalement à l'annulation de la vente portant sur le terrain Rouvière à LOGIREM (-190 608 euros) et le décalage à 2020 du versement d'une participation constructrice par AMETIS dont le permis de construire a été attaqué (-660 000 euros).

Il est à noter que ces baisses sont partiellement compensées par l'augmentation du Budget Participations du concédant (apport foncier) de 74 290 euros suite à l'estimation des domaines.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 (en TTC) :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 40 033 401 euros, soit 87 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la concession (46 113 179 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour la création d'activités : 17 611 979 euros, soit 99,5 % du budget Cessions Activités figurant au bilan prévisionnel.
- cessions de terrains pour la création de logements : 5 080 032 euros, soit 88% du budget Cessions Logements figurant au bilan prévisionnel,
- subventions (FEDER) : 121 319 euros, soit 100% du budget Subventions figurant au bilan prévisionnel,
- divers (dont participations constructeurs aux équipements, produits de gestion, produits financiers) : 2 169 780 euros, soit 92% du budget Divers figurant au bilan prévisionnel,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire : 14 672 834 euros, supérieur au budget participations à terme figurant au bilan prévisionnel.

* Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 46 113 179 euros. Il se répartit principalement entre :

- cessions pour activités : 17 687 579 euros, soit 38% du montant total des recettes,
- cessions pour logements : 5 764 782 euros, soit 12% du montant total des recettes,
- cession des biens de retour 5 528 805 euros soit 12% du montant total des recettes
- recettes diverses : 2 349 790 euros, soit 5% du montant total des recettes. Les recettes diverses comprennent les participations constructeurs (0,4%), les participations autres et autres taxables (0,5%), les produits de gestion (3,5%) et les produits financiers (0,5%),
- participations de la Ville de Marseille et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération : 14 294 447 euros, soit 31% du montant total des recettes,
- le solde de 487 776 euros correspondant à des cessions autres déjà encaissées et à la subvention versée par le FEDER, soit 1% du montant total des recettes.

Cette répartition s'éloigne de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de 4 817 425 euros, soit + 11,5%. Cette augmentation s'explique principalement par des hausses et une baisse :

- une hausse significative du Budget Cessions Biens de retour de 4 577 397 euros consécutive aux rachat par la Métropole du foncier de la concession NISSAN CAP JANET AUTO pour un montant de 4 940 000 euros (prix d'acquisition + frais de notaire + rémunération SOLEAM) non prévu initialement au bilan de la concession.

Les recettes de commercialisation des 4 terrains restant à commercialiser ont été supprimées et ces terrains sont inscrits désormais au CRAC en biens de retour, avec rachat par la Métropole. La recette attendue sur ces terrains a été augmentée de 33 397 euros.

- une légère hausse du Budget Participations de 65 934 euros.

- L'aménageur n'ayant pas trouvé de prospect pour le foncier du Mail des écoles de Saint-Henri, la métropole n'a pas cédé le terrain. Il en résulte une perte de la recette attendue au bilan à hauteur de 396 000 euros.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2019, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 180 105 euros.

L'aménageur n'attend plus de versement de participations constructeurs jusqu'à la clôture de la concession en janvier 2022.

PARTICIPATIONS DU CONCEDANT :

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 14 294 447 euros. Elle est modifiée à la hausse (+65 934 euros) par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit comme suit :

- En numéraire : 10 872 613 euros

Au 31 décembre 2019, la Ville de Marseille (autorité concédante jusqu'au 31/12/2015) a déjà versé à la SOLEAM 11 251 000 euros, somme supérieure à la participation finalement due.

Le CRAC au 31 décembre 2019 prévoit donc le reversement par la SOLEAM à la Métropole d'un trop-perçu de 378 387 euros de participations.

- En apport foncier : 3 421 834 euros

Dont un apport estimé à 3 267 544 euros par la Ville de Marseille.

Il est à noter que l'apport foncier de la Métropole estimé à 260 000 euros a été ramené à 154 290 euros par rapport au CRAC précédent. En effet, la Métropole conservera le foncier du mail des Ecoles de Saint-Henri. En conséquence, la totalité de l'apport foncier a été réalisée en 2019.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2019, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 286 743 euros. Ce niveau de trésorerie est inférieur à celui qui était prévu au CRAC au 31 décembre 2018 (323 108 euros).

L'AVENANT N°21 A LA CONVENTION DE CONCESSION :

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de modifier la participation du concédant en numéraire à l'équilibre du bilan – passant de 10 700 969 euros TTC à 10 872 613 euros TTC ainsi que de proroger d'une année la concession d'aménagement, jusqu'au 13 janvier 2022, afin de mener à bien :

- la fin des procédures judiciaires,

- les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la concession d'aménagement dans la perspective de la remise en gestion auprès des services municipaux, métropolitains et des concessionnaires,

- les commercialisations.

EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long et court terme et il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de Saumaty-Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de Saumaty-Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de Saumaty-Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-040/20/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux consorts CASTELLO, située avenue Lacanau à Marignane Abrogation de la délibération du 24 octobre 2019**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18277/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l'aménagement de cette voie - Abrogation de la délibération n° URB 026-6942/19/BM (erreur matérielle) - Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 67 m² située La Chaume 13700 Marignane, à détacher de la parcelle cadastrée AV 0183, appartenant aux consorts CASTELLO.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts CASTELLO, ces derniers ont accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 67,50 euros hors taxe (soixante-sept euros et cinquante cents) à laquelle n'est pas appliquée de TVA.

Par délibération n° URB 026-6942/19/BM en date du 24 Octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier d'acquisition de ladite emprise. Cependant, cette délibération présente des erreurs matérielles notamment dans la qualification précise du terrain à acquérir.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence abroge la délibération n° URB 026-6942/19/BM en date du 24 Octobre 2019 et qu'il approuve à nouveau le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 026-6942/19/BM du 24 octobre 2019 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l'aménagement de cette voie - Abrogation de la délibération n° URB 026-6942/19/BM (erreur matérielle).

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'emprise à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AV 0183 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l'aménagement de cette voie- Abrogation de la délibération n° URB 026-6942/19/BM du 24 octobre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-041/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux consorts DEJARDIN, située avenue Lacanau à Marignane - Abrogation de la délibération du 26 septembre 2019

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18278/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN, nécessaire à l'aménagement de cette voie – Abrogation de la délibération n° URB 024-6608/19/BM » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir, une emprise de 7 m² située 67 avenue de Lacanau 13700 Marignane à détacher d'une parcelle cadastrée AV 40, appartenant à Madame MANGIN et Monsieur DEJARDIN.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame MANGIN et Monsieur DEJARDIN, ces derniers ont accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 105 euros hors taxe (cent cinq euros) à laquelle n'est pas appliquée de TVA.

Par délibération n° URB 024-6608/19/BM en date du 26 Septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier d'acquisition de ladite emprise. Cependant, cette délibération présente des erreurs matérielles notamment dans la qualification précise du terrain à acquérir.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence abroge la délibération n° URB 024-6608/19/BM en date du 26 Septembre 2019 et qu'il approuve à nouveau le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054000.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

•

Le code de l'Urbanisme ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN, nécessaire à l'aménagement de cette voie – Abrogation de la délibération n° URB 024-6608/19/BM

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'emprise à détacher la parcelle de terrain cadastrée AV 40 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à détacher de 7m² située 67 avenue de Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN, nécessaire à l'aménagement de cette voie – Abrogation de la délibération n° URB 024-6608/19/BM du 26 septembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-042/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 105 appartenant aux conjoints FARENEAU, située boulevard du Château Moustiers à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUF 20/18644/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 105 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux FARENEAU, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 0105 appartenant aux époux FARENEAU d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 1650 euros hors taxe (mille six-cent cinquante euros) auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal en date du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 004 8076/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 105 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux FARENEAU, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux FARENEAU de la parcelle cadastrée BS 0105, d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 105 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux FARENEAU, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-043/20/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 106 appartenant aux époux LE BOUETTE, située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18647/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 106 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux LE BOUETTE, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 0106, d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 1650 euros hors taxe (mille six-cent cinquante euros) auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 106 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux LE BOUETTE, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux LE BOUETTE de la parcelle cadastrée BS 0106, d'une contenance de 61 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 106 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux LE BOUETTE, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-044/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 107 appartenant aux consorts BECHET située Boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18642/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 107 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux BECHET, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards H. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 0107 appartenant aux époux BECHET d'une contenance de 67 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 2000 euros hors taxe (deux mille euros) auquel n'est pas applicable de TVA conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 107 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux BECHET, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux BECHET de la parcelle cadastrée BS 0107, d'une contenance de 67 m² déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 107 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux BECHET, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-045/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 108 appartenant aux époux CHAZOT, située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18645/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 108 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux CHAZOT, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement des boulevards Henri. d'Attilio et du Château Moustier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de la parcelle cadastrée BS 108 appartenant aux époux CHAZOT d'une contenance de 55 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain arrêté à 1650 euros hors taxe (mille six-cent cinquante euros) auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13026000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal en date du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 004-8076/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 108 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux CHAZOT, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des époux CHAZOT de la parcelle cadastrée BS 108, d'une contenance de 70 m² déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée BS 108 située boulevard du Château Moustier à Châteauneuf-les-Martigues, appartenant aux époux CHAZOT, nécessaire à l'aménagement des boulevards du Château Moustier et Henri D'ATTILIO.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-046/20/CT

■ CT1 - Acquisition onéreuse auprès du Syndicat des copropriétaires Les Terrasses de Figuerolles II, d'une emprise de terrain située avenue des calanques, avenue du Pré et avenue Floréal à la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18657/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition onéreuse auprès du Syndicat des Copropriétaires Les Terrasses de Figuerolles II, d'une emprise de terrain située avenue des Calanques, avenue du Pré et avenue Floréal à la Ciotat, pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans la perspective de régulariser l'emprise de voirie d'environ 300 m² à détacher de la parcelle cadastrée XA 137 d'une contenance totale de 5357 m², située Avenue des Calanques, Avenue du Pré et Avenue Floréal à la Ciotat, le Syndicat des Copropriétaires, représenté par son syndic la Comtesse de la Résidence Les Terrasses de Figuerolles II, s'est rapproché de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en demander la cession, car la présente emprise déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie n'a pas vocation à rester dans le domaine privé. Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaire des biens et droits immobiliers demande la cession au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Au terme des négociations entreprises, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition à 1 € hors taxe (un euro) auquel n'est pas applicable de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13028000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition onéreuse auprès du Syndicat des Copropriétaires Les Terrasses de Figuerolles II, d'une emprise de terrain située avenue des Calanques, avenue du Pré et avenue Floréal à la Ciotat, pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 300 m² à détacher de la parcelle cadastrée XA 137 d'une superficie de 5357 m², située Avenue des Calanques, Avenue du Pré et Avenue Floréal à la

Ciotat auprès du Syndicat des Copropriétaires Résidence « Les Terrasses de Figuerolles II » permettra son intégration dans le Domaine Public Routier Métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition onéreuse auprès du Syndicat des Copropriétaires Les Terrasses de Figuerolles II, d'une emprise de terrain située avenue des Calanques, avenue du Pré et avenue Floréal à la Ciotat, pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-047/20/CT

■ **CT1 - Acquisition d'une emprise de terrain d'environ 42m² appartenant à la LOGIREM, nécessaire à l'élargissement du chemin Cap Janet - Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18276/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une emprise de terrain d'environ 42 m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 45, appartenant à la LOGIREM, nécessaire à l'élargissement du chemin Cap Janet – Marseille 5^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du chemin du Cap-Janet dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit régulariser et acquérir une emprise de terrain d'environ 42 m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 0045 appartenant à la S.A. d'H.L.M. LOGIREM et affectée à usage de voirie.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition à 1 € hors taxe (un euro) auquel n'est pas applicable de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13215000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 42 m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 45, appartenant à la LOGIREM, nécessaire à l'élargissement du chemin Cap Janet – Marseille 5^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une emprise de 42 m² à détacher de la parcelle de terrain cadastrée 900 E 0045 permettra sa régularisation dans le cadre de l'aménagement du chemin du Cap Janet.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 42m² à détacher de la parcelle cadastrée 900 E 45, appartenant à la LOGIREM, nécessaire à l'élargissement du chemin Cap Janet - Marseille 5^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-048/20/CT

■ CT1 - Opération Grand Centre-Ville - Projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'Etablissement Public Foncier en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier - 51-53, rue Saint-Ferréol - 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements

**Avis du Conseil de Territoire
DHPV 20/18384/**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du

territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération portant sur la Convention d'Intervention Foncière Grand Centre-Ville - Projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation – 51-53, rue Saint-Ferréol – 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements

L'avis du Conseil de Territoire satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Approuvée en octobre 2010, l'opération Grand Centre-ville doit contribuer à la requalification du centre-ville de Marseille en permettant, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain à partir des pôles identifiés et en agissant sur la production de logements, la requalification d'espaces publics, la création de locaux d'activités et l'accompagnement à la réhabilitation privée. Cette opération a notamment pour objectif la production de 1400 logements mis sur le marché en accession, accession aidée, locatif adapté et locatif social, cette production incluant la production neuve et la remise sur le marché après restructuration lourde ou restauration.

Cette opération d'aménagement est actuellement concédée par la métropole Aix-Marseille-Provence à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Pour répondre à ces objectifs, et en complément des interventions de la SOLEAM, une première convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille » a été signée le 12 mars 2014 entre l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) et la ville de Marseille en vue d'intervenir sur des pôles de projet ou îlots prioritaires identifiés sur le périmètre d'Opération Grand Centre-ville (OGCV). Pour intégrer la métropole Aix-Marseille-Provence nouvellement créée, une convention d'intervention foncière tripartite du même nom a été signée le 2 mars 2017, entre la Métropole, la Ville et l'EPF PACA. Par cette convention, les signataires ont convenu de s'associer afin de conduire sur le long terme une politique foncière spécifique visant à préparer les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements.

Afin d'accélérer le renouvellement du parc privé ancien, la Métropole a approuvé par délibération du 13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir agir sur la propriété privée.

La Métropole a décidé d'engager des actions immédiates sur le territoire marseillais afin de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé. Cette intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation. Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conforme aux articles L. 103-2, L. 103-3 2e et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

C'est dans ce contexte que la Métropole a décidé de s'engager sans délais dans l'action avec les outils existants et a ainsi sollicité l'EPF en janvier 2019 afin d'intensifier et accélérer l'action foncière publique de l'Etablissement en complément des interventions de la SOLEAM et des deux concessionnaires d'Éradication de l'Habitat indigne (Marseille Habitat et Urbanis aménagement) dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée sur le territoire central de Marseille.

Ainsi, dans le cadre de la convention d'intervention foncière précitée, la Métropole a souhaité que l'EPF puisse participer activement par son action à la maîtrise d'une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tenements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé et de la lutte contre la vacance, pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemptions et expropriations impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique adaptées.

C'est dans ce contexte qu'ont été repérés les immeubles et parcelles objets du présent rapport, situés dans les 1er et 6ème arrondissements de Marseille :

- L'immeuble sis 27-29, voie La Canebière (cadastré quartier Belsunce, parcelles n° 201801 E0019, n° 201801 E0017, n° 201801 E0053) est une copropriété dégradée dont les étages sont majoritairement vacants, présentant un intérêt patrimonial et un positionnement stratégique au cœur du centre-ville. L'ensemble de l'immeuble correspond aux adresses suivantes : 27-29, voie La Canebière 13001 ; 11-13, rue des Fabres 13001 ;
- L'immeuble sis 51-53, rue Saint-Ferréol (cadastré quartier Opéra, parcelle n° 201803 B0313) est un ensemble immobilier composé de 2 bâtiments dont les étages sont majoritairement vacants, présentant un intérêt patrimonial et un positionnement stratégique au cœur du centre-ville. Cet ensemble immobilier est divisé en 2 volumes distincts.
- La parcelle sise 16, rue Saint-Suffren (cadastrée quartier Castellane, parcelle n°206823 B0108) est une propriété unique bâtie en partie seulement, laissée à l'état d'abandon depuis la démolition de l'immeuble sur rue il y a une dizaine d'années.

Compte tenu de l'état majoritairement vacant de ces biens, de l'état de dégradation ou d'abandon avéré pour deux d'entre eux, au sein de quartiers où la demande en logements reste forte, particulièrement en matière de logements à loyer maîtrisé, ces biens constituent des opportunités foncières de maîtrise publique en vue de poursuivre un projet d'intérêt général à vocation sociale.

L'acquisition-amélioration de ces biens en vue de produire du logement social répond ainsi à un objectif d'intérêt général justifiant le recours à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Une fois la procédure d'expropriation aboutie, ils feront l'objet d'une cession à un bailleur social public ou privé en vue de produire des logements sociaux.

Cette stratégie permet à la fois de répondre aux objectifs de production de logements sociaux réglementaires dans des arrondissements déficitaires (au 1er janvier 2018, le 1er arrondissement comptait 15% de logements locatifs sociaux et 4,6% dans les 6^{ème} arrondissements) et aux besoins de relogement générés par la lutte contre l'habitat indigne et les opérations de renouvellement du tissu urbain ancien.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles et parcelles pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la convention d'Intervention Foncière Grand Centre-Ville - Projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation – 51-53, rue Saint-Ferréol – 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la convention d'Intervention Foncière Grand Centre-Ville - Projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation – 51-53, rue Saint-Ferréol – 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur les projets de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation – 51-53, rue Saint-Ferréol – 27-29, La Canebière - 16, rue Saint-Suffren à Marseille 1er et 6ème arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-049/20/CT

■ CT1 - Approbation du caractère d'utilité publique et du maintien du projet de requalification du chemin des Bessons à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18506/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Démonstration du caractère d'utilité publique et maintien du projet de requalification du chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier une voie de desserte par le chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence sous le n° E.R M14/010.

Le projet consiste à acquérir la totalité des emprises publiques et privées formant l'assiette du chemin des Bessons, qui serait intégrée dans la voirie métropolitaine, à aménager une raquette de retournement à l'extrémité Nord afin de faciliter les manœuvres des véhicules, à élargir les cheminements piétons et à installer l'éclairage public.

Par délibération n° URB 031-4786/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau Métropolitain a demandé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de diligenter de manière conjointe, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet ainsi qu'une enquête parcellaire nécessaire à la maîtrise foncière des terrains impactés par le projet.

Par décision du 14 octobre 2019, la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné le commissaire enquêteur afin de conduire l'enquête conjointe, sur la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'enquête portant sur l'utilité publique et sur le parcellaire, en vue de la réalisation d'une voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Par arrêté n° 2019-56 du 24 octobre 2019, le Préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête unique, préalable à l'utilité publique de la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une voie de desserte chemin des Bessons sur le Territoire de la commune de Marseille, en vue de délimiter exactement les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

L'enquête s'est déroulée pendant 17 jours consécutifs, du mardi 4 décembre 2019 au vendredi 20 décembre 2019 inclus, en mairie de Marseille. Dans son rapport daté du 20 janvier 2020, le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable sur l'utilité publique du projet de requalification de la voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement et le parcellaire en vue de délimiter exactement les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur ne s'interroge ni sur l'intérêt général du projet, ni même sur d'éventuels inconvénients. Il considère simplement que le projet serait inutile, aux motifs que les servitudes de passage existantes permettraient l'accès à la carrière et qu'il serait préférable de laisser la juridiction judiciaire trancher le litige opposant la SCI la Roserie, propriétaire d'une portion de l'emprise du chemin des Bessons, à l'exploitant de la carrière.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de rappeler le caractère d'utilité publique du projet de requalification du chemin des Bessons.

Le projet répond à de nombreux enjeux pour la Métropole, compétente en matière de développement économique et de mobilité.

L'opération doit d'abord garantir la desserte de la carrière Sainte-Marthe par la voie publique dans des conditions de sécurité appropriées pour tous les usagers de la voirie.

Le projet prévoit ainsi l'élargissement des cheminements piétons, l'aménagement d'une raquette de retournement pour les manœuvres des véhicules et l'installation de l'éclairage public, afin d'améliorer les conditions de circulation sur la voie au bénéfice de tous les usagers, et en particulier des riverains.

L'accès des engins d'incendie et de secours dans ce secteur situé au pied du massif de l'Etoile en sera également facilité.

Le projet permet également la desserte des propriétés riveraines classées en zone UM2 du PLUi du Territoire Marseille Provence.

De plus, comme l'indique le dossier d'enquête publique, située à moins de dix kilomètres du centre-ville de Marseille, la carrière Sainte-Marthe permet l'approvisionnement des chantiers en « circuit court », ce qui est de nature à réduire les distances parcourues par les camions et donc les nuisances environnementales (pollutions atmosphérique et sonore, vibrations, etc...). Le chemin des Bessons constitue en effet le seul accès adapté aux camions depuis la voie publique, conformément d'ailleurs aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 5 juin 1990 et du 4 avril 1991 renouvelant l'autorisation d'exploitation de la carrière.

Le projet poursuit dans cette mesure un double objectif d'intérêt général, d'amélioration et de sécurisation de la circulation publique, quand bien même il bénéficierait à l'exploitant de la carrière, comme l'a déjà jugé le Conseil d'Etat (CE 20 juillet 1971, req n° 80804, publié au recueil Lebon).

Enfin, contrairement à ce qu'indique le commissaire enquêteur, l'expropriation du chemin des Bessons n'a pas pour objet de résoudre le litige entre la SCI la Roserie et l'exploitant de la carrière. Les procédures juridiques entre les différents propriétaires privés n'ont pas à être prises en compte dans le projet porté par la Métropole. L'expropriation n'a pas vocation à trancher les litiges entre des personnes privées qui relèvent du juge judiciaire.

D'ailleurs, le projet de voie publique est inscrit de longue date en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme, en dernier lieu dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence approuvé le 19 décembre 2019 (ER M14/010). Il est également mentionné dans l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) MRS-02 « Bessons-Giraudy » du PLUi qui prévoit de « permettre l'exploitation de la carrière et son accessibilité depuis le chemin des Bessons ».

En conséquence, malgré les conclusions défavorables du commissaire enquêteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence réaffirme le caractère d'utilité publique du projet, confirme son intention de requalifier la voie de desserte chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement et demande au Préfet la délivrance de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique dudit projet et cessibilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de Monsieur le Préfet du 24 juillet 2020 nous informant que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit émettre son avis par une délibération motivée suite à l'avis défavorable du commissaire enquêteur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la démonstration du caractère d'utilité publique et le maintien du projet de requalification du chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité pour la Métropole d'émettre un avis motivé à la suite des conclusions défavorables rendues par le commissaire enquêteur et de se prononcer sur l'utilité publique de l'opération projetée ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du caractère d'utilité publique et le maintien du projet de requalification du chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-050/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'échange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM LOGIREM dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy - Picon - Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18603/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM LOGIREM dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement, et au titre d'une convention portant autorisation d'occupation temporaire en date du 11 août 2014, la SA LOGIREM a mis à disposition de la Communauté urbaine Marseille Provence des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier dans ses phases 1 et 2 portant sur l'aménagement des voiries des quartiers de Picon et de la Busserine.

Au terme des travaux un cabinet de géomètres experts a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est quant à elle propriétaire de fonciers qui permettraient à la SA LOGIREM de reconfigurer les limites résidentielles avec la résidentialisation d'espaces proches des logements sociaux.

Aussi, afin de permettre d'une part l'intégration dans le domaine public routier métropolitain des nouvelles voies aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Barthélémy-Picon-Busserine et d'autre part, la résidentialisation des espaces en pied d'immeubles de la SA LOGIREM, les parties sont convenues de procéder à un échange sans soulte.

La SA LOGIREM cède en pleine propriété, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 155 d'une contenance cadastrale de 2740 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 156 d'une contenance cadastrale de 211 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 158 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 111 d'une contenance cadastrale de 29 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 112 d'une contenance cadastrale de 2718 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 116 d'une contenance cadastrale de 392 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 167 d'une contenance cadastrale de 386 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 168 d'une contenance cadastrale de 1445 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 170 d'une contenance cadastrale de 45 m²,
- Une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H N° 159 (dénommée provisoirement H 159 p2),
- Une emprise de 53 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 166 (dénommée provisoirement H 166 p2),
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 221 d'une contenance cadastrale de 103 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 222 d'une contenance cadastrale de 565 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 224 d'une contenance cadastrale de 40 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 225 d'une contenance cadastrale de 172 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 158 d'une contenance cadastrale de 1554 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 159 d'une contenance cadastrale de 129m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 227 d'une contenance cadastrale de 923 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 229 d'une contenance cadastrale de 1151 m²,

- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 232 d'une contenance cadastrale de 8627 m²,
- La parcelle cadastrée Section 894 B n° 236 d'une contenance cadastrale de 718 m²,

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13214000.

La Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété à la SA LOGIREM les emprises foncières suivantes :

- Une emprise de 529 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p2). Cette emprise constituant une portion désaffectée de la rue de la Busserine a été déclassée du domaine public routier par délibération n° MOB 042-8190/20/BM du 31 juillet 2020,
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p3),
- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 136 (dénommée provisoirement H 136 p4).

L'échange foncier se réalise, avec accord des parties, sans soulte, compte tenu de l'intérêt général du projet et en vertu de la convention ANRU Saint-Barthélémy-Picon-Busserine. L'avis des domaines n'est pas requis.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM LOGIREM dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la LOGIREM d'un ensemble d'emprises foncières d'une superficie totale de 22166 m² permettra l'intégration dans le domaine public métropolitain des voies et espaces publics aménagés dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que la cession de trois emprises d'une superficie totale d'environ 544 m² au profit de la LOGIREM permettra à cette dernière la résidentialisation des espaces en pied d'immeubles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'échange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM LOGIREM dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-051/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis 99 traverse Bruno Razzoli sur la commune de Marseille 16^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18581/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis 99 traverse Bruno Razzoli sur la commune de Marseille 16^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur BOTTA Thierry, propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 911 N n°184 (lot 2), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur BOTTA Thierry consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 104 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 312 m², 99 Traverse Bruno Razzoli dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis 99 traverse Bruno Razzoli sur la commune de Marseille 16^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis sur la Commune de Marseille 16^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur BOTTA Thierry sis 99 traverse Bruno Razzoli sur la commune de Marseille 16^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-052/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², le sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis 99 Traverse Bruno Razzoli sur la Commune de Marseille 16^{ème} arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18592/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis 99 Traverse Bruno Razzoli sur la Commune de Marseille 16^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision DAL FABBRO/CARDOT propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision DAL FABBRO/CARDOT consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 104 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 312 m², 99 Traverse Bruno Razzoli dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis 99 Traverse Bruno Razzoli sur la Commune de Marseille 16ème arrondissement. » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis sur la Commune de Marseille 16ème arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 312 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DAL FABBRO/CARDOT sis 99 Traverse Bruno Razzoli sur la Commune de Marseille 16ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-053/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO - QUESADA sise Campagne Boulevard - Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 20/1859 Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO/QUESADA sise Campagne Boulevard sur la commune de Marseille 15ème arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision ROSSO/QUESADA propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 904 L n°47, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision ROSSO/QUESADA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 90 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 270 m², Campagne Boulevard dans le 15^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO/QUESADA sise Campagne Boulevard sur la commune de Marseille 15^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO/QUESADA sise sur la Commune de Marseille 15^{ème} arrondissement, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ROSSO/QUESADA sise Campagne Boulevard sur la commune de Marseille 15ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-054/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du Parc du Collet, à Marseille 8ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18599/

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du « Parc du Collet », dans le 8ème arrondissement de Marseille. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des copropriétaires du « Parc du Collet », propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 836 OH 58 (ex 836 H 58)), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les copropriétaires du « Parc du Collet » consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente d'une superficie totale de 1 242 m², « Parc du Collet », dans le 8ème arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du « Parc du Collet », dans le 8ème arrondissement de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Lotissement « Parc du Collet », dans le 8ème arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 242 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du « Parc du Collet », dans le 8ème arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-055/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 1254 m² sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du Parc Cité Borély à Marseille - 8ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 20/18600/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de la parcelle D23 « Parc Cité Borély » dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de la Parcelle D23 « parc Cité Borély », propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 836 OD 23 (ex 836 D 23), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de la Parcelle D23 « Parc Cité Borély », représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), leur délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci exercera de façon permanente sur une longueur de 418 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1 254 m², dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de la parcelle D23 « Parc Cité Borély » dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1 254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de la Parcelle D23 « Parc Cité Borély », dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1254 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de la parcelle D23 « Parc Cité Borély » dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-056/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 348 m², appartenant aux indivisaires de la parcelle DZ 88 sis chemin de la Craie sur la commune d'Allauch

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18586/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux indivisaires de la parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis chemin de la Craie sur la commune d'Allauch (13190) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des indivisaires de la parcelle DZ 88 (ex BV 136), propriétaires, sur la commune d'Allauch membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée DZ 88 (ex BV 136), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les indivisaires de la parcelle DZ 88 (ex BV 136) consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 116 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 348 m², chemin de la Craie sur la commune d'Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux indivisaires de la parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis chemin de la Craie sur la commune d'Allauch (13190) ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux indivisaires

de la parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis chemin de la Craie sur la commune d'Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 348 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux indivisaires de la parcelle DZ 88 (ex BV 136) sis chemin de la Craie sur la commune d'Allauch (13190).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-057/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 714 m², sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18590/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à La Ciotat (13600) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence, propriétaires, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole-Aix-Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section CM numéro 1 002, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de l'Ensemble Immobilier Claire Provence, représentés par Monsieur Claude CESSOT Président de l'Association Syndicale Libre « Claire Provence », consentent à la Métropole Aix-

Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 238 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 714 m², avenue des Bélugues à La Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à La Ciotat (13600).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier Claire Provence sis sur la Commune de La Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 714 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier Claire Provence sis avenue des Bélugues à La Ciotat (13600).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-058/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 708 m², sur une parcelle appartenant à Monsieur Jean-Jacques BREMOND sise avenue des Bélugues à La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18594/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Jean-Jacques BREMOND sise avenue des Bélugues à La Ciotat (13600) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur BREMOND Jean-Jacques, propriétaire, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des parcelles cadastrées section CM numéros 361 et 826, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur BREMOND Jean-Jacques, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 236 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 708 m², avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Jean-Jacques BREMOND sise avenue des Bélugues à La Ciotat (13600) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant Monsieur Jean-Jacques BREMOND sise avenue des Bélugues à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 708 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Jean-Jacques BREMOND sise avenue des Bélugues à La Ciotat (13600).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-059/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 78 m², sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du lotissement les Aubes Claires, impasse des Aubes Claires à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18591/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du lotissement les Aubes Claires, impasse des Aubes Claires à La Ciotat (13600) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires du lotissement Les Aubes Claires, propriétaires, sur la Commune de la Ciotat membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AP numéro 15, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires, représentés par Immobilière Patrimoine et Finances agissant en qualité de syndic, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) ; leur délégataire :

Une servitude définitive de tréfonds qui s'exercera de façon permanente sur une longueur de 26 m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 78 m², impasse des Aubes Claires à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du lotissement les Aubes Claires, impasse des Aubes Claires à La Ciotat (13600) »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Lotissement Les Aubes Claires sis impasse des Aubes Claires à la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 78 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du lotissement les Aubes Claires, impasse des Aubes Claires à La Ciotat (13600).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-060/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 195 m², sur une parcelle sise Les Muscats à Roquefort la Bédoule appartenant à la Commune**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18598/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la commune de Roquefort-la-Bédoule sise les Muscats à Roquefort-la-Bédoule (13830) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la Commune de Roquefort la Bédoule, propriétaire, sur la Commune de Roquefort la Bédoule membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AK numéro 114, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, la Commune de Roquefort la Bédoule, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 65 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 195 m², sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la commune de Roquefort-la-Bédoule sise les Muscats à Roquefort-la-Bédoule 13830 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Commune de Roquefort la Bédoule, sis Les Muscats à Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 195 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la commune de Roquefort-la-Bédoule sise les Muscats à Roquefort-la-Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-061/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m² sur une parcelle appartenant à l'indivision SAMMUT - FAURE sis 6 impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18587/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision SAMMUT/FAURE sis 6 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision SAMMUT/FAURE, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro 199, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur SAMMUT Laurent et Madame FAURE Corinne consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds qui s'exercera de façon permanente sur une longueur de 23 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 69 m², impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d’une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d’eau potable sur une parcelle appartenant à l’indivision SAMMUT/FAURE sis 6 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d’eau potable sur une parcelle appartenant à l’indivision SAMMUT/FAURE sis sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu’à leurs fournisseurs et prestataires d’accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l’entretien de la conduite d’eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d’une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d’eau potable sur une parcelle appartenant à l’indivision SAMMUT/FAURE sis 6 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-062/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET - VALERO sis 6 impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18589/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET / VALERO sis 6 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision ESPANET / VALERO, propriétaires, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée BT 0200, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Patrick ESPANET et Madame Sandrine VALERO consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds qui s'exercera de façon permanente sur une longueur de 23 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 69 m², impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13200), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET / VALERO sis 6 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET / VALERO sis sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision ESPANET / VALERO sis 6 impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 045-063/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 153 m² sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA-SANSONE sis Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18593/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA/SANSONE sis Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision NOCELLA/SANSONE propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BT N n°103, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision NOCELLA/SANSONE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 51 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 153 m², impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA/SANSONE sis Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA/SANSONE sis sur la Commune de Châteauneuf-les- Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 153 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision NOCELLA/SANSONE sis Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-064/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 138 m², sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND - NISS sise 4 impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18596/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 137 m², nécessaire à une condition d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND / NISS sise 4 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision DURAND/NISS, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BT numéro 104, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur DURAND Patrick et Madame NISS Agnès consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), leur délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 46 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 138 m², Impasse Le Cabanon à Châteauneuf-les- Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 137 m², nécessaire à une condition d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND / NISS sise 4 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 138 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND /NISS sise sur la Commune de Châteauneuf Les Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 137 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND/NISS sise 4 impasse le cabanon à Châteauneuf-les-Martigues » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 137 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision DURAND / NISS sise 4 impasse le Cabanon à Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-065/20/CT

■ CT1 Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², sur une parcelle du Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins 13960

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18597/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins (13960). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès du Lotissement Le Petit Rouveau, propriétaire, sur la Commune de Sausset Les Pins membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AT 277 (ex A 2695 et A 1134) en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, le Lotissement Le Petit Rouveau consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 67 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 201 m², à Sausset Les Pins, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins (13960). »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins (13960), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Lotissement Le Petit Rouveau, à Sausset Les Pins 13960.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 048-066/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 780 m² sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la parcelle sis Hameau du Raumartin à Marignane

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18601/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle BI 29 sis « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Indivisaires de la parcelle BI 29 sis « Hameau de Raumartin », propriétaires, sur la Commune de Marignane membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BI 29, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Indivisaires de la parcelle BI 29 sis « Hameau du Raumartin » consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 260 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 780 m², « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n° 4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle BI 29 sis « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700). »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle BI 29 sis « Hameau du Raumartin » à Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 780 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la Parcelle BI 29 sis Hameau du Raumartin à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 049-067/20/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société ARGUYDAL des Ilots 14 et 13 sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V - La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18612/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société ARGUYDAL d'un terrain à bâtir format le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V – Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations avec la société ARGUYDAL, Groupe BROUSSE VERGEZ, qui a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC Athélia V sur un tènement foncier d'une surface totale d'environ 7850 m² constitué par :

- la parcelle cadastrée CK 726 de 5094 m² (Lot 14),
- la parcelle cadastrée CK 98 de 595 m² issue de la parcelle cadastrée CH 54 (Lot 13 en partie)

- la parcelle cadastrée CK 731 de 2161 m² issue de la parcelle cadastrée CK706 (Lot 13 en partie).

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est de 3140 m² pour l'édification d'un programme de 2000 m² de bâtiments mixtes activités/entrepôts et de 1140 m² de bureaux.

Par décision n°20/420/D du 5 juin 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a permis à la société de déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires et notamment de son dossier d'autorisation de défrichement auprès de la DDTM.

Il convient à présent d'opérer les opérations foncières permettant le transfert de propriété.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 588 750 euros HT auquel sera ajouté la TVA sur marge.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13028003

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société ARGUYDAL d'un terrain à bâtir format le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V – Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à La Ciotat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession des lots n°14 et 13 en partie situés au sein de la ZAC Athélia V à la Ciotat doit permettre à la société ARGUYDAL, groupe Brousse Vergez, de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux – ateliers et entrepôts nécessaires à la relocalisation de leur activité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société ARGUYDAL d'un terrain à bâtir format le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V - Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 050-068/20/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une parcelle de terrain située en limite de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18658/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une parcelle de terrain située en limite de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée AD160 sise Route de Laure, quartier les Aiguilles à Gignac-la-Nerthe (13180), d'une superficie de 3909 m², acquise par voie de préemption le 26 avril 2011, sur laquelle est édifié un bâtiment d'environ 600m² fortement dégradé.

La Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) des Aiguilles, à vocation d'activités économiques, créée suite à de nombreux arrêtés et délibérations depuis 2002, s'étend sur un territoire qui s'inscrit entre la RD48a au nord, la RD9 à l'ouest et l'A55 au sud.

Par délibération en date du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine avait retenu la société BARJANE, à laquelle s'est substituée la société ENSUA, en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles.

En sa qualité de concessionnaire, la société ENSUA a manifesté son intérêt auprès de la Métropole pour l'acquisition à titre onéreux de la parcelle ci-dessus désignée, cadastrée AD160, limitrophe de l'enceinte de la ZAC, en vue de la relocation d'une activité actuellement située dans le périmètre opérationnel, conformément à l'article 10.1 du contrat de concession d'aménagement par lequel, le concessionnaire peut se porter acquéreur de terrains situés en dehors du périmètre opérationnel s'ils s'avèrent indispensables à la mise en œuvre de l'opération.

Régulièrement saisie, le Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur de ce bien à 322 000 euros hors taxe (trois cent vingt-deux mille euros) soit 386 400 euros TTC.

Les négociations engagées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ENSUA ont permis d'aboutir à l'établissement d'un protocole foncier annexé à la présente délibération, fixant les modalités juridiques et financières.

Il convient de préciser que la parcelle objet de la cession, est actuellement occupée sans droit ni titre par un tiers, propriétaire de la parcelle en surplomb, et que ce dernier a créé une rampe d'accès sur la parcelle métropolitaine sans autorisation.

L'acquéreur est informé de cette situation et fera son affaire des suites à donner.

Ce bien est enregistré sous le numéro d'identification ASTECH S0066T004

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEV 001-500 du 8 juillet 2011 du Conseil de la Communauté Urbaine, qui approuve l'attribution de la concession d'aménagement à Barjane ainsi que le contrat de concession, pour la réalisation de l'opération économique de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne ;
- Le procès-verbal en date du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat en date du 6 juillet 2020 ;
- Le Protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une parcelle de terrain située en limite de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la société ENSUA, concessionnaire de la ZAC des Aiguilles, compte tenu de l'entrée en phase plus opérationnelle de la ZAC, de reloger une activité sur une parcelle immédiatement limitrophe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une parcelle de terrain située en limite de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 051-069/20/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux à l'Etablissement Public Euroméditerranée d'un foncier 14 rue Allar Marseille 15^{ème} arrondissement - Régularisation de la délibération URB 052 7423/19/BM du 19 décembre 2019

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/18712/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L 5218-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par arrêté du 27 février 2017, Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, a déclaré d'utilité publique sur le territoire de la commune de Marseille et au bénéfice de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les travaux d'aménagement nécessaires à la réalisation de la ZAC Littorale et autorisé le maître d'ouvrage à procéder à l'acquisition, notamment par voie d'expropriation, des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération considérée.

En parallèle à cette DUP les négociations amiables ont été menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de la ZAC Littorale et en particulier pour l'aménagement de l'opération les Fabriques devait maîtriser un immeuble qui était la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et qui consistait en un terrain plat, clôturé, revêtu, avec réseaux, supportant un bâtiment élevé sur rez-de-chaussée, actuellement affecté à usage de bureaux, situé rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastré 901 K 046 pour une contenance de 29 319 m².

Ce terrain est occupé via deux baux par les Sociétés ARNAL et SOMARE qui ont une activité de réparation de conteneurs et de garde meuble sur site.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, de la parcelle bâtie et occupée désignée ci-dessus d'une superficie de 29 319 m².

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale occupée de ce bien à 3 040 000 euros, et proposait en sus une indemnité de remploi à hauteur de 5%.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) se sont entendus sur un prix de cession global de 3 040 000€, incluant notamment l'indemnité de remploi, pour un montant de 190 000 euros, représentant environ 6, 67% de l'indemnité principale.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière.

Par délibération n° URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession, ainsi que le projet d'acte de vente.

Par suite, l'acte authentique de vente a été signé les 18 et 26 février 2020. Cet acte est en tous points conforme à l'accord des parties et au projet d'acte qui a été approuvé par la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019.

Il est toutefois apparu depuis que le corps de la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 est affecté d'une erreur matérielle : il mentionne un prix de vente de 3 040 000 euros, ainsi qu'une indemnité de remploi de 190 000 euros, alors que, suivant l'accord intervenu entre les parties, cette indemnité était comprise dans le prix de vente de 3 040 000 euros, ainsi que cela ressortait clairement du projet d'acte de vente annexé à la délibération.

La délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 est donc affectée d'une incohérence, à laquelle il convient de remédier pour sécuriser l'opération.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole confirme, avec effet au 19 décembre 2019, son approbation de la cession aux conditions exposées dans le projet d'acte de vente qui était annexé à la délibération n° URB 052-7423/19/BM en date du 19 décembre 2019, ainsi que son approbation du projet d'acte de vente demeuré inchangé, et de nouveau annexé à la délibération qui lui sera soumise.

Tel est l'objet du rapport dont le Conseil de Territoire est saisi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 052 7423/19/BM du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de régulariser la délibération URB 052 7423/19/BM du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la cession à l'Etablissement Public Euroméditerranée du foncier 14 rue Allar Marseille 15ème arrondissement, ayant pour objet de régulariser la délibération URB 052 7423/19/BM du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019 et de confirmer l'approbation de la cession aux conditions du projet de l'acte de vente qui était annexé à la délibération du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 052-070/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activité des Florides

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18660/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Avenant 1 à la convention de remise en gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activité des Florides » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la CUMPM Communauté Urbaine Marseille Provence.

Sur la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'aménagement du Technoparc des Florides d'une surface totale de 87 hectares.

Sur le territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine assurait déjà les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau, l'assainissement sanitaire et le pluvial.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activités Economiques font partie des compétences de la Métropole depuis le 1er janvier 2018 et impliquent la reprise en gestion outre des voies et réseaux, antérieurement dans le champ des compétences de la CUMPM Métropolitaines, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Par conséquent, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, relatif à la possibilité pour un EPCI de la confier création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions à une de ses communes-membres de la Métropole et sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié provisoirement à la commune de Marignane, par voie de convention, jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, l'entretien des espaces verts sur les deux tranches de la ZAC des Florides d'une surface globale de 13.5 hectares, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public. Au titre de cette convention, La Métropole rembourse à la Commune les frais engagés pour la mise en œuvre d'un programme d'entretien prédéfini, dans la limite d'un plafond de dépenses.

Cette convention a été approuvée par délibération n° URB 028-4783/18/BM du Bureau de la Métropole le 13 décembre 2018 et a été notifiée à la commune de Marignane le 7 février 2019 pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 7 août 2020.

Dans le cadre de cette convention, des interventions d'entretien paysager devaient être mises en œuvre par la Commune au moyen de ses prestataires. Les importantes perturbations liées à la crise sanitaire ont empêché que ces interventions soient réalisées selon la périodicité souhaitée. Il en a résulté le report au-delà de la période de validité de la convention initiale de la réalisation de la dernière intervention périodique d'entretien, commandée par la Commune. Une intervention paysagère était prévue pendant la période de confinement, mais celle-ci n'a pu être réalisée, ce qui a différé le planning d'intervention prévisionnelle de l'entreprise sur l'année, occasionnant une nouvelle intervention postérieure à la date de fin de la convention.

La présente convention a donc pour objet de régulariser cette situation en habilitant la Commune à la réalisation de cette dernière intervention programmée et à permettre à la Métropole de prendre en charge la dépense correspondante sous réserve de réalisation effective dans la limite du plafond de dépense issu de la première convention et demeuré inchangé. Ladite convention étant désormais caduque, il convient donc de présenter une nouvelle convention qui permettra le report des prestations qui étaient prévues dans la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n°FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n°URB 028-4783/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, portant sur l'approbation de la convention de remise en gestion à la commune de Marignane des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités des Florides ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une nouvelle convention pour prolonger les délais de remise en gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Ville de Marignane pour permettre la réalisation par la commune d'une dernière intervention périodique d'entretien.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention de remise en gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités des Florides.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-094/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Les Nauticales**

Avis du Conseil de Territoire DEE 20/18629/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020) à compter de sa notification au titulaire le 12 novembre 2015.

Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions des Nauticales, il est apparu opportun que la Métropole poursuive son implication dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

C'est pourquoi, par délibération MER 004-5520/19/CM du 28 février 2019, et après avis favorable de la CCSP de la Métropole du 13 février 2019, la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation du salon pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire.

Cette procédure a fait l'objet d'une consultation dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession ainsi que les articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Toutefois, à la date limite de remise des offres, aucun pli n'a été déposé. La Commission de Délégation de Service Public en date du 03 octobre 2019 a donc constaté l'absence d'offre et le caractère infructueux consécutif de la procédure.

Le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 a approuvé le principe de relancer une procédure de Délégation de Service Public en vue de l'organisation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025, dans le respect des dispositions des articles L3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique et L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette procédure fait actuellement l'objet d'une consultation.

La situation exceptionnelle née de l'épidémie du Covid-19 a eu plusieurs conséquences qui menacent la pérennité de l'évènement :

1/ L'annulation de l'édition 2020 du salon nautique

L'édition 2020 du salon nautique "Les Nauticales", a été annulée le 10 mars (4 jours avant l'inauguration) suite à l'arrêté du Ministère des Solidarités et de la Santé du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, interdisant tout rassemblement de plus de 1000 personnes.

D'un point de vue financier, l'annulation de l'édition 2020 doit conduire le délégataire à rembourser les réservations des exposants professionnels du nautisme afin de ne pas leur faire porter l'effort de trésorerie issu de la crise. Néanmoins ce remboursement cause au délégataire un préjudice financier qu'il convient d'indemniser.

Afin de parvenir au meilleur accord financier, il est proposé de régler les conséquences de l'annulation de l'édition 2020 dans le cadre du présent avenant, tout en garantissant la tenue de l'édition 2021. En effet, dans ce contexte, l'annulation de l'édition 2020 conduit la Métropole à indemniser le délégataire à hauteur des pertes subies pour cette année. Par une prolongation du contrat en cours, pour une édition supplémentaire, il est laissé au délégataire la possibilité de réaliser le bénéfice escompté en 2021.

2/ La prolongation de la procédure de consultation en cours

De plus, en application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de remise des offres a été reportée au 30 juin 2020. Ce délai supplémentaire a été rendu nécessaire afin de laisser le temps aux soumissionnaires, en période de crise sanitaire et de confinement, de prendre les mesures nécessaires et de pouvoir rendre des offres concurrentielles.

Le report du second tour des élections municipales et l'arrêt des réunions de la Commission de délégation de service public ne permettent pas d'attribuer le contrat pour assurer une édition en 2021 au regard des délais incompressibles de la procédure en cours.

Ainsi, suite à la crise sanitaire, une prolongation du contrat pour une édition supplémentaire est proposée pour un motif d'intérêt général tenant à la continuité du service, au regard d'une part, des délais incompressibles de la procédure d'attribution en cours ainsi que des circonstances exceptionnelles qui menacent la pérennité de l'évènement.

En conséquence, la consultation en cours portera sur l'organisation des éditions 2022 à 2026.

3/ Assurer la pérennité de l'évènement

Au regard de ce qui est développé ci-avant, il est nécessaire de prolonger le contrat pour garantir la tenue d'une édition en 2021, voire même la pérennité du Salon nautique.

En effet, si le Salon ne pouvait pas se tenir pour la 2^{ème} année consécutive, la pérennité de l'évènement serait remise en cause. Or, ce salon est un véritable soutien à la filière nautique actuellement en grande difficulté après les manifestations des gilets jaunes et les grèves nationales pendant le Salon nautique de Paris en décembre dernier, puis l'annulation des Nauticales, enfin, la période prolongée d'interdiction de pratiquer tout loisir nautique.

Ainsi le présent avenant porte à la fois sur la prolongation du contrat pour assurer l'organisation d'une édition supplémentaire en 2021, et sur l'indemnisation des pertes subies par le délégataire en raison des frais engagés préalablement à l'annulation de l'édition 2020.

Incidence financière

Considérant la décision administrative de la Métropole de ne pas faire exploiter l'édition 2020 du salon, le présent avenant engendre une augmentation du montant du contrat de délégation de service public de 12 %, soit un montant de 805 523 € HT.

En effet, par le présent avenant, les recettes d'exploitation non réalisées en 2020 sont reportées en 2021. Ainsi, le délégataire ne bénéficie pas d'une réelle édition supplémentaire, mais du report d'une édition en 2021.

Pour calculer l'impact financier du contrat, doivent donc être pris en compte :

- Les recettes institutionnelles perçues par le délégataire en 2020 (Contribution financière de la Métropole), dues contractuellement et destinées à couvrir les charges fixes et dépenses engagées en 2020 ;
- Le montant de l'indemnisation au titre de l'annulation de l'édition 2020 du salon, destiné à couvrir les dépenses engagées et le remboursement des exposants ;
- Les recettes supplémentaires générées entre le Compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat pour 2020 et le Compte d'exploitation prévisionnel pour 2021, annexé au présent avenant.

Eu égard au contexte économique global, les recettes prévisionnelles 2021 sont revues à la baisse par rapport aux recettes prévisionnelles de 2020.

Ainsi, les recettes supplémentaires générées par l'avenant correspondent aux recettes perçues par le délégataire en 2020.

En tout état de cause, la modification du contrat a été rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir, sur le fondement des articles L3135-1 3° et R3135-5 du code de la commande publique. Elle engendre une modification inférieure à 50 % du montant du contrat initial et à ce titre, peut être régulièrement conclue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MER 004-5520/19/CM Du 19 décembre 2019 approuvant le principe de la délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux du 13 décembre 2019 ;
- L'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 ;
- L'avis de la Commission Concession du 08 septembre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service publique pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le contrat de délégation de service public n°15/1706 consenti au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM arrive à échéance le 12 novembre 2020 ;
- Que par délibération en date du 28 février 2019, a été de nouveau acté le principe de recourir à une délégation de service public en vue de l'organisation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, rallongés par la période de confinement suite au COVID-19 et la perturbation du calendrier électoral, ne permettent pas à la Métropole d'assurer l'entrée en vigueur du futur contrat de délégation de service pour permettre la tenue d'une édition en 2021 ;
- Qu'il convient de prolonger le contrat en cours pour une édition supplémentaire afin d'assurer la pérennité de l'évènement qui constitue un véritable soutien à la filière du nautisme ;

- Qu'il convient pour le délégataire de rembourser les exposants professionnels du nautisme afin de ne pas leur faire porter la charge de trésorerie due à l'annulation de l'édition 2020 du salon ;
- Que parallèlement la Métropole, en application de l'ordonnance n°2020-319 modifiée du 25 mars 2020, acte de l'exonération du délégataire du paiement de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2020, en raison de la non-tenue du salon ;
- Qu'il résulte du remboursement des exposants, un préjudice pour le délégataire qu'il convient d'indemniser au titre des frais engagés en 2020, en prenant en compte pour son calcul, l'exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'année 2020.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-095/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité du 1er janvier au 31 août 2018 du Yachting Club de la Pointe Rouge YCPR, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - Périmètre 3

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18631/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de service public n°06/192, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code des transports ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à la gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse, sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3365/17/CM en date du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°5 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération MER 003-3875/18/CM en date du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°6 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la « Présentation du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 du yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille-Périmètre 3 ».

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine : Présentation du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille – Périmètre 3.

PORTS 003-096/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités du 1er janvier au 31 août 2018 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18632/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance sur la partie du plan d'eau et des terrepleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ».

Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance sur la partie du plan d'eau et des terrepleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 » ;
- La délibération MER 004-898/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3364/17/CM en date du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- La délibération MER 002-3874/18/CM en date du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;

- La synthèse jointe en annexe ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 2.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du 1^{er} janvier au 31 août 2018 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération métropolitaine relative à la présentation du rapport d'activités du 1^{er} janvier au 31 août 2018 de la Société Nautique de Marseille (SNM), délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

PORTS 004-097/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités du 1er septembre au 31 décembre 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon CNTL, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18633/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1^{er} janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- La délibération MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l’animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – Périmètre1 ;
- La délibération MER 001-6506/19/CM en date du 20 juin 2019 portant approbation de l’avenant n°1 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 003-8037/19/CM en date du 19 décembre 2019 portant approbation de l’avenant n°2 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d’activités du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et l’animation de plans d’eau et terre-pleins d’une partie du Vieux-Port de Marseille- Périmètre 1.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d’activité du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d’une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération relative à la présentation du rapport d’activités du 1^{er} septembre au 31 décembre 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et l’animation de plans d’eau et terre-pleins d’une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1.

PORTS 005-098/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d’activités du 1^{er} janvier au 31 août 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon CNTL, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d’une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1

**Information du Conseil de Territoire
DEE 20/18634/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007. Trois avenants approuvés par délibérations du Conseil de la Métropole en date du 19 septembre 2016, du 14 décembre 2017 et du 18 mai 2018 ont permis de reporter le terme du contrat jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron « périmètre 1 » ;
- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 001-3363/17/CM en date du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation de six mois de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 001-3873/18/CM en date du 18 mai 2018 portant approbation de l'avenant n°5 de prolongation de deux mois de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;

- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 du cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 1.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération métropolitaine : Présentation du rapport d'activités du 1er janvier au 31 août 2018 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1.

PORTS 006-099/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3

Avis du Conseil de Territoire DEE 20/18672/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération : « Approbation de l'avenant n°2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Par délibération MER 003-6013/19/CM du 16 mai 2019 a été approuvé l'avenant n° 1 au contrat initial de délégation de service public permettant d'adopter les dispositions d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire. Ces dispositions ont notamment été prises conformément à l'article 41 du contrat de délégation de service public, prévoyant que des modifications au contrat pourront être réalisées en vue de la prise en charge par le délégataire des aménagements nécessaires à la bonne prise en charge des épreuves de voile pour les Jeux Olympiques de 2024.

Les dispositions du nouvel avenant proposé sont établies dans un souci de régularisation d'une erreur de rédaction dans la formule de révision de la part fixe telle que décrite à l'article 29 du contrat de DSP n° 13/06, concluant en l'état à un montant erroné de révision. De ce fait, le montant indexé de la redevance n'a pas pu être perçu pour l'année 2019.

La rédaction actuelle de la formule de révision serait de nature à doubler le montant de la redevance fixe. Ce montant ne correspond donc pas aux montants prévisionnels de redevance inscrits au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat.

Cet avenant n'engendre aucune augmentation au profit du délégataire. En l'absence d'incidence financière, l'avenant 2 s'inscrit dans le cadre de l'article R.3135-8 du code de la commande publique et à ce titre peut être régulièrement conclu.

La commission concession a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le projet d'avenant n° 2 de la délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du port de la Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- L'avis de la Commission concession du 08 septembre 2020 ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe-Rouge de Marseille-Périmètre 3.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance sur le littoral métropolitain
- Que la gestion et l'animation du port fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port

- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à l'YCPR nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne application de l'indexation de la redevance due au délégant
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe-Rouge de Marseille-Périmètre 3
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la délégation de service public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 007-100/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2018 de la société Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de la Pointe-Rouge

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18637/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2018 de NOUVELLE AIRE, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de la Pointe-Rouge.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la présentation du rapport d'activités 2018 de NOUVELLE AIRE, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de la Pointe-Rouge.

PORTS 008-101/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2018 de la société Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18638/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 1/343/CC du Bureau de Communauté 26 mars 2007 approuvant la convention de délégation de service public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2018 de CARENES SERVICES, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activités 2018 de CARENES SERVICES, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge.

PORTS 009-102/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2018 de la société DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet

**Information du Conseil de Territoire
DEE 20/18639/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet. Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des Transports ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG SERVICES compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité de l'année 2018 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry -le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la présentation du rapport d'activités 2018 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-071/20/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 20/18668/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle avait créé, dès l'origine, une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération HN 017-8087-20-CM, le Conseil de la Métropole a approuvé la désignation des élus métropolitains membres de ladite Commission pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 15 septembre 2020, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 17 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ainsi que de la requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/06/25 : LE POINTU du 12/02/2019 au 30/06/2019,
- CVM-2020/07/26 : SPHINX 13 du 12/02/2019 au 31/05/2020,
- CVM-2020/07/27 : BB OPERA du 01/03/2019 au 15/06/2020,
- CVM-2020/07/28 : CESAR CAFE du 12/02/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/08/29 : LE STOP du 12/02/2019 au 31/03/2020,
- CVM-2020/08/30 : L'ALCAZAR du 05/06/2019 au 31/12/2019,
- CVM-2020/08/31 : CHAPELLERIE FELIO du 12/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/32 : LES LUNETIERS DAVSO du 19/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/33 : LA PANATTERIA du 21/10/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/08/34 : CARYNA TEXTILES du 12/02/2019 au 30/06/2020,
- CVM-2020/09/35 : DYL du 12/08/2019 au 31/12/2019,
- PJJLP-2020/07/17 : BAR LE TRAQUENARD du 01/11/2018 au 01/09/2020,
- PJJLP-2019/08/06-2 : L'ART DE LA FROMAGERIE du 02/09/2019 au 02/09/2020,
- AUB-2020/08/05 : PHARMACIE DU BRAS D'OR du 08/07/2019 au 31/03/2020,
- LTD-2019/10/01-2 : SPJ du 01/11/2019 au 13/03/2020.
- MRG-2020/07/06 : AU P'TIT BONHEUR du 01/10/2018 au 10/06/2020

A été déclaré non recevable au motif que le commerce a été créé après la délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

- CVM-2020/09/36 : AZUL du 21/01/2020 au 31/05/2020,

A été déclaré non recevable car situé hors du périmètre des travaux, le dossier suivant :

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), ainsi que du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/02/13	LE MASSILIA	33, Rue Reine Elisabeth – 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/19	14 025,00 €	8 415,00 €	1 000,00 €	9 415,00 €
CVM-2020/02/14	SUNCHILD BAZAR	48, Rue Davso – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	37 757,00 €	22 654,00 €	1 000,00 €	23 654,00 €
CVM-2020/06/16	I FEEL GOOD AND YOU	4, Rue Méry – 13002 Marseille	25/10/19 au 25/05/20	5 760,00	3 456,00	0,00	3 456,00
CVM-2020/06/19	GINGER ART&FOOD	24, Rue Saint-Saëns – 13001 Marseille	12/02/19 au 12/02/20	39 103,00	23 462,00	935,00	24 397,00
CVM-2020/06/20	AGLAE ET SIDONIE	18, Rue Beauvau – 13001 Marseille	12/02/19 au 12/06/20	45 241,00	27 145,00	0,00	27 145,00
CVM-2020/06/21	LE PETIT FLORE *	14, Rue Corneille – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/12/19	17 973,00	10 784,00	650,00	11 029,00

CVM-2020/06/23	L'OSMOSE	3, Rue Méry – 13002 Marseille	21/10/19 au 21/05/20	14 400,00	8 640,00	65,00	8 705,00
CVM-2020/06/24	L'INFUSION	1 Rue Molière 13001 Marseille	01/09/2019 au 31/12/2019	5 287,00	3 172,00	0,00	3 172,00
TOTAL				179 546,00	107 728,00	3 650,00	110 973,00

Montant 150 652.00 €	des	indemnisations	déjà	accordées
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille				261 625.00 €

* L'expertise judiciaire a conclu à un préjudice économique pondéré de 10 784,00€. Cette évaluation étant supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 10 379,00€, la CMIA a choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant complété des frais annexes facturés.

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/04/1-2	AA NASSIM DISTRIBUTION	43 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	01/07/19 au 28/02/20	8 967,00	5 380,00	360,00	5 740,00
PJJLP-2020/02/15	LE FOURNIL DE L'ETOILE	61 Place Jean Jaurès 13006 Marseille	12/10/18 au 20/06/19	9 715,00	5 829,00	0,00	5 829,00
TOTAL				18 682,00	11 209,00	360,00	11 569,00

Montant des indemnisations déjà accordées	220 513,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	232 082,00 €

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2020/02/05	LE BLEU GRAND	2, Impasse du Syndicat – 13700 Marignane	01/10/18 au 28/02/20	17 417,00	10 450,00	0,00	10 450,00
TOTAL				17 417,00	10 450,00	0,00	10 450,00

Montant des indemnisations déjà accordées	52 425,00 €
Total général chantier MARIGNANE II	62 875,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/02/04	LE SAINT JULIEN *	8, Place Paul Cézanne – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	0,00	0,00	0,00	0,00
LTD-2020/02/06	UTILE	174, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	42 169,00	25 301,00	1 000,00	26 301,00
LTD-2020/02/07	LIBERTE PNEUS AUTO	43, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	41 730,00	25 038,00	0,00	25 038,00
TOTAL				83 899,00	50 339,00	1 000,00	51 339,00

Montant des indemnisations déjà accordées	58 216.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	109 555.00 €

* Le rapport d'expertise judiciaire a conclu à l'absence de préjudice économique pondéré. En effet, Il a été constaté la cessation de l'activité fin 2019. En conséquence, l'absence de pérennisation du commerce n'autorise pas à l'indemnisation d'un préjudice économique.

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/02/01	GELATI NINO	2, Cours Barthelemy – 13400 Aubagne	08/07/19 au 19/11/19	60 556,00	36 334,00	0,00	36 334,00
AUB-2020/06/03	LA MAISON DE FABIANA	8, Cours Barthelemy – 13400 Aubagne	08/07/19 au 31/03/20	12 989,00	7 793,00	1 321,00	9 114,00
AUB-2020/06/04	SARL LUNAGI	16 Cours Maréchal Foch 13400 Aubagne	08/07/19 au 31/12/19	1 276,00	766,00	506,00	1 272,00
TOTAL				74 821,00	44 893,00	1 827,00	46 720,00

Montant des indemnisations déjà accordées	6 603.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	53 323.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 17 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 17 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8087/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant désignation des élus métropolitains membres de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 septembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-072/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18345/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La commune du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement de la traversée du Rove / RD 568.

La traversée du Rove/RD568 représente 1 830 mètres linéaires de voirie. Elle se raccorde à l'Ouest à la route du Rove/RD5 via le carrefour giratoire du Douard et au Sud-Est au boulevard de la Ricarde, dit carrefour de l'Héritage.

La partie de voie à aménager (la RD568) est une voie départementale multifonctionnelle en traversée d'agglomération. Il s'agit d'une route à grande circulation qui permet d'assurer notamment la circulation des transports exceptionnels. Le Conseil Départemental des Bouches-Du-Rhône délègue sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des études et des travaux et participera au financement des travaux.

Les objectifs de cet aménagement sont notamment les suivants :

- Rompre avec une logique purement routière ;
- Jouer sur les profils (séquences) pour agir sur la vitesse des automobilistes ;
- Aménager les carrefours afin de fluidifier et sécuriser les mouvements ;
- Aménager et sécuriser les traversées piétonnes ;
- Partager l'espace et diversifier les usages ;
- Donner de la place aux modes actifs piétons et vélos ;
- Aménager et mieux organiser les espaces dédiés aux transports collectifs.
- Mettre en scène le paysage par l'aménagement de séquences ;
- Tisser des liens entre les deux rives de la voie au niveau des lieux de vie ;
- Affirmer le traitement urbain au niveau du centre-ville ;
- Identifier des aménagements paysagers qualitatifs.
- Redimensionner et renouveler les structures et revêtements de voirie ;
- Rénover l'éclairage public par la pose de nouveaux candélabres ;
- Adapter la capacité du réseau de collecte des eaux pluviales aux orientations du schéma directeur d'assainissement et aux prescriptions de l'étude hydraulique.

Le montant de l'autorisation de programme (AP) a été fixée par délibération VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 à 5 000 000 euros TTC.

Ce montant prenait en compte les travaux d'aménagement de la voirie. Les travaux d'assainissement pluvial et d'éclairage public, étaient alors de compétence communale. Au vu de l'évolution des compétences de la Métropole dans ces deux domaines, il apparaît nécessaire de compléter l'autorisation de programme.

Compte tenu du contexte hydraulique très problématique sur ce secteur et de la nécessité de prendre en compte d'une part, le Schéma Directeur d'Assainissement, et d'autre part, l'étude hydraulique et les préconisations de la DREAL, les aménagements pluviaux à mettre en œuvre représentent une part financière très importante, soit près de 40% de l'enveloppe globale des travaux. Ces aménagements consistent en la mise en place de canalisations nouvelles, du reprofilage du réseau existant et en la réalisation de bassins de rétention.

Par ailleurs, l'éclairage public n'avait pas été intégré initialement à l'estimation (il s'agissait également d'un poste de compétence communale).

La prise en charge du génie civil pour l'enfouissement des réseaux, de divers aménagements induits par des contraintes techniques non décelables lors de l'estimation initiale, et du montant du marché de maîtrise d'œuvre qui a augmenté en conséquence, concourent également à justifier l'augmentation de l'autorisation de programme de cette opération qu'il convient de porter à 9 000 000 euros TTC (augmentation de 4 000 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement de la traversée du Rove/RD568, sur la commune du Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-073/20/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération relative à la création et l'aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement et de l'opération relative à la création de la voie U236 à Marseille 14ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DPI 20/18349/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Cité Saint-Joseph est située entre la traverse Tour Sainte à l'Est, la voie SNCF au Sud et des terrains libres d'urbanisation au Nord. Elle est accessible depuis le chemin de Saint-Joseph à Sainte-Marthe, par la traverse du Vieux Moulin qui se termine en impasse.

La cité, extrêmement dégradée, fait l'objet d'une opération de réhabilitation s'inscrivant dans le cadre d'une convention financière n°07/1167 entre l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Commune de Marseille.

Cette convention, approuvée par délibération n° HAP 3/093/CC du Conseil de Communauté du 12/02/2007, a été notifiée le 5 juillet 2007. Le projet global comporte, outre la réhabilitation, la démolition et la reconstruction de logements, le désenclavement de la cité par réaménagement des voies existantes (réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin et élargissement de la traverse Tour-Sainte) et la création de voies nouvelles (U 299 et tronçon Est de la U 236).

La création d'une autorisation de programme a été présentée dans la délibération cadre n° VOI 002- 243/08/CC du 8 février 2008, relative aux opérations d'investissement prévues au budget primitif 2008.

Par délibération VOI 004-618/08/CC du 18 juillet 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 3 400 000 euros.

Par délibération VOI 002-08/02/08/CC du 08 février 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 1 200 000 euros concernant l'opération : Création de la voie U236.

Au démarrage des travaux, il s'est avéré que l'emprise foncière nécessaire à la réalisation de la Tranche Ferme n'était pas disponible, du fait de problèmes de successions entre héritiers. Afin de ne pas perdre le bénéfice des financements apportés par l'ANRU le Maître d'ouvrage a pris la décision de démarrer les travaux des tranches optionnelles TO1 et TO2 à compter du 03 septembre 2019 et de notifier uniquement le démarrage de la période de préparation de la Tranche Ferme, dans l'attente du règlement des procédures foncières.

L'exutoire du réseau pluvial des tranches opérationnelles se situait sous les emprises de la tranche ferme. Ne disposant pas de l'ensemble des emprises foncières et afin de créer un exutoire satisfaisant, il s'est avéré nécessaire d'adopter le projet en posant une nouvelle canalisation sous la voirie existante (Traverse du Vieux-Moulin). Les investigations complémentaires réalisées sous ce tronçon, ont mis en évidence une multitude de réseaux enterrés, renchérisant ainsi le passage du réseau pluvial.

Enfin, les concertations menées auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer, en vue de la rédaction d'un protocole foncier, ont engendré des travaux d'aménagement spécifiques (murs, clôtures) qui n'auront pas été intégrés à l'origine du projet.

Il convient dès lors de procéder à la revalorisation et l'affectation d'une part, d'un montant de 550 000 euros de l'opération relative à la création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille (14ème arrondissement) portant l'opération à 3 950 000 euros et d'autre part, d'un montant de 150 000 euros de l'opération relative à la création de la voie U236 à Marseille (14ème arrondissement) portant l'opération à 1 350 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HAP 3/093/CC du Conseil de Communauté du 12/02/2007 approuvant la convention financière n°07/1167 entre l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Général, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Commune de Marseille ;
- La délibération VOI 002- 243/08/CC du 8 février 2008 relative aux opérations d'investissement prévues au budget primitif 2008 ;
- La délibération VOI 004-618/08/CC du 18 juillet 2008, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation à la hausse de l'opération d'investissement « création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement portant l'opération à 3 950 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation à la hausse de l'opération d'investissement la création de la voie U236 à Marseille 14ème arrondissement pour un montant de 150 000 euros TTC portant l'opération à 1 350 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire pour les exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la revalorisation et de l'affectation relative à l'opération d'investissement liée à la création et aménagement de voies Saint Joseph/Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement et de l'opération relative à la création de la voie U236 à Marseille 14ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-074/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement du boulevard de la Blancarde, Marseille 4ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18365/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence ont souhaité procéder à l'aménagement du boulevard de la Blancarde dans le 4^{ème} arrondissement.

Cet aménagement consiste en la requalification de la partie du boulevard située entre le boulevard Rougier et l'avenue de Saint Barnabé (soit 430 mètres linéaires).

Le projet représente une surface globale de 6 000m² à aménager. Il consiste notamment à élargir les trottoirs, à instaurer une zone 30 avec plateaux surélevés, à matérialiser les places de stationnement et à prévoir un aménagement cyclable.

Les contraintes d'exécution du chantier ont rallongé le délai de réalisation et induit des surcoûts d'un montant de 90 734,09 euros TTC ayant fait l'objet d'un avenant au marché de travaux.

Par ailleurs et afin d'assurer une cohérence entre deux aménagements qualitatifs (requalification de l'Avenue Françoise Duparc, dont les travaux sont en cours et la présente opération relative à l'aménagement du boulevard de la Blancarde), il est nécessaire de prévoir une extension du périmètre de cette dernière (coût estimé à 235 000 euros TTC), en poursuivant la requalification dudit boulevard de la Blancarde, entre le boulevard Rougier et l'avenue Françoise Duparc (soit 100 mètres linéaires).

En conséquence, l'enveloppe financière doit être réévaluée.

L'opération n°2015107900 intitulée : « MARSEILLE – Aménagement du boulevard de la Blancarde » a été créée par délibération n° VOI 008-776/15/CC en date du 19 février 2015, pour un montant de 1 300 000 euros TTC.

Elle a été réévaluée à 1 400 000 euros TTC par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018. Il est envisagé de porter celle-ci à hauteur de 1 800 000 euros TTC (augmentation de 400 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement du boulevard de la Blancarde, Marseille 4^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-075/20/CT

■ CT1 - Budget Annexe des Transports - Approbation de l'augmentation de l'opération d'investissement Infrastructure de recharge pour véhicules électriques

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/18724/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La voiture particulière est le mode de déplacement le plus utilisé pour les déplacements des habitants de la Métropole (56% en 2009). Essentiellement équipés de moteurs thermiques, les automobiles représentent une source de pollution importante, avec des conséquences tant en termes de santé publique que de réchauffement climatique. Afin de répondre à ces enjeux, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 a fixé à 2040 la fin des ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers neufs utilisant des énergies fossiles.

C'est dans cette même perspective que le Plan de Déplacement Urbain (PDU) arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 prévoit le déploiement de plus de 1000 points de charge à l'horizon 2030, davantage si la demande le justifie (cet objectif est calculé sur la base d'une part de 10 % de véhicules électriques sur l'ensemble du parc automobile en 2030).

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur tout son territoire, par transfert de plein droit de la compétence communale.

Suite à ce transfert de compétence, la Métropole a souhaité lancer un programme ambitieux de déploiement des bornes. Le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a ainsi porté approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement IRVE. Cette opération prévoit un déploiement total de 275 bornes nouvelles (550 points de charge) avec leur infrastructure de supervision pour un montant total d'investissement de 3 millions d'euros HT.

Outre la recharge occasionnelle, le rôle de ces bornes est la réassurance des usagers ce qui favorise la prise de décision pour un équipement en véhicules électriques. Il s'agit de bornes accélérées permettant une recharge d'une heure en moyenne et présentant deux points de charge par borne. Les déploiements privilégient les centres villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée.

Les installations de ces nouvelles bornes au sein du réseau « larecharge » se dérouleront jusqu'en 2021. Au 1er août 2020, 96 bornes sont en service et 102 bornes sont en cours de déploiement avec une mise en service planifiée d'ici la fin de l'année 2020, soit environ 400 points de charge déployée avec cette autorisation de programme fin 2020.

Suite à l'ajout d'un stickage intégral anti-tags sur les bornes ainsi que la pose de boucle de détection sur les places de stationnement sur les communes de Marseille et Aix, le coût moyen est plus élevé que prévu et il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 500 000€ HT.

D'autre part, deux missions d'accompagnement seront nécessaires dans le cadre de l'opération

- Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE
- Une mission d'étude pour la construction d'un schéma directeur IRVE : ce schéma directeur définit les priorités de l'action de la Métropole afin de parvenir à une offre de recharge suffisante (Art. L. 334-7 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ces missions nécessitent un investissement estimé à 500 000 euros environ.

Au-delà du déploiement initial de 550 points de charge qui complètent les 70 points de charge déjà existants, la Métropole devra continuer à assurer un déploiement de bornes pour répondre aux objectifs fixés au PDU.

Suite à un sourcing effectué au cours de l'été 2020, il apparaît que le territoire d'Aix-Marseille-Provence présente économiquement une attractivité pour des opérateurs souhaitant investir sur fond privé dans le domaine des IRVE publiques en voirie (déploiement et exploitation). C'est la raison pour laquelle, la Métropole souhaite lancer dès la fin de 2020 une procédure de mise en concurrence d'un futur concessionnaire de service public pour le déploiement et l'exploitation du réseau « larecharge ».

Pour cette l'opération, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE est nécessaire. Cette mission nécessite un investissement estimé à 350 000 euros environ.

L'opération d'investissement 2018106700, IRVE – Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques, de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 850 000€ HT supplémentaires.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018106700 de 3 000 000 H.T à 3 850 000€ H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 concernant l'Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'amélioration de la qualité de l'air.
- Que la mobilité électrique est l'une des réponses identifiée pour atteindre ces objectifs environnementaux et que la promotion du véhicule électrique individuel passe notamment par le déploiement de nouveaux points de recharge, objet du programme IRVE.
- Qu'il convient de procéder à l'augmentation de l'Autorisation de Programme IRVE pour un montant total de 3 850 000 euros HT selon le budget annexe des transports publics de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement y afférents aux exercices budgétaires concernés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à la révision et l'augmentation de l'opération d'investissement N°2018106700 « IRVE » d'un montant de 850 000 euros portant sur un montant total de 3 850 000 euros HT inscrite au budget annexe des transports publics.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-076/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18701/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°14/005 conclu le 9 janvier 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (Q-PARK MARSEILLE HDV) la gestion en affermage du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille, pour une durée de 7 ans à compter du 15 janvier 2014.

Compte tenu de l'échéance prochaine du contrat en cours, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n°TRA 012-20/09/18 CM du 13 décembre 2018, le principe du recours à une délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour la gestion de ce parc de stationnement.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en mars 2019 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 25 avril 2019. Cette Commission a procédé à

l'analyse des candidatures dans sa séance du 23 mai 2019 et le dossier de consultation des entreprises a été mis à disposition des candidats admis à présenter une offre, la date limite de remise des offres étant fixée au 18 septembre 2019. Une première série de questions écrites a été envoyée aux soumissionnaires dont les réponses étaient attendues au plus tard le 23 mars 2020.

Le processus de renouvellement du contrat mis en œuvre début 2019 a dû être interrompu en raison de deux événements imprévus et concomitants :

- La cyber-attaque dont la Métropole a été victime, rendant impossible l'accès au réseau informatique et provoquant par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services.
- La crise sanitaire liée au virus COVID-19 qui a conduit à la prise de mesures exceptionnelles comme le confinement de la population et le report des élections municipales.

La crise sanitaire a elle-même eu plusieurs conséquences qui ont impacté la procédure en cours. Tout d'abord, en application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de réponses aux questions a été reportée au 15 avril 2020.

De plus, en raison du caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de l'urgence de santé publique que l'évolution de sa propagation entraîne, le Gouvernement a décidé, par un décret n° 2020-267 du 17 mars 2020, de reporter le second tour des élections municipales et communautaires.

La loi n° 2020- 290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, instaurant l'état d'urgence sanitaire, est venue préciser les modalités de ce report dans les communes où le premier tour organisé le 15 mars 2020 n'a pas permis d'élire l'ensemble de l'organe délibérant.

Le décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 a arrêté au 28 juin 2020 la date du second tour des élections municipales et communautaires.

Le report du second tour des élections municipales et communautaires a entraîné l'arrêt des réunions de la Commission de délégation de service public et l'absence de mandat du Vice-Président délégué à la Commande Publique en charge des négociations. Celles-ci ont donc nécessairement dû être reportées au mois de septembre. Ainsi, au regard des délais incompressibles de la procédure, le décalage de calendrier induit par ces circonstances exceptionnelles ne permet pas une attribution avant la fin du contrat au 15 janvier 2021.

C'est pourquoi, afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée de cinq mois, soit jusqu'au 15 juin 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

La modification du contrat a été rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et à ce titre peut être régulièrement conclu conformément à l'article R3135-7 du code de la commande publique.

Elle engendre une modification de 6% du contrat initial, soit un montant de 506K€ HT.

De manière cumulée avec les avenants précédents l'avenant engendre une augmentation de 22%, inférieure à 50% du montant du contrat initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-077/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Blancarde à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 20/18698/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/180 notifié le 28 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo la gestion en affermage du parc de stationnement Blancarde à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 21 janvier 2008.

Dans la perspective du prochain renouvellement du contrat de DSP, la Métropole a décidé d'unifier la gestion des parcs Blancarde et Timone au sein d'un même contrat ; il convenait par conséquent d'en rapprocher les durées d'exécution, c'est pourquoi le terme du contrat n°07/180 a été porté au 20 janvier 2021.

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre. Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- une cyber-attaque, dans la nuit du 13 mars 2020 dont la Métropole a été victime, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services,

- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a conduit, notamment, au confinement de la population ; mesure qui a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux des parcs de stationnement propres à pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements, n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Aussi, afin de garantir la continuité du service public et pallier les strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de sept mois et 11 jours, et porter ainsi son terme au 31 août 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Cette modification est rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et à ce titre, peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique.

Cette modification engendre une augmentation de 7% soit un montant de 145K € HT ;

De manière cumulée avec les avenants précédents l'avenant engendre une augmentation de 18% du montant du contrat initial soit un montant de 381K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Blancarde à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-078/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18697/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/143 conclu le 19 juillet 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo la gestion en affermage du parc de stationnement République à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 31 mars 2008.

Dans la perspective du prochain renouvellement du contrat de DSP, la Métropole a décidé d'unifier la gestion des parcs République et Phocéens au sein d'un même contrat ; il convenait par conséquent d'en rapprocher les durées d'exécution, c'est pourquoi le terme du contrat n°07/143 a été porté au 30 mars 2021.

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport

d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre. Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- une cyber-attaque, dont la Métropole a été victime dans la nuit du 13 mars 2020, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services,
- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a notamment conduit au confinement de la population ; cette mesure a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux qui auraient pu pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima, et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Afin de garantir la continuité du service public et pallier aux strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de cinq mois, et porter ainsi son terme au 31 août 2021.

Cette modification est rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et à ce titre, peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique.

Cette modification engendre une augmentation de 3% soit un montant de 485K€ HT.

De manière cumulée avec les avenants précédents l'avenant engendre une augmentation de 12% du montant du contrat initial soit un montant de 1 633K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-079/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks et Espercieux à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18700/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Gagneraud Construction/Qpark France en tant que délégataire, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage, des parcs de stationnement Espercieux et Les Docks (anciennement Arvieux) sis à Marseille rue des Docks 13002. Ce contrat arrive à échéance le 1^{er} mars 2021. Eu égard aux engagements contractuels, une société dédiée a été constituée « la Société Marseillaise de Stationnement ».

Le processus de renouvellement du contrat a été mis en œuvre fin 2019 par la publication d'un avis d'appel public à concurrence le 30 octobre 2019 invitant les opérateurs économiques à présenter leur candidature. Un rapport d'analyse des candidatures remises a été approuvé par la Commission de Délégation des Services Publics (CDSP) du 16 janvier 2020. La suite de la procédure est l'élaboration et la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises auprès des candidats admis à présenter une offre. Or, c'est à ce stade de préparation du dossier de consultation des entreprises que la procédure a dû être interrompue en raison de deux événements concomitants :

- une cyber-attaque, dans la nuit du 13 mars 2020 dont la Métropole a été victime, a rendu impossible l'accès au réseau informatique, a conduit à la perte de certaines données techniques du dossier de consultation des entreprises et a provoqué, par conséquent, la paralysie de l'ensemble des services,

- La crise sanitaire liée au virus Covid19 a conduit, notamment, au confinement de la population ; mesure qui a empêché les agents opérationnels de la Métropole de se rendre sur les parcs de stationnement pour procéder à de nouveaux états des lieux des parcs de stationnement propres à pallier la perte des données du dossier de consultation des entreprises.

Dès lors, la conjonction de ces deux événements, n'a pas permis aux services de la Métropole de fonctionner normalement pendant la période de confinement, a minima et de poursuivre la procédure de renouvellement.

Aussi, afin de garantir la continuité du service public et pallier les strictes conséquences engendrées par la conjonction de l'état d'urgence sanitaire et la cyber-attaque, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat de 5 mois et 30 jours et porter ainsi son terme au 1^{er} septembre 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Cette modification est rendue nécessaire par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et à ce titre, peut être régulièrement conclue conformément à l'article R.3135-7 du Code de la commande publique.

Cette modification engendre une augmentation de 4% soit un montant de 1 132K€ HT.

De manière cumulée avec les avenants précédents l'avenant engendre une augmentation de 10% du montant du contrat initial soit un montant de 3 636K€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'avenant n° 3 au contrat de DSP relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks et Espercieux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-080/20/CT

■ CT1 - Approbation de la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'archipel du Frioul

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/18714/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le marché n°Z190319F00 pour des prestations de transport de véhicules et de fret entre Marseille et l'archipel du Frioul a été notifié à la société Transrades le 19 novembre 2019.

La délibération TRA 010-7099-19-CM du Conseil Métropolitain du 24 octobre 2019 a approuvé la gamme tarifaire applicable pour ce marché. Cette gamme tarifaire propose un tarif préférentiel pour les résidents principaux de l'île et définit les conditions d'accès dudit tarif. Ce tarif préférentiel a été mis en place en août 2019 dans le cadre de la précédente délégation de service public, pour encourager l'utilisation de l'écUM par les résidents principaux pour le transport de marchandise, et ainsi limiter le transport de marchandise sur le service de transport de passager le bateau.

Les premiers mois d'exploitation font apparaître la nécessité de revoir les conditions d'application du tarif résident principal afin d'en faciliter son utilisation ; le délai alloué pour effectuer les traversées aller et celle du retour est allongée.

Par ailleurs, la création de nouveaux tarifs pour le fret non roulant ou de réductions à destination des activités régulières de l'archipel permettront de favoriser l'utilisation de l'écUM au bénéfice des activités commerciales et industrielles présentes sur l'île.

La nouvelle gamme tarifaire prévoit également la gratuité de la traversée pour le Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille. Les éléments précédents sont décrits dans la gamme tarifaire ci-annexée.

Cette mesure sera neutre du point de vue budgétaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la présente gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 010-7099-19-CM du 24 octobre 2019 approuvant la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de modifier la gamme tarifaire applicable au transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'archipel du Frioul.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-081/20/CT

**■ CT1 - Approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire Marseille Provence
 DGPROP 20/18328/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-17.1 du Code général des collectivités territoriales, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets doit être présenté à l'assemblée délibérante afin d'être mis à disposition des usagers. Ce rapport était établi conformément aux dispositions du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 qui en fixait le contenu pour les collectivités ou EPCI.

Abrogeant le décret précité, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 apporte diverses modifications aux dispositions réglementaires relatives à la prévention et à la gestion des déchets. Il prévoit notamment de nouveaux indicateurs techniques et financiers tels que l'indice de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés ou l'indice de réduction des quantités de déchets non dangereux, non inertes admis en installation de stockage.

Ce rapport doit être présenté au Conseil dans les six mois de la clôture de l'exercice. Pour chaque commune membre, le rapport est adressé au Maire qui doit le présenter au Conseil municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour le Conseil de Territoire Marseille Provence de délibérer sur le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille approuve le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-082/20/CT

■ CT1 - Définition des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2019 à septembre 2022 DTD 20/18570/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Emmaüs reçoit sur ses sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel des objets usagés issus des ménages. Les produits sont alors, triés, réparés si nécessaire et pour une partie d'entre eux revendus. Par cette activité, l'association permet d'éviter que certains objets en fin de vie ne se retrouvent dans le circuit de collecte des déchets ménagers.

Conformément à la délibération PROX 059-803/19/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019, les textiles, cartons et articles ménagers qui n'étaient pas vendus sont amenés sur les plateformes métropolitaines pour y être traités, la Métropole prenant en charge ce coût de traitement. En 2019, ce sont 565 tonnes de déchets qui ont été pris en charge par la Métropole dans ce cadre.

Afin de s'inscrire dans les axes du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, il convient de poursuivre la progression de la valorisation des produits récupérés et qui n'ont pas été vendus, avec pour objectif de faire en sorte qu'à l'horizon d'octobre 2022 aucun déchet issu de l'activité de l'association ne se retrouve dans le circuit de traitement des déchets ménagers et assimilés. En s'appuyant sur les caractérisations des produits jetés, les entités d'Emmaüs Saint Marcel et Pointe Rouge devront développer un plan d'actions pour atteindre cet objectif.

Dans ce cadre, les cartons continueront à être accueillis gratuitement dans la mesure où ils seront amenés sur les sites en lots homogènes. Pour l'ensemble des autres flux, il est proposé d'accueillir gratuitement sur les plateformes gérées par la Métropole :

- Pour la période d'octobre 2020 à septembre 2021, un maximum de 250 tonnes de déchets avec une répartition égale de 125 tonnes pour chacun des sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel ;
- Pour la période d'octobre 2021 à septembre 2022, un maximum de 126 tonnes de déchets avec une répartition égale de 63 tonnes pour chacun des sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel.

Plus aucun déchet de l'association ne sera accepté gratuitement sur les plateformes gérées par la Métropole à partir du mois d'octobre 2022.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2020 à septembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation des axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets. ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence PROX 059-803/19/CT du 17 décembre 2019 portant approbation de la définition des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2019 à septembre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'améliorer la valorisation des déchets issus de l'activité de l'association Emmaüs ;
- Qu'il convient d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2020 à septembre 2022.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la prise en charge par la Métropole du traitement à titre gratuit des cartons apportés en lots homogènes par l'association Emmaüs. Pour l'ensemble des autres flux de déchets de l'association est approuvé l'accueil à titre gratuit sur les plateformes gérées par la Métropole :

- pour la période d'octobre 2020 à septembre 2021, un maximum de 250 tonnes de déchets avec une répartition égale de 125 tonnes pour chacun des sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel ;
- pour la période d'octobre 2021 à septembre 2022, un maximum de 126 tonnes de déchets avec une répartition égale de 63 tonnes pour chacun des sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel.

Plus aucun déchet de l'association ne sera accepté gratuitement sur les plateformes gérées par la Métropole après le mois de septembre 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 003-083/20/CT

**■ CT1 - Approbation du protocole au contrat de partenariat avec l'éco-organisme CITEO pour le financement d'actions pour l'optimisation du dispositif de tri des bouteilles plastiques
DTD 20/18585/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son agrément comme éco-organisme pour la prise en charge des déchets d'emballages, CITEO a lancé le projet : « Vous Triez, Nous Recyclons » pour répondre à la problématique de la stagnation du geste de tri des bouteilles plastique. Il s'agit d'un projet expérimental déployé sur les territoires de Paris et Marseille afin d'augmenter le recyclage des bouteilles PET. Il cible à la fois la consommation au sein du foyer et hors foyer et teste des dispositifs de tri innovants et visibles, au cœur des quartiers et des lieux de consommation

Ce projet expérimental « Vous Triez, Nous Recyclons » prévoit le déploiement de plusieurs projets sur Marseille. Deux d'entre eux ont nécessité le passage de conventions avec MAMP.

Le **premier projet** concerne l'accompagnement au changement de comportement quant à la gestion des déchets sur les plages urbaines. L'expérimentation s'est déroulée sur certaines plages marseillaises du 1er juin au 30 août 2018, et du 1er juin au 31 décembre 2019, en partenariat avec la ville de Marseille.

Le **second projet** concerne à l'optimisation du dispositif de collecte des emballages et l'intégration paysagère des points d'apport. Il comprend 2 volets :

- la participation au déploiement de bacs gros volumes à préhension latérale (une soixantaine de bacs en 2018 et une cinquantaine en 2019).
- la fabrication et le test de nouveaux points de tri innovants et intégrés dans le paysage urbain sur l'année 2019 pour les flux d'ordures ménagères, verre et multi matériaux.

Mais le volet 2 du second projet a pris du retard au niveau de la phase de Recherche & Développement. En conséquence, il convient d'adopter un protocole visant à poursuivre l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2022.

Citeo participera financièrement à l'expérimentation en acquérant les prototypes expérimentaux du Volet 2, et les supports de communication ou prestations de service de sensibilisation dans les conditions prévues à la Convention.

Le Territoire de Marseille Provence s'engage à prendre en charge les frais de travaux de génie civil nécessaires à l'accueil des conteneurs, l'exploitation, la collecte, l'entretien et la maintenance des conteneurs, le tri des flux, le recyclage des matériaux, la production d'indicateurs de suivi de l'expérimentation, et la réalisation de caractérisations spécifiques au périmètre expérimental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- L'arrêté du 23 août 2017 portant agrément de CITEO.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conclure un protocole pour la poursuite du contrat de partenariat avec CITEO.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé au contrat de partenariat avec l'éco-organisme CITEO.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 004-084/20/CT**■ CT1 - Approbation d'une convention de coopération entre la Ville de Marseille et la Métropole relative à l'accès aux plateformes de réception, de tri et de valorisation des déchets****Avis du Conseil de Territoire
DTD 20/18571/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1er janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) des nouvelles compétences qui étaient les siennes.

Parmi ces compétences transférées figure la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1er janvier 2016 par le regroupement de six structures intercommunales préexistantes dont MPM, et devenues Conseils de Territoire, est venue confirmer que la compétence déchets ne concernait que les déchets ménagers et assimilés.

En conséquence, il apparaît que les déchets d'activités économiques ainsi que ceux provenant de l'activité des services techniques des communes membres d'Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet d'un traitement à la charge de l'Établissement Public Métropolitain.

Jusqu'à présent, en l'absence d'exutoires dédiés, les apports de déchets provenant de l'activité des services techniques de la Ville de Marseille s'effectuent sur les installations du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole ou de prestataires ayant contractualisé avec l'EPCI par le biais de marchés publics.

Dans l'attente de procéder au lancement d'appels d'offres pour la mise à disposition d'exutoires pour la réception, et le traitement des déchets cités précédemment, la Ville de Marseille peut utiliser les installations mises à disposition de la Métropole mais doit rembourser à cette dernière le coût de prise en charge et de traitement.

Les sites pouvant accueillir les déchets des services techniques de la Ville de Marseille sont les deux plateformes de réception, tri et traitement des déchets de la Millière (13011) et des Aygaldes (13015).

Dans le cadre du présent marché, la classification des déchets qui peuvent être apportés et traités sur ces sites est la suivante :

- Végétaux
- Gravats
- Bois
- Papiers-cartons
- Métaux
- Déchets valorisables en mélange
- Déchets non valorisables

Le coût de prise en charge et de traitement de chaque type de déchets est fonction de sa nature et des quantités apportées.

Compte-tenu des éléments exposés ci-dessus, les parties ont décidé de passer une convention de coopération temporaire au titre de l'article L 2511-6 du Code de la commande publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient, dans l'attente pour la Ville de Marseille de disposer de ses propres exutoires pour le traitement des déchets produits par l'activité de ses services techniques, de mettre à sa disposition à titre onéreux les installations métropolitaines.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée de coopération entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence relative à l'accès aux plateformes de réception, de tri et de valorisation des déchets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 005-085/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant de transfert de la convention du lot B relative à la mise en place d'une récupération de Textiles - Linge de maison - Chaussures en points d'apport volontaire en vue de leur réutilisation et réemploi sur la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 20/18573/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 5218-7 I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération du 17 mai 2018 n° DEA 001-3868/18/CM la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à cet appel à projets 3 opérateurs (EcoTextile, Le Relais et Provence Tlc) ont été retenus pour assurer la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur les 3 lots de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le Territoire Marseille Provence est concerné par les lots A (Le Relais) et B (EcoTextile).

Par délibération n° DEA 003-4798/18/BM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apport volontaire sur le domaine public en vue de leur réemploi/réutilisation.

L'opérateur EcoTextile en charge du lot B regroupant les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que les communes et arrondissements situés à l'Est du Territoire de Marseille Provence, a informé la Métropole par courrier en date du 16 mars 2020 de sa volonté de mettre fin à ce service de collecte, en raison de difficultés financières liées à des conditions de marché difficiles. Cet opérateur souhaite céder au Relais, qui a en charge le lot A regroupant le Territoire du Pays de Martigues ainsi que les autres communes et arrondissement du Territoire Marseille Provence, la convention cadre du lot B n°19/0135 ainsi que les autorisations d'occupation du domaine public.

Le déploiement de points de récupération des textiles sur le territoire, comme prévu dans le plan de prévention des déchets, est fondamental pour détourner un maximum de textiles des ordures ménagères et ainsi réduire les coûts de traitement de la collectivité et créer des emplois locaux.

Toutefois ce déploiement ne doit pas se faire au détriment de la propreté, c'est pourquoi le dossier de reprise du Relais a été analysé à l'aune de cet enjeu pour la Métropole.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la signature de l'avenant de transfert de la convention du lot B d'EcoTextile au profit du Relais. Cet avenant devra également être signé par chaque gestionnaire du domaine public (communes, Territoire).

L'opérateur s'acquittera de la redevance d'occupation du domaine public, à partir des montants délibérés par chaque gestionnaire du domaine public, pour les colonnes installées (Environ 15 €/colonne/an pour le Territoire Marseille Provence).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal HN 001-20/CT de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 003-4798/18/BM du Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 approuvant les conventions cadres relatives à la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le déploiement sur le domaine public de colonnes de récupération des textiles-linge de maison-chaussures en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec le plan de prévention des déchets ménagers et assimilés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant de transfert de la convention du lot B relative à la mise en place d'une récupération de textiles-linge de maison-chaussures en points d'apport volontaire en vue de leur réutilisation / réemploi sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 006-086/20/CT

■ CT1 - Approbation du lancement d'un appel à projets prévention des déchets - Réemploi / Réparation / Réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 20/18574/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 5218-7 I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

L'axe 4 propose d'assurer un maillage du territoire afin d'offrir aux habitants une solution de proximité pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, il existe à ce jour 29 points de collecte dont 14 en déchetteries, soit environ 64 000 habitants pour 1 point de collecte. L'objectif du plan de prévention est d'atteindre une solution de réemploi par commune ou regroupement de petites communes soit une solution pour 45 000 habitants en moyenne.

De plus, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précise également des nouveaux objectifs en matière de réemploi/réutilisation : atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030 et équiper les déchetteries comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets (AAP) Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » qui concernent les déchets des ménages de plusieurs territoires dont Marseille Provence.

Les projets soutenus contribueront donc à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune de ces enjeux pour la Métropole.

L'appel à projet se décline en 2 volets :

- Volet 1 : le candidat proposera un projet comprenant l'animation et la gestion des espaces de réemploi à minima de 23 déchetteries ;
- Volet 2 : le développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Seules les associations et les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pourront candidater à cet AAP selon la procédure suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via la plateforme de l'innovation de la Métropole.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
- Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via la plateforme de l'innovation de la Métropole.

- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères techniques et financiers de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
- Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Après validation des candidats retenus sur les territoires concernés de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention type relative à l'attribution d'une subvention sera signée avec le lauréat pour une mise en œuvre sur 4 années maximum. Cette subvention sera calculée en fonction du taux applicable sur les dépenses éligibles retenues tel que précisé dans le dossier de présentation de l'appel à projet.
- La mise en œuvre de ces conventions se fera progressivement à partir du printemps 2021.

Un accompagnement via les « Packs » de la Direction de l'Economie pourra être mis en œuvre en fonction des besoins des lauréats.

Par cet appel à projets la Métropole souhaite contribuer aux objectifs cités ci-dessus, en soutenant les projets qui favorisent le maillage du territoire en solutions de réemploi/réutilisation/réparation et qui permettent ainsi d'accroître la part d'objets réemployés issus des ménages du territoire.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projet est d'améliorer l'efficacité du réemploi, de la réparation et de la réutilisation pour atteindre 50% de réemploi/réparation/réutilisation des objets récupérés.

Cette action participe à la dynamique d'économie circulaire du territoire et permettra de :

- Baisser le volume de déchets collectés en porte à porte ou en déchetteries ;
- Participer au développement d'une filière locale du réemploi créatrice d'emplois.

Elle offrira également aux habitants la possibilité d'acquérir des objets à moindre coût, de profiter de services en déchetteries et de donner une seconde vie aux objets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal HN 001-20/CT de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération n° HN 004-8076/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés
- La délibération FBPA 030-31/07/20 CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 17-90 du 17 mars 2017 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Cadre d'intervention régional pour l'accompagnement du futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la démarche de réduction des déchets avec le lancement, selon la procédure énoncée, de l'appel à projets Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » joint contenant les volets suivants :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces réemploi des déchetteries concernées ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-087/20/CT

■ **CT1 - Modalités d'écèlement et de dégrèvement, des factures d'eau hors dispositif Warsmann**

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 20/18418/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Afin de répondre au mieux aux attentes des usagers, il est proposé d'instaurer une réduction de la facture d'eau par écèlement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure ou par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu quel que soit le type d'immeuble concerné. Ces modalités s'inscrivent pour des cas n'étant pas éligibles à la Loi Warsmann.

Rappel cadre Loi Warsmann :

La loi dite « Warsmann » encadre les modalités d'écèlement de la facture d'eau pour des fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux d'habitation, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage. Les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques, les locaux utilisés à des fins professionnelles sont exclus. Lorsque les conditions précisées dans le décret d'application de la loi Warsmann sont remplies et notamment la justification de la réparation de la fuite dans un délai d'un mois, la facture d'eau pour la part consommation du service de l'eau potable est plafonnée au double de la consommation moyenne sur la période identique des 3 dernières années. Les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteurs éligibles à la loi Warsmann n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement dans les conditions prévues à l'article R2224-19-2 du CGCT.

Cas Incendies :

Dans le cadre de volume d'eau utilisé chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure, il est proposé d'écèler la facture d'eau (sur l'ensemble des parts : eau potable, assainissement, redevances et taxes) et de ne facturer à l'abonné que le volume réel

moyen consommé sur la période identique des 3 années précédentes. Le demandeur devra fournir sous 2 mois une attestation des autorités compétentes précisant qu'il y a bien eu un incendie mentionnant le périmètre géographique de l'incendie ainsi que la date dudit sinistre.

Cette disposition aura un impact négligeable sur les recettes de surtaxe des budgets annexes Eau potable et Assainissement des Territoires, la diminution des recettes est estimée à 10 000 € par an pour l'ensemble de la Métropole, soit de l'ordre de 0,02% des recettes de surtaxes. Il est par ailleurs rappelé que l'eau utilisée par les services de secours est gratuitement mise à disposition par les services d'eau.

Cas de service non rendu en assainissement :

En application de l'article R 2224-19-297 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu dans les cas de fuite puisque l'eau s'écoule dans le sol et qu'elle ne nécessite donc pas de collecte ni de traitement, il n'est pas justifié leur facturer totalement le service de l'assainissement.

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, en cas de fuite accidentelle et non décelable sur le réseau intérieur de l'abonné, dûment constatée et réparée, avec infiltration des eaux dans le sol et non pas dans le réseau public de collecte des eaux usées, ayant entraîné une consommation réelle de plus de deux fois supérieure à la consommation moyenne réelle de la période identique des 3 années précédentes, la part de consommation ne donnera pas lieu à facturation en assainissement au-delà de deux fois la « consommation habituelle » sur présentation des justificatifs adéquats. On entend par consommation habituelle la moyenne des consommations mesurées pour la même période au cours des trois années précédentes ou à défaut le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux de taille et de caractéristiques comparables. Les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage sont exclues. Les services pourront procéder à tout contrôle nécessaire.

L'abonné devra fournir les justificatifs suivants :

- Attestation d'une entreprise de plomberie à produire par l'abonné qui indique que la fuite a été réparée en précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation ;
- Attestation d'absence d'assurance fuite sur canalisation après compteur de la part de son assureur, couvrant les surconsommations d'eau induite par la fuite

Il est précisé qu'un délai d'un mois est à respecter entre la date d'information de la fuite à l'abonné (par courrier spécifique ou par la facture d'eau) et la date de transmission de l'attestation de réparation au service de l'eau et l'attestation d'absence d'assurance fuite. Lorsqu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant susceptible d'être causée par une fuite, le service de l'eau n'est pas tenu d'informer sans délai les abonnés d'un local qui n'est pas à usage d'habitation. L'abonné sera alors informé de sa consommation par le relevé de la facture d'eau.

Cette disposition aura un faible impact financier global de l'ordre de 50 000 euros par an, avec une baisse de recette estimée à 0,16% pour l'ensemble des recettes de surtaxe des budgets annexes Assainissement des Territoires.

L'impact financier sera suivi annuellement et un bilan sera présenté afin de valider la poursuite ou non de la mise en œuvre de cette mesure.

Ces modalités seront applicables par les exploitants (délégataires, SPL ou régies) dès que la présente délibération sera rendue exécutoire. Afin d'assurer la transmission de l'information et la transparence pour les abonnés, les règlements de service de l'eau et de l'assainissement en vigueur sur la Métropole seront modifiés en conséquence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'avis de la médiation de l'eau du 3 septembre 2019 sur le dossier 2018-2886 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix- Marseille- Provence n° HN 004-8076/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur les modalités d'écèlement (cas d'incendie) et de dégrèvement (cas de service non rendu en assainissement) des factures d'eau, hors dispositif Warsmann.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-088/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°4 au Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau du Territoire Marseille-Provence et approbation du règlement de Service de l'Eau

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 20/18561/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a eu lieu le 1^{er} juillet 2014. Trois avenants ont ensuite été approuvés : l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public de l'Eau par délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014, puis l'avenant n°2, par délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015 et enfin l'avenant 3, par délibération DEA 003-3651/18/CM du 22 mars 2018.

En 2019, la Métropole a réalisé un audit quinquennal juridique, financier et technique de la délégation du Service public de l'Eau qui a montré la performance du Service délégué. Néanmoins, des préconisations d'adaptation, d'amélioration ont été formulées qui donnent lieu à la rédaction de l'avenant quinquennal.

Les principales évolutions contractuelles du présent avenant concernent :

- la cybersécurité : l'avenant 3 avait mis à la charge du délégataire la mise en œuvre, à frais avancés, des évolutions réglementaires entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2016 en matière de cybersécurité pour les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV). Le présent avenant permet d'acter les modalités de prise en charge de

- ces coûts d'investissement et de fonctionnement jusqu'à la fin du Contrat, grâce à un effort consenti par le Déléataire et à une baisse de certaines charges, afin de respecter l'équilibre économique initial du Contrat,
- les évolutions organisationnelles du Déléataire, en vue d'améliorer la productivité, ainsi que la baisse des prestations mutualisées suite à l'arrêt du laboratoire SEM,
 - l'optimisation du système d'évaluation de la performance (ajout de nouveaux indicateurs, nouvelles modalités d'obtention de l'intéressement...),
 - Fonds d'aide aux plus démunis : nouvelles modalités d'attribution permettant d'améliorer la performance du fonds et la résorption du reliquat,
 - Evolution de la grille tarifaire en vue d'une simplification et d'une baisse du tarif agricole pour accompagner les projets d'agriculture urbaine,
 - Le volet patrimonial : requalification des biens délégués, clarification des obligations contractuelles du Déléataire en matière de régularisation des servitudes, introduction d'indicateur de suivi de l'état du patrimoine, clarification des obligations contractuelles du Déléataire en matière de contrôles réglementaires des bâtiments et ouvrages, notamment sur la réglementation amiante,
 - Le volet financier : optimisation du reporting financier, nouvelles modalités d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel, forfaitisation du taux de charges semi-directes et indirectes des travaux, augmentation du délai de reversement de la surtaxe,
 - La qualité de l'eau : ajout d'indicateurs sur le suivi, prise en compte de paramètres émergents dans les analyses,
 - L'introduction de nouvelles prestations accessoires,
 - La modification du Règlement de Service en vue d'une mise en conformité juridique et afin de prendre en compte des évolutions tarifaires exposées plus haut.

Cette avenant est économiquement neutre et n'entraîne pas d'augmentation du prix de l'eau.

L'impact de l'avenant 4 sur le montant du contrat est de 0,01% soit 272 500 €.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 0,70%, soit 19 460 000 €, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau du Territoire Marseille-Provence et l'approbation du Règlement de Service de l'Eau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-089/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°7 au contrat de délégation de service public de l'assainissement de la Zone Centre du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DGECE 20/18290/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement, pour la zone Centre, à SERAMM.

Ce contrat est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il a fait l'objet de six avenants approuvés par délibérations en date des 9 octobre 2014, 19 décembre 2014, 25 septembre 2015, 13 juillet 2017 et 22 décembre 2017.

En application de l'article 105.8 du contrat, le premier audit quinquennal a été réalisé par la Métropole.

A la suite de cet audit, les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Plan d'actions de lutte contre les odeurs et l'hydrogène sulfuré (H₂S) dans les ouvrages,
- Prise en compte d'évolutions fiscales relatives à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et à la Taxe Foncière (TF),
- Diagnostic de Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)
- Gestion patrimoniale (inventaires des biens, servitudes, diagnostic des réseaux visitables, conformité et entretien des bâtiments)
- Partage de la surperformance économique
- Création d'un fonds de solidarité
- Evolution de la gestion du réseau pluvial.
- Evolutions du contrôle de l'activité déléguée (nouveaux indicateurs de suivi, contrôlent des achats, instances de gouvernance).

Cet avenant est proposé sans augmentation de tarif, en finançant l'intégration de nouveaux services à la fois par des transferts de prestations au sein du contrat et par un ajustement entre les produits et charges du délégataire.

Le détail des principales dispositions envisagées est le suivant :

1) Lutte contre les odeurs et l'H₂S

La Métropole ouvrira en 2021 un important chantier de mise en place de stations d'injection de nitrate de calcium en une vingtaine de points du réseau de Marseille. Le nitrate de calcium, non toxique pour les organismes, inhibe la formation de sulfures dissous et de l'hydrogène sulfuré, gaz responsable des mauvaises odeurs et des risques d'atteinte à la santé des personnels présents en égout. Il réduit en outre les effets de la corrosion des ouvrages en empêchant la formation d'acide sulfurique.

L'avenant proposé confie au délégataire l'exploitation de ces futures installations en engageant ce dernier sur des objectifs de traitement, contrôlés en permanence par des capteurs ultrasensibles.

Par ailleurs, dans cette thématique, l'avenant définit de nouvelles conditions de fonctionnement de la désodorisation de l'usine de Marseille, suite à sa remise en route en 2020.

2) Evolutions fiscales

La procédure de révision demandée par SERAMM, suite au redressement fiscal intervenu en 2017 concernant la Cotisation Foncière des Entreprises, a conclu à la prise en charge par le délégataire, sur la durée résiduelle du contrat, des surcoûts de CFE liés à la modification d'assiette à l'origine du redressement. Le nouvel avenant confirme cette prise en charge par le délégataire et propose également que les sommes dues au titre de la TF, sur l'ensemble du périmètre contractuel, continuent d'être acquittées directement par la Métropole, en sa qualité de propriétaire, sans prise en charge par le délégataire.

3) Evolutions réglementaires

En application de l'arrêté préfectoral autorisant le système d'assainissement de Marseille, un diagnostic complémentaire doit être réalisé en amont de la station d'épuration, en vue de la Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE). La mise en œuvre de ce diagnostic par SERAMM sur trois ans, est prévue dans les conditions proposées par le nouvel avenant.

4) Gestion patrimoniale

- Inventaire des biens de retour :
Le nouvel avenant définit une feuille de route engageante pour les parties, en vue d'améliorer la qualité de l'inventaire des biens de retour afin de disposer avant la fin du contrat de délégation, d'une vision précise de l'état du patrimoine de l'assainissement de la zone Centre et des besoins de renouvellement des biens de la délégation.
- Diagnostic des réseaux visitables :
La dégradation de certains collecteurs en 2019, et ses conséquences sur le service, ont pointé l'insuffisance du diagnostic sur les réseaux visitables. Le nouvel avenant prévoit un renforcement de la traçabilité et du traitement des données issues des visites de terrain, ainsi que l'obligation du délégataire de proposer des programmes de renouvellement de ce type de réseau, fondés sur les nouvelles données.
- Conformité et entretien des bâtiments :
Il est proposé de renforcer le contrôle de la conformité des bâtiments au regard de l'ensemble de la réglementation touchant à la santé et à la sécurité. De nouvelles dispositions permettent de clarifier les engagements respectifs des parties dans ce domaine.
L'avenant propose également un nouveau mode d'évaluation de l'entretien des bâtiments (augmentation de la fréquence des programmes, visites conjointes d'inspection des ouvrages).

5) Clause de partage de la surperformance économique

Au-delà du coefficient de productivité, figurant déjà dans le contrat, le montant de l'éventuelle surperformance économique, basée sur la rentabilité de l'activité déléguée, pour les périodes 2019-2023 et 2024-2028, sera partagé avec la Métropole dans les conditions de la clause proposée à l'avenant.

6) Création d'un fonds de solidarité

Afin de favoriser un accès à l'eau pour tous, les parties conviennent de créer un fonds de solidarité d'aide aux usagers démunis, permettant de réduire la charge financière afférente à leur facture d'assainissement.

Il est ainsi proposé la mise en place par le délégataire d'un fonds de solidarité communale dont l'objectif est de diminuer cette charge financière, pour les usagers qui seraient éligibles à cette aide. Sur la période 2021-2024, le montant annuel de ce fonds s'élève à 108 750 euros susceptible d'évoluer ultérieurement en fonction des ressources financières disponibles sur le contrat.

7) Evolutions du contrôle de l'activité déléguée

- Indicateurs de suivi :
Les dispositions qui précèdent et d'autres prévues à l'avenant sont assorties de nouveaux indicateurs qui permettront de mesurer les objectifs fixés ou de suivre plus précisément l'activité du délégataire.
- Contrôle des achats du délégataire :
Un nouveau cadre documentaire est proposé dans le cadre du contrôle annuel des achats. Les dérogations non justifiées à l'obligation de concurrence sont en outre intégrées au dispositif de sanctions financières.
- Instances de gouvernance :

L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Seul le Comité de Pilotage est conservé. Il se réunira, à minima, une fois par an.

8) Évolution de la gestion du réseau pluvial

L'avenant prévoit l'intégration des cinq bassins de stockage pluvial situés dans la Zone Industrielle de Gémenos dans le périmètre d'exploitation du délégataire, et ceci avec les mêmes obligations contractuelles que celles relatives aux bassins de stockage déjà intégrés.

Par ailleurs, la rémunération du délégataire diffèrera à l'avenir, s'il s'agit de bassins de rétention à ciel ouvert ou d'ouvrages enterrés, étant convenu après analyse que les coûts d'entretien des premiers sont plus faibles en comparaison aux seconds.

L'impact de l'avenant 7 sur le montant du contrat est de 0,17% soit 1 641 511 euros.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 3,58%, soit 33 303 729 euros, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10% du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2224-19-297 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement Centre et ses avenants ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les conclusions de l'audit quinquennal ;
- Le projet d'avenant n°7 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°7 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 004-090/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation du service de l'assainissement de la zone Est du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 20/18562/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Est à SAEM.

Ce contrat est entré en vigueur le 1er janvier 2014. Il a fait l'objet de quatre avenants qui ont pris effet respectivement le 28 octobre 2014, le 21 janvier 2015 et le 28 décembre 2017 pour les deux derniers.

Les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'un plan de lutte contre le vieillissement du parc d'équipements électromécaniques,
- Amélioration de la gestion patrimoniale (classification des biens, accès aux documents, complétude des inventaires, servitudes, entretien et conformité réglementaire des bâtiments)
- Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites
- Mise en place de mesures en faveur de l'action sociale, par création d'un fonds de solidarité assainissement
- Dispositions diverses (gouvernance, modalités comptables).

Le détail des principales dispositions envisagées à l'avenant sont les suivantes

1) Vieillissement du parc d'équipements électromécaniques

L'audit quinquennal du contrat de délégation, réalisé en 2019, a fait ressortir une problématique de vieillissement du parc électromécanique. Si le renouvellement des équipements se poursuit au rythme prévu au contrat de délégation, l'âge moyen du parc aura presque doublé à la fin du contrat en 2028, dépassant ainsi la durée de vie des équipements, avec pour conséquence un risque accru de défaillances à terme.

Le budget de renouvellement prévu au contrat permet le maintien en état de fonctionnement des équipements, mais comme le souligne ledit contrat, la stratégie de renouvellement, vis-à-vis notamment du vieillissement des équipements, est du ressort de la Métropole.

Le projet d'avenant prévoit de fixer une limite d'âge moyen des équipements, à savoir 8,4 ans pour les appareils critiques (ceux dont la panne a le plus fort impact sur le système) et 13,5 ans pour les appareils non critiques. Il est proposé que le délégataire s'engage dans un suivi formalisé de cet indicateur et propose, annuellement, un programme de travaux de renouvellement adapté.

Ces dispositions induisent une augmentation du budget contractuel de renouvellement, qui se traduit, pour l'abonné, par une augmentation de 11,82 centimes d'euro HT par mètre cube.

2) Amélioration de la gestion patrimoniale

Cette thématique propose plusieurs dispositions relatives à :

- La clarification sur la classification et le sort des biens en fin de contrat,
- L'accès aux documents,
- La complétude des inventaires sur les réseaux abandonnés et les emprises foncières,
- La procédure d'établissement de servitudes,
- Le renforcement du suivi de l'entretien des bâtiments,
- Le contrôle de la conformité réglementaire des bâtiments.

3) Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites

Le projet d'avenant met davantage l'accent sur la programmation des travaux nécessaires à l'objectif de réduction de la quantité d'eaux parasites, en se fondant sur les données acquises sur les derniers exercices écoulés.

4) Création d'un fonds de solidarité assainissement

Pour tenir compte des difficultés matérielles de certains abonnés du service, il est envisagé la création d'une aide financière sur la part assainissement, au même titre que celle sur la part eau, dans le cadre du programme de solidarité de proximité dit « Access Eau ».

A ce titre, un fonds de 20 000 euros en valeur au 1er janvier 2020 sera mobilisé annuellement et révisé au 1er janvier de chaque année.

La création de ce fonds a une incidence financière de 0,52 centimes d'euro HT par mètre cube d'eau.

5) Dispositions diverses

- Instances de gouvernance :

L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Le nouveau dispositif prévoit un unique Comité de Pilotage qui se réunira a minima une fois par an.

- Modalités comptables :

- Méthode d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel
- Précisions sur les modalités de reversement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)
- Forfaitisation de la valeur des taux de charges semi-directes et indirectes.

L'impact de l'avenant 5 sur le montant du contrat est de 6,47% soit 3 673 258 euros.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 6,56%, soit 3 720 778 euros sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat n°13/221 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Est et ses avenants ;
- Les conclusions de l'audit quinquennal dudit contrat ;
- Le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Est et ses annexes.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Est.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-091/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°5 au Contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de la Zone Ouest du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 20/18563/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Ouest à SAOM.

Ce contrat est entré en vigueur le 1er janvier 2014. Il a fait l'objet de quatre avenants qui ont pris effet respectivement le 28 octobre 2014, le 21 janvier 2015 et le 28 décembre 2017 pour les deux derniers.

Les parties se sont rapprochées afin de conclure un nouvel avenant dont les principales thématiques sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'un plan de lutte contre le vieillissement du parc d'équipements électromécaniques,
- Amélioration de la gestion patrimoniale (classification des biens, accès aux documents, complétude des inventaires, servitudes, entretien et conformité réglementaire des bâtiments),
- Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites,
- Mise en place de mesures en faveur de l'action sociale, par création d'un fonds de solidarité assainissement,
- Dispositions diverses (gouvernance, modalités comptables, projet de méthanisation à Marignane

- Détail des principales dispositions envisagées à l'avenant sont les suivantes :

1) Vieillessement du parc d'équipements électromécaniques

L'audit quinquennal du contrat de délégation, réalisé en 2019, a fait ressortir une problématique de vieillissement du parc électromécanique. Si le renouvellement des équipements se poursuit au rythme prévu au contrat de délégation, l'âge moyen du parc aura presque doublé à la fin du contrat en 2028, dépassant ainsi la durée de vie des équipements, avec pour conséquence un risque accru de défaillances à terme.

Le budget de renouvellement prévu au contrat permet le maintien en état de fonctionnement des équipements, mais comme le souligne ledit contrat, la stratégie de renouvellement, vis-à-vis notamment du vieillissement des équipements, est du ressort de la Métropole.

Le projet d'avenant prévoit de fixer une limite d'âge moyen des équipements, à savoir 9,8 ans pour les appareils critiques (ceux dont la panne a le plus fort impact sur le système) et 13,5 ans pour les appareils non critiques. Il est proposé que le délégataire s'engage dans un suivi formalisé de cet indicateur et propose, annuellement, un programme de travaux de renouvellement adapté.

Ces dispositions induisent une augmentation du budget contractuel de renouvellement, qui se traduit, pour l'abonné, par une augmentation de 4,94 centimes d'euro HT par mètre cube.

2) Amélioration de la gestion patrimoniale

Cette thématique propose plusieurs dispositions relatives à :

- La clarification sur la classification et le sort des biens en fin de contrat,
- L'accès aux documents,
- La complétude des inventaires sur les réseaux abandonnés et les emprises foncières,
- La procédure d'établissement de servitudes,
- Le renforcement du suivi de l'entretien des bâtiments,
- Le contrôle de la conformité réglementaire des bâtiments.

3) Evolution du plan de lutte contre les eaux parasites

Le projet d'avenant met davantage l'accent sur la programmation des travaux nécessaires à l'objectif de réduction de la quantité d'eaux parasites, en se fondant sur les données acquises sur les derniers exercices écoulés.

4 Création d'un fonds de solidarité assainissement

Pour tenir compte des difficultés matérielles de certains abonnés du service, il est envisagé la création d'une aide financière sur la part assainissement, au même titre que celle sur la part eau, dans le cadre du programme de solidarité de proximité dit « Access Eau ».

A ce titre, un fonds de 35 000 euros en valeur au 1er janvier 2020 sera mobilisé annuellement et révisé au 1er janvier de chaque année.

La création de ce fonds a une incidence financière de 0,7 centimes d'euro HT par mètre cube d'eau

5) Dispositions diverses

- Instances de gouvernance :
L'expérience tirée du quinquennat écoulé conduit à simplifier le dispositif contractuel de gouvernance, dans le but de gagner en efficacité et en pertinence. Le nouveau dispositif prévoit un unique Comité de Pilotage qui se réunira à minima une fois par an.
- Modalités comptables :
 - Méthode d'actualisation du Compte d'Exploitation Prévisionnel
 - Précisions sur les modalités de reversement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

- Forfaitisation de la valeur des taux de charges semi-directes et indirectes.
- Projet de méthanisation sur le site de la station d'épuration de Marignane : prise en compte du projet conduit par la Métropole dans les conditions d'exploitation future du site.

L'impact de l'avenant 5 sur le montant du contrat est de 3,00% soit 2 183 437 euros.

L'impact cumulé de l'ensemble de tous les avenants est de 3,07%, soit 2 232 277 euros, sur le montant initial du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Le contrat n°13/220 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les conclusions de l'audit quinquennal dudit contrat ;
- Le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Ouest et ses annexes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Ouest.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-092/20/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention au commerce Opéra Zoizo - EURL Zoizo Bazar pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 20/18661/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par l'EURL ZOIZO BAZAR récemment installée au 11 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir l'EURL ZOIZO BAZAR en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 44% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 68 000 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur du commerce de proximité et a pour objectif d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en intervenant économiquement afin de lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- Que par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome ;
- Que par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- Que dans ce cadre, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projets pouvant être bénéficiaires de celle-ci en application des délibérations précitées ;
- Que cette aide, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, correspond, pour les PME créées ou reprises, à 50% du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros ;
- Que la Métropole a été sollicitée par l'EURL ZOIZO BAZAR, récemment installée au 11 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une subvention sur ce fondement ;
- Que les conditions d'attribution de la subvention sont remplies par l'entreprise ;
- Que la Métropole souhaite répondre favorablement à la demande de l'EURL ZOIZO BAZAR en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 44% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 68 000 euros ;
- Qu'il convient d'approuver le principe de l'attribution de la subvention et la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EURL ZOIZO BAZAR sur l'octroi de la subvention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention au commerce "Opéra Zoizo" (EURL Zoizo Bazar) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-093/20/CT

■ CT1 - Mise à jour des outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour avis.

Dès 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son Agenda du développement économique, approuvé en conseil métropolitain le 30 mars de la même année. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

A l'échelle métropolitaine, cette orientation se traduit notamment par la mise en œuvre d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des communes de la Métropole afin de les accompagner dans une stratégie de redynamisation des commerces et de l'artisanat, en partenariat avec les chambres consulaires.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars 2019 par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, une action se déploie sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n°ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille.

Le présent rapport propose un élargissement du périmètre opérationnel. Afin de permettre une transition entre les demandes effectuées dans le cadre du dispositif d'aide actuellement en vigueur et du nouveau régime, ce cadre modifié entrera en vigueur à compter du premier janvier 2021.

Dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des commerces vacants à Marseille.

Les derniers recensements des locaux commerciaux vacants effectués par la Métropole et la Ville de Marseille ont laissé apparaître une vacance importante. Au regard des travaux effectués, des diagnostics et des éléments techniques disponibles, il est proposé de modifier le périmètre opérationnel en concentrant les efforts en faveur de la réimplantation de commerces sur les secteurs marseillais suivants :

- Périmètre délimité par les rues Pavillon, Rome, Montgrand et Paradis,
- Boulevard de la Libération,
- Avenue de la Capelette ,
- Avenue de Saint Jérôme,
- Grand Rue, quartier de Croix Rouge.

Les aides métropolitaines et leurs conditions d'attribution définies dans les délibérations n°ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019 et n°ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 restent inchangées.

S'agissant de la présente délibération, les crédits nécessaires à la mise en œuvre du dispositif seront proposés aux budgets 2021 et suivants dans le cadre de l'opération d'investissement n°2020102600.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection en date du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité ;
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains ;
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la mise à jour des outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-103/20/CT

■ CT1 - Composition des commissions de travail et d'étude du Conseil de Territoire Marseille Provence DAJA 20/18675/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire a la possibilité de constituer des commissions chargées d'étudier, dans leur domaine de compétences, les questions soumises au Conseil. Leur rôle consiste à émettre des avis et à formuler des propositions, sans disposer de pouvoirs de décision, lesquels relèvent du Conseil de Territoire. La composition de ces différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus.

Par délibération HN009-28 /07/20CT du 28 juillet 2020, neuf commissions permanentes de travail et d'étude ont été créées :

Finances - Etat spécial de territoire.
 Habitat - Politique de la Ville.
 Développement durable –Environnement –Biodiversité -Agriculture.
 Urbanisme - Aménagement.
 Voirie - Mobilité.
 Propreté - Déchets.
 Eau - Assainissement.
 Tourisme-Culture-Equipements sportifs et de loisirs-Développement économique, Emploi et numérique.
 Ports - Nautisme.

Le présent rapport a pour objet d'approuver la composition de ces commissions. Chaque commission comprend quatorze membres.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-22 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis au Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Les commissions de travail et d'études comprennent quatorze membres.

Article 2 :

Sont désignés membres de la Commission Finances - Etat spécial de territoire :

Marion BAREILLE ; Frédéric GUELLE ; Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE ; Jocelyne POMMIER ; Martine VASSAL ; Jean-Pierre GIORGI ; Caroline MAURIN ; Joël CANICAVE ; Olivia FORTIN ; Prune HELFTER-NOAH ; Jessie LINTON ; Dona RICHARD ; Gilbert SPINELLI ; Eléonore BEZ.

Article 3:

Sont désignés membres de la Commission Habitat - Politique de la Ville :

Valérie BOYER ; Romain BRUMENT ; Patrick PAPPALARDO ; Lionel ROYER-PERREAUT ; Roland GIBERTI ; Christian AMIRATY ; Patrick AMICO ; Marie BATOUX ; Nadia BOULAINSEUR ; Audrey GARINO ; Samia GHALI ; Eric SEMERDJIAN ; Nathalie TESSIER ; Sandrine D'ANGIO.

Article 4 :

Sont désignés membres de la Commission Développement Durable- Environnement- Biodiversité- Agriculture :

Martin CARVALHO ; Emmanuelle CHARAFE ; Saphia CHAHID ; Laurence SEMERDJIAN ; Guy TEISSIER ; Lionel DE CALA ; Marine PUSTORINO -DURAND ; Sébastien BARLES ; Arnaud DROUOT ; Laure ROVERA ; Michèle RUBIROLA ; Aïcha SIF ; Jean- Marc SIGNES ; Gisèle LELOUIS.

Article 5 :

Sont désignés membres de la Commission Urbanisme – Aménagement :

Julien BERTEI ; Emilie CANNONE ; Laure-Agnès CARADEC ; Sandrine MAUREL ; Didier PARAKIAN ; Véronique PRADEL ; Stéphanie GRECO DE CONINGH ; Nasséra BENMARNIA ; Mathilde CHABOCHE ; Eric MERY ; Yannick OHANESSIAN ; Benoît PAYAN ; Christian PELLICANI ; Franck ALLISIO.

Article 6 :

Sont désignés membres de la Commission Voirie – Mobilité :

Solange BIAGGI ; Camélia MAKHLOUFI ; Catherine PILA ; Denis ROSSI ; Patrick GHIGONETTO ; Marc DEL GRAZIA ; Roland CAZZOLA ; Sébastien JIBRAYEL ; Pierre HUGUET ; Pierre LEMERY ; Anne MEILHAC ; André MOLINO ; Georges ROSSO ; Cédric DUDIEUZERE.

Article 7 :

Sont désignés membres de la Commission Propreté – Déchets :

Rene-Francis CARPENTIER ; Claude FERCHAT ; Franck OHANESSIAN ; Julien RAVIER ; Jean-Yves SAYAG ; Roland MOUREN ; Maxime MARCHAND ; Sophie CAMARD ; Lyece CHOULAK ; Christine JUSTE ; Pauline ROSSELL ; Etienne TABBAGH ; Marcel TOUATI ; Sophie GRECH.

Article 8 :

Sont désignés membres de la Commission Eau – Assainissement :

Mireille BALLETTI ; Doudja BOUKRINE ; Pierre LAGET ; Marie MARTINOD ; Ulrike WIRMINGHAUS ; Laurent SIMON ; Mireille BENEDETTI ; Bruno GILLES ; Gérard AZIBI ; Anthony KREHMEIER ; Hervé MENCHON ; Marie MICHAUD ; Lourdes MOUNIEN ; Perrine PRIGENT.

Article 9 :

Sont désignés membres de la Commission Tourisme - Culture - Equipements sportifs et de loisirs - Développement économique - Emploi et numérique :

Sarah BOUALEM ; Isabelle CAMPAGNOLA - SAVON ; Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES ; David GALTIER ; Yves MORAINÉ ; Bernard DEFLESSELLES ; Danielle MILON ; Lisette NARDUCCI ; Agnès FRESCHÉL ; Lydia FRENTZEL ; Férouz MOKHTARI ; Catherine VESTIEU ; Jean-Marc COPPOLA ; Stéphane RAVIER.

Article 10 :

Sont désignés membres de la Commission Ports - Nautisme :

Sophie ARRIGHI ; Sabine BERNASCONI ; Corinne BIRGIN ; Jean-Marc BLOCQUEL ; Eric LE DISSES ; Didier REAULT ; Jean-Baptiste RIVOALLAN ; Patrick BORE ; Claude PICCIRILLO ; Sophie GUERARD ; Cédric JOUVE ; Anne VIAL ; Michel ILLAC ; Bernard MARANDAT.

HN 002-104/20/CT

■ CT1 - Commission consultative des marchés à procédure adaptée du Conseil de Territoire Marseille Provence

DAJA 20/18694/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération HN 008-28/07/20 CT du 28 juillet 2020, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la création et les modalités de fonctionnement de la commission consultative des marchés à procédure adaptée.

Cette commission consultative est saisie pour un avis préalable, avant décision du Président du Conseil de Territoire, de l'attribution des marchés, accords - cadres de travaux et marchés subséquents passés selon la procédure adaptée d'un montant compris entre le seuil européen des procédures formalisées applicable aux marchés de fournitures et services passés par les pouvoirs adjudicateurs et 1 000 000 euros Hors taxes, ainsi que leurs avenants.

Dans un souci de bonne gestion, il est proposé d'assouplir les modalités de convocation de la commission par la suppression de l'obligation du délai franc de cinq jours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 007- 28/07/20 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération HN 008-28/07/20 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020 portant création de la commission consultative des marchés à procédure adaptée du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'assouplir les modalités de convocation de la commission consultative des marchés à procédure adaptée.

DELIBERE

Article unique :

L'article 2 de la délibération HN 008-28/07/20 CT du 28 juillet 2020 est modifié ainsi qu'il suit : la commission consultative des marchés à procédure adaptée se réunit sans condition de délai.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 17 NOVEMBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

17 NOVEMBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Marie BATOUX - Nassera BENMARNIA - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Caroline MAURIN - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGAUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Romain BRUMENT - Sabine BERNASCONI représentée par Laurent SIMON - Doudja BOUKRINE représentée par Camélia MAKHLOUFI - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Marc DEL GRAZIA représenté par Jean-Pierre GIORGI - Olivia FORTIN représentée par Sophie GUERARD - Audrey GARINO représentée par Jean-Marc COPPOLA - Anne MEILHAC représentée par Jean-Marc SIGNES - Hervé MENCHON représenté par Christine JUSTE - André MOLINO représenté par Michel ILLAC - Yves MORAINÉ représenté par Laure-Agnès CARADEC - Benoît PAYAN représenté par Joël CANICAVE - Julien RAVIER représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Michèle RUBIOLA représentée par Pierre HUGUET - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Gérard AZIBI - Sébastien BARLES - Mireille BENEDETTI - Patrick BORE - René-Francis CARPENTIER - Mathilde CHABOCHÉ - Bernard DEFLESSELLES - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bruno GILLES - Anthony KREHMEIER - Bernard MARANDAT - Sandrine MAUREL - Eric MERY - Férouz MOKHTARI - Didier PARAKIAN - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Denis ROSSI - Eric SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Nathalie TESSIER - Ulrike WIRMINGHAUS.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-107/20/CT

■ CT1 - Budget 2021- Approbation de l'Etat Spécial de Territoire

DBP 20/18925/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par courrier en date du 15 octobre 2020, l'exécutif de la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié à Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence les montants des dotations de gestion attribuées au Territoire pour l'élaboration du Budget primitif 2021 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 82 204 000,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 142 546 000,00 euros (enveloppe à répartir entre les opérations portées respectivement sur l'Etat Spécial de Territoire et celles inscrites sur le Budget Principal, tout en restant sous maîtrise d'ouvrage du Conseil de Territoire Marseille Provence).

Toutefois, depuis l'envoi du courrier de notification, le montant de la dotation de gestion en fonctionnement a été revu à la hausse, le très fort niveau de contractualisation des dépenses de fonctionnement (propreté, voirie, pluvial) ne permet pas, malgré de nombreux efforts consentis de respecter le montant initial de dotation alloué.

Les montants des dotations de gestion ainsi attribuées au Territoire pour l'élaboration du Budget Primitif 2021 sont les suivantes :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 93 166 572,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 107 685 411,00 euros (étant entendu, comme indiqué supra, que 34 860 589 euros seront inscrits en complément sur le Budget Principal, sur des opérations relevant du Conseil de Territoire pour respecter l'enveloppe allouée).

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2021 en dépenses et recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire approuve l'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du Budget Primitif 2021. Il s'équilibre en dépenses et recettes comme indiqué ci-après :

Section de fonctionnement : 106 004 896,00 euros

Section d'investissement : 107 685 411,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-105/20/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJASV 20/18749/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 4 646.53 euros (Quatre mille six cent quarante-six euros et cinquante-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- RTM– sinistre du 11 septembre 2018– montant : 1635.10 euros,
- M. Christophe DIDA – sinistre du 14 novembre 2019 – montant : 3 011.43 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 003-106/20/CT

■ **CT1- Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFIM**

Information du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18775/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par décision n°20/326/D du 7 mai 2020, la Métropole approuvait la conclusion d'un contrat de location avec la SAFIM pour louer, jusqu'au 31 août, une surface de 1 600 m2 au Palais de l'Europe (parc des expositions de Chanot), afin d'y créer un atelier de fabrication de masques réutilisables en tissu à destination de la population départemental - métropolitaine (opération un masque pour tous) et des agents des deux collectivités.

Le devis associé à ce contrat et acté dans la décision s'établissait à 147 342,14€ HT (soit 176 810,57€ TTC), sachant que plusieurs des prestations de services de ce devis initial étaient chiffrés sur la base d'un prévisionnel. La facturation finale tenant compte des dépenses réelles (ex : éclairage, gardiennage etc.) vient modifier ce devis initial.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de prolonger d'une semaine l'occupation des locaux du Palais de l'Europe, soit jusqu'au 4 septembre 2020, ceci afin de permettre à l'atelier d'achever la fabrication des masques objet de la dernière commande de masques de la Métropole, et d'organiser dans les meilleures conditions son déménagement dans de nouveaux locaux situés boulevard Frédéric Sauvage à Marseille.

Enfin, des désordres mineurs constatés à la fin de l'occupation par la Métropole ont impacté des prestations de nettoyage complémentaires.

Cette situation a donné lieu à un différend entre les parties que celles ci ont convenu de régler à l'amiable dans le cadre d'un protocole transactionnel. Aux termes de celui-ci la Métropole s'engage à régler à la SAFIM, pour solde de tout compte, ce que celle-ci accepte, la somme de 23. 687,85 euros Hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La décision n°20/326/D du 7 mai 2020 approuvant un contrat de location avec la SAFIM afin d'y installer un atelier de fabrication de masques réutilisables en tissu à distribuer aux habitants de la Métropole et du Département dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le projet de délibération sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFIM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre le Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFIM ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFIM.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-108/20/CT

**■ CT1- Approbation de la convention entre l'Etat et le Territoire Marseille Provence déterminant les modalités de versement de l'aide financière de l'État dénommée Aide au Logement Temporaire 2
 DHPV 20/18720/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Métropoles dont Aix-Marseille-Provence sont compétentes en matière d'Aménagement Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage.

Par Délibération n°HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence la gestion des Aires d'accueil des Gens du Voyage.

Conformément au Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage, le Territoire Marseille-Provence en tant que gestionnaire de l'équipement public, met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil de Saint-Menet d'une capacité de 48 places caravane, sis au chemin du Mouton 13011 Marseille ;

Une aide financière est versée par l'Etat aux EPCI qui gèrent une aire d'accueil de gens du voyage. Le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et le gestionnaire de l'aire d'accueil qui a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT2.

Il convient de délibérer afin d'approuver cette convention pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de la Sécurité sociale et notamment ses articles L851-1 et R851-2 et suivants ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;
- Le décret n° 2001-568 du 29 juin 2001 relatif à l'aide aux collectivités et organismes gérant des aires d'accueil de gens du voyage et modifiant le Code de la Sécurité Sociale et le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2014-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l'aide versée aux gestionnaires d'accueil des gens du voyage ;
- La circulaire DSS/2B/2001/372 du 24 juillet 2001 relative aux conditions d'attribution de l'aide aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale gérant une ou plusieurs aires d'accueil de gens du voyage prévue à l'article L.851-1 du Code de la Sécurité Sociale.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément au Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille-Provence met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil de Saint-Menet d'une capacité de 48 places caravane, sis chemin du Mouton 13011 Marseille ;
- Qu'une aide financière dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT 2 est versée par l'Etat aux EPCI qui gèrent une aire d'accueil de gens du voyage ;
- Que le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et le gestionnaire de l'aire d'accueil;
- Que le montant est déterminé en fonction du nombre de places et de l'occupation effective de celles-ci.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre l'Etat et le Territoire Marseille Provence déterminant les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT2 pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ci annexée.

Article 3 :

Les recettes nécessaires sont inscrites au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence-Sous Politique D220-Nature 74718-Fonction 554.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-111/20/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**■ CT1 - Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat
DHPV20/18730/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012. Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille Provence.

Enfin, par délibération du 24 septembre 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence et adopté un nouveau règlement, afin d'accélérer la production de logements sociaux et de mettre en cohérence ce dispositif d'aides avec les enjeux actuels, dont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille Provence sont les suivants :

Pour les logements sociaux Prêt Locatif à Usage Social – PLUS et Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI :

- des forfaits de base PLUS et PLAI, différenciés selon 5 catégories de commune ou d'arrondissement classés selon les prix médians de vente au mètre carré des appartements, allant de 1 000 € à 5 000 € pour un logement PLUS et de 3 000 € à 7 000 € pour un logement PLAI.
- 4 primes, cumulables avec les forfaits, fondées sur les enjeux prioritaires actuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille Provence :
 - pour performance énergétique et environnementale (1 000 € par logement),
 - pour l'adaptation au handicap selon les préconisations du cahier des charges élaboré par l'association Handitoit Provence, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire (2 000 € par logement),
 - pour la réalisation de logements locatifs sociaux PLAI adaptés ou à loyer minoré (10 000 € par logement),
 - pour les opérations de logements réalisés en acquisition-amélioration, 4 niveaux de prime de 3 000 € à 18 000 € par logement voire au-delà selon le montant des travaux réalisés.
Exceptionnellement, pour les opérations comportant au moins 1 500 € HT de travaux au m² de surface utile les plus difficiles à équilibrer, la prime au logement pourra être majorée au-delà de 18 000 €. Cette décision sera proposée au vu de l'examen technique du dossier et des financements mobilisables.
Par ailleurs, lorsque la réhabilitation est rendue impossible et qu'il convient de démolir pour reconstruire, une prime spécifique en fonction de l'équilibre d'opération pourra être accordée dans la limite de 12 000 € par logement.

Pour les logements sociaux Prêt Locatif Social – PLS :

Un forfait de 3 000 € pour les logements étudiants réalisés en PLS à loyer et charges maîtrisés et pour les logements familiaux réalisés en PLS dans les communes ou arrondissements où le taux de logements sociaux est supérieur à 25 % et participant d'une démarche de renouvellement urbain, ce forfait étant conditionné à l'application d'un loyer PLS minoré.

Pour les réhabilitations de logements locatifs sociaux :

- un forfait de 2 000 € par logement réhabilité si les logements atteignent un bon niveau de performance énergétique et environnementale,
- un forfait de 10 000 € par logement restructuré, en cas de division de grands logements avec modification substantielle de la typologie et de la surface habitable.

Les aides directes concernent toutes les opérations de production nouvelle et de réhabilitation conduites par les bailleurs sociaux, qu'elles le soient dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ou du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, voire d'un simple prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Il s'agit de montants maximaux de subventions. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve la possibilité de plafonner les subventions, notamment en cas de montant de subvention à l'opération très important (au-delà de 500 000 €).

Un logement sera réservé par la Métropole par tranche consommée de 50 000 € de subvention attribuée, calculée hors des 4 primes prévus pour les logements PLUS-PLAI et hors logements-foyers et logements étudiants.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Les aides directes, précisées dans le tableau annexé, s'élèvent au montant total de 4 145 000 euros pour 38 opérations représentant 928 logements dont 764 logements subventionnés, soit :

- 252 PLUS et 512 PLAI, dont 33 PLAI adaptés ou à loyer minoré,
- 666 logements neufs et 98 logements en acquisition-amélioration,
- 8 logements respectant le cahier des charges Handitoit pour l'adaptation des logements aux personnes handicapées,
- 270 logements éligibles à la prime pour performance énergétique et environnementale.

Il est également proposé :

- de modifier par avenant à la convention 16/0641 approuvée par le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 17 octobre 2016, la contrepartie réservataire de l'opération La Calanque d'UNICIL, Marseille 4^e, la désignation des logements ayant évoluée ;
- d'annuler, suite à l'abandon de 5 opérations totalisant 90 logements par les bailleurs sociaux, les conventions de financement et de partenariat et les subventions afférentes, telles que listées :

- Poste Habitat Provence – opération Marseille Figuière – Marseille 4^e – convention 11/1058 - subvention de 108 000 €,
 - 3F Sud – opération rue Ferrari – Marseille 5^e – convention 13/1098 – subvention de 45 000 €,
 - 13 Habitat – opération La Barasse – Marseille 11^e - convention 15/1462 - subvention de 12 000 €,
 - SA UES Habitat PACT Méditerranée – opération Danielle Casanova - Marseille 14^e – convention 15/1477 - subvention de 3 000 €,
 - UNICIL – opération Route de la Télévision – Septèmes-les-Vallons – convention 16/0643 – subvention de 129 000 €,
- soit un montant total de 297 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 002-2487/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 003-772/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 010-962/15/CC du 10 avril 2015 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 008-1122/16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération VU 056-465/19/CT du 24 septembre 2019 relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 et ses avenants ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'attribuer des aides directes pour le logement social et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Qu'il convient de modifier par avenant et d'annuler des subventions en fonction de l'évolution ou de l'abandon des opérations ;
- Que les priorités retenues sont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social telles que précisées dans le tableau ci-annexé, d'un montant total de 4 145 000 euros pour 38 opérations représentant 928 logements dont 764 logements subventionnés.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat afférentes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant à la convention 16/0641 approuvée par le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 17 octobre 2016.

Article 4 :

Est approuvée l'annulation des conventions de partenariat 11/1058, 13/1098, 15/1462, 15/1477 et 16/0643 ainsi que les subventions afférentes.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les conventions afférentes.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2020 : Sous-politique D110, opération d'investissement n°2010116600, chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-113/20/CT

■ CT1 - Demande de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020

Avis du conseil de Territoire DHPV 20/18933/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 – Amélioration de l'Habitat Ancien » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique. Les Contrats de Ville constituent le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Contrats de Ville ont pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales, les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre des Contrats de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats au mois de juillet 2019 sur la base d'une évaluation à mi-parcours a permis d'intégrer les priorités gouvernementales et prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques de l'ensemble des signataires ajouté aux Contrats de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel des Contrats de Ville et des dispositifs spécifiques de la Politique de la Ville : les Ateliers Santé Ville (ASV) et les Programmes de Réussite Educative (PRE).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2019, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole étaient arrêtés pour une enveloppe globale de 923 093 €.

Par courrier reçu le 23 juin 2020, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 790 873 € pour l'année 2020.

Conformément au courrier du Préfet de novembre 2015, les crédits de fonctionnement subissent à nouveau une baisse de 2% de l'enveloppe globale par rapport à l'année 2019 en faveur du contrat de ville.

Pour l'exercice 2020, les crédits de fonctionnement consacrés par l'Etat à la poursuite du Contrat de Ville sur le territoire métropolitain correspondent à une enveloppe globale de 562 873 €.

De la même manière pour l'exercice 2020, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Ateliers Santé Ville correspondent à une enveloppe de 227 500 euros, déclinée de la façon suivante :

Concernant Marseille, la subvention initialement prévue au moment de la notification était de 165 000 euros. Ce montant a été réajusté au réel par l'Etat à hauteur de 140 000 euros suite à l'impossibilité de réaliser certaines actions sur 2020. Ces actions concernent notamment le recrutement d'un coordonnateur ASV sur le centre-ville qui n'a pas pu avoir lieu et qui ne sera pas financé. D'autre part, le départ d'un coordonnateur fin août, qui ne pourra pas être remplacé d'ici la fin de l'année, fait que son poste ne sera pas financé sur la totalité de l'année mais sur 8 mois, ce qui explique le financement à hauteur de 20 000 euros et non 30 000 euros pour le poste ASV des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements marseillais.

Poste ASV 2020	Montant prévisionnel en euros	Montant réel en euros
ASV 13 /14	30 000	30 000
ASV 15/16	30 000	20 000

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

ASV Huveaune	30 000	30 000
ASV santé mentale	30 000	30 000
Coordination métropolitaine des ASV	30 000	30 000
Recrutement coordonnateur ASV centre-ville (6 mois juin – décembre 2020)	15 000	0
TOTAL	165 000	140 0

- En faveur du Territoire du Pays d'Aix pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire du Pays Salonais pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire Istres-Ouest-Provence pour une enveloppe de 27 500 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville qui a pris ses fonctions en février (ce qui explique la révision à la baisse de la subvention initiale de 30 000 euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Demande de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Demande de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la demande de subvention auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-109/20/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement avec la SOLEAM - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DHPV 20/18721/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,
- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,
- la gestion transitoire des biens acquis,
- le relogement et l'accompagnement des ménages,
- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,
- la démolition et la mise en état des sols,
- l'aménagement des dessertes des futures constructions,
- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,
- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- **Rappel Historique**

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du Conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

- L'opération inscrite en en ZUS a permis la contractualisation dans le cadre du PRU Saint Mauront du financement de la voirie de desserte de l'opération par l'ANRU au bénéfice du concessionnaire aménageur.

- L'avenant 1 a permis d'ajuster la participation de la Collectivité à l'équilibre de l'opération, et l'avenant n°2 a permis de gérer le versement d'une avance remboursable au démarrage de l'opération.

- **Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :**

-- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2007 et son avenant n°1 approuvés par délibération n°08/0513/SOSP du 30 juin 2008 ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 6 857 815 euros TTC à 7 386 903 euros TTC et ramené la participation d'équilibre de la Ville à 1 522 085 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et son avenant n°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et son avenant n°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et son avenant n°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2011 et son avenant n°6, approuvés par délibération n°12/0632/SOSP du 25 juin 2012, a porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 671 310 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 son avenant n°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et son avenant n°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le cœur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget

prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et son avenant n°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et son avenant n°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 010-2391/17/CM du 28 Juin 2017 a ramené le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 241 031 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 et son avenant n°13, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 002-4664/18/CM du 18 Octobre 2018 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 432 051 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 et son avenant n°14, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 003-7954/19/CM du 19 décembre 2019 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 13 179 922 euros TTC et porté la participation de la Métropole à 2 371 300 euros.

Il est aujourd'hui proposé d'examiner le compte rendu annuel de l'opération au 31 décembre 2019, qui est issu des échanges entre le concédant et le concessionnaire :

Avancement de l'opération :

- Maitrise foncière : L'opération en partie nord est achevée dans son volet Foncier. Pour la partie sud, et suite à l'aboutissement en 2018 du processus d'expropriation (DUP d'aménagement) l'année 2019 est marquée par le paiement d'indemnité ou la consignation quand il y a obstacle au paiement (succession non réglée, attente de jugement qui devront préciser définitivement les indemnités, inscriptions hypothécaires supérieures à l'indemnité).

- Subventions : Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un deuxième acompte de 119 878 euros a été versé par MRU (CG, CR, VDM) en 2019. 673 786 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2019 (ANRU, MRU) sur un total de 1 168 004 euros, soit 57 %.

Pour le déficit foncier, 1 461 889 euros a déjà été versé de 2014 à 2018 par l'État sur un total attendu de 2 782 509 Euros soit 53 %. Une demande de subvention a été faite fin 2019 pour 558 850 € mais aucun n'acompte a été versé en 2019. Un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 198 845 euros soit 21%. Le deuxième acompte de 44 799 euros n'a pas été demandé en 2019.

- Social et relogement : 59 ménages ont été suivis dont 42 sont issus de la partie Sud. 51 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 26 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 8 ménages sont actuellement relogés de façon temporaire dont 4 en résidence Adoma, 3 en résidence hôtelière et 1 dans un logement propriété de Soléam. Il reste donc 11 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins.

- Etudes techniques et travaux : les travaux de démolition de la phase 1 (2-6-8-10A-12 rue Gaillard) ont été effectués au début de l'année 2019 et achevés le 12 juin 2019.

- Aménagements transitoires : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créée en 2014 a toujours été très satisfaisante et l'expérience est concluante. Ce jardin a constitué un véritable espace de convivialité dans le quartier et de nombreuses familles s'y sont investies. Cette activité a été déplacée au premier trimestre 2019 sur un autre site à proximité de la place Arzial avant le démarrage des travaux de démolition partie sud, permettant une transition dans de bonnes conditions.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2019. Une mise à disposition d'une emprise d'un mur démoli au 5 Guichard a été conférée à la Ville en Février 2019 pour permettre les travaux de l'école mitoyenne, la cession se fera à l'euro symbolique ultérieurement.

- Sur les années à venir jusqu'à la fin de l'opération au 30 octobre 2021, l'activité prévisible est la suivante :

- Maîtrise foncière : Soléam a acquis l'immeuble du 10 Gaillard (mosquée) début 2020. La maîtrise foncière est donc à ce jour finalisée. Il restera à déconsigner les indemnités (dans le cadre de la DUP d'aménagement) dont le paiement fait encore obstacle.

- Subventions : des versements d'acomptes et de soldes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus. Concernant les subventions ANRU, les demandes de solde seront à adresser impérativement avant le 31/12/2020.

- Social et relogement : accompagnement des 11 ménages en plan de relogement.

- Etudes techniques et travaux : les dernières démolitions sont en cours. Les travaux de VRD partie sud débuteront fin 2020 début 2021.

- Cession : la cession de l'emprise « Bons Voisins » à CDC Habitat Social devrait se finaliser fin 2020. L'acquisition du 10 Gaillard permet d'envisager la cession de l'emprise dite « Bons Voisins Est » dont les modalités restent à définir.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

- Dépenses :

- Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 759 519 euros, soit une diminution de 454 586 euros (-37%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution des études et travaux (- 479 614 euros) essentiellement lié au décalage à 2020 des travaux de démolition des derniers immeubles de l'ilot sud (-450 953 euros).

- une diminution des dépenses annexes (- 10 626 euros) essentiellement liée à des provisions surestimées.

- une augmentation des dépenses foncières (+ 48 350 euros) résultant essentiellement d'écart sur la consignation du 10 A Gaillard (3 120 euros), d'une acquisition sous DUP au 12 Guichard (35 320 euros) et de frais notariés et juridiques (33 405€).

- Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 10 540 713 euros soit 79 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes fonciers (4 859 123 euros soit 97% des dépenses prévisionnelles), travaux (3 130 025 soit 59% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (1 122 736 euros soit 90% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (124 802 euros soit 95% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles) et rémunération de l'aménageur (951 288 euros soit 82% des dépenses prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses passe de 13 179 922 à 13 245 894 euros, soit une augmentation de 65 972 euros (0,5 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018 s'expliquant essentiellement par l'augmentation du budget travaux (+55 793 euros) notamment à cause de surcoûts de travaux de démolition de la phase 1(+68 520 euros) en lien avec des surcoûts de chantier liés aux squatts et une démolition en urgence d'un hangar et d'un mur au 30 Guichard suite à une tempête en mai 2019.

Il se répartit entre budget foncier (5 023 256 euros soit 38 %), travaux (5 337 785 euros soit 40 %), dépenses annexes (1 246 738 euros soit 10 %), les frais de relogement (130 462 euros soit 1 %), frais financiers (352 737 euros soit 3 %)et rémunération de l'aménageur (1 154 916 euros soit 9%). Cette répartition est proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2019, les recettes s'élèvent à 436 966 euros, montant inférieur de 63 % au prévisionnel, essentiellement car les montants d'acomptes escomptés pour les subventions n'ont pas été perçus. Pour la subvention opérationnelle Anah partie sud (558 849 euros), la demande a été reçue par l'Anah mi-novembre, l'acompte n'a pu donc être versé. Pour la subvention voirie primaire MRU (119 878 euros), la demande a été reportée car les travaux de VRD n'ont pu débiter.

- Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 615 735 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (357 567 euros soit 34 % des recettes prévisionnelles), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics de l'ANRU (673 786 euros soit 62% des recettes prévisionnelles), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (1 504 164 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (80 218 euros soit 100 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes hors tva passe de 5 501 624 à 5 451 333 euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 50 291 euros (-0,9 %) au regard du bilan approuvé en 2018 s'expliquant par une réduction prévisionnelle de la subvention Anru mobilisable du fait du décalage des travaux de voirie au quatrième trimestre 2020 et de la date d'expiration de la subvention fixée au 31/12/2020. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 055 895 euros soit 19,5 %), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 333 866 euros soit 24,5 %), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (2 981 354 euros soit 54,5 %) le reste du chiffre d'affaires (80 218 euros soit 1,5 %) provenant de produits financiers et produits divers.

Ainsi le bilan global de l'opération à terme évolue comme suit :

- les dépenses augmentent de 65 972 euros, passant de 13 179 922 à 13 245 894 euros.
- les recettes diminuent de 50 291 euros, passant de 5 501 624 euros à 5 451 333 euros.

Soit un déficit global de 7 794 557 euros comprenant 509 257 euros de TVA reversée et 7 285 300 euros de participation à l'équilibre des concédants.

- Participations de la Métropole

Les participations financières de la Métropole se répartissent entre participation à l'équilibre du bilan et participation aux équipements publics ci-dessous détaillées. Le montant global de 7 528 902 euros est inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 7 285 300 euros, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018.

4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole. 1 272 759 euros ont été payés par la Métropole au 31 décembre 2019.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 1 098 541 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

550 000 euros en 2020

548 541 euros en 2021

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2019 est négatif de 97 092 euros, en diminution par rapport aux prévisions du bilan précédent à 176 004, essentiellement lié à une augmentation des dépenses et à la diminution des recettes en 2019 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2020, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée négative de 281 671 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Participation de la Métropole aux équipements publics dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole participe financièrement aux voiries primaires et les placettes réalisées par la Soléam dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 215 672 euros ont déjà

été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 27 930 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

27 930 euros en 2021

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM et l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-110/20/CT

■ CT1 - Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - 1er et 2ème arrondissements - Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville

Avis du Conseil de Territoire DHPV 20/18722/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille – Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, a pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil

Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten. Elle concerne 214 immeubles privés.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il était prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffisait pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ainsi aujourd'hui, 75 immeubles du périmètre de l'opération sont visés par une obligation de travaux déclarés d'Utilité Publique par arrêté préfectoral. La notification de cette obligation aux propriétaires et copropriétaires a engendré une prise de conscience sur la nécessité de réaliser des travaux face au risque d'expropriation et leur décision de s'inscrire dans une démarche de réhabilitation pérenne en 2021 par le biais d'aides publiques. Pour ne pas mettre en difficulté les copropriétaires volontaires qui n'avaient pas pu s'inscrire dans un programme d'amélioration du fait de l'absence de décision ou de majorité de l'assemblée générale, il est proposé de proroger la convention de cette opération d'une année soit jusqu'au 24 janvier 2022. Elle concerne 214 immeubles privés.

Cette prorogation n'a pas d'incidence financière sur les enveloppes de subventions nécessaires compte tenu du faible taux de consommation constaté.

Ainsi il est proposé d'approuver l'avenant à la convention partenariale ci-joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 004-8076/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille – Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille – Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille – Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-112/20/CT

■ CT1 - Prise en charge du coût des fluides pour les familles des gens du voyage par les régies métropolitaines - Aides exceptionnelles COVID 19

**Avis du Conseil de Territoire
DHPV 20/18805/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont eu pendant la période de confinement, un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté, lors de sa séance du 31 juillet 2020, une délibération de principe afin de contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les familles de gens du voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, lors de leur séjour sur une aire métropolitaine et ce, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

Deux dispositifs étaient préfigurés avec d'une part, la remise gracieuse des montants dus aux familles par les régies métropolitaines d'exploitation (régies de : Marseille, Miramas, Aubagne, Martigues) et d'autre part, par la mise en

œuvre d'un protocole adapté avec le délégataire de la DSP métropolitaine (gestion des aires de : Bouc Bel Air, Fuveau, Aix en Provence, Salon de Provence).

La délibération a pour objet l'exonération des charges d'eau et d'électricité, des familles ayant séjourné sur les aires faisant l'objet d'une régie métropolitaine pour leur exploitation.

La répartition par aire d'accueil est la suivante :

Aire de Marseille – Saint Menet Territoire Marseille Provence	3 294,94 €
Aire d'Aubagne Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	811,72 €
Aire de Miramas Istres Ouest Provence	1 948,5 €
Aire de Martigues Territoire Pays de Martigues	3 878,45 €
TOTAL	9 933,61 €

Pour les structures d'accueil des gens du voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il est pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ladite délibération afin de pouvoir décliner l'exonération des familles conformément au premier dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La délibération CHL 006-8386/20/CM approuvant le principe de solidarité envers les familles des gens du voyage pendant la période du confinement ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Prise en charge du coût des fluides pour les familles des gens du Voyage - Régies métropolitaines aire d'accueil des gens du voyage - Aides exceptionnelles COVID 19

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération nécessaire pour la mise en œuvre du premier dispositif (régie) de prise en charge des coûts des consommations des fluides.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine relatif à la prise en charge du coût des fluides pour les familles des gens du voyage - par les régies métropolitaines exploitant les aires d'accueil des gens du voyage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture"

DDEBA 001-114/20/CT

■ CT1 - Présentation des Comptes Rendus d'Activités de la Concession de distribution publique de gaz année 2019

Information du Conseil de Territoire

DEE 20/18732/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-1-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensues depuis 2015.
- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).
- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Bureau de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'activités des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2019 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2019 font l'objet d'une analyse en cours par les services métropolitains.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du compte-rendu d’activités de concession de distribution publique de gaz, année 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération sur les comptes rendus d’Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l’année 2019 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour information.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la présentation des Comptes Rendus d'Activités de la Concession de distribution publique de gaz année 2019.

DDEBA 002-115/20/CT

■ CT1 - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Ville de Marseille pour l'année 2019

**Information du Conseil de Territoire
DEE 20/18733/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette

convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le compte-rendu d'activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2019 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF. Il fait l'objet de l'analyse par les services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020.
- Le projet de la délibération portant sur le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille pour l'année 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur le Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2019 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Ville de Marseille pour l'année 2019.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-116/20/CT

■ **CT1- Cession à titre onéreux à la SCI de construction vente ADP Saint-Victoret des lots D1 et D2 sis ZAC d'Empallières à Saint -Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprise**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18611/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI de Construction Vente (SCCV) ADP Saint-Victoret des lots D1 et D2 sis ZAC d'Empallières à Saint-Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'espace communautaire et de la politique de développement économique de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a par délibérations URB 1/432/CC du 22 mai 2006 et URB 948/07/CC du 8 octobre 2007, approuvé respectivement la reconnaissance de l'intérêt communautaire et la mise en œuvre d'une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une ZAC sur le site d'Empallières à Saint-Victoret et la création de ladite ZAC.

Afin d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC d'Empallières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à candidature le 21 janvier 2017 afin de réaliser un village d'emprises répondant à la demande d'implantation de PME/PMI sur un terrain d'environ 14 000 m².

Au terme de l'analyse des offres, la SCCV ADP Saint Victoret a été retenue pour la réalisation de ce programme immobilier. Le prix de cession de 75 € / m² a été fixé dans le cahier des charges de l'appel à candidature et, est conforme au prix moyen constaté sur le territoire de Marseille Provence sur les zones économiques à vocation productive.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des les procédures idoines afin de vendre un terrain nu à détacher des parcelles cadastrées Section AI n° 1, 2, 5, 13, 96 et AH n° 266 d'une superficie d'environ 13 978 m² correspondant au lot n° D1, à la SCCV ADP Saint Victoret.

La surface de plancher de l'opération envisagée par l'acquéreur sur le terrain viabilisé est de 6 554 m² environ pour l'édification d'un village d'entreprises conformément aux termes du cahier des charges de cession de terrain du lot n° D1.

Par délibération n° URB 021-3462/18/BM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier portant sur cette cession.

Par délibération n° URB 022-6127/19/BM en date du 20 juin 2019, un avenant au protocole foncier initial visant à proroger sa durée a lui-même été approuvé.

Un permis de construire sur le lot D1 a été déposé et obtenu le 20 juin 2018, conformément audit protocole de vente.

Cependant, la révision du Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin de la Cadière a fait l'objet d'un porter à connaissance de l'Etat le 26 avril 2019 qui augmente le niveau d'aléa et de risques de la ZAC d'Empallières.

Les droits à construire du lot D1 sont considérés comme acquis par les services de l'Etat, à condition pour l'acquéreur de prendre en compte ce niveau de risques plus élevé pour obtenir une autorisation « Loi sur l'eau » en proposant des modalités de compensations.

Pour ce faire, la SCCV ADP Saint-Victoret doit acquérir une emprise supplémentaire de 9368 m² issue des parcelles cadastrées AH 459, AH 484, AI 113, AI 152, AI 190 constituant le lot D2, lot mitoyen au lot D1, inondable et inconstructible.

Au titre de la rubrique 3.2.2.0 du code de l'environnement, dans le cadre d'une autorisation « Loi sur l'eau », ce tènement foncier est indispensable à la réalisation des ouvrages ci-dessous listés :

- La réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales, étanché, d'une surface de 900 m²
- La création d'un bassin de rétention non étanche destiné à stocker les eaux dans le cadre de l'inondation. Surface au sol de 1700 m² environ
- La mise en place d'une noue périphérique associée à un merlon sur toute la périphérie du lot D2 afin de canaliser les eaux d'inondation sur cette parcelle et ainsi minimiser les impacts sur les parcelles voisines.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce lot D2 à 7 € le m² de foncier soit un prix total de 65 576 euros.

Toutefois, compte tenu d'une part de la volonté de la Métropole de conserver ce projet économique d'intérêt général, générateur d'activités et d'emplois sur le secteur, et d'autre part du surcoût financier occasionné par les travaux indispensables susvisés incombant à l'acquéreur, il est proposé de céder le lot D2 moyennant le prix total de 14 052 € HT auquel s'ajoutera à TVA sur marge.

Par ailleurs, la cession de ce lot D2 devenu inconstructible et correspondant désormais à un foncier non valorisable dispensera la Métropole d'en assurer la gestion et d'acquitter les charges s'y afférant.

Ainsi, au terme de négociations et au vu des avis rendus par la Direction Immobilière de l'Etat régulièrement saisie, les parties ont donc convenu de procéder à la vente :

- du lot D1 moyennant le prix de 1 048 350 € HT auquel s'ajoutera la TVA sur marge soit un prix de 75 € / m² conformément à l'appel à candidature du 21 janvier 2017 ;
- du lot D2 moyennant le prix de 14 052 € HT auquel s'ajoutera la TVA sur marge soit un prix de 1.5 € / m² compte tenu du surcoût financier généré par ces travaux indispensables et non prévus initialement dans les conditions de l'appel à projets, estimés à 200 000 € à réaliser et à financer par l'acquéreur.

Un nouveau protocole de cession prenant en compte les nouvelles dispositions juridiques et financières a été établi et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13102005.

Il convient d'autre part, d'abroger, compte tenu de la caducité des protocoles fonciers s'y afférant, les délibérations n° URB 021-3462/18/BM du 15 février 2018 et n° URB 022-6127/19/BM du 20 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 004-8076/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat en date des 17 et 18 septembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI de Construction Vente (SCCV) ADP Saint-Victoret des lots D1 et D2 sis ZAC d'Empallières à Saint-Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession d'un terrain à bâtir sis ZAC Empallières à Saint-Victoret permettra la réalisation d'un village d'entreprise sur le lot D1 ; opération présentant un enjeu économique stratégique à l'échelle de la Métropole ;
- Qu'à la suite d'un porter à connaissance de l'Etat du 26 avril 2019, les droits à construire du lot D1 ont été conditionnés par l'obligation pour la SCCV ADP Saint-Victoret d'acquérir une emprise supplémentaire dite lot D2 inondable et inconstructible permettant la réalisation d'ouvrages de compensation par et aux frais de l'acquéreur ;
- Que la cession d'un terrain non constructible dit lot D2 situé sur les parcelles limitrophes au lot D1 permettra la réalisation desdits ouvrages indispensables à l'exécution de cette opération d'aménagement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI de Construction Vente (SCCV) ADP Saint-Victoret des lots D1 et D2 sis ZAC d'Empallières à Saint-Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-117/20/CT

■ CT1- Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement - Demande de subventions d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au PPA - Convention type de cofinancement avec la Caisse des Dépôts et Consignations

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18789/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants. Il a pris effet le 15 juillet 2019, et est enregistré sous le numéro 19/0528. Il unit, avec ceux de la Métropole, les efforts collectifs de l'Etat, la Ville de Marseille, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Caisse des Dépôts et Consignations (Direction Banque des Territoires), l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côtes d'Azur, et l'Agence Régionale des organismes HLM

La Métropole engage les études stratégiques et pré-opérationnelles concourant à l'élaboration du schéma stratégique d'intervention du PPA et des projets urbains pour les secteurs et les îlots opérationnels.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités au travers notamment de la Banque des Territoires.

Signataire du PPA, la Caisse des Dépôts et Consignations, par le biais de sa direction Banque des Territoires, s'est engagé à :

Participer aux différents comités de pilotage, comités techniques et ateliers thématiques ;

Appuyer financièrement les études et projets d'aménagement du PPA dans le cadre d'un cofinancement versé directement à la Métropole ;

Apporter son concours technique aux actions menées dans le cadre du PPA, notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de redynamisation économique et commerciale, les réflexions préalables à la création de la SPLA-IN, notamment sur le volet juridique et financier et l'élaboration de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;

Contribuer à la concertation et la communication commune.

La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention à venir auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents. Pour ce qui concerne la Caisse des Dépôts et Consignations, elle sera sollicitée en priorité pour le co-financement d'études portant sur la redynamisation économique et commerciale, la lutte contre l'habitat indigne et le développement durable.

Le montant total que la Caisse des Dépôts et Consignations versera à Aix-Marseille-Provence Métropole, maître d'ouvrage des études, sera égal au plus à 500 000 € répartis, après accord entre les parties, entre différentes études et dans la limite de 50 % de l'assiette subventionnable.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention type de cofinancement d'études entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande de subventions d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au Projet Partenarial d'Aménagement ; Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la demande de subventions d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables aux aménagements urbains prévus au Projet Partenarial d'Aménagement - Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-118/20/CT

■ CT1- Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement - Grande Opération d'Urbanisme - Demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 20/18790/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie. Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6ème action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'Urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires. La loi prévoit en particulier que l'intercommunalité co-contractante, et donc ici la Métropole Aix-Marseille-Provence, sera potentiellement compétente pendant toute la durée de la GOU pour la réalisation, la construction, l'adaptation ou la gestion d'équipements publics relevant de la compétence de la commune de Marseille, nécessaires à la GOU et identifiés et localisés dans l'acte de qualification mentionné au même article L. 312-4. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurant alors la maîtrise d'ouvrage de ces équipements.

L'acte de qualification de la GOU a ainsi prévu la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur l'école élémentaire National (13003) pour des travaux de restructuration et dédensification de l'école existante en groupe scolaire.

Le transfert concerne uniquement la réalisation, la construction ou l'adaptation de ces équipements. Les équipements restructurés ou créés par la Métropole feront ainsi l'objet d'une remise d'ouvrage systématique au profit de la Ville, qui en prendra alors la gestion. Comme prévu par la loi (article L312-5 4e du code de l'urbanisme), le délai et les modalités de remise à la ville de Marseille des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la

Métropole Aix-Marseille-Provence pendant toute la durée de la GOU doivent faire l'objet d'un accord entre la commune et la Métropole.

Il est précisé que ces équipements, qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de son opérateur dédié, seront financés par les partenaires du PPA avec une participation financière de la ville de Marseille, à fixer dans le cadre de conventions ultérieures organisant les modalités d'exercice de cette maîtrise d'ouvrage et qui seront prises dans le cadre des dispositions des articles L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ou L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En amont de ces conventions, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention de la Métropole, en accord avec la Ville de Marseille, auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents, pour une première tranche de travaux relatifs à l'école National.

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation politique de la ville (ex-DDU) bénéficie chaque année aux communes de métropole et d'outre-mer particulièrement défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains. Cette dotation vise à compléter la logique de péréquation prévalant dans le cadre de la DSU par un soutien renforcé aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette opération est éligible à la Dotation Politique de la Ville et a été identifiée comme telle par les services de la Métropole et sélectionnée avec les services de l'Etat. Elle représente un montant de 3 438 000 euros TTC pour lesquels la Métropole demande une subvention de 900 000 euros, représentant environ 31% du coût total hors taxe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville, contrat de Projet Partenarial d'Aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville, contrat de Projet Partenarial d'Aménagement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-137/20/CT

■ **CT1-Approbation de la candidature de la Métropole à l'appel à projets Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques porté par la Région SUD et demande de subventions**

**Avis du Conseil de Territoire
DIPOR 20/18727/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à la candidature et à la demande de subvention d'investissement dans le cadre de l'appel à projets Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques porté par la Région Sud satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité. La Région SUD lance un appel à projets portant sur la modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques dans le cadre d'un plan régional voile nautisme en vue des Jeux Olympiques de 2024.

La Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance porte un projet global de réaménagement de la zone d'activités et de loisirs du Port Neuf de La Ciotat. Ce projet global intègre la rénovation de la base nautique de La Ciotat.

Dans ce cadre, il est proposé la candidature de la Métropole à l'appel à projets "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région Sud, ainsi que de solliciter des subventions permettant la réalisation du projet.

A ce titre, une candidature puis une demande de subvention sont envisagés auprès de la REGION SUD. Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **1 000 000 € HT**, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
REGION SUD	20,00 %	200 000,00 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille Provence	80,00 %	800 000,00 euros
	TOTAL	1 000 000,00 euros

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
REGION SUD	20,00 %	200 000,00 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille Provence	80,00 %	800 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement dans le cadre de l'appel à projets Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques porté par la Région Sud.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance et des activités présente sur le domaine public maritime concédé
- Que dans le cadre du projet global de réaménagement de la zone d'activités et de loisirs du Port Neuf de La Ciotat, la Métropole s'inscrit dans les conditions de l'appel à projet "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région SUD
- Qu'en parallèle de la candidature à l'appel à projet, il convient de solliciter une aide financière à la Direction Inter Régionale de la Mer (DIRM) et à l'Agence de L'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) pour la réalisation du projet.
- Que dans le cadre d'une participation à l'appel à Projet « Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques » porté par la Région SUD, la métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une aide financière à la Direction Inter Régionale de la Mer (DIRM) et à l'Agence de L'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC)
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande de subvention d'investissement dans le cadre de l'appel à projets Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques porté par la Région SUD.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine relative à la candidature et demande de subvention d'investissement dans le cadre de l'appel à projets Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques porté par la Région SUD.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-138/20/CT

■ CT1-Renouvellement de l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur UPACA et cotisation 2020

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 20/18731/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient. Aussi, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional, l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur (UPACA) en Méditerranée ou national, la Fédération Française des Ports de Plaisance. L'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur (UPACA) est l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires des ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA, elle vit et évolue au travers des besoins, des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- Fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,
- Anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- Est une interface entre les gestionnaires des ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires,
- Assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- Entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement la Région Sud, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,
- Négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment,
- Collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,

- Participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement,
- A des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels du nautisme (par exemple la Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche, en règle générale, tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.
- Assure et coordonne des programmes de formations sur tous les métiers et les règlements en lien avec l'activité portuaire,

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

L'Union des Ports de Plaisance PACA est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires à Istres et le port Albert Samson à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consentie à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône à Port-Saint-Louis-du-Rhône et le port du Canet à Saint-Chamas, et gère donc 28 ports de plaisance. Le nombre d'anneaux gérés en régie directe est passé ainsi de 2583 anneaux à 2933.

Dans ce cadre, et compte tenu des actions menées par l'UPACA à destination de ses membres, gestionnaires des ports de plaisance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° MER 006-3659/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Il est à noter que les actions effectuées par UPACA au titre de la cotisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été définies conjointement pour les exercices 2020-2021 dans un plan de charge précis.

Ce plan de charge fixe les actions en matière de :

- Formations effectuées par UPACA,
- Actions et sujets spécifiques à la Direction métropolitaine des Ports de la Métropole à la demande de cette dernière, ou proposée par UPACA dans le cadre de son programme à l'échelle de la Région,
- Actions portées par UPACA au titre du Livre Bleu métropolitain délibéré le 18 juin 2018 :
 - o Action 2_4, Création nouveaux services Ports de plaisance
 - o Action 9_6, Déconstruction épaves
 - o Action 10_2 Transition énergétique des ports de plaisance
 - o Actions 10_3 et 10_4, Ports propres
- Actions du Livre Bleu sur lesquelles UPACA apporte son expertise :
 - o Action 11_2 Stratégie de gestion des cales 1_6 et aménagement
 - o Actions 11_4 Fourrière à bateaux
 - o Autres (RPP, Tarification,)

Ce plan de charge fera l'objet d'un suivi précis au travers :

- D'une revue trimestrielle (avancement et points particuliers et nouveaux sujets)
- D'un bilan fin 2020/2021 justifiant des réalisations effectuées par UPACA (Rapport d'activité extrait du rapport d'activité Régional, ou spécifique avec les documents et les rapports joints ou adressés sur le site UPACA au travers de liens directs précis). Il est à noter qu'un bilan sur deux années se justifie par la durée des missions confiées à UPACA, et aux échéances des actions en lien avec le Livre Bleu lequel s'achève mi-2022.

Ce plan de charge démontre de l'importance de l'accompagnement d'UPACA dans les missions réalisées par la Direction des Ports métropolitains. Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions ainsi menées par l'UPACA, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation, pour l'exercice 2020 calculé sur la base du nombre d'anneaux gérés en régie directe, est fixé à 17 431,35 euros (15 368,85 euros pour le Conseil de Territoire Marseille Provence, 1249,50 euros pour le Territoire Istres Ouest Provence et 833 euros pour le Territoire du Pays Salonais).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération relative à l'adhésion de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'adhésion de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) fédérée au sein de la Fédération Française des Ports de Plaisance pour les 28 ports métropolitains afin de participer aux travaux de cette structure, de bénéficier d'informations dans les domaines de la mer, de la plaisance et des ports et d'échanger par son intermédiaire avec les différents adhérents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine :
Renouvellement de l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur UPACA règlement de la cotisation 2020.

Cette proposition mise aux voix et adoptée.

PORTS 003-136/20/CT

■ CT1-Présentation du rapport d'activités de l'année 2019 du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole - Les Nauticales

**Information du Conseil de Territoire
DEE 20/18630/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport d'activités de l'année 2019 remis par le Groupement Grand Pavois Organisation-SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport d'activités de l'année 2019 du Groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-119/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de remboursement avec la commune de Cassis des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18507/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence a réalisé, par un marché public n°T19028 notifié le 6 février 2019, l'aménagement du parking et du parvis de la Gare de Cassis.

L'aménagement réalisé comprenait :

- Les travaux d'installation de chantier
- La préparation des emprises (débourssaillage, dépose du mobilier urbain, démolition des chaussées et trottoirs, arrachage ou protection des arbres)
- Les travaux de voirie (décaissement, terrassement en tranchée, remblais, mise en place de bordures, revêtements, raccordement des réseaux électriques/eau/télécom)
- La mise en place et fourniture du mobilier urbain, de la signalisation, des plantations

La commune de Cassis a pour sa part, pris en charge les travaux liés à l'aménagement de l'éclairage extérieur du parking de la Gare. Ces dépenses, dont l'état récapitulatif figure en pièce annexe à la convention doivent désormais faire l'objet de remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la Ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

En conséquence, il incombe désormais à la Métropole de rembourser la commune de Cassis des dépenses intervenues dans le cadre des travaux d'éclairage public.

Les parties ont donc convenu que les travaux d'éclairage public initiés dans le cadre de l'aménagement de la gare de Cassis, marché n°DC 2018-15 passé par la commune de Cassis est de compétence métropolitaine et qu'à ce titre les dépenses, prises en charge par la commune, doivent lui être remboursées. Ces dépenses s'élèvent à 28 113,60 euros TTC.

En contrepartie, l'attribution de compensation de la commune de Cassis se trouvera minorée et un fonds de concours sera demandé auprès de celle-ci.

En ce sens, il convient par la présente convention d'acter le remboursement des travaux d'éclairage public intervenus pour le compte de la commune de Cassis dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de remboursement des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis.

- Qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de remboursement des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de remboursement des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis.

VOIMOB 002-122/20/CT

■ CT1-Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'opération de l'ouvrage d'art Saint Pierre à Marseille 12ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 20/18787/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de la création des lignes de Tramway à Marseille, le Bureau de la Communauté Urbaine approuvait, par délibération n° TRA 6/613/BC du 15 octobre 2004, le marché relatif à la réalisation d'un ouvrage d'art de franchissement des voies ferrées à Saint Pierre, de ses murs en retour et son mur de soutènement.

Dans le cadre des premiers travaux du tramway de Marseille livrés en juillet 2007, a été réalisée la ligne 1 Noailles - Les Caillols.

Cette ligne croise les voies ferrées Paris-Nice au niveau du quartier Saint Pierre par un passage supérieur et deux zones en remblai situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art.

Postérieurement à la mise en service de cette ligne, soit en avril 2007, le secteur de l'ouvrage pont « Saint-Pierre » a subi un affaissement de la voirie routière au niveau de la structure de la chaussée et des bordures de trottoir qui a engendré des désordres au niveau de l'armement de la plateforme tramway. L'ampleur desdits désordres a nécessité une réparation provisoire des voies ferrées afin de permettre le passage du tramway en mode dégradé.

Un référé expertise a été diligenté afin d'identifier l'origine des désordres et de proposer des solutions de réparation provisoires, objets des trois délibérations suivantes :

Par délibération n° DTUP 005-842/08/BC du 19 décembre 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint Pierre pour un montant total de 606 064.82 d'euros HT, soit 724 853.52 d'euros TTC.

Par délibération n° DTUP 017-1189/09/CC du 26 mars 2009, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une autorisation de programme spécifique d'un montant de 1 000 000 d'euros TTC, porté à 1 500 000 euros TTC au budget primitif 2010 afin de régler le coût des études et travaux de remise en sécurité de la voie ferrée au droit de l'ouvrage à frais avancés.

Par délibération n° DTUP 014-159/11/CC du 28 mars 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une augmentation de l'affectation de l'autorisation de programme à hauteur de 6 500 000 euros correspondant à 779 816 euros au titre du budget principal et 5 720 184 euros au titre du budget transport pour permettre le lancement des marchés d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux de reprise de l'ouvrage.

Les conclusions définitives rendues par l'expert judiciaire en avril 2014, ont acté que les désordres constatés sont de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage et à le rendre impropre à sa destination. Aussi, il y a lieu de procéder aux travaux de réparation définitifs.

Début 2018, par mandat de maîtrise d'ouvrage délégué, la Métropole Aix- Marseille-Provence a confié à la RTM la réalisation des travaux de réparation définitive.

Par délibération n° TRA 002-5981/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé le programme de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre établi par la RTM.

La RTM a ensuite lancé un marché de conception-réalisation au vue de la complexité de l'opération de réparation.

Au vu tant de l'évolutivité du sinistre postérieurement à la mise en service en 2007 que de la nécessité de renforcer à la fois le remblai existant par des fondations profondes micropieux et le mur M3 à l'est du dépôt tramway, il est envisagé de recourir à ces travaux structurants afin de garantir la pérennité des ouvrages.

Cette nouvelle conception de réalisation des travaux est seule à garantir la réparation définitive et pérenne de l'ouvrage.

Pour ce faire, il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 2 279 816 d'euros HT portant le montant de l'opération à 8 000 000 d'euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DTUP 005-842/08/BC du 19 décembre 2008 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint Pierre ;
- La délibération n° DTUP 017-1189/09/CC du 26 mars 2009 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole affectant une autorisation de programme à l'opération de réparation de l'Ouvrage Saint-Pierre ;
- La délibération n° DTUP 014-159/11/CC du 28 mars 2011 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant une augmentation de l'affectation de l'autorisation de programme pour permettre le lancement des marchés d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux de reprise de l'ouvrage ;
- La délibération n° TRA 002-5981/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence approuvant le programme de l'opération de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission d'expertise de l'expert judiciaire sur la constatation des désordres sur le site de l'ouvrage d'art Saint Pierre est achevée depuis le dépôt de son rapport final en avril 2014 ;
- Qu'un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de l'opération ;
- Que le programme portant sur les études et travaux liés à cette opération en vue de procéder à la réparation définitive de l'ouvrage d'art Saint Pierre, à frais avancés, dans l'attente du versement des indemnités résultant de ladite procédure a été approuvé le 16 mai 2019 ;
- Que ces travaux feront l'objet d'un marché de conception-réalisation sous mandat de maîtrise d'ouvrage RTM ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et l'affectation pour un montant total de 2 279 816 d'euros HT portant le montant de l'opération d'investissement à 8 000 000 d'euros HT afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'opération de l'ouvrage d'art Saint Pierre à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-121/20/CT

■ CT1-Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPI 20/18735/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions du **03 novembre 2020**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des **11** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/09/37 : LA CASERTANE du 12/02/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/38 : PHARMACIE DAVSO du 01/01/2020 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/39 : LE METROPOLE du 01/10/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/40 : LA LUNETTERIE du 21/10/2019 au 01/07/2020,
- CVM-2020/10/41 : LA CANTINE du 12/02/2019 au 30/10/2019,
- PJJLP-2019/10/11-2 : AU PETIT NICE du 16/10/2019 au 16/10/2020,
- PJJLP-2020/10/18 : CHEZ IDA du 12/10/2018 au 12/10/2020,
- AUB-2020/08/05 : PHARMACIE DU BRAS D'OR du 08/07/2019 au 31/08/2020,
- AUB-2020/10/06 : BOUTIQUE BABETH du 08/07/2019 au 30/09/2020,
- LTD-2020/10/11 : LA CASSE DU SCOOTER du 11/03/2019 au 13/03/2020,
- LTD-2020/10/12 : HARLEY DAVIDSON MASSILIA du 11/03/2019 au 13/03/2020,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la

République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/06/22	CHROM	Square Belsunce – 13001 Marseille	01/08/19 au 15/03/20	4 772,00 €	2 863,00 €	0,00 €	2 863,00 €
CVM-2020/08/29	LE STOP	16, Rue Saint-Saëns – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/03/20	100 386,00	60 232,00	0,00	60 232,00
TOTAL				105 158,00	63 095,00	0,00	63 095,00

Montant des indemnisations déjà accordées	261 625.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-ville de Marseille	324 720.00 €

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2020/02/15	LE FOURNIL DE L'ETOILE	61 Place Jean Jaurès 13006 Marseille	12/10/18 au 20/06/19	-9 715,00	-5 829,00	0,00	-5 829,00*
PJJLP-2019/08/6-2	L'ART DE LA FROMAGERIE	20 rue Saint-Michel 13006 Marseille	02/09/19 au 31/08/20	69 370,00	41 622,00	0,00	41 622,00
PJJLP-2020/06/16	L'ETRANGE POUVOIR DES PETITS RIENS	13 rue Saint-Michel 13006 Marseille	12/10/18 au 31/03/20	15 093,00	9 056,00	1 399,00	10 455,00
TOTAL				74 748,00	44 849,00	1 399,00	46 248,00

Montant des indemnisations déjà accordées	232 082,00 €
--	---------------------

Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE

278 330,00 €

Ecriture de régularisation - La CMIA modifie son avis acté le 15 septembre 2020 suite au jugement du Tribunal de Commerce de Marseille, rendu le 05 août 2020, plaçant en liquidation judiciaire la société LE FOURNIL DE L'ETOILE. L'arrêt consécutif à une liquidation judiciaire ne donne pas lieu à indemnisation.

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2019/10/1-2	SJP	152, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	01/11/19 au 13/03/20	6 320,00	3 792,00	0,00	3 792,00
TOTAL				6 320,00	3 792,00	0,00	3 792,00

Montant des indemnisations déjà accordées	109 555.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	113 347.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **11** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **06** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 03 novembre 2020 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Métropole de la Présidente Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-120/20/CT

■ CT1-Présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le Territoire Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18510/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

Un contrat de délégation de service public, n°T1802DSP, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2018. Sa durée est de 5 ans à compter de la date de notification. Il arrivera à échéance le 17 juillet 2023.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

A titre d'information, sur l'année 2019, le nombre total d'intervention (175) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 36 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 50 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 9 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 80 interventions.

Le compte d'exploitation sur cette période fait apparaître un chiffre d'affaires de 23 119,00 euros et des charges d'exploitation de 13 285,00 euros soit un bénéfice d'exploitation de 9 834,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le Territoire-Marseille-Provence.

VOIMOB 005-123/20/CT

■ **CT1-Approbation de l'avenant n° 10 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18830/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2012/595 du 20 décembre 2012 les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 8 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1^{er} septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB ; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro

- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 a approuvé les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence

- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

L'avenant 8, approuvé le 28 mars 2019, prévoit les modifications suivantes :

- Modifications de lignes régulières et des circuits scolaires mises en place à la rentrée scolaire afin de les adapter aux changements d'horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre à la fréquentation enregistrée sur le réseau,
- Adaptations de la ligne ChronoPro afin d'améliorer la desserte de la zone d'activité des Estroublans
- Adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite.
- Dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois de décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus.
- Régularisation du calcul du taux de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE.
- Autorisation au délégataire d'utiliser la base de données des clients du réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'avenant n° 9 approuvé le 19 décembre 2019 prévoit les dispositions suivantes :

- Adaptations de l'offre et modification d'itinéraire de lignes régulières ou services scolaires:
 - ligne 14 interne à la commune de Berre l'Etang prolongée jusqu'au quartier de Mauran,
 - réduction de l'offre du service Chronopro durant les mois de juillet et août pour adapter l'offre à la fréquentation,
 - modification de l'itinéraire de la ligne 7 par un passage par la ZAC Empallières à Saint Victoret,
 - desserte du Club Nautique du Jai par les lignes 3A et 3B,
 - ajustements des horaires de la ligne 6 sur les horaires de sortie du Collège Petit Prince,
 - ajustements d'horaires de la ligne 9 pour une meilleure desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles,
 - adaptations des horaires du circuit scolaire 74 pour tenir compte des conditions de circulation,
 - mise en place d'un service supplémentaire du circuit scolaire 76 pour la desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles et desserte du quartier de Versailles aux Pennes Mirabeau suite à la mise en place de la nouvelle sectorisation,
 - desserte du quartier de Versailles par le circuit scolaire 78,
 - desserte du quartier de Champigny sur la commune de Berre l'Etang par le circuit scolaire 97,
 - expérimentation pour 3 mois d'une desserte le dimanche des communes de Berre l'Etang et de Rognac vers Vitrolles.
-
- Prise en charge des prestations complémentaires relatives à la mise en place d'une desserte supplémentaire à l'occasion du concert de Sting qui s'est déroulé le 27 juillet 2019 à Vitrolles,
- Gestion par le délégataire de la maintenance des systèmes et équipements du BHNS, maintenance des bornes d'information voyageurs mises en place sur la ligne BHNS Zénibus. Afin d'assurer l'ensemble des prestations et le suivi des nouveaux matériels de priorité aux feux et d'information des voyageurs, il est autorisé la création d'un demi-poste de technicien sur une période de 3 mois permettant la remise à niveau de l'ensemble de ces équipements.
- Modification du référentiel qualité
- Adaptations de dispositions financières concernant le reversement des recettes prévues dans la convention passée entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation compte tenu de modifications ou suppression intervenus dans leur publication d'indices, l'ajustement de la compensation des pass scolaires métropolitains

L'avenant 10 proposé prévoit :

1. Adaptation de l'offre

➤ adaptations de l'offre pour la rentrée scolaire 2020-2021

- Ligne 7 : la ligne est restructurée pour permettre la desserte du sud de la route de Marseille pour mieux répondre aux attentes des riverains. Par ailleurs, cette modification permet la suppression du service scolaire 27
- Ligne 10 : l'itinéraire est ajusté afin de desservir le nouveau quartier du Lion sur la commune de Vitrolles

- Circuit 28 : intégration de la desserte du Porry sur la commune de Vitrolles dans les voyages de 16h10 et 18h15 pour pallier la restructuration de la ligne 10
- Intégration à la convention de DSP de 2 circuits scolaires mis en place pour la desserte d'écoles primaires pour les communes de Gignac la Nerthe et des Pennes Mirabeau, dont les marchés sont arrivés à échéance

■

- régularisation d'adaptation de lignes ou transports scolaires mises en œuvre au cours de l'année scolaire 2019-2020 pour essentiellement pallier des surcharges constatées
 - mise en place de renforts sur les circuits scolaires 42 et 72 entre le 4 novembre 2019 et le 13 mars 2020
 - mise en place d'un service supplémentaire sur la ligne BHNS à 7H35 entre le 3 février et le 14 mars 2020
 - Circuit 28 : régularisation de la desserte de l'arrêt Le Porry sur la période du 2 mars au 4 juillet 2020.
- report du prolongement de l'itinéraire de la ligne 14 jusqu'au quartier de Mauran sur la commune de Berre l'Etang prévu à l'avenant 9 pour l'année 2020
- arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac prévue à l'avenant 9 compte tenu de la très faible fréquentation enregistrée.

L'impact financier global de l'ensemble de ces adaptations se traduit par une économie de 136 393,82 € se décomposant comme suit :

- 33 117 € pour les adaptations d'offre
- 19 637 € pour les régularisations
- 83 639,82 € pour le report du prolongement de la ligne 14 et l'arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac

2. Rationalisation de l'offre de transport

- Afin d'adapter l'offre de transport à la demande, il est proposé les mesures suivantes :
 - réduction de l'offre en période de petites vacances scolaire pendant lesquelles la fréquentation diminue notablement. Cela se traduit dans les fiches horaires par l'instauration de 3 périodes de fonctionnement : période scolaire, petites vacances scolaire et été.
 - suppression de services de soirée peu fréquentés.
 - Adaptation de la fréquence à la fréquentation

Le détail de ces mesures est le suivant :

- Ligne 1 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 2: mise en place d'un TAD le samedi en remplacement des services réguliers ;
- Ligne 4: réduction de la fréquence des services : passage toutes les 20 mn au lieu de 15 mn et réduction de la fréquence le lundi (30 mn au lieu de 15 mn) ;
- Ligne 5 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 7 : instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 9 : réduction de la fréquence des services avec un passage à 30 mn au lieu de 20 mn et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 10: instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires » et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 12: instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires »

L'économie générée par ces mesures est de 107 151 € pour la période de septembre à décembre 2020.

3. Impact financier de la pandémie

L'impact financier de la crise sanitaire due au Coronavirus sera examiné dans le cadre d'un prochain avenant ou protocole.

En ce qui concerne l'engagement sur les recettes pour la période allant du 24 juillet au 31 décembre 2020, étant donné que les conséquences de la crise sanitaire sur la fréquentation et les recettes du réseau perdurent et ne sont à ce jour pas stabilisées, les parties conviennent de se revoir pour ajuster

4. Rationalisation de l'offre de transport

Afin d'adapter l'offre de transport à la demande, il est proposé les mesures suivantes :

- réduction de l'offre en période de petites vacances scolaire pendant lesquelles la fréquentation diminue notablement. Cela se traduit dans les fiches horaires par l'instauration de 3 périodes de fonctionnement : période scolaire, petites vacances scolaire et été.
- suppression de services de soirée peu fréquentés.
- Adaptation de la fréquence à la fréquentation

Le détail de ces mesures est le suivant :

- Ligne 1 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 2: mise en place d'un TAD le samedi en remplacement des services réguliers ;
- Ligne 4: réduction de la fréquence des services : passage toutes les 20 mn au lieu de 15 mn et réduction de la fréquence le lundi (30 mn au lieu de 15 mn) ;
- Ligne 5 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 7 : instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 9 : réduction de la fréquence des services avec un passage à 30 mn au lieu de 20 mn et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 10: instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires » et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 12: instauration d'une période fonctionnement « petites vacances scolaires »

L'économie générée par ces mesures est de 107 151 € pour la période de septembre à décembre 2020.

5. Impact financier de la pandémie

L'impact financier de la crise sanitaire due au Coronavirus sera examiné dans le cadre d'un prochain avenant ou protocole.

En ce qui concerne l'engagement sur les recettes pour la période allant du 24 juillet au 31 décembre 2020, étant donné que les conséquences de la crise sanitaire sur la fréquentation et les recettes du réseau perdurent et ne sont à ce jour pas stabilisées, les parties conviennent de se revoir pour ajuster l'engagement de recettes du délégataire sur la période.

Le montant théorique Rf de l'avenant 9 est ainsi renseigné pour l'application de la formule $Df - Rf = Cf$. Il sera modifié une fois que l'engagement de recettes aura été défini entre les parties.

4 Droit de retrait exercé par les conducteurs en décembre 2019

Suite au droit de retrait exercé par les conducteurs au mois de décembre 2019, un certain nombre de mesures a été mis en place afin d'apaiser le climat social et sécuriser le réseau.

Ainsi, il est intégré dans l'avenant, la pose de vitres de protection sur les 15 véhicules de la ligne Zenibus.

Cet investissement est de 53 925€HT. La dotation aux amortissements correspondante est intégrée dans Df et la grille de décomposition des coûts de l'annexe 5.

Le montant correspondant à la pose est intégré à la Df 2020 soit 4 800 € HT.

Par ailleurs, afin d'apaiser durablement le réseau, la Métropole finance un renfort des équipes de contrôle à hauteur de 1,5 postes supplémentaires de vérificateurs à partir du 1er septembre 2020.

La valorisation de ces 1,5 postes s'élève à 25 815€ pour l'année 2020. Ce montant est intégré à la Df 2020

5 – Entretien et maintenance des équipements du réseau

L'avenant 10 intègre les dispositions suivantes : concernant l'entretien et la maintenance des équipements du réseau

➤ Distributeur automatique de titres (DAT)

2 distributeurs ont été installés à Pierre Plantée et Parc Camoin. Les recettes du réseau seront collectées par la société Mobilink qui reversera le montant de ces recettes à Autobus de l'Étang chaque mois. Un avenant au contrat entre Mobilink et Autobus de l'Étang intègre cette organisation.

6 – Entretien et maintenance des équipements du réseau

L'avenant 10 intègre les dispositions suivantes : concernant l'entretien et la maintenance des équipements du réseau

➤ Distributeur automatique de titres (DAT)

2 distributeurs ont été installés à Pierre Plantée et Parc Camoin. Les recettes du réseau seront collectées par la société Mobilink qui reversera le montant de ces recettes à Autobus de l'Étang chaque mois. Un avenant au contrat entre Mobilink et Autobus de l'Étang intègre cette organisation.

➤ **Sanisettes**

Des travaux de remise en état des sanisettes Square de Gaulle ont été entrepris par le Déléataire et une sanisette a été déplacée aux Barjaquets pour un montant total de 2 163€HT.

➤ **Maintenance des bornes d'information voyageurs et du système embarqué de priorité aux feux »**

Modification du bordereau des prix du contrat du prestataire Lumiplan

7 – Prolongation de la convention de DSP

Le présent avenant n°10 acte la prolongation du contrat de DSP jusqu'au lundi 5 juillet 2021 inclus rendue nécessaire compte tenu de la crise sanitaire et du retard de la procédure de renouvellement du contrat. Cet avenant en détermine les modalités financières sur :

- le parc de véhicule, la grille 1 est mise à jour pour intégrer la prolongation du contrat
- les coûts de maintenance, compte tenu du vieillissement des véhicules standard, le remplacement de 3 moteurs et 2 boîtes de vitesses sont intégrés. Une réfaction du délégataire à l'autorité concédante sera opérée si tout ou partie de ces réparations n'ont pas lieu
- le budget marketing est fixé à 112 425 € HT. Une réfaction financière sera opérée en cas d'écart entre le budget prévisionnel et la dépense réelle.
- l'engagement de recettes est maintenu compte tenu de l'incertitude du niveau de fréquentation liée à la crise sanitaire, les parties conviennent de se revoir.

7– Modification des paramètres financiers de la convention

Compensation des titres métropolitains :

En application de l'avenant 7 à la convention de DSP, le montant des compensations est ajusté sur la base des données réelles du nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire 2019/2020. Le montant de la compensation s'élève à 999 818,18 € HT soit 1 099 800 € TTC comparé aux 742 866 € HT de l'avenant 7 soit un écart de 256 952,18 € HT à compensé.

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1er juillet 2012, y compris TAD).

Année	Df	Rf y/c compensation tarifaire pass scolaire	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 9
2020	19 138 835	2 190 565	16 948 270	17 357 176
2021	10 143 253	1 113 609	9 029 643	

Le montant cumulé des avenants 1 à 10 génère une incidence financière de la Dépense Forfaitaire Df de 13,62 % par rapport au montant initial de la convention.

La dépense forfaitaire en année pleine est diminuée de 94 826 € (- 0,49 %) euros pour 2020 par rapport à 2019 ;

La contribution financière passe de 122 205 273 € euros à 139 379 414 euros soit 14,2 % d'augmentation par rapport à la convention initiale.

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix Marseille Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du a émis un avis sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la commission de délégation de service public.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'avenant 10 au contrat de délégation de service public du Réseau de Bus d l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-124/20/CT

■ CT1-Présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang

**Information du Conseil de Territoire
DGMOB 20/18832/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport annuel du délégataire du réseau des Bus de l'Etang

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport annuel du délégataire du service public d'exploitation du réseau des Bus de l'Etang.

VOIMOB 007-125/20/CT

■ CT1-Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 12 - 13 et 19 - 20 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire

VOIM 007-17/11/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant les deux prochains week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place au sein des parkings de la ville d'Aix en Provence, Marseille, La Ciotat, Cassis et Aubagne.

Sur les parkings des autres territoires cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h. Cela concerne les communes de Martigues, Istres et Salon de Provence.

La Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans les créneaux susvisés à l'exception de tout autre frais. Les délégataires transmettront à l'issue de la période, un état récapitulatif de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération relatif à la gratuité de certains parkings pendant les week end précédent la période de Noel.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 12 - 13 et 19 - 20 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-126/20/CT

■ CT1-Approbation de l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés de Fos-sur-Mer

**Avis du Conseil de Territoire
DTD 20/18575/CT**

Monsieur le Président du conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis.

Il est préalablement rappelé que par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de délégation de service public a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le 18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention, crée une société dédiée à l'exploitation du site EVERE qui est donc le délégataire.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de cinq avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015 et 28 mars 2019.

L'exécution de la Convention a fait l'objet d'une difficulté d'exécution, tenant à la nécessité de procéder à des modifications d'ouvrages permanentes, à la demande du délégant.

En effet, par notification en date du 24 avril 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que pouvoir adjudicateur disposant de la compétence « collecte et traitement des déchets » sur le territoire métropolitain, avait conclu un marché public avec la société FORWARDIS. Ce dernier avait pour objet la mise à disposition et l'entretien courant de wagons et de caissons/conteneurs pour le transport ferroviaire des déchets ménagers de ses centres de transfert vers le centre de traitement multifilière de Fos-sur-Mer.

Par avenant n°1 à la Convention d'Obligation de Service Public visé par le contrôle de légalité le 31 mai 2017, la Métropole a sollicité la RDT13 en vue de l'acquisition de 110 wagons et 400 caissons destinés au transport de déchets ménagers.

Pour ce faire, la RDT13 a engagé une procédure de dialogue compétitif pour la conception, la construction et la maintenance de wagons et caissons UTI (Unité de Transport Intermodal) destinés au transport de déchets ménagers : Marché n°05-2018 prévoyant la livraison desdits caissons et wagons à la fin du premier trimestre 2020.

Ainsi, de fait, cet avenant n°1 entre la Métropole et la RDT13 a clôturé le marché de mise à disposition des wagons et conteneurs conclu avec FORWARDIS, sans reconduire le prolongement d'une année supplémentaire.

Le parc de wagons et caissons mis à disposition de la Métropole dans le cadre du marché conclu avec FORWARDIS n'étant plus conforme aux normes de construction en vigueur pour sa mise en circulation, il s'est avéré nécessaire pour la RDT13 de construire un parc roulant répondant aux normes applicables.

En effet, le parc roulant ferré mis à disposition dans le cadre du marché FORWARDIS jouissait d'une dérogation spéciale de circulation reportée sur les caissons selon l'annotation « ECS GB sur wagons S87 selon IN 1873 ». Cette dérogation se fondait alors sur les prescriptions du référentiel Infrastructure IN 1873 de la SNCF.

Il est à noter par ailleurs que, dans le cadre de la circulation quotidienne de ces convois, les entreprises ferroviaires ayant réalisé ce flux, et notamment la RDT13 dans les dernières années, devaient demander et obtenir environ tous les 6 mois un Avis de Transport Exceptionnel auprès du Bureau des Transports Exceptionnels de SNCF Réseau et éventuellement des autres Gestionnaires d'Infrastructures empruntées (comme le GPMM).

Ainsi, ces caissons et wagons ayant largement dépassé leur potentiel d'utilisation, il devenait impératif pour la RDT13 de renouveler la flotte de caissons et de wagons, tout en respectant l'obligation de se conformer aux normes de construction désormais en vigueur.

Pour la construction et l'utilisation des conteneurs, la norme UIC 592 a donc dû être respectée.

Pour la construction et l'utilisation des wagons, ont donc notamment dû être respectées les spécifications techniques d'interopérabilité (STI), imposées comme standard européen sur de multiples aspects techniques tels que les dimensions des wagons, le positionnement des plots ISO sur lesquels reposent les chevilles UIC, les gabarits, mais aussi le freinage et le bruit.

Avec le nouveau parc, il s'est avéré que le modèle de Spreader (organe de préhension des caissons) présent sur le CTM pouvait assurer, de façon standard, la préhension des nouveaux caissons (via cheville UIC), mais que, une fois les caissons positionnés sur le wagon, le faible espace laissé disponible entre deux caissons – du fait du positionnement normé des chevilles UIC sur le wagon – rendait impossible l'opération de prise et de redépose sur le wagon pour les opérateurs du site compte tenu des « joues de guidage » historiques.

Afin de pouvoir assurer le déchargement des nouveaux trains suite au remplacement de l'ancien parc de wagons et de conteneurs, le DELEGANT a donc sollicité le DELEGATAIRE en vue de réaliser les adaptations techniques nécessaires au niveau du CTM.

En ce sens, un nouveau Spreader a dû être installé sur l'un des ponts porte-conteneurs. Ce nouvel organe a dû être adapté mécaniquement et électriquement. Une fois l'adaptation réalisée, un contrôle réglementaire de mise en service a dû être effectué pour valider son utilisation.

De plus, des adaptations ont également dû être réalisées sur le second Spreader (Spreader existant).

Enfin, des adaptations ont dû être réalisées au niveau des quatre tables basculantes destinées à vider les conteneurs de déchets ménagers dans les fosses de réception du site.

Préalablement à leur réalisation, les prestations de réalisation des ouvrages et leur modalité de financement ont été approuvées entre les Parties.

L'impact financier de ces modifications s'élève à 90 148 € HT, soit un montant de 108 177,60 € TTC.

Il a ainsi été convenu que cette prise en charge financière incombe en totalité au délégant, via le remboursement au délégataire des sommes avancées. La réalisation des ouvrages incombe quant à elle au délégataire.

Afin de tenir compte de ces récentes évolutions techniques effectuées, et de préciser les modalités de remboursement des investissements supplémentaires réalisés à la demande du DELEGANT, les Parties ont décidé de la conclusion du présent avenant.

L'avenant n°6 a pour objet, en application des articles 25 ; 26 et 39, de prendre en compte les incidences financières des adaptations techniques du CTM, demandées par le délégant au délégataire, afin de pouvoir assurer le déchargement des nouveaux trains suite au remplacement de l'ancien parc de wagons et de conteneurs.

Le présent avenant engendre une modification de 0,010% du contrat initial, soit un montant de 90 148€ HT.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-7 du code de la commande publique, la modification introduite ne peut pas être qualifiée de substantielle.

De manière cumulée avec les avenants précédents, il engendre une augmentation totale de 21,72%, du montant du contrat initial, soit un montant 866 068 732€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses cinq avenants en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015 et 28 mars 2019.
- L'avis de la commission prévue à l'article L.1411-5 du CGCT ;
- Le Code de la commande publique
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que des modifications permanentes d'ouvrages ont été demandées par le DELEGANT au DELEGATAIRE afin de permettre le déchargement des nouveaux caissons suite au renouvellement du parc roulant ferré en conformité avec les normes en vigueur ;
- Qu'il y a lieu de mettre à jour la Convention de ces évolutions techniques, de clarifier les obligations respectives des Parties, notamment, en matière de prise en charge financière

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multi filières des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille Provence, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-128/20/CT

■ **CT1-Présentation du rapport annuel technique et financier 2019 du Déléataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer**

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18577/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés ».

La convention de Délégation de Service Public n° 05/1130 a été approuvée et attribuée par délibération DPRO 05/164/CC du 13 mai 2005, à un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALGORA INTERNATIONAL, qui a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, la société Everé SAS.

Cette société est aujourd'hui l'entreprise délégataire du service public de traitement et de valorisation des déchets d'Aix Marseille Provence Métropole et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du Centre de traitement multifilières dédié.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel financier et technique retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2019, a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La note de synthèse annexée.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130 ;
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire et mis à la disposition du public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille Provence, annexé au présent rapport.

PED 003-127/20/CT

■ CT1-Présentation du rapport annuel technique et financier 2019 du Délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18576/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 09 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a pris effet le 13 février 2017 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société LA CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société LA CRAU ENERGIES VERTES, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret N°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du Déléataire et le Contrat de Délégation de Service Public n°12/024 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La note de synthèse ci-annexée.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire et mis à la disposition du public ;
- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019, remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-130/20/CT

■ CT1-Présentation des rapports annuels 2019 des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DGECE 20/18531/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur propositions du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire Marseille Provence à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, gérées en Régies, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2019.

De la même manière, le Service de l'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), délégataire du service de l'assainissement zone Centre, la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM), délégataire du service de l'assainissement zone Est et la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM), délégataire du service de l'assainissement zone Ouest ont remis leur rapport annuel pour l'exercice 2019.

Ces rapports, dont une synthèse est jointe en annexe, sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2019 pour le territoire Marseille Provence.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille (SEM) par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone attribuée à la SEM par délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2019 ont été remis par :
La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) pour le contrat de délégation du service public de l'eau ;
- Le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) pour chacun des contrats de délégation du service public de l'assainissement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation des rapports annuels des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire de Marseille Provence - année 2019.

EAU 002-129/20/CT

■ **CT1-Approbation du rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement sur le Territoire de Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 20/18529/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement d'un rapport présentant le rapport annuel sur le prix et la qualité de service de l'eau potable et de l'assainissement (RPQS) pour l'ensemble des territoires constituant la Métropole.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de cette loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ce RPQS a pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et prend en compte le cas échéant l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Pour l'année 2019, un RPQS Métropolitain (document de synthèse) a été réalisé à partir des RPQS des 6 territoires. Le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS du Territoire Marseille Provence sont présentés pour avis au Conseil de Territoire.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que le rapport Métropolitain approuvant la synthèse des six rapports des Conseils de Territoire ainsi que le rapport du Conseil de Territoire Marseille Provence doivent être présentés pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement sur son territoire pour l'exercice 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-131/20/CT

■ CT1-Actualisation de tarifs de l'eau au 1er janvier 2021 - Baisse du tarif agricole et simplification de la grille tarifaire du périmètre délégué sur le Territoire de Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DGECE 20/18556/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC. Cette nouvelle convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Parallèlement au tarif délégataire découlant de ce nouveau contrat, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, autorité organisatrice du service public de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence, doit disposer, au travers de sa part dite « surtaxe », de ressources propres nécessaires pour assurer son fonctionnement ainsi que les nombreux investissements qu'elle réalise sur son territoire.

Pour 2021, une délibération doit être prise afin de se conformer aux ajustements prévus au travers de l'avenant n°4 du contrat de Délégation de Service Public de l'eau approuvé par délibération du 15 octobre 2020. Ces ajustements portent sur :

- l'évolution de la grille tarifaire en vue d'une simplification :
 - suppression des tarifs eau potable et eau brute « temporaire » et « temporaire à usage agricole » et du tarif eau brute « espaces verts » ;
 - modification des tranches de facturation des tarifs eau potable et eau brute « industriel » et « agriculture »
- et une baisse du tarif « agriculture » pour accompagner les projets d'agriculture urbaine.

Tous les autres tarifs restent inchangés conformément à la dernière délibération en vigueur n°DEA 041-3349/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'actualisation des tarifs 2018 de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence.

La révision proposée ne porte que sur les tarifs et surtaxes du territoire Marseille Provence correspondant au périmètre des services délégués. L'évolution des tarifs du délégataire issu de son contrat et les redevances de l'Agence de l'Eau ne sont pas concernées par le présent rapport.

Le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du 15 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau du territoire Marseille-Provence et l'approbation du Règlement de Service de l'Eau ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de baisser le tarif agricole pour accompagner la politique de développement de l'agriculture urbaine et de simplifier la grille tarifaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la nouvelle grille tarifaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
 Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-132/20/CT

■ CT1-Attribution d'une subvention au commerce Bière Academy - SAS Artichaut pour la rénovation de son local commercial à Marseille - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
 DPEATSV 20/18743/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par la SAS ARTICHAUT (bar à bière – atelier de brassage « Bière Academy ») récemment installée au 22 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir la SAS ARTICHAUT en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 32 % du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 93 850 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur du commerce de proximité et a pour objectif d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en intervenant économiquement afin de lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- Que par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome ;
- Que par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- Que dans ce cadre, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projets pouvant être bénéficiaires de celle-ci en application des délibérations précitées ;
- Que cette aide, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, correspond, pour les PME créées ou reprises, à 50% du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros ;
- Que la Métropole a été sollicitée par la SAS ARTICHAUT, récemment installée au 22 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une subvention sur ce fondement ;
- Que les conditions d'attribution de la subvention sont remplies par l'entreprise ;
- Que la Métropole souhaite répondre favorablement à la demande de la SAS ARTICHAUT en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 32% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 93 850 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention au commerce « Bière Academy » (SAS Artichaut) pour la rénovation de son local commercial.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-133/20/CT

■ CT1-Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association METIERAMA-ADIME au titre de l'exercice 2020

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 20/18791/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « METIERAMA-ADIME ».

Cette association a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des Jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les Jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

Chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations » destinées à l'ensemble des Jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion se tient à Marseille en association avec le Rectorat. Y sont présentées une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers :

- Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises...
- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

LE BILAN

Les 41èmes rencontres se sont tenues au Parc Chanot de Marseille le 17 et 18 janvier 2020 porté sur « le geste métier ». Le salon METIERAMA s'est déroulé donc au hall 1 Palais des événements en association avec le salon généraliste de l'Etudiant « post bac ». Les grandes branches et fédérations professionnelles ont répondu favorablement à cet événement.

Le salon Metierama

- 17.967 visiteurs qualifiés (étudiants 8%, collégiens 3%, lycéens 43%, parents 45%, autres 1%).
- 11 pôles représentant une large palette de métiers proposant les 5 niveaux de formation (du CAP au niveau Ingénieur).
- 10 secteurs professionnels : automobile, bâtiment- travaux publics, commerce et grande distribution, économie-droit-gestion-banque-Assurance, union des métiers de la métallurgie, union des industries chimiques, énergie /EDF, transport – logistique, numérique, industries graphiques
- 8 Espaces spécifiques : Région PACA, l'apprentissage, l'entrepreneuriat, les filières scientifiques, espace « café des parents, espace d'animations, un studio TV facebook-professionnels d'un jour

Communication

- Affiches envoyées courant décembre dans chaque lycée public et privé via la navette rectorale ainsi qu'un courrier destiné aux proviseurs.
- Les réseaux sociaux
- L'application numérique

Partenariats

- Conseil Régional PACA
- Ville de MARSEILLE
- Métropole Aix-Marseille-Provence
- Chambres Consulaires (CCIMP et CMAR)

- Union pour les Entreprises du 13
- Association Jeunesse Entreprise Provence*Les grandes Fédérations professionnelles (BTP 13, UIMM,
- FCD, Union des Industries, Grandes Entreprises dont EDF.

Comme chaque année la manifestation a été réalisée sous la haute autorité et avec le soutien de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille et Monsieur le Président de l'Université d'Aix-Marseille.

Le budget prévisionnel de METIERAMA-ADIME, pour 2020, s'élève à 243.892 euros. Il est en augmentation de 2.3% par rapport à 2019.

L'association METIERAMA-ADIME a bénéficié au titre de l'année 2019 d'une subvention de 10.000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros au titre de l'année 2020 à l'association METIERAMA-ADIME.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-134/20/CT

■ CT1-Attribution d'un complément de subvention à Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage AMPA - Approbation d'un avenant à la convention 2020

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 20/18797/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de créer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

La délibération précitée a également acté le rôle de l'association Pays d'Aix Développement (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

En 2019, 53 projets ont été recensés et analysés en amont par PAD et 24 dossiers présentés en comité de sélection. Sur la base de critères de sélection très rigoureux, 13 projets ont été retenus, pour un montant de 455 000 euros.

Par délibération n° ECO 047-7288/19/BM en date du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, une subvention de 202.600 € au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) pour l'année 2020, basée sur les participations des quatre territoires de Marseille Provence (68 000 euros), Pays d'Aix (100 000 euros), Pays d'Aubagne et de l'Etoile (20 800 euros) et Pays de Martigues (13 800 euros). Une convention bilatérale a été signée à cet effet le 12 février 2020.

A ces financements s'ajoutent les remboursements des bénéficiaires, pour un montant estimé à 80 000 euros.

Initialement chiffré à 380 200 euros, le budget prévisionnel intégrait notamment les fonds de revitalisation, comme ce fut le cas en 2019 (90 250 euros). Or il n'a pas été possible de mobiliser ces fonds pour l'année 2020. Par conséquent, la dotation du dispositif AMPA pour 2020 s'établit à 282 600 euros.

Malgré la crise sanitaire et ses répercussions sur l'économie, le dispositif AMPA a maintenu durant l'année 2020 un rythme d'engagement soutenu, avec six dossiers engagés à ce jour, représentant un montant de 195 000 euros. Sept projets sont actuellement à l'étude et pourraient faire l'objet d'un engagement à l'issue du comité de sélection de fin d'année.

Dans cette perspective, il est proposé d'abonder le fonds AMPA par l'octroi d'une subvention de 70 000 euros supplémentaire, portant la participation du Territoire Marseille Provence à 138 000 euros.

Le budget prévisionnel de l'action s'établirait en conséquence à 352 600 euros.

Ainsi, il est proposé de modifier, par voie d'avenant, en application de l'article 9 de la convention signée, le montant de la participation du Territoire Marseille Provence ainsi que le budget prévisionnel de l'action. Afin de ne pas pénaliser l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, il est proposé de proroger de six mois la durée d'exécution financière de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; - La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VECO 002-150/19/CT du Conseil de Territoire du 28 mars 2019 ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° ECO 047-7288/19/BM en date du 19 décembre 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- Que la Métropole souhaite affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'un complément de subvention à Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage AMPA – Approbation d'un avenant à la convention 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-135/20/CT

■ CT1-Approbation d'un soutien exceptionnel aux commerces de proximité des communes du territoire TCES 004-17/11/20 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'épidémie de COVID a généré et génère une crise sanitaire sans précédent conduisant au confinement de la moitié de la population mondiale avec de lourds impacts sur les modes de vie, la consommation et l'économie à l'échelle planétaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, ses Territoires, ses 92 communes et ses 1,8 million d'habitants n'ont pas été épargnés. Les entreprises, qui continuent de vivre en s'adaptant aux mesures étatiques, restent marquées par cette période et en attente de perspective d'avenir.

Pendant le premier confinement, des efforts considérables ont été engagés par Aix-Marseille-Provence, ses Territoires et ses communes ainsi que l'ensemble des acteurs publics (Etat, Région, Département, chambres consulaires, etc) pour informer et protéger au mieux les habitants et le tissu économique. Un plan d'urgence métropolitain a été mis en place avec des actions en faveur de la continuité du service public (communication, transports, déchets, etc), de la santé des habitants et de la solidarité envers les plus fragiles (matériels de protection, désinfection des rues, paniers alimentaires, aides aux jeunes notamment étudiants, etc) et des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois (aides à la trésorerie, report/annulation de loyers et redevances d'occupation du domaine public, etc).

En outre, un plan de relance, adopté le 31 juillet 2020 par le Conseil de la Métropole, porte l'ambition de permettre le renouveau des territoires en intégrant comme finalité le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la réussite d'un virage écologique. Sa première action vise à "soutenir massivement les secteurs économiques durement touchés, pourvoyeurs d'emplois et de retombées locales", afin de permettre la survie de son tissu économique local.

Depuis l'instauration d'un nouvel état d'urgence sanitaire et d'un nouveau confinement, le tissu économique de nos territoires vit une nouvelle phase de tension. Les spécificités démographiques et économiques du territoire Marseille-Provence, comprenant de nombreux commerces de cœurs de villes et de villages, implique un soutien du Territoire dans le cadre du plan de relance précité et de la stratégie métropolitaine de soutien au commerce de proximité. En effet, dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat, en particulier par des dispositifs d'aide à l'immobilier. Dans le contexte actuel et afin d'adapter au mieux son action sur le terrain, il est proposé de mener une action ciblée notamment sur l'aide aux loyers en lien avec les communes de son territoire, la proximité de ces dernières permettant de déterminer au mieux les besoins.

L'aide aux loyers du Territoire Marseille-Provence intervient pour soutenir l'extension d'activités économiques. L'extension s'entend comme une augmentation des moyens de productions, et ce soutien aux commerçants leur permettra de multiplier leurs moyens de productions et de distributions, en investissant sur des outils innovants de vente à emporter type « click & collect », de livraison, et de valorisation et diffusion sur des plateformes nouvelles.

Ainsi, le Territoire Marseille-Provence souhaite mettre en place un plan de soutien et d'accompagnement au développement des commerces de nos cœurs de villes et de villages, sur la base de « 1 euro par habitant pour nos commerces ». Il s'agit de soutenir dans leur développement alternatif (click & collect, plateforme numérique, vente à emporter, livraison sous-traitée) les commerces de proximité fermés administrativement, pour étendre leur production et leur distribution. Cette aide se traduira par une participation financière du Territoire, via la Commune conventionnée, à hauteur de 50% du loyer payé par l'entreprise, dans la limite de 400 euros par entreprise. La Commune conventionnée pourra compléter, si elle le souhaite, le reste à charge du loyer de l'entreprise.

Les commerces dans les cœurs de villes et de villages relèvent d'une activité de proximité. C'est donc en étant au plus près du terrain que les Communes pourront aider le Territoire Marseille-Provence à identifier les commerces nécessitant ce soutien à leur développement. Ainsi, les Communes établiront une liste des commerces susceptibles d'être accompagnés, pour transmission d'ici le 17 décembre aux équipes du Territoire, afin de finaliser ce soutien exceptionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°201561085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- La délibération ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole du 29 juin 2019 relative aux conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- Le procès - verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 033-8303/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'adoption du plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère exceptionnel de la crise liée à l'épidémie de COVID-19 et le besoin de mesures spécifiques pour atténuer ses effets délétères sur les habitants et les entreprises à court mais aussi moyen terme ;
- La volonté du Territoire de réduire l'impact du choc sanitaire sur ses entreprises, notamment dans la capacité de celles-ci à payer leurs loyers et à accroître leurs moyens de productions et de distributions ;
- La nécessité de constituer un relais avec les communes du territoire afin de permettre une efficacité dans l'aide apportée aux commerces de proximité.

DELIBERE

Article 1 :

Afin de soutenir le commerce de proximité et permettre, dans cette période de crise, d'atténuer l'impact du choc sanitaire, sont attribuées les sommes ci-après :

- Allauch : 22 000 euros
- Carnoux-en-Provence : 6900 euros
- Carry-le-Rouet : 6300 euros
- Cassis : 7700 euros
- Ceyreste : 4100 euros
- Châteauneuf-les-Martigues : 11 700 euros
- La Ciotat : 33 900 euros
- Ensuès-la-Redonne : 5200 euros
- Gémenos : 6200 euros
- Gignac-la-Nerthe : 9000 euros
- Marignane : 34 500 euros
- Marseille : 860 000 euros
- Plan-de-Cuques : 11 000 euros
- Roquefort-la-Bédoule : 5000 euros
- Le Rove : 4300 euros
- Saint-Victoret : 6600 euros
- Sausset-les-Pins : 7500 euros
- Septèmes-les-Vallons : 11 200 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer tous documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 de l'État Spécial du Territoire Marseille Provence et du Budget Principal de la Métropole, en section de Fonctionnement chapitre 65 nature 65734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-139/20/CT

■ CT1 - Composition des commissions de travail et d'étude du Conseil de Territoire Marseille Provence - Modifications
DAJA 20/18899/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération HN 009-28 /07/20CT du 28 juillet 2020, neuf commissions permanentes de travail et d'étude ont été créées afin d'étudier les questions soumises au Conseil de Territoire :

Finances - Etat spécial de territoire.
Habitat - Politique de la Ville.
Développement durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture.
Urbanisme - Aménagement.
Voirie - Mobilité.
Propreté - Déchets.
Eau - Assainissement.
Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de loisirs - Développement économique - Emploi et numérique.
Ports - Nautisme.

La composition de ces différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus. Par délibération HN 001-103 /20/CT du 13 octobre 2020, la composition de ces commissions a été approuvée. Chaque commission comprend quatorze membres.

Le présent rapport a pour objet d'apporter une modification dans la composition des commissions Habitat-Politique de la Ville et Voirie-Mobilité. Par ailleurs il convient de remplacer au sein de la commission Ports-Nautisme Monsieur Jean-Marc BLOQUEL démissionnaire, par monsieur Grégory PANAGAUDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-22
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence HN009-28 /07/20CT du 28 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence HN 001-103 /20/CT du 13 octobre 2020 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt qui s'attache à la création de commissions de travail et d'étude chargées d'étudier les dossiers soumis au Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Sont désignés membres de la Commission Habitat - Politique de la Ville :
Valérie BOYER ; Romain BRUMENT ; Patrick PAPPALARDO ; Lionel ROYER-PERREAUT ; Denis ROSSI ; Christian AMIRATY ; Patrick AMICO ; Marie BATOUX ; Nadia BOULAINSEUR ; Audrey GARINO ; Samia GHALI ; Eric SEMERDJIAN ; Nathalie TESSIER ; Sandrine D'ANGIO.

Article 2 :

Sont désignés membres de la Commission Voirie - Mobilité :

Solange BIAGGI ; Camélia MAKHLOUFI ; Catherine PILA ; Roland GIBERTI ; Patrick GHIGONETTO ; Marc DEL GRAZIA ; Roland CAZZOLA ; Sébastien JIBRAYEL ; Pierre HUGUET ; Pierre LEMERY ; Anne MEILHAC ; André MOLINO ; Georges ROSSO ; Cédric DUDIEUZERE.

Article 3 :

Sont désignés membres de la Commission Ports-Nautisme :

Sophie ARRIGHI ; Sabine BERNASCONI ; Corinne BIRGIN ; Grégory PANAGOUDIS ; Eric LE DISSES ; Didier REAULT ; Jean-Baptiste RIVOALLAN ; Patrick BORE ; Claude PICCIRILLO ; Sophie GUERARD ; Cédric JOUVE ; Anne VIAL ; Michel ILLAC ; Bernard MARANDAT.

Article 4 :

Les autres dispositions de la délibération HN 001-103 /20/CT du 13 octobre 2020 sont inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.